TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10768 — 36 PAGES — JEUDI 13 SEPTEMBRE 1979

Un avion de la Lufthansa détourné en R.F.A.

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 15 fr. ; Canada, $ 0,85 ; Côte-d'Ivoire, 160 F CFA ; Danemark, 4 kr ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 30 p. ; Grèce, 30 dr. ; Iran, 70 ris. ; Italie, 500 l. ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 15 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Sénégal, 160 F CFA ; Suède, 3 kr. ; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 7

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'Angola sans Neto

Parmi les chefs d'Etat africains de tout premier plan, le président Neto, qui vient de mourir à Moscou, tenait une place toute particulière. Chef incontesté de la lutte nationale contre le colonisateur portugais, poète de renom, il était, à la différence de quelques autres, un marxiste de vieille et solide formation et se réclamait, encore récemment, de la « clarté idéologique que confère le marxisme-léninisme ». L'U.R.S.S., qui déplore aujourd'hui la perte de ce « grand ami », en avait peu de cette qualité.

Si le chef d'Etat disparu était pour beaucoup dans la rigueur idéologique du régime, il exerçait sur une équipe qui fut toujours divisée l'ascendant d'un conciliateur et d'un arbitre plutôt que l'autorité quasi divine de beaucoup de ses pairs africains. Aucun dauphin ne s'imposant à l'évidence, bien que M. Lucio Lara, membre du bureau politique du M.P.L.A. et secrétaire du département « organisation » du comité central paraisse jouir d'une position privilégiée, il est probable qu'après avoir resserré les rangs dans l'épreuve l'équipe dirigeante angolaise connaîtra une dure phase de lutte pour le pouvoir.

Ce risque d'instabilité est confirmé par l'histoire récente du parti. Dans la dernière en date des crises qui l'ont secoué, le premier ministre, M. Lopo do Nascimento, et deux membres importants du cabinet, tenus pour des inconditionnels de Moscou, avaient été destitués en décembre 1978. L'année précédente, l'affrontement entre les deux principales tendances du M.P.L.A. avait tourné à la tentative de coup d'Etat menée par M. Nito Alves, et « plusieurs centaines de fractionnistes » avaient été arrêtés.

Dans un pays déchiré par la guerre civile que continuent à mener le F.N.L.A. et surtout l'UNITA, soutenue par l'Afrique du Sud, et où, de surcroît, la situation économique est plus que préoccupante, il ne semble pas toutefois que les nouveaux dirigeants puissent se permettre de remettre sérieusement en cause, du moins dans l'immédiat, les dernières orientations du président disparu. Il s'agit notamment de moindre dépendance à l'égard de Moscou, de son souci d'ouverture, de gestes conciliants envers le Portugal et plus généralement l'Occident et de la réconciliation avec le Zaïre voisin. Toutefois, la médiation entre « doctrinaires » et « réalistes », où excellait le chef de l'Etat, va désormais faire gravement défaut.

Au moment où la crise de l'Afrique australe traverse une phase apparemment décisive, le rôle de Luanda est d'une grande importance. Sans qu'il soit question de remettre en cause la présence de vingt mille soldats cubains qui conforte leur régime, les nouveaux dirigeants ont en effet à redéfinir leur politique à l'égard de la Namibie et du Zimbabwe-Rhodésie. En « modulant » leur soutien aux guérilleros qui s'arment et s'entraînent sur leur territoire, ils peuvent soit renforcer les États dits de la « ligne de front », qui aspirent visiblement à un règlement, soit pousser à la seule « solution armée », qui a les préférences de l'U.R.S.S. En Namibie, le choix de la première politique aurait de graves conséquences sur la lutte menée par la SWAPO.

En bon marxiste, le président disparu professait que les « grandes personnalités » ne peuvent avoir dans l'histoire de leur pays un rôle capital. Les conséquences de sa mort ne seront sans doute pas de nature à étayer cette thèse.

(Lire nos informations page 3.)

M. YASSER ARAFAT VA ÊTRE REÇU OFFICIELLEMENT A MADRID

(Lire page 4.)

M. Pham Van Dong au Nicaragua

La visite du dirigeant vietnamien illustre le raidissement du gouvernement sandiniste

Le Front sandiniste a annoncé, mardi 11 septembre à Managua, la visite au Nicaragua, à partir de jeudi, du premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong. Ce voyage retient d'autant plus l'attention que la délégation nicaraguayenne avait adopté, lors de la conférence de La Havane, des positions radicales.

Il semble que la jeune révolution sandiniste ait retenu la thèse défendue par M. Fidel Castro, selon laquelle les pays socialistes sont les « alliés naturels » des non-alignés. L'attitude des autorités de Managua pourrait aussi s'expliquer par la lenteur des Etats-Unis à répondre à leur demande de fourniture de matériel militaire. Des émissaires nicaraguayens vont être envoyés prochainement en Europe pour y acheter des armes.

De notre envoyé spécial

Managua. — Alors que persistaient dans la capitale nicaraguayenne les rumeurs sur une éventuelle visite de M. Fidel Castro, à l'occasion des fêtes de l'indépendance qui, dans toute l'Amérique centrale, sont célébrées le 15 septembre, le Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) a annoncé, mardi 11 septembre, l'arrivée à Managua du premier ministre du Vietnam. M. Pham Van Dong doit prendre la parole le vendredi lors d'une manifestation de masse spécialement convoquée sur la nouvelle place de la Révolution.

L'actuel climat reste mal défini au Nicaragua. Un gouvernement composé en bonne partie de personnalités modérées prend des décisions d'inspiration dirigiste comme la nationalisation des banques et le contrôle étatique imposé sur les principales exportations. L'équipe révolutionnaire — qui garde le pouvoir militaire — s'illustre, elle, par sa générosité envers les vaincus, son pragmatisme et sa modération de langage. Dans ce contexte l'annonce du voyage de M. Pham Van Dong revêt une grande signification.

Déjà, le caractère radical de l'intervention du commandant Daniel Ortega, membre de la junte, à la conférence des non-alignés, à La Havane, avait surpris. Il n'était pas évident, par exemple, que la révolution nicaraguayenne, à bon droit passionnée d'indépendance, dût se prononcer si rapidement, à propos du Cambodge, en faveur d'un gouvernement, celui de M. Heng Samrin, notoirement installé par une armée étrangère — celle du Vietnam, précisément.

Sur l'ensemble des thèmes brûlants abordés par la conférence de La Havane, Managua a suivi la ligne dure.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 6.)

La « révolution » de la télématique

Dès 1980, des particuliers pourront interroger par téléphone des banques de données

Le conseil des ministres devait entendre, ce mercredi 12 septembre, une communication de M. André Giraud, ministre de l'industrie, sur la politique en matière d'applications de l'informatique et, notamment, sur la création de l'agence chargée de la mettre en œuvre. D'autre part, M. Nobert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., devait présenter un bilan de l'action de son administration en matière de télécommunications et de télématique et annoncer le câblage d'une ville moyenne au moyen de fibres optiques, en 1981. Et dès 1980, des particuliers pourront interroger par téléphone des banques de données.

Mariage du téléphone, de l'ordinateur et de l'écran de télévision, la télématique est devenue depuis deux ans une des préoccupations essentielles du gouvernement, qui, sous l'impulsion de M. Giscard d'Estaing, y voit l'un de ces créneaux où la France peut toucher les dividendes de son savoir-faire technologique. La communication présentée par M. Ségard laisse à penser que la télématique va quitter le domaine de la théorie. Dans un ou deux ans, des usagers commenceront à profiter des avantages d'une information accrue et multiforme. Leur vie sera-t-elle bouleversée ? Sauront-ils utiliser les banques de données mises à leur disposition ? Qui paiera ces services supplémentaires ?

Pour répondre à ces questions, il a été décidé de tester en grandeur nature le service « Vidéotex ». La première expérience débutera à la fin de l'année 1980, à Vélizy, dans les Yvelines. Baptisée « Télétel », elle permettra à deux mille foyers d'utiliser l'écran de télévision et le câble téléphonique pour consulter, de chez eux, les horaires de la S.N.C.F., le catalogue de sociétés de vente par correspondance, les séjours proposés par le Club Méditerranée ou les renseignements contenus dans le bulletin municipal. Les premières difficultés sont venues de la presse locale qui redoute que Télétel ne détourne la publicité pour financer son fonctionnement. Selon le secrétaire d'Etat aux P.T.T., *« ces appréhensions ne sont pas fondées. C'est pourquoi nous associerons la presse à la mise en place de cette expérience, mais son principe ne sera pas remis en cause ».*

Deuxième essai télématique : l'annuaire électronique. Officiellement imaginé pour économiser les dépenses de papier et... la forêt française, officieusement conçu par la direction générale des télécommunications pour n'avoir plus recours à la poste, chargée de distribuer chaque année cet épais document.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 31.)

La hausse des taux d'intérêt s'accélère en France

Pour la cinquième fois depuis le début de juin, les banques françaises ont relevé leur taux de base, le portant, d'un coup, de 10,05 % à 10,75 %. Ce sont les autorités monétaires elles-mêmes qui accélèrent le mouvement, en faisant monter le loyer de l'argent à court terme sur la place de Paris, suivant l'exemple des autorités monétaires américaines, qui viennent de porter les taux d'intérêt outre-Atlantique à un niveau record (12,2 %) afin de lutter contre l'inflation.

A Paris, c'est le Crédit lyonnais qui a donné le signal de la hausse, imité immédiatement par la B.N.P., la Société générale, le C.I.C., le Crédit du Nord et, pratiquement, l'ensemble du système bancaire français qui, en dépit des objections de M. Monory, ministre de l'économie, continue à présenter un front commun en matière de taux, à quelques nuances près.

En trois mois le taux de base français aura ainsi grimpé de près de 2%, passant successivement de 8,80 % à 9,15 % le 6 juin, à 9,45 % le 7 juillet, à 9,75 % le 26 juillet et à 10,05 % le 4 août.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 32.)

Élections sans passion en Suède

Plus de six millions de Suédois éliront dimanche 16 septembre les trois cent quarante-neuf députés du Riksdag et renouvelleront les conseils généraux et municipaux. Au cours des trois dernières années, le premier gouvernement « bourgeois » depuis quarante-quatre ans, la majorité et l'opposition de gauche se sont parfois durement affrontés. Pourtant, la campagne qui s'achève ne semble pas passionner l'opinion, tant elle est calme, pour ne pas dire monotone.

L'électorat flottant joue depuis 1970 un rôle de plus en plus important dans les consultations. Aussi, les cinq principaux partis se gardent-ils d'effrayer les « hésitants » par des projets trop audacieux.

Les thèmes développés dans cette campagne ne se prêtent guère à de grands duels idéologiques. Dans plusieurs domaines, notamment l'emploi et la protection sociale, les deux gouvernements « bourgeois » qui se sont succédé depuis 1976 n'ont fait que poursuivre la politique de leurs prédécesseurs sociaux-démocrates. Ceux-ci cherchent aujourd'hui à « rassurer l'opinion », tandis que les non-socialistes, toujours aussi divisés, rendent compte des succès de leur politique économique après le grave effondrement de l'industrie en 1977.

I. — D'abord séduire les hésitants

De notre correspondant
ALAIN DEBOVE

Stockholm. — Le samedi est le jour où l'on fait les courses en famille. Une fourgonnette orange se gare à côté de la salle des concerts dans le centre commercial de la capitale. En descendent le ministre de l'économie, M. Ingemar Mundebo (libéral), chemise de sport à carreaux et à manches courtes, et quelques jeunes militants du parti armés de deux micros — l'un pour le ministre et l'autre pour le public — et d'un modeste haut-parleur vite installé sur un trépied. Après une brève allocution de M. Mundebo, le dialogue s'engage avec les passants. Il porte essentiellement sur l'emploi, les 90 000 postes qui ont été supprimés dans l'industrie ces deux dernières années, le déficit budgétaire de cinquante millions de couronnes, ce qui représente plus de 30 % des dépenses publiques, et la nouvelle crise du olgement à Stockholm.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

Les visiteurs du Quai

Si M. Cubillos, ministre des affaires étrangères du Chili, a été reçu au Quai d'Orsay six ans et un jour après que Salvador Allende, président de la République élu, eut péri dans son palais bombardé par les militaires, c'est, nous dit-on, pour une « visite de travail ».

Peut-être faut-il entendre par là qu'il ne s'agit pas vraiment d'une « visite d'amitié », mais tout simplement d'une rencontre technique où l'on aura peut-être évoqué la vente de seize Mirage au Chili.

En tout cas, il ne s'agit sans doute pas d'une « visite commémorative », car aucun communiqué officiel n'annonce que M. François-Poncet a présenté ses condoléances pour la mort des droits de l'homme au pays de son visiteur.

BERNARD CHAPUIS.

ILS JOUENT GENTIMENT.

(Dessin de KONK.)

(Lire page 36 nos informations sur la grève de la S.N.C.F.)

UNE NOUVELLE TRADUCTION DU CORAN

Le texte le plus pur de la langue arabe

Vulgate officielle et définitive de l'islam, le Coran est le livre suprême d'une religion — la dernière révélée, la plus jeune donc — riche aujourd'hui de plus de six cents millions d'adeptes et étendue sur plusieurs continents.

L'islam, contrairement à la religion chrétienne, n'a pas eu recours aux miracles et aux gestes spectaculaires pour s'imposer. Il ne reconnaît pas le miracle. Il ne l'inclut pas dans les manifestations de sa preuve et de sa vérité. Mahomet est un prophète, le dernier des prophètes, un envoyé de Dieu, certes, mais c'est aussi un homme parmi les hommes. Donc point de miracle. Cependant, le caractère inimitable, la haute perfection du Coran, font de ce texte une sorte de miracle un « défi aux incrédules », la preuve d'un génie qui dépasse les capacités humaines.

Seul miracle, le Coran reste, quatorze siècles après sa révélation, le texte le plus pur de la langue arabe. Si on l'examine d'un strict point de vue linguistique, du point de vue de la beauté de la langue, il s'avère d'une richesse et d'une poésie d'un niveau de loin supérieur à tout ce qu'a produit la langue arabe avant et après l'islam. Bien sûr, des imitateurs ont essayé de réécrire le Coran. Le résultat fut à chaque fois lamentable. Le traduire paraît à la limite un défi difficile à relever. Si Hamza Boubakeur le reconnaît : *« Le texte du Coran est difficile à saisir. L'extraordinaire richesse de la langue arabe, les modes de sentir, de penser, de s'exprimer, en un mot le psychisme du peuple qui la parle, ne rendent pas aisée la tâche du traducteur qui refuse de trahir ou de donner une interprétation personnelle à ce qui paraît obscur ou ambigu. »* C'est juste.

Que penser du travail monumental que vient de faire Si Hamza Boubakeur ? Difficile à juger. On peut tout au plus dire le plaisir qu'on a à lire cette nouvelle traduction, et surtout les commentaires nombreux, précis et riches qui suivent chaque sourate verset par verset. Si Hamza Boubakeur s'est attaché scrupuleusement à la lettre du texte ; il n'a pu rendre toute la poésie du livre. C'est en ce sens que la traduction idéale d'un texte aussi fondamental devrait être l'œuvre d'un collectif pluridisciplinaire. Si Hamza Boubakeur le sait, lui qui a mis tout son savoir au service de ce travail.

Ce corpus final a une histoire. Cette parole incréée est une parole de Dieu révélée à Mahomet en plusieurs morceaux et étapes par la voix de l'ange Gabriel.

TAHAR BEN JELLOUN.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

SÉCURITÉ SOCIALE

Peut-on maîtriser les dépenses de santé ?

par RENÉ LENOIR (*)

LE débat sur la Sécurité sociale est sain. Pour qu'il débouche sur des solutions positives, il ne faut pas perdre de vue certains faits.

Dans l'immédiat, le chômage est la cause principale du déficit. Avec un million de cotisants de plus, la Sécurité sociale serait en excédent (1). Les droits sociaux ont été maintenus aux travailleurs privés d'emploi : s'ils devaient perdre, en plus de leur travail, les allocations familiales et le droit aux soins, le pacte social n'y résisterait pas. La mesure est bénéfique même au plan économique : elle constitue un bon amortisseur de crise et évite, dans les zones durement touchées, que ne se développe un *cycle de régression*.

Mais cette extension de la solidarité (on sort du principe de *l'assurance*) se *paie* comme tout dans la société. Il est temps d'en prendre conscience.

Dans le proche avenir, ce sont les dépenses de santé qui font problème. Certes, dans tous les pays développés, la structure de la consommation change, et le souci d'être bien soigné est prioritaire. Mais une masse de l'ordre de 150 milliards de francs, ne peut croître au taux moyen de 20 % l'an, sans mettre en péril les autres fonctions vitales de la nation.

Pour comprendre la difficulté et les limites de l'exercice, il faut savoir que *20 % des malades* font 80 % de la dépense.

S'il y a abus ici, ce n'est pas du fait des malades et s'il y a un point sur lequel la régression de la *solidarité* serait intolérable, c'est *celui-là.* Mais qu'il y ait abus sur la façon de soigner ces grands malades, c'est probable.

L'illusion de la simplicité

Qu'à cela ne tienne, dit-on, limitons au moins le petit risque. On pense aussitôt au ticket modérateur. L'Américain Martin Feldstein propose de *ne* rembourser les frais de pharmacie, de soins courants ou d'hospitalisation qu'à partir du moment où ils dépassent 15 % du revenu annuel du ménage. Ce système paraît simple. Pourtant son coût bureaucratique ne serait pas négligeable : il faudrait prouver à la fois le niveau de ses revenus et celui de ses dépenses de soins en conservant soigneusement les factures pour les présenter dès lors qu'elles atteignent le niveau au-delà duquel la collectivité intervient.

Mais surtout le petit risque comporte, à côté d'abus certains, des *aspects de prévention importants :* c'est le cas pour toute la médecine périnatale, qui a entraîné un recul considérable *de la mortalité* infantile, ou encore de la détection précoce des handicaps, qui permet des *améliorations spectaculaires. Revenir* sur la gratuité pour ce genre d'examens et de soins serait multiplier *des dépenses futures d'un* tout autre ordre de grandeur. Le petit risque n'est donc pas un tout *homogène qu'on peut traiter globalement.*

On évoque encore des *réformes* plus radicales comme celle de « l'impôt négatif sur le revenu » (2). L'Etat garantit à chaque ménage un revenu minimum annuel, les prestations spécifiques disparaissent, chacun s'assure à sa convenance. J'ai jadis été séduit par la simplicité apparente du système. J'ai changé d'avis. Même aux U.S.A., où la connaissance des revenus est bien meilleure qu'en France, cette solution n'a pas été retenue. Son coût bureaucratique ne doit pas être sous-estimé. Mais la difficulté de fond est celle-ci :

— Ou bien le minimum garanti est fixé à un niveau de misère, et le recours à l'assurance volontaire est inique et annule un siècle de progrès sociaux ;

— Ou bien il est fixé à un niveau à peu près décent et la fuite *devant le travail va s'accentuer,* de même que la propension à la fraude et au travail noir. Les mentalités *ont beaucoup changé.* Autant il faut s'efforcer d'amener des populations marginales à l'autonomie *(par la formation scolaire et* professionnelle, un meilleur habitat, etc.), autant il faut lutter contre les *conduites marginales* et la *multiplication* des assistés permanents (3).

Il est d'autres moyens de maîtriser les dépenses de santé sans recréer l'angoisse et l'insécurité ou sans que la collectivité ne *retrouve la charge d'individus inconscients* qui n'auront cure d'user de la liberté de s'assurer.

Si *l'énorme appareil* de soins ne peut être freiné comme on le fait d'une petite voiture, un ralentissement *progressif de son allure* est possible.

1. — La maîtrise des dépenses *hospitalières* suppose des mesures nombreuses :

— *Une bonne connaissance* d'abord. Un guide des ratios hospitaliers permet des comparaisons entre hôpitaux ou services homogènes. On y vient (4) ;

— L'abandon du système du prix de journée (5). L'expérimentation faite depuis deux ans devrait permettre de passer à un autre système. Les Québécois, les Anglais, l'ont fait. Il doit en résulter, au sein des hôpitaux, un exercice collectif d'autodiscipline qui contribuera à une prise de conscience dans ce domaine délicat de la décision en matière de santé ;

— Plus importante encore est la limitation du nombre des lits qui *a été décidée. Il faut savoir que* le ministre de la santé et le gouvernement tout entier ont de tout *temps été soumis à une pression* fantastique pour que soient construits de grands hôpitaux. Pression *parfois justifiée par la vétusté du* patrimoine existant. Mais il faut savoir aussi que ce qui compte *aujourd'hui, c'est la qualité du plateau technique,* non le nombre de lits. La plupart des malades, après un bref séjour à l'hôpital, peuvent être soignés chez eux ;

— L'humanisation doit être achevée, mais à un moindre coût. Il faut savoir ce que l'on veut. Qui d'entre nous accepterait de voir ses vieux parents dans une salle commune de 80 lits où les valides côtoient des vieillards séniles ? On comptait 200 000 lits en salle commune, il y a une dizaine d'années. Il en reste encore 60 000. Cet effort méritoire doit être poursuivi, et achevé.

L'humanisation coûte cher. Pourrait-elle coûter moins ? Il faut distinguer ici, entre les services de soins actifs, pour lesquels les économies ne pourraient se faire qu'au détriment de la qualité des soins, et les services d'hébergement des personnes âgées (6), qui, tout en étant invalides ou semi-valides, ne sont pas des malades. Le département de la Creuse a construit, en traditionnel, des établissements *confortables dont le prix* de journée n'atteint pas 40 % de celui des établissements industrialisés, mais de *conception* trop médicale, dont on couvre la France. Il faut en tirer la leçon.

2. — *En ce qui concerne les* médecins, l'essentiel est fait ou peut l'être :

— *Leur nombre, dans l'avenir,* sera limité. Son accroissement actuel pèsera sur la Sécurité sociale *de longues années encore ;*

— L'enseignement de l'économie médicale vient à peine d'être *rendu obligatoire. Mais quel est son* coefficient aux examens ? Il faut y penser si l'on ne veut pas que *certains médecins soient les derniers* ordonnateurs irresponsables d'un budget public ;

— *Le « profil médical » permet* de détecter les médecins dont les prescriptions sont manifestement abusives. Les *textes sont prêts* depuis longtemps. Quelques coups de semonce ne seraient pas *superflus.*

3. — Le progrès technique ne doit être accepté que sous bénéfice d'inventaire.

Quoique les raccourcis soient toujours outranciers, disons que greffer une pile électrique dans le cœur d'une personne de quatre-vingts ans pourrait se justifier si l'on n'était pas obligé, au même moment, de négliger des milliers d'enfants dyslexiques ou le dépistage précoce des *malformations* urinaires des enfants. Devant un appareil sophistiqué et forcément *coûteux,* il faut *se poser quelques* questions : quel sera son coût de *fonctionnement* ? Pour combien de *malades apportera-t-il un progrès* réel ? Ne sera-t-il pas obsolète à bref délai ?

On estimait, dans les années 60, que le progrès technique, à lui seul, provoquait une augmentation de 4,5 % par an du coût des soins. Or à cette formidable avancée technique n'a pas correspondu un progrès humain sensible. Entre 1955 et 1966, le taux moyen de mortalité n'a pratiquement pas baissé aux Etats-Unis, malgré une augmentation de la consommation de soins de 35 %.

Désormais, les variations de la mortalité sont beaucoup plus influencées par nos modes de vie que par les consommations et les techniques médicales. Alors pourquoi nous ruiner ? Puisque les accidents, l'alimentation, le tabac, l'alcoolisme, prennent une importance grandissante, ne nous trompons pas d'objectif.

Procéder à une mesure de « coût-avantage » de matériels ou de techniques n'est en rien contradictoire avec l'encouragement de la recherche médicale qui conduit à des progrès réels dont certains sont générateurs d'économies.

4. — La prévention n'a pas fini de produire ses effets. Dans *Grandeur et tentation de la médecine,* le professeur Jean Bernard s'interroge sur les conséquences de la croissance *excessive* du coût des soins. Après avoir éliminé diverses solutions moralement inapplicables, ou techniquement inopérantes, il conclut que seul un vigoureux *effort* de prévention peut freiner les dépenses de soins.

Mais il faut bien voir que cette prévention *n'est pas seulement ni* principalement médicale. Elle est désormais surtout sociale. A titre d'exemple, la lutte contre le bruit, contre les accidents de la route, contre les accidents du travail, est primordiale.

5. — Une dernière remarque : ce fut jadis une erreur de séparer la Sécurité sociale du ministère de la santé. Malgré l'ampleur de la tâche, il ne faut pas disjoindre la responsabilité de tracer la politique de santé de celle d'en assurer l'équilibre. Oui, il est possible de maîtriser les dépenses de santé. Ce serait moins difficile avec le concours actif des médecins, des directeurs d'établissements, des gestionnaires de caisses, et de tous les Français. Mais où enseigne-t-on aux futurs citoyens qu'ils vivent dans une société de « sécurité *sociale* » et que les excès et les abus, dans ce domaine aussi, se retournent contre eux ?

(*) *Ancien secrétaire d'Etat* chargé de l'action sociale.

(1) Les cotisations représentent environ 1 milliard et demi de francs pour cent mille assurés.

(2) Dont Henri Lepage rappelle les mérites dans la revue du C.N.P.F. (juillet 1979).

(3) C'est essentiellement pour cela que l'institution d'un minimum social des familles de trois enfants ne paraît pas souhaitable.

(4) Je l'ai demandé en 1967 dans un rapport sur l'aide sociale.

(5) Préconisé, il y a six ans, au chapitre 6 des « Exclus ».

(6) Appelés services de long séjour.

Des économies qui coûtent cher

par JEAN BIDEGARAY (*)

A LA suite des récentes décisions gouvernementales sur l'équilibre financier de la Sécurité sociale, comment ne pas le reconnaître : la convention médico-sociale, telle qu'elle était signée régulièrement entre médecine libérale de ville et administration des finances, par le C.N.P.F., F.O. et le ministère de la Sécurité *sociale* interposés, est morte et bien morte. Cela faisait belle lurette, à vrai dire, qu'elle était une vieille patraque, boiteuse et déréglée. L'esprit de 1960, qui avait permis, quoi qu'on en dise, à un plus grand *nombre* un plus libre accès à des soins de qualité, a été irrémédiablement faussé par l'*introduction du D.P. :* droit permanent à dépassement, qui permet à un médecin d'être conventionné sur le papier, *mais* non pas dans la pratique. Ce qui succédera à la convention, même si le pouvoir l'intitule encore convention, renforcera la séparation de fait entre une médecine de riches et une médecine de pauvres. Le tout-venant populaire et la piétaille médicale, et d'abord la quasi-généralité des omnipraticiens, médecins de famille, seront aux ordres : contrôle policier accru des prescriptions, encouragement à la restriction tant au point de vue de la recherche diagnostique qu'à celui de la décision thérapeutique, suspicion permanente portée devant l'opinion publique à l'égard des médecins ordonnateurs de dépenses et des malades.

Et pourtant, parce qu'elle est consciente de ses responsabilités économiques, *la* profession elle-même avait proposé l'élaboration de tableaux statistiques d'activité professionnelle, avec indication pour chaque médecin sur le nombre d'actes et l'importance des prescriptions en matière de pharmacie, d'examens et d'arrêts de travail. Ces profils deviennent *seulement depuis peu opérationnels* (mais pour les seuls omnipraticiens de ville, faut-il bien remarquer). Et c'est bien parce que les administrateurs de service et leurs bons maîtres de la fonction publique *ont* constaté que l'étude de ces tableaux ne permettait d'encourager aucune mesure sérieuse tendant à la diminution des actes médicaux que le pouvoir a décidé d'utiliser le bâton à l'encontre d'un corps médical, sans moyen immédiat de défense, et, simultanément, de s'opposer aux intérêts des usagers.

Une médecine réglementaire

Que signifie donc, à *terme,* la décision prise, sous l'inspiration de M. Barre, par MM. Farge et Barrot ? C'est nous faire passer du statut d'une médecine libérale conventionnée à une médecine réglementaire, le petit doigt sur la couture du *pantalon* : tant pour vous, pas un sou de plus ; et, pour le reste, laissons libre cours *au profit, ou au moins tentons* de sauver la baraque. Et le public, dans cette histoire, celui dont les moyens, *les salaires sont limités* et qui ne peut s'adresser au grand patron plein temps ni au dérogataire *(le plus souvent un* spécialiste, avec tous les avantages du contrat, sans aucun des inconvénients) ? Avec son médecin de famille, il survivra.

Les faits seront plus têtus que les *décisions* d'un *pouvoir,* si énarque soit-il. On s'opposera à l'accroissement des interventions médico-sociales, aux *soins,* aux assistances. On freinera la comptabilité. Mais, à la fin, le couvercle *sautera.*

La solution réelle serait dans la transformation complète de nos habitudes de pensée et d'organisation, quant aux méthodes pour soigner, protéger et aider. Si la médecine de la personne est l'avenir, la médecine *isolée,* la séparation du médical et du social, le *refus d'une conception globale* de la santé sont condamnés. Cela fait trente ans qu'avec Charles Valingot *les omnipraticiens le* disent. Un effort d'imagination et le courage politique, sans lesquels *il n'y a pas de sens du pouvoir,* auraient permis de transformer la physiologie *médicale,* sans bouleversement *hasardeux* et coûteux des structures, en s'écartant de l'idolâtrerie idéologique.

Ce *qu'on nous impose est* burlesque. Le médecin de ville, dont on veut réduire la capacité de *dépense, s'il veut préserver sa* situation, dirigera davantage vers l'hôpital public, d'où un nouveau *gonflement* des dépenses d'assurance-maladie. Ce qu'on nous impose est tragique. La médecine *de groupe est financièrement* en difficulté. Ceux qui, parmi nous, ont accompli les efforts les plus *méritoires* pour *améliorer leur* outil de travail ont du mal à joindre les deux bouts. Les jeunes, avec des honoraires bloqués et des charges progressant plus vite que le coût de la vie, ne pourront plus s'installer. Déjà, les crédits leur sont faiblement alloués ou même refusés. La médecine *technique spécialisée n'aura plus* aucun moyen de s'établir et de se maintenir à distance des grands centres *hospitaliers, et au contact* des malades.

Mais une question se pose : si notre économie est incapable de trouver des solutions à ces besoins mondialement ressentis, et en fin de compte partout acceptés, est-elle la bonne ?

Nous sommes attachés à la médecine libérale.

Mais après *tout,* si vraiment personne n'en veut plus, de cette médecine libérale... Eh ! bien, pourquoi, nous, continuerions-nous, de plus en plus péniblement, à en vouloir, de cette médecine libérale ?

Mais alors, pas d'exercice médical avec une rémunération forfaitaire éclatée, l'employeur étant ici une municipalité, à cet autre endroit une mutuelle, ailleurs un chef d'entreprise, ou là un manager, de cette espèce ambitieuse, qui, tel ce petit chef d'un grand centre de l'Isère, parle de traiter demain ses médecins comme d'autres traitent aujourd'hui leurs larbins ! Soyons tous fonctionnaires, fonctionnaires de *la santé* publique, de l'Etat ; avec comme *maladie constitutionnelle* l'indicite chronique, et le moins possible de responsabilité (avec des horaires et des vacances de fonctionnaires et aussi notre petit Noël).

De quoi donner satisfaction à toutes les bergeronnettes de service.

Mais, de cette *fonctionnarisation,* en veut-on vraiment ? Ou bien, est-ce encore trop tôt ? Ne sommes-nous pas encore assez bas ? Et pourtant, à quand une Fédération de la santé nationale comme il y a une FEN ?

(*) Médecin de groupe, ancien président du groupement d'études et de recherches pour une médecine moderne.

Messieurs les négociateurs n'oubliez pas les assurés !

LA négociation d'une nouvelle convention entre le corps *médical et l'assurance*-maladie devrait être l'occasion d'introduire, dans ce qu'il faut *bien appeler le « système de* santé », quelques modifications favorables aux assurés sociaux.

Par exemple, *il est possible* d'introduire en France le système danois de rétribution des généralistes, sans *remettre en cause* ni le libre choix du médecin par le patient, ni la liberté de prescription *du praticien, ni la qualité* des soins en général (bien au contraire). Il est en effet absurde d'obliger l'assuré *social* à *payer* d'abord le coût total d'une consultation, puis à se faire rembourser avec l'argent qu'il a lui-même versé par ailleurs sous forme de cotisations. Cette lourdeur administrative et financière pénalise les assurés sociaux les moins fortunés, car elle constitue, pour l'accès aux soins primaires, un handicap dont l'importance croît en raison inverse du degré d'instruction et du niveau social de celui ou de celle qui s'y trouve confronté. Combien de ces assurés se retrouvent en définitive à l'hôpital, qui auraient pu être soignés à moindre coût si la médecine générale était plus accessible à tout un chacun ?

Le système danois offre la possibilité, à l'assuré *qui* le désire, de ne payer au généraliste qu'une partie du coût de l'acte, l'autre partie *étant réglée directement* par la caisse d'assurance-maladie. Aucune obligation n'est *faite à l'assuré de s'inscrire sur* la liste d'un généraliste, condition indispensable pour que le système de prise en charge puisse fonctionner normalement ; pourtant, 90 % des assurés danois ont choisi librement de s'inscrire sur les listes que la très grande majorité des généralistes ont accepté de constituer à leur intention.

Qui peut s'opposer à l'introduction de ce système en France ? *Certainement pas les syndicats* de travailleurs et les associations familiales, qui ont tout intérêt à *rendre les soins primaires plus* accessibles à l'ensemble des Français et à favoriser une médecine *plus sociale, car plus « personnalisée ».*

Alors les médecins ? Certains verront dans ce nouveau système une atteinte à leur indépendance et au caractère libéral de la médecine privée ; l'exemple danois prouve qu'il n'en est rien. En l'occurrence, il ne pourrait s'agir que d'un (faux) prétexte pour contraindre l'ensemble de la profession à se replier dans un conservatisme *forcené, ignorant* des problèmes financiers et sociaux des assurés. De ce point de vue, la position des représentants du corps médical constituera un test important pour apprécier l'ouverture d'esprit des médecins, que l'on accuse quelquefois, sans doute à tort, de ne songer qu'à *eux-mêmes.*

Quant aux pouvoirs publics, il est possible qu'ils prétextent un *surcroît de dépenses ou des* complications administratives, qui ne seraient qu'imaginaires, comme le prouvent à l'évidence les comparaisons au niveau européen.

Reste le problème crucial de la charge de trésorerie, qui serait transférée des assurés sociaux à l'assurance-maladie. Une avance du Trésor public serait nécessaire : quand on se permet un déficit budgétaire de 30 milliards de francs, il est difficile de refuser une avance de 500 millions...

Tous les espoirs sont donc permis. Messieurs les négociateurs, montrez aux assurés sociaux que vous ne les oubliez pas !

JEAN-RENÉ SIEGFRIED,
assuré social,
usager des soins médicaux.

étranger

ANGOLA

La mort d'Agostinho Neto

Aucune mesure spéciale de sécurité n'est visible à Luanda, ce mercredi matin 12 septembre, au lendemain de l'annonce, dans un communiqué du bureau politique du M.P.L.A. lu à la radio par M. José Eduardo dos Santos, ministre du plan et chef de l'Etat par intérim, de la mort à Moscou du président Neto. La lecture de ce texte, précédée de l'hymne national, a été suivie de deux minutes de silence. Un deuil national de quarante-cinq jours a été décrété par le M.P.L.A. qui appelle les citoyens à « serrer les rangs autour du parti ».

Outre les réactions soviétiques, dont rend compte notre correspondant, la disparition du chef de l'Etat angolais a provoqué de nombreuses manifestations de sympathie dans le monde.

● A LISBONNE, le gouvernement portugais a décidé un deuil national de trois jours, et le président Eanes pourrait se rendre à Luanda pour les obsèques. Il estime, dans un communiqué, que « le monde a perdu un homme dont la contribution, pour la construction d'un Etat angolais fort et souverain, a été d'une importance exceptionnelle ». M. Mario Soares, président du parti socialiste, a déploré la disparition d'une « grande figure de la décolonisation ».

● A ALGER, où un deuil de trois jours a également été décrété, le président Chadli Bendjedid a assuré, dans son message de condoléances, que le disparu « restera le symbole de la dignité et de la liberté de notre continent ». La Tanzanie a mis tous les drapeaux en berne sur les bâtiments officiels.

● A DAKAR, M. Senghor a adressé un message aux autorités angolaises. Cette démarche a été remarquée, le Sénégal étant en effet le seul pays africain à ne pas avoir normalisé ses relations avec le gouvernement de Luanda, en raison notamment de la présence de Cubains en Angola.

● A PARIS, le porte-parole de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui mène la lutte en Angola contre le gouvernement de Luanda, a déclaré : « Notre combat n'est pas dirigé contre un homme mais contre un régime, une situation et la présence de troupes étrangères dans notre pays. » Dans une lettre au bureau politique du M.P.L.A., M. Marchais a salué la mémoire « d'un révolutionnaire de notre temps, un combattant de la dignité et de la liberté des peuples et un grand chef d'Etat ». — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Moscou déplore la disparition d'un « grand ami de l'U.R.S.S. »

De notre correspondant

Moscou. — Comme il est d'usage quand meurt un dirigeant d'un pays allié, les autorités soviétiques ont, dans le message de condoléances adressé au M.P.L.A.-parti du travail, à l'occasion de la mort d'Agostinho Neto, exprimé *« la certitude que les nobles idéaux pour lesquels avait lutté ce grand fils du peuple angolais seront matérialisés dans les actes de ses camarades de combat »*. MM. Brejnev et Kossyguine déplorent la perte d'un *« grand ami de l'Union soviétique »* et soulignent qu'un de ses mérites a été de *« toujours considérer qu'il existe un lien indissoluble entre les succès du peuple angolais et le resserrement de l'alliance et de la fraternité d'armes de toutes les forces progressistes »*. Ils réaffirment *« la ligne immuable de l'U.R.S.S. qui consiste à promouvoir l'amitié fraternelle et la coopération avec la République populaire d'Angola »*.

Une délégation angolaise, composée de MM. Lucio Lara et Pascal Luvualo, membres du bureau politique du M.P.L.A.-parti du travail, est arrivée mardi à Moscou. Elle devra arrêter les dispositions pour les funérailles d'Agostinho Neto dont la dépouille mortelle sera vraisemblablement ramenée en Angola.

La mort du chef de l'Etat angolais qui avait donné lieu à des rumeurs dès lundi matin dans la capitale soviétique, n'a été confirmée par l'agence Tass qu'après que la nouvelle avait été annoncée à Luanda.

Au printemps de l'année dernière, M. Neto avait déjà fait un séjour de plus d'un mois à Moscou pour y être soigné et des bruits avaient couru sur sa mort dans les milieux diplomatiques africains.

Si, à la fin de l'année dernière, Houari Boumediène avait regagné Alger pour y mourir après plusieurs semaine de traitement à Moscou, la mort de Neto, sur le sol soviétique, a mis visiblement les autorités dans l'embarras. Le rapport médical insiste sur le fait que le président angolais était arrivé en U.R.S.S. *« dans un état grave »* et a été opéré le 8 septembre *« avec son accord »*. Il indique d'autre part que le président souffrait depuis longtemps d'hépatite chronique qui se transformait graduellement en cirrhose du foie, entraînant l'obstruction du canal biliaire. Le rapport fait état d'une tumeur maligne du pancréas et constate que la mort est survenue *« en dépit d'un traitement thérapeutique intense »*.

L'affaire angolaise a marqué un tournant dans la politique extérieure de l'U.R.S.S. En intervenant ouvertement en Angola, en patronnant l'envoi en Afrique de soldats cubains — que M. Gromyko a encore récemment justifié en invoquant la charte des Nations unies — le Kremlin mettait fin à plusieurs années de relative modération

Après les déboires de ses premières tentatives d'implantation sur le continent à la suite de la vague d'indépendance africaine, il avait, en effet, adopté un « profil bas ». Les séquelles de l'intervention américaine au Vietnam devaient lui donner l'occasion de réviser sa stratégie.

Enjeu de la double rivalité soviéto-chinoise et soviéto-américaine, l'Angola a été à plus d'un titre un test de la détermination de l'U.R.S.S., d'abord vis-à-vis des Chinois, qui les accusaient de mollesse, les Soviétiques ont montré qu'ils continuaient à se comporter en « forces révolutionnaires » et — après avoir été les premiers à reconnaître en 1975 la jeune République — qu'ils faisaient leur « devoir anti-impérialiste ». Ensuite vis-à-vis des Occidentaux auxquels ils signifiaient que pour eux, la détente en Europe n'impliquait aucun renoncement sur les autres continents. Moins d'un an après la proclamation de l'indépendance angolaise, ils devaient conclure avec Luanda un traité d'amitié et de coopération, qui allait servir de modèle à d'autres textes du même genre signés avec des pays du tiers-monde.

De par sa situation géographique, l'Angola offrait à l'U.R.S.S. une position stratégique enviable, au confins de la Namibie et de la Rhodésie-Zimbabwe. Moscou célébrait *« l'exemple exaltant de l'Angola pour tous les peuples du sud de l'Afrique »*.

Les difficultés avec les Cubains, appelés à intervenir à l'autre bout du continent dans la corne de l'Afrique, les deux guerres du Shaba, qui ont montré la volonté occidentale de faire face, puis la réconciliation Neto-Mobutu, la volonté soviétique d'apaiser les passions en Afrique, ont, au cours des derniers mois, fait perdre à l'Angola cette place centrale et exposée. Il n'en reste pas moins que l'U.R.S.S. y a expérimenté une nouvelle politique qu'elle devait appliquer ailleurs.

DANIEL VERNET.

LA CONFÉRENCE SUR LA RHODÉSIE-ZIMBABWE

L'évêque Muzorewa appelle Londres à reconnaître son gouvernement

De notre correspondant

Londres. — La seconde journée de la conférence constitutionnelle sur la Rhodésie — Zimbabwe — a confirmé le désaccord entre les Britanniques et les dirigeants du Front patriotique sur la nature et l'ordre du jour de la réunion, mais, en dépit du ton parfois très vif de leurs observations, les représentants du Front semblent vouloir éviter de prendre des positions qu'il leur serait difficile ensuite d'abandonner. Tel est en tout cas le sentiment des Britanniques, qui manifestent toujours un optimisme prudent.

Ils estiment que la volonté de négocier existe sans qu'il soit possible encore de déterminer jusqu'où ira cette volonté. *« Après tout*, a dit M. Mugabe, *nous sommes en train de gagner la guerre... »* Mais les Britanniques se demandent si le dirigeant du Front en est vraiment convaincu. En outre les Britanniques spéculent sur les pressions que les éléments modérés du camp africain pourraient exercer hors conférence. Ils ont apprécié le message du président Tolbert du Liberia à Mme Thatcher souhaitant le succès de la conférence qui, ajoute-t-il, *« marquera un tournant important pour toute l'Afrique australe »*.

Il semble improbable que les représentants du Front cherchent la rupture.

Néanmoins, lord Carrington a promis d'étudier *« soigneusement »* la déclaration de M. N'Komo qui parlait mardi au nom du Front patriotique ; il a indiqué que la conférence pourrait difficilement progresser si elle abordait tous les problèmes en même temps. Il s'agit bien d'une conférence constitutionnelle, comme on l'avait décidé à Lusaka, a dit en substance le ministre britannique, en ajoutant : *« Avant de décider de la route à prendre, il faut d'abord connaître la destination. »* Selon M. N'Komo, qui reproche à lord Carrington le *« vague »* de ses déclarations, il s'agit d'une *« conférence de paix »* et, en tout cas, les délégués sont les maîtres absolus de leur ordre du jour. *« C'est notre conférence*, a-t-il dit, *et c'est à nous de décider... »*

M. Mugabe, commentant à la télévision les propos de lord Carrington, a inversé sa proposition en déclarant impossible de s'entendre sur la destination, si on n'était pas d'accord sur la route à suivre, et il ajouta que la discussion sur la période transitoire était aussi vitale que celle sur la Constitution.

Cette seconde question, qui avait été retardée de plusieurs heures pour donner au Front patriotique plus de temps pour exprimer ses vues, avait été marquée également par une intervention de l'évêque Muzorewa. Le chef du gouvernement de Salisbury, s'adressant aux Britanniques, a dit que, *« au nom de la démocratie, de l'intégrité et du fair play, la Grande-Bretagne devait reconnaître son gouvernement »*. Il ajouta qu'il *« espérait que la Rhodésie-Zimbabwe ne serait pas sacrifiée à l'opportunisme »* et, après avoir souligné que son gouvernement avait satisfait à toutes les conditions posées par les Britanniques, il a ajouté : *« Nous voulons savoir clairement et catégoriquement ce que votre gouvernement nous demande en plus, avant de lever les sanctions et d'assurer la reconnaissance de notre gouvernement. »*

Ces paroles sont de nature à entretenir le malaise dans les rangs conservateurs et le mécontentement des éléments de droite du parti, estimant, selon la formule de M. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, qu'il est inconcevable de *« prolonger la partie de rugby jusqu'à ce que le vainqueur perde »*.

HENRI PIERRE.

● *Le Front Polisario* a annoncé mardi 11 septembre que les 4 et 5 septembre ses combattants ont soumis le dispositif militaire marocain de Smara (Sahara occidental) à un tir intensif d'armes lourdes, faisant quinze morts et quinze blessés, et détruit diverses installations. Les maquisards auraient aussi attaqué les garnisons de Touizgui et de Lemsaied, dans le Sud marocain, les 6 et 8 septembre. — *(A.P.)*

UN OUVRAGE DE RENÉ PÉLISSIER

L'histoire mouvementée de l'Angola

Au terme d'un véritable travail de bénédictin, René Pélissier nous offre le produit non seulement d'une dizaine d'années de patientes recherches, mais en réalité celui d'une vie. Les quinze cents pages, aux caractères serrés et au style dense, qu'il a consacrées à l'Angola moderne constituent un travail pionnier, un tournant dans l'historiographie de l'Angola et peut-être un ouvrage sans équivalent sur l'Afrique subsaharienne, bien que l'auteur n'a pas pu avoir accès aux archives de l'Etat portugais. Admirable travail donc et superbement écrit dans une langue élégante et directe dont il est plus question ici de résumer les apports que de les commenter, la somme d'érudition de l'auteur étant considérable.

Cependant le mérite de l'ouvrage n'est pas dans son copieux appareil (vingt-deux pages de repères chronologiques, trente-trois pages de bibliographie, plus de mille notes pour le seul tome I), mais dans la clarté de son organisation. Le découpage temporel prend pour point de départ l'abolition de la traite des nègres en 1878, fin officielle de l'esclavage. C'est quasiment aussi le moment où les impérialismes européens dynamiques : britanniques, français, allemands, belges, pénètrent en force dans les hinterland. Malgré les efforts des Portugais, le contrôle de l'Afrique australe leur échappe. Dans les faits, si la présence portugaise sur une partie de la côte de l'Angola remonte au quinzième siècle, en 1878, les Portugais occupent moins de 5 % du territoire angolais actuel.

Les résistances à l'invasion portugaise

Ce premier tome relate — en replaçant les protagonistes dans leur contexte historique, ethnique et économique — les résistances acharnées — et si peu connues — des populations africaines à la pénétration portugaise de 1879 à 1926. Durant près d'un demi-siècle, Pélissier relève cent cinquante quatre campagnes militaires sans compter trente-cinq campagnes entre 1848 et 1878 pour cette période qu'il dénomme celle de « l'histoire convulsionnaire » de l'Angola. En 1906, les Portugais ne contrôlent pas encore le quart du territoire. Successivement les trois grandes ethnies de l'Angola (qui par la suite détermineront la tripolarité du nationalisme angolais) résistent avec acharnement. D'abord de 1848 à 1878 les Mbundu surtout qui occupent le centre-ouest du pays, puis de 1879 à 1918 principalement les Bakongos à cheval sur l'Angola et le Zaïre, mais aussi les Mbundu du sud du Cuanza (1895-1917), les Lunda (1896-1923) et de bout en bout, la région montagneuse des Dembos, qui jouera un rôle considérable au cours de la guerre de libération, à partir de 1961. Puis les Ovimbundu, au sud-ouest (1890-1904). Les autres ethnies angolaises, bien qu'en nombre réduit, occupent de vastes espaces à l'est et au sud du pays : Lunda, Ganguela, Ovambo, Herero, etc., n'en opposeront pas moins des résistances sérieuses. Surtout au sud, où de très dures campagnes seront menées contre les Ovambos pendant une trentaine d'années, de 1885 à 1915.

Les trois insurrections

La description détaillée et systématique que donne R. Pélissier des résistances africaines en grande partie voilées par les mythes coloniaux particuliers aux Portugais : ancienneté de l'implantation et luso-tropicalisme restituent une histoire aux Angolais, ce qui est sans doute la contribution la plus importante qu'un africaniste puisse donner à l'étape actuelle.

La première partie du second tome (1926-1961) décrit les conditions sociales et politiques à la veille du déclenchement de l'insurrection. Un pays immense (deux fois et demi la France) peuplé, en 1960, de quatre millions huit cent mille Africains seulement dont 1 % à peine de métis et d' « assimilados », ce qui réduit à néant le mythe assimilateur de la colonisation portugaise — et dominé par moins de deux cent mille Blancs. Le nombre des Blancs va d'ailleurs considérablement, dont 1 % à peine de métis ment grossir au cours de la décennie. Coiffant la colonie rebaptisée « province », une administration oppressive, lourde, inefficace et fonctionnant, naturellement, au profit des Portugais. C'est dans ce contexte que se constitue, à partir d'une série de petits groupements, en 1956 le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.).

La seconde partie du livre relate, par le menu, l'histoire des trois insurrections de 1961. Celle du M.P.L.A., urbaine puisque quelque deux cents hommes plus ou moins bien armés vont tenter, le 4 évrier 1961, de s'emparer, sans succès, de deux prisons et d'un poste. Opération militaire marquée par l'échec, mais choc psychologique considérable et par là succès politique, puisque les Aricains parviennent à troubler la paix blanche au sein de sa citadelle même. Rapidement jugulée et réprimée avec sévérité, l'opération laisse le M.P.L.A. exangue à Luanda pour des années tandis que la direction s'installe en exil. Celle, très peu connue, de Baixa de Cassange (à l'est de Malange) en février-mars, qui est une révolte paysanne, à connotations messianiques, née du système de culture forcée du coton (celle-ci sera d'ailleurs supprimée dès mai 1961). Enfin celle du 15 mars, révolte paysanne essentiellement de l'ethnie Bakongo. Cette dernière, conduite par l'Union des populations angolaise (UPA), qui se transformera par la suite en F.N.L.A. (Front national de libération de l'Angola) puis s'étend, de plantation de café, en plantation pour atteindre un développement maximal autour de juin-juillet 1961, avant que les Portugais ne parviennent à reprendre le contrôle de la situation, vers septembre. On a là toutes les données qui déterminent l'histoire des mouvements nationaux angolais.

Le superbe travail de Pélissier n'aura que très peu de lecteurs. Cela n'empêchera pas son livre d'être lu lorsque depuis longtemps bien des œuvres qui se vendent aujourd'hui seront oubliées.

GÉRARD CHALIAND.

★ *Les Guerres grises. Résistance et révoltes en Angola*, de René Pélissier (1845-1941), tome I. *La Colonie du minotaure. Nationalismes et révoltes en Angola (1926-1961)*, tome II. Edit. Pélissier Montamets, 78630 Orgeval.



A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● UN TOURISTE SUISSE a également trouvé la mort, dimanche 9 septembre, près d'Herat, au sud-ouest de l'Afghanistan, dans l'embuscade qui avait déjà coûté la vie à un Canadien (nos dernières éditions du 11 septembre). L'autocar à bord duquel les deux hommes se rendaient d'Europe en Inde a été pris dans une fusillade entre des soldats afghans et des rebelles musulmans. Un passager australien a été hospitalisé dans un état très grave. — *(A.F.P.)*

Centrafrique

● M. ANGE PATASSE, ancien premier ministre de Bokassa Iᵉʳ et dirigeant du Mouvement de libération du peuple centrafricain, a sévèrement condamné, mardi 11 septembre, la constitution d'un *« gouvernement provisoire »* en exil par M. Bangui, ancien ambassadeur en France et dirigeant du Front de libération des Oubanguiens (*le Monde* du 12 septembre). M. Patasse a qualifié notamment M. Bangui de *« pêcheur en eau trouble »*. L'ancien ambassadeur à Paris aurait assuré entretenir d' *« excellentes relations »* avec les autres mouvements d'opposition centrafricains. — *(A.F.P.)*

Chili

● LE PRESIDENT PINOCHET a affirmé, mardi 11 septembre, à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat de 1973, que son gouvernement poursuivait l'élaboration de plans destinés à remettre le pouvoir aux civils vers les années 1990. D'autre part, environ quatre cents personnes ont déposé mardi des fleurs devant le palais de Monde Moneda, à Santiago, où Salvador Allende a été retrouvé mort le 11 septembre 1973. — *(A.F.P.)*

Espagne

● TROIS CENT MILLE PERSONNES environ ont manifesté sans incident mardi 11 septembre, à Barcelone, à l'occasion de la Journée internationale de la Catalogne. — *(A.F.P.)*

Italie

● JEAN-PAUL SARTRE ET SIMONE DE BEAUVOIR ont participé, le 10 septembre devant la Chambre des députés italiens, à une manifestation contre l'arrestation en Italie, le 7 avril, de plusieurs « autonomes » et professeurs d'université, accusés de diriger des groupes subversifs. Il s'agissait de protester contre le récent transfert de la prison de Rome dans d'autres établissements pénitentiaires de plusieurs des personnes arrêtées. Les parents des détenus ont adressé un télégramme à tous les partis italiens de gauche pour attirer leur attention sur le *« non-respect des droits civils »* par la magistrature. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● UN COMMANDO NON IDENTIFIE a pris, mardi matin 11 septembre, le contrôle d'un train de marchandisess, près de la frontière entre l'Ulster et la République d'Irlande, et l'a ensuite fait dérailler. Les conducteurs du convoi, de quinze wagons, ont été contraints de descendre par les auteurs de ce coup de main, et il n'y a aucune victime. Le train, remis en marche mais livré à lui-même, a quitté la voie, près de la ville frontalière de Newry, en Ulster. — *(A.F.P.)*.

Roumanie

● UN ACCORD DE COOPERATION ECONOMIQUE entre la Roumanie et l'Etat des émirats arabes unis a été signé mardi 11 septembre à Bucarest, annonce l'agence Agerpress. Il prévoit une coopération étroite des deux pays dans les domaines pétrolier, pétrochimique, agricole et industriel. — *(A.F.P.)*

Union soviétique

● L'ASTROPHYSICIEN LEV OULIANNOVSKY, l'un des principaux militants du mouvement de l'émigration juive, a annoncé, mardi 11 septembre à Moscou, qu'il avait obtenu, après une attente de cinq ans, son visa de sortie. Le dissident orthodoxe Victor Tchereviev vient d'autre part de lancer un appel en faveur de la libération de Sœur Makeeva, sa cousine, détenue à l'hôpital psychiatrique spécial de Kazan. Neuf religieuses de la communauté de Jitomir (Ukraine) ont signé également cet appel. Sœur Makeeva avait déjà passé de 1949 à 1954, cinq ans en camp pour *« agitation antisoviétique »*. Elle est incarcérée pour une durée indéterminée. — *(A.F.P.)*

PROCHE-ORIENT

REÇU A MADRID LES 13 ET 14 SEPTEMBRE

M. Yasser Arafat va s'entretenir avec le chef du gouvernement espagnol

De notre correspondant

M. Yasser Arafat est attendu à Madrid jeudi 13 et vendredi 14 septembre, a-t-on appris dans la capitale espagnole. Il s'entretiendra notamment avec M. Adolfo Suarez, président du gouvernement.

Madrid. — Le gouvernement Suarez est-il tenté par le neutralisme et le tiers-mondisme ? C'est ce que la droite espagnole affirme depuis quelques semaines sur la foi de plusieurs initiatives hardies. Il *y eut d'abord la reconnaissance* officielle du Polisario et, récemment, l'envoi d'une délé*gation à La Havane où l'Espagne* a assisté comme invitée à la conférence des non-alignés. L'an dernier, il y avait eu la visite de M. Suarez, le chef du gouvernement, à M. Fidel Castro, qui a promis de rendre la politesse. Le jeudi 13 septembre, c'est M. Yasser Arafat qui vient à Madrid pour une visite de deux jours. Entre-temps, le ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a cru utile de réaffirmer les choix occidentaux et pro-atlantistes de son gouvernement au cours d'une conférence à Bruxelles, visiblement en réplique à la campagne de presse lancée contre les orientations de sa diplomatie.

Minimiser l'importance de la visite

L'annonce du voyage de M. Arafat a été une surprise. Le gou*vernement* a *tenté de retenir* l'information jusqu'au dernier moment, mais il n'y est pas entièrement parvenu. Il s'efforce d'en minimiser l'importance en affirmant que ce séjour madrilène fait partie d'une tournée européenne qui doit servir au leader de l'O.L.P. à réaffirmer les revendications palestiniennes après l'entrée en vigueur des accords de Camp David. Mais la seule étape connue de cette tournée est Vienne où M. Arafat d'ailleurs n'a pas été reçu par le gouvernement autrichien en tant que tel, mais par le parti au pouvoir. A Madrid, au contraire, le dirigeant palestinien bénéficiera d'un accueil officiel : déjeuner avec le ministre des affaires étrangères, entretiens avec M. Adolfo Suarez, outre des conversations avec les dirigeants du parti socialiste et ceux du parti communisste, MM. Felpie Gonzalez et Santiago Carrillo, et peut-être avec d'autres chefs de parti, car il a demandé à les voir tous.

Si l'O.L.P. dispose depuis l'an dernier d'un bureau à Madrid, qui a un statut diplomatique, en revanche *Israël n'a toujours pas* pu ouvrir d'ambassade. Le gouvernement Suarez ne s'est, en effet, pas encore *décidé à reconnaître* l'Etat hébreu. Il reste fidèle à un choix déjà fait au temps de Franco, qui se flattait de sa politique pro-arabe. Officiellement, le gouvernement espagnol se dit prêt à établir des relations normales avec Tel-Aviv, mais il sait que dans ce cas il se couperait des pays du Proche-Orient et du Maghreb d'où il reçoit son pétrole. Il attend donc des jours meilleurs : qu'un règlement satisfaisant soit conclu au Proche-Orient ou que son entrée dans la C.E.E. l'amène à suivre la règle communautaire, c'est-à-dire à échanger des ambassadeurs avec Israël, décision qu'il serait alors plus facile de justifier auprès de ses amis arabes.

CHARLES VANHECKE.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'AUTONOMIE DES

M. Strauss a rencontré plusieurs personnalités arabes en Cisjordanie

Israël a *présenté* mardi 11 *septembre*, aux Etats-Unis, une requête d'assistance financière de 3,45 milliards de dollars au titre de l'exercice 1981 (1,85 milliard de dollars sont destinés à couvrir les *dépenses militaires* et 1,60 les dépenses économiques). Cette demande d'aide est presque le double de celle accordée par l'Etat hébreu pour l'exercice 1980, qui s'élevait à 1,8 milliard de dollars.

Selon l'ambassadeur israélien à Washington, M. Evron, l'accroissement des requêtes israéliennes est justifié à la fois par l'inflation et la rétrocession prochaine à l'Egypte des champs pétrolifères d'Alma, dans le Sinaï.

De notre correspondant

Jérusalem. — L'envoyé spécial de M. Carter au Proche-Orient, M. Strauss, a rencontré mercredi soir, à Jérusalem, M. Freij, maire de Bethléem. Cet entretien impromptu qui a eu lieu au siège du consulat américain a été bref, mais il revêtait une certaine importance dans la mesure où il s'agissait d'une reprise de contact.

Peu après la conclusion des accords de Camp David, il y a un an, les divers représentants du gouvernement américain de passage à Jérusalem — notam*ment M. Alfred Atherton, pré*décesseur de M. Strauss — avaient eu plusieurs réunions avec des personnalités modérées de Cisjordanie et, parmi elles, M. Freij. Ces réunions n'avaient pas été fructueuses, et peu à peu la plupart de ces personnalités avaient rejoint le camp de la majorité des dirigeants cisjordaniens favorables à l'O.L.P. qui rejettent catégoriquement les accords de Camp David. Depuis le début de l'année, en dépit de diverses tentatives américaines, ce genre d'entrevues avait complètement cessé. M. Freij lui-même, qui s'était abstenu de condamner d'emblée le projet d'autonomie, avait reconnu que de tels contacts étaient dès lors inutiles, à moins que n'apparaissent de nouveaux événements.

*Le maire de Bethléem a mani*festement reconsidéré, mercredi soir, son attitude en répondant à l'invitation de M. Strauss. Il a déclaré qu'il était parfois préférable de confronter les points de vue, même si ceux-ci restent toujours très opposés. Les récents entretiens de M. Dayan, dans les territoires occupés, avec des personnalités proches de l'O.L.P., ne sont peut-être pas étrangers à la décision de M. Freij. Ce dernier, cependant, a déclaré qu'il s'était contenté de confirmer sa position devant M. Strauss, en lui précisant que « *l'autonomie ne mène nulle part* » et que « *les Palestiniens ne peuvent en aucun cas accepter ce projet, car cela signifierait une légitimation de l'occupation israélienne* ».

M. Freij a dénoncé la politique israélienne de développement des implantations en Cisjordanie et *condamné* les bombardements israéliens au sud Liban. Puis, il a déclaré à M. Strauss qu'aucune *solution ne pouvait être trouvée* sans des conversations avec l'O.L.P.

Selon M. Freij, M. Strauss aurait l'intention, lors d'une prochaine visite à Jérusalem, de rencontrer d'autres représentants palestiniens de Cisjordanie. Mercredi *soir*, on a appris que l'envoyé spécial de M. Carter, avait en fait, eu un premier entretien avec *une personnalité* cisjordanienne à Washington avant son départ. La semaine dernière, il a, en effet, rencontré M. Hikmet Al Masri, membre de l'une des grandes familles de Naplouse et ancien président du Parlement jordanien. De source américaine, il a été indiqué que M. Strauss avait été satisfait après ces deux entretiens qui étaient, pour lui, les premiers contacts avec des personnalités palestiniennes des territoires occupés. M. Strauss aurait précisé que ces réunions ne pouvaient donner lieu qu'à des échanges de vues et qu'il n'avait pas l'intention, pour l'instant, d'attirer ses interlocuteurs dans le processus de négociation sur l'autonomie. M. Strauss aurait également précisé que dans ses contacts il n'avait rien appris de « *nouveau* ».

A Naplouse, des étudiants palestiniens ont distribué des tracts, au cours des derniers jours, pour protester contre ces contacts. Ils visaienut notamment M. Masri, que l'on suppose avoir été l'un des interlocuteurs « anonymes » de M. Dayan *au cours des der*nières semaines. M. Dayan, après avoir rencontré, à Gaza, le docteur *Haider Abdul Chafi* et à *Hébron* le docteur Ahmed Hamzeh-Natché, avait indiqué qu'il avait *précédemment* rencontré plusieurs personnalités résidant dans les territoires occupés, mais que celles-ci avaient préféré ne pas se faire connaître.

Ces contacts prennent davantage de signification au moment où l'on prête au gouvernement jordanien l'intention de resserrer ses liens avec les milieux politiques cisjordaniens, particulière*ment* à l'approche *des élections* municipales en Cisjordanie au printemps prochain. Après avoir une nouvelle *fois* rencontré à La Havane, lors de la conférence des pays non alignés, M. Yasser Arafat et le président Hafez El Assad, de Syrie, le roi Hussein aurait, dit-on à Jérusalem, l'intention de lancer une « *offensive* politique ». On signale à ce propos que plusieurs personnalités cisjordaniennes ont été convoquées à Amman ces derniers jours, particulièrement des notables de Jérusalem-Est. *M. Anouar Nusseibeh*, ancien ministre du gouvernement jordanien, et M. Anouar El Khatib, ancien *gouverneur de Jérusalem* au temps de l'administration jordanienne.

FRANCIS CORNU.

AMÉRIQUES

États-Unis

ASPIRANT A LA PRÉSIDENCE

M. Jerry Brown est gêné dans sa campagne par la « guérilla » menée par son adjoint

Les sondages d'opinion, désastreux pour M. Carter, *indiquent* que la lutte pour l'investiture du parti démocrate avant la campagne présidentielle de 1980 sera rude. Le sénateur Kennedy, dans une interview au « Boston Globe », publiée mardi 11 septembre, a déclaré qu'il n'écartait pas l'idée de se présenter et qu'il prendrait sa décision finale en fonction de la capacité de M. Carter à « diriger l'économie du pays dans les mois à venir ».

Les difficultés de M. Carter aiguisent les ambitions d'un autre candidat potentiel, le gouverneur de Californie, M. Jerry Brown. Ce dernier a cependant un handicap institutionnel. Son lieutenant-gouverneur, c'est-à-dire son adjoint immédiat, élu en même temps que lui en novembre, M. Mike Curb, est un républicain. Il remplace automatiquement M. Brown dans toutes ses fonctions dès que celui-ci franchit les frontières de l'Etat. Il ne se prive pas, dans ce cas, de prendre des décisions ou de procéder à des *nominations contraires aux* voeux de M. Brown. Le gouverneur démocrate est donc gêné pour entreprendre des tournées préélectorales dans l'ensemble du pays.

De notre correspondante

Los Angeles. — Pour la première fois depuis 1894, les Californiens ont élu le 7 novembre 1978 *un gouverneur démocrate et un* lieutenant, gouverneur républicain (1). Les deux hommes *avaient assuré* à l'avance leurs administrés qu'ils rempliraient leur mandat dans un « *esprit de coopération* ». En fait, dès mars, M. Curb, profitant de l'absence de M. Brown, en mission officielle à Washington, nommait à la cour d'appel de Los Angeles, M. Armand Arabian, un juge républicain que M. Brown avait écarté de sa liste de candidats potentiels. Dès son retour, le gouverneur passant outre au geste de bravade de M. Curb, nommait à la place son propre candidat, M. Barnard Jefferson. Depuis, le poste est vacant et seule la Cour suprême de l'Etat de Californie à laquelle le gouverneur a remis le cas, est en mesure de valider l'une ou l'autre nomination.

M. Brown a également chargé la Cour suprême de clarifier l'article 5, section 10, de la Constitution californienne qui précise que « *le lieutenant-gouverneur assumera le rôle de gouverneur quand celui-ci sera absent de l'Etat, sujet à une accusation ou temporairement incapable de remplir ses fonctions* ». M. Kline, secrétaire du gouverneur pour les affaires juridiques, soutient qu'à l'ère des communications modernes, M. Brown n'est jamais effectivement « *absent de l'Etat* » et que cette clause n'est valable qu'en cas d'urgence. L'avocat défenseur de M. Curb plaide quant à lui une interprétation littérale de la Constitution.

Le 16 mai, M. Curb récidivait. Au terme d'une chevauchée automobile rocambolesque entre San-Francisco et Sacramento, au cours de laquelle il roula à plus de *150* kilomètres à l'heure et brûla quatre feux rouges, le lieutenant-gouverneur signait quelques secondes seulement avant que l'avion du gouverneur ne franchisse les limites de la Californie, un décret auquel M. Brown était fermement opposé. Violant les normes antipollution de l'Etat, il autorisait par cet acte les raffineries de pétrole à introduire davantage de plomb et de butane dans l'essence. Le 17 août, MM. Curb et Brown se rencontraient en privé afin d'essayer d'accorder leurs violons. Après plus de deux heures de débats, ils déclaraient qu' « *ils s'étaient mis d'accord pour conclure qu'ils n'étaient pas d'accord* ».

Un ancien protégé de M. Reagan

On s'est davantage amusé en *Californie* jusqu'à présent des impertinences du lieutenant-gouverneur qu'on ne s'en est inquiété. M. Brown bénéficie dans cette affaire du soutien de son entourage et de son électorat. M. Curb, avec son visage d'archange et sa mise impeccablement conservatrice, est considéré comme un enfant de chœur de la politique.

M. Curb, qui, à trente-quatre ans, est déjà millionnaire, a fait sa fortune dans l'industrie du disque *pop*. En *1976*, il entrait *sur la* scène politique californienne grâce à M. Reagan, l'ancien gouverneur de l'Etat, dont il soutenait la campagne pour *obtenir* l'investiture du parti républicain contre M. Gerald Ford.

La guérilla institutionnelle qu'il mène contre M. Brown met en lumière les déplacements fréquents du gouvernement en dehors de l'Etat et nourrit l'opposition du congrès californien, qui a récemment manifesté sa désapprobation à l'égard de M. Brown. Plusieurs sénateurs démocrates de l'Etat, de tendance conservatrice, ont en particulier reproché au *gouvernement de céder* à l'influence de l'actrice Jane Fonda et de son époux Tom Hayden, *leader de la nouvelle gauche* en Californie. Les liens du gouverneur avec Jane Fonda — que nombre d'Américains considèrent encore comme une « traîtresse » pour son rôle dans la guerre du Vietnam — ont exacerbé la sensibilité patriotique et privé le gouverneur des sympathies conservatrices qu'il espérait susciter.

Engagé désormais, au moins jusqu'aux primaires, dans la course à l'investiture *démocrate*, M. Brown projette pour les mois à venir de nombreux voyages hors de l'Etat. M. Curb ayant annoncé qu'il « agirait » en son absence, il importe que le gouverneur se déleste de ce boulet.

D'autre part, dans l'éventualité d'une campagne présidentielle médiocre, la Californie reste la base du *gouverneur démocrate*. S'il néglige trop son Etat, M. Brown pourrait bien faire figure dans son fief de « *canard boiteux de la politique* ». Comme le faisait remarquer récemment un éditorialiste du *New York Times*, il ne faut pourtant pas sous-estimer l'envergure du gouverneur californien. M. Brown, s'il a ses faiblesses, a du mordant. *Son programme*, qui *favorise* le développement des énergies douces et des transports en commun tout en prêchant le conservatisme fiscal, le dirigisme technologique et une politique de défense qui vise à contenir l'expansionnisme soviétique, est, « dans le vent ».

SYLVIE CROSSMAN.

(1) Dans vingt-deux Etats, le gouverneur et le lieutenant gouverneur sont élus séparément.

OCÉANIE

Papouasie Nouvelle-Guinée

HUIT MOIS DE PRISON... POUR LE MINISTRE DE LA JUSTICE

(De notre correspondant.)

Sydney. — Le ministre de la *justice* de *Papouasie-Nouvelle-*Guinée, Mme Mahauy Rooney, a *été condamnée, mardi 11 septembre, à huit mois de prison* pour avoir tenté de faire pres*sion sur les tribunaux de son* pays. Quatre des cinq juges de la Cour suprême l'ont déclaré coupable d'« *offense à la justice* », à la suite de ses déclarations *concernant* l'expulsion d'un professeur d'université américain, M. Ralph Premdas, à qui elle reprochait de s'être ingéré dans la politique de son ministère et d'avoir ainsi outrepassé ses fonctions de simple conseiller du gouvernement.

L'universitaire américain ayant fait appel de cette décision *auprès de la Cour suprême*, celle-ci avait suspendu l'ordre d'expulsion, suscitant un vif débat entre le ministre et les autorités judiciaires quant à leurs compétences *respectives*. Dans une lettre adressée au président de la Cour, Mme Roonéy avait estimé que cette décision compromettait l'indépendance et la neutralité du pouvoir judiciaire, et affirmé que seul le gouvernement était compétent *en matière d'expulsions d'étrangers*. Estimant que les tribunaux n'avaient de directives à recevoir de personne, Sir William Prentice prit fort mal la chose et accusa le ministre d'« *offense à la justice* ».

Le verdict rendu, le *ministre* en a appelé à la clémence de la Cour. — M. S.

Liban

A Beyrouth

DES AFFRONTEMENTS ENTRE MILICIENS CONSERVATEURS ET ARMÉNIENS FONT UNE TRENTAINE DE MORTS

Beyrouth (A.F.P.). — Au moins vingt-sept morts, plus de cinquante blessés et des dizaines de *personnes enlevées*, tel est le bilan, mardi soir 11 septembre, des affrontements qui ont duré vingt-quatre heures entre miliciens conservateurs chrétiens et éléments armés arméniens, à Borj-Hammoud-Nabaa, dans la banlieue nord-est de Beyrouth.

De source arménienne, on indique que trois nouveaux cadavres ont été découverts mardi soir, ce qui porte le total des victimes arméniennes identifiées à dix-huit tués et plus de trente blessés. *On ajoute qu'une* cinquantaine de personnes ont été enlevées.

Du côté phalangiste, on fait état de huit miliciens tués, dont sept pour la seule journée de mardi, et de quinze blessés. On précise qu'une vingtaine de personnes ont été enlevées ; en outre, un soldat libanais qui se trouvait par hasard sur les lieux a été tué.

Les relations entre les partis conservateurs et la communauté arménienne se sont dégradées depuis longtemps. Pour diverses raisons, les Arméniens, qui sont deux cent cinquante mille au Liban, mais qui vivent en grande majorité dans les zones chrétiennes du pays, ont toujours souhaité rester neutres, ce qui a profondément irrité les dirigeants des partis conservateurs.

En octobre 1978, après les affrontements entre Syriens et *miliciens conservateurs*, des accrochages avaient opposé les milices conservatrices aux miliciens arméniens faisant des dizaines de morts et de blessés.

Dans un communiqué diffusé mercredi, le parti arménien Tachnag (droite) « *estime qu'une politique systématique de harcèlement de la communauté arménienne est suivie par certains partis* ». « *Cette politique*, ajoute le communiqué, *a apparemment pour but d'obliger les Arméniens à changer leur politique de neutralité positive.* »

Egypte

● *La répression en Egypte.* — Plusieurs détenus, arrêtés le 18 août pour reconstitution du P.C. clandestin, ont repris une grève de la faim pour protester contre leurs conditions d'incarcération. Parmi les grévistes figurent Me Nabil Hilali, avocat, et M. Aboul Ezz El Hariri, ancien député d'Alexandrie. La Cour de sûreté de l'Etat doit statuer sur leur sort le 15 septembre prochain. — *(A.F.P.)*

● *Décès du rédacteur en chef d'Al Ahram.* — M. Ali Hamdi Gammal, rédacteur en chef du quotidien égyptien *Al Ahram*, est décédé dans la nuit du lundi au mardi 11 septembre à Washington d'une crise cardiaque. M. Gammal, âgé de cinquante-quatre ans, était arrivé lundi à Washington pour « couvrir » la visite qu'y effectue le vice-président égyptien, M. Moubarak. — *(Reuter.)*

Iran

INTERDICTION AUX MILICIENS ISLAMIQUES D'INTERVENIR DANS LES AFFAIRES GOUVERNEMENTALES

Téhéran *(A.F.P.)*. — L'imam Khomeiny a interdit aux « *gardiens de la révolution* », aux « *comités* », aux parquets et aux tribunaux islamiques ainsi qu'à tout autre organisme d'« *intervenir dans les affaires gouvernementales* », a annoncé le mardi 11 septembre, la radio iranienne.

Un communiqué du procureur général des tribunaux *islamiques*, l'ayatollah Ali Qodoussi, précise que « *toute poursuite judiciaire ou arrestation de fonctionnaire ne pourra avoir lieu qu'après que l'autorité administrative sous la direction de laquelle est placé le fonctionnaire aura été saisie* ».

D'autre part, deux femmes et un homme ont été exécutés mardi à Tchalous, à une centaine de kilomètres au nord de Téhéran, après avoir été reconnus coupables par le tribunal islamique de cette ville d'« *incitation à la prostitution et trafic de drogue* ». Cinq cent cinquante exécutions ont été ordonnées par les tribunaux islamiques depuis leur création en février.

TERRITOIRES OCCUPÉS

AU TERME DE SA VISITE A BONN

M. Dayan constate la « détérioration » des relations entre Israël et la R.F.A.

De notre correspondant

Bonn. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, et son collègue israélien, M. Dayan, échangeaient lundi 10 septembre des toasts d'un ton amical. Toutefois, le lendemain, dans une conférence de presse, le représentant de l'Etat hébreu a eu recours à une brutale franchise pour affirmer que l'atmosphère présidant aux relations entre les deux pays est en train, selon ses propres termes, de se *« détériorer »*.

Un tel refroidissement des rapports avec Israël représente, bien entendu, pour la République fédérale allemande, un sujet d'inquiétude. Même si le souvenir de l'holocauste s'atténue, les dirigeants, comme la population, y restent très sensibles lorsqu'il s'agit de leur attitude envers l'Etat hébreu. Néanmoins, Bonn voudrait être en mesure d'adopter, face aux problèmes du Proche-Orient, une attitude *« objective »* n'ayant plus à tenir compte du passé. Encore éprouve-t-on ici quelque embarras en niant que le souci du ravitaillement en pétrole ait la moindre part dans l'évolution récente de la diplomatie ouest-allemande. Dans le passé, il s'agissait d'expliquer aux Etats arabes que la R.F.A. est *« contrainte par l'histoire »* de tenir compte des intérêts israéliens. Aujourd'hui, la tâche beaucoup plus difficile des diplomates de Bonn est de faire admettre aux dirigeants de Jérusalem que la République fédérale doit aussi se préoccuper de ses rapports avec leurs adversaires. Un commentateur de la télévision a résumé le problème en termes très clairs, même s'ils peuvent être considérés par certains comme maladroits : *« Le meurtre de six millions de juifs,* a-t-il dit, *est indéniable, mais aujourd'hui il s'agit de Realpolitik »*.

Depuis bien des mois déjà, Bonn avait trouvé une façon commode de justifier sa nouvelle attitude, en invoquant la solidarité de la Communauté européenne. Cette fois, cependant, M. Dayan n'a pas craint de reprocher à M. Genscher de chercher à aller au-delà des résolutions adoptées par les Neuf, ainsi que des décisions de Camp David qui ne prévoient en aucune manière un Etat palestinien.

Dans les milieux officiels de Bonn, les propos de M. Dayan ont causé de la surprise, et même de la consternation. Aussi croit-on utile de rappeler que la R.F.A., qui réclame le droit à l'autodétermination pour tous les Allemands, ne saurait refuser ce même droit à un autre peuple. On prend soin aussi de préciser que l'établissement d'un Etat palestinien ne saurait être envisagé que dans le cadre d'un accord général au Proche-Orient. Pour sa part, d'ailleurs, M. Dayan a admis que dans cette affaire Bonn reconnaît somme toute à Israël un *« droit de veto »*. D'autre part, le chef de la diplomatie israélienne aurait reçu l'assurance que ses interlocuteurs n'envisagent pas de relations officielles avec l'O.L.P.

Ces apaisements ont toutefois paru très peu satisfaisants à M. Dayan, pour qui la mention d'un droit des Palestiniens à l'autodétermination est *« absolument inacceptable »*. A son avis, Israël ne saurait admettre qu'on lui dicte l'attitude qu'elle devrait adopter à l'égard des Palestiniens. Aussi a-t-il regretté que ce soit précisément la R.F.A. qui, à l'heure actuelle introduise un *« nouveau concept »* dans les débats sur le Proche-Orient.

Certes, le ministre israélien a quand même prononcé devant les caméras de la télévision quelques propos conciliants. *« Après mes conversations avec M. Genscher et le chancelier Schmidt, j'ai l'impression que vous restez des amis d'Israël. »* En même temps, il a paru faire une distinction inattendue entre l'attitude du ministre des affaires étrangères et celle du chancelier. Bien que ce dernier ne soit toujours pas près de se rendre à Jérusalem *« dans un avenir proche »*, il aurait, selon M. Dayan, manifesté des *« sentiments de profonde et cordiale amitié »* et serait un *« ami très proche à qui nous pouvons faire confiance »*. Ces déclarations ne suffisent pas à dissiper le sentiment que les rapports entre les deux pays se sont détériorés.

JEAN WETZ.

● *Condamnation en Israël de deux Allemands de l'Ouest.* — Deux jeunes ressortissants ouest-allemands, accusés d'avoir organisé un attentat, pour le compte d'une organisation palestinienne, contre un appareil de la compagnie israélienne El Al, sur l'aérodrome de Nairobi, ont été condamnés, le mardi 11 septembre, à une peine de dix ans de prison par le tribunal militaire de Lod. Thomas Reuter et Brigitta Schultz avaient été arrêtés fin janvier 1976. — *(A.F.P.)*

Élections sans passion en Suède

(Suite de la première page.)

Le ministre connaît bien ses dossiers. Il répond calmement aux questions, par des chiffres, en techniciens qu'il est.

Soudain, le dialogue est interrompu par un de ces nombreux clochards qui *« animent »* les places et les jardins de la capitale. Torse nu, avec un tatouage impressionnant sur la poitrine, une bouteille à moitié vide à la main, celui-ci s'empare du micro et commence, en bredouillant, à raconter sa vie, les neuf années qu'il a passées en prison. Le public sourit. M. Mundebo aussi, qui lui lance : *« Bienvenue en liberté parmi nous ! »* Personne n'est apparemment surpris, ni même choqué par cette scène. Finalement, les jeunes adjoints du ministre parviennent à écarter gentiment le perturbateur et la discussion peut reprendre. Pas longtemps d'ailleurs, car l'équipe du parti conservateur, elle aussi munie de micros et de tracts, s'apprête à prendre la relève. Elle a réservé son *« temps de meeting »* sur la place publique. Cette fois on va parler des impôts accablants...

Tel est le spectacle qu'offrent Stockholm et les autres villes en Suède en cette période de campagne électorale. Dans chaque quartier, des maisonnettes en bois, au style très scandinave, abritent les performances de sr partis politiques. Elles sont souvent ornées de petits drapeaux : rouges pour les socialistes, verts pour les centristes, bleu et jaune (les couleurs nationales) pour les conservateurs. Les curieux, dont la moyenne d'âge est assez élevée, entrent dans ces cabanons pour se renseigner sur les différents programmes. Quelquefois, on les invite à boire une tasse de café.

De l'avis général, les affiches sont fort tristes, avec peu de photos et trop de texte. Les sociaux-démocrates affirment : *« La Suède a besoin d'un gouvernement social-démocrate, votez pour le retour à la sécurité de la vie, au plein emploi et à la solidarité nationale ! »* La droite insiste sur la *« liberté de choix »*, la baisse des impôts et dit *« Non au socialisme ! »* Les centristes jouent sur les sentiments et illustrent l'écologie par une affiche représentant une petite fille, toute blonde, buvant l'eau pure d'une rivière. Les libéraux, eux, misent, pour gagner des voix, sur la personnalité du premier ministre, M. Ola Ullsten, et demandent un nouveau mandat pour *« continuer dans la même voie »* et réaliser les réformes qu'ils n'ont pu faire voter au Parlement : l'introduction du médecin de quartier, la réduction du temps de travail pour les parents d'enfants en bas âge, l'égalité entre l'homme et la femme. Quant aux communistes, pourtant débarrassés de la phalange orthodoxe après la scission de 1977, le style de leurs affiches et de leurs tracts n'est pas sans rappeler le *« réalisme socialiste »* avec des foules de travailleurs marchant, drapeaux en tête et poings levés, vers la conquête du pouvoir.

Cette campagne électorale n'a pratiquement aucun point commun avec celle de 1976. Elle est beaucoup plus terne. Il y a trois ans, le dirigeant centriste M. Thorbjörn Fälldin avait animé le débat en soupçonnant les sociaux-démocrates de vouloir entraîner la Suède dans un type de société proche des *démocraties populaires* par la mise en place de fonds de salariés visant à rendre les travailleurs copropriétaires de leurs entreprises ; et aussi, en promettant que les centrales nucléaires seraient proprement démantelées s'il devenait chef du gouvernement, il avait considérablement gêné les sociaux-démocrates et attiré à lui les Suédois soucieux de la nature. Une fois au pouvoir M. Fälldin a été totalement incapable de tenir ses promesses, ce qui a entraîné la chute de la coalition tripartite en octobre 1978.

Le nucléaire à l'écart

Cette fois, la question de l'énergie nucléaire et celle des fonds de salariés ne sont guère discutées, malgré quelques efforts timides des centristes. Les sociaux-démocrates ont su habilement les écarter du débat. D'abord en proposant, au lendemain de l'accident de Harrisburg, un référendum sur le rôle du nucléaire dans la balance énergétique suédoise. Ensuite en reportant à 1981 la présentation par le mouvement ouvrier du projet d'association collective des travailleurs aux bénéfices des entreprises. En outre, le parti de M. Palme aborde ces élections législatives dans de meilleures conditions qu'il y a trois ans puisqu'il n'a pas été secoué cette fois par de petits « scandales » comme, par exemple, le séjour pendant les fêtes de Noël 1975 d'un dirigeant syndicaliste dans le village de vacances du patronat aux îles Canaries, alors que la centrale ouvrière LO avait recommandé le boycottage des voyages touristiques en Espagne !

Faute de grands sujets d'affrontement idéologiques, la campagne tourne essentiellement autour de thèmes qui avantagent traditionnellement la gauche : la situation économique, le problème de l'emploi, la politique familiale. Les conservateurs, de leur côté, exploitent adroitement le mécontentement du public à l'égard du système fiscal.

En dépit de l'impasse budgétaire de 50 milliards de couronnes, la situation économique s'est sensiblement améliorée en 1979. Certes les prévisions du gouvernement ont dû être révisées en raison du renchérissement des produits pétroliers, mais la croissance devrait être de l'ordre de 5 % cette année. L'inflation n'excédera probablement pas 8 %, et si la balance commerciale, positive depuis novembre 1977, accuse aujourd'hui un léger déficit de 400 millions de couronnes (soit autant de francs français), la plupart des grandes entreprises exportatrices ne cachent pas qu'elles voient l'avenir avec un certain optimisme : Volvo est en train de battre ses records de vente d'automobiles sur de nombreux marchés, et la compagnie des mines nationalisées LKAB, que l'on disait au bord de la ruine il n'y a pas si longtemps, a du mal à faire face à la demande en hausse de minerai de fer. Il n'est pas impossible que les sociétés enregistrent en 1979 et 1980 des super-profits, ce qui ne manquera pas d'influencer le déroulement des négociations sur le renouvellement des conventions collectives à l'automne.

Le problème le plus grave — sur ce point les partis sont d'accord — c'est la faiblesse des investissements industriels qui ont chuté de 30 % en deux ans. Les moyens proposés pour les relancer divergent, mais les sociaux-démocrates ont annoncé que, s'ils gagnaient les élections, 20 % des bénéfices des entreprises seraient obligatoirement canalisés dans l'investissement. Autres sujets de préoccupation : la dette publique, qui a dépassé les 140 milliards de couronnes — dont 12 ont été empruntés à l'étranger — et le déficit de la balance des paiements : environ 10 milliards.

Dans le domaine de l'emploi, si le nombre de chômeurs recensés ne représente que 2,6 % de la population active, on commence à s'inquiéter de l'ampleur prise par le recyclage et les travaux temporaires « conjoncturels » organisés par la direction nationale du marché du travail. En fait, ce ne sont pas 2,6 % mais 6 % des Suédois actifs qui se trouvent en dehors des circuits de production. La moitié d'entre eux ont entre seize et vingt-quatre ans.

ALAIN DEBOVE.

Prochain article :

LES DIVISIONS DES « BOURGEOIS »

Portugal

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AURONT LIEU LE 2 DÉCEMBRE

Lisbonne *(A.F.P., A.P.)*. — Le président portugais, le général Eanes, a dissous mardi 11 septembre le Parlement et fixé au 2 décembre la date des élections. Tous les projets de loi à l'étude seront soumis à la prochaine Assemblée.

Le président avait annoncé le 13 juillet la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées pour permettre de débloquer la situation politique portugais *(le Monde* daté 15-16 juillet). Mme Pintassilgo avait été chargée le 19 juillet de former un gouvernement de gestion dont la tâche principale était de préparer les élections.

EUROPE

Union soviétique

Le zèle des douaniers soviétiques

De notre correspondant

Moscou. — Si cette idée n'apparaissait pas ici parfaitement saugrenue, on pourrait croire que les douaniers soviétiques de l'aéroport international de Moscou font la grève du zèle tant ils fouillent avec soin les voyageurs français. Plusieurs d'entre eux, dont deux journalistes — l'envoyée spéciale du *Monde* à la Foire du livre et un collaborateur du bureau moscovite de l'A.F.P., — *n'ont pu prendre* leur avion Moscou-Paris lundi et mardi, à la suite de fouilles minutieuses de leurs bagages, qui ont duré respectivement une *heure quinze et quarante-cinq* minutes.

La même mésaventure est arrivée mardi à une secrétaire du consulat de France à Moscou. Tous leurs objets personnels ont été examinés, le moindre petit *morceau de papier attentivement* étudié, tout médicament décortiqué. Même les documents officiels de la Foire du livre ont retenu l'attention des douaniers.

Les contrôles douaniers sont certes une procédure normale dans tous les pays. Mais quand ils prennent des proportions dépassant, de toute évidence, les nécessités du service et quand ils s'appliquent sélectivement à *des ressortissants d'un même* pays ou aux représentants d'une même profession, on est en droit de se demander s'ils n'ont pas d'autre but que d'empêcher « *la violation des règlements du pays hôte* ». — D. V.

N. D. L. R. — Rappelons que l'U.R.S.S. a signé les accords d'Helsinki en 1975 et qu'une partie de ces textes concerne la liberté de circulation des idées et de l'information.

Grèce

La flotte soviétique va disposer d'un point d'appui en mer Égée

A trois semaines de la visite de M. Caramanlis, premier ministre grec, à Moscou, le gouvernement hellénique vient de conclure un accord qui, pour la première fois depuis 1840, donnera à la flotte russe des facilités portuaires en mer Egée, dans l'île de Cyros. Selon le correspondant du « *Financial Times* », cette flotte dispose déjà de quatre points d'ancrage dans les eaux internatioanles, trois à une dizaine de milles de la Crète, un autre à l'ouest de Mytilène.

L'accord a été signé par les chantiers Neorion, contrôlés par un *groupe financier dirigé par la Banque nationale de Grèce.* Des docks flottants ont été tout récemment mis en place à Cyros.

Ce geste s'inscrit dans une politique plus générale qui vise à donner à la Grèce une certaine aisance de relations entre les deux blocs. Notre correspondant à Athènes évoque ci-dessous la reprise des conversations au niveau des experts *sur le retour* de la Grèce dans l'OTAN. D'autre part, c'est le 19 septembre que se renoueront les contacts américano-turcs pour l'élaboration d'un nouveau traité de coopération défensive. Si ce document n'est pas signé avant le 9 octobre, Ankara envisagerait, selon l'A.F.P., de suspendre à nouveau les activités des installations de défense commune, c'est-à-dire essentiellement les stations américaines d'observation du territoire soviétique.

Un plan de retour dans l'OTAN

De notre correspondant

Athènes. — Trois officiers supérieurs américains, experts de l'OTAN, se trouvent depuis le 9 septembre à Athènes, afin de fournir des explications supplémentaires *sur le plan* Haig concernant le retour de la Grèce à l'organisation militaire de *l'Alliance atlantique. Ce projet,* connu sous le nom de « plan de Vérone », prévoit une nouvelle *répartition des responsabilités* dans les espaces aérien et maritime de la mer Egée, et les chefs militaires grecs demandent que certains points soient plus clairement définis. Athènes précise que les entretiens des trois experts de l'OTAN avec les services compétents grecs sont purement exploratoires et que de toute façon rien ne presse.

C'est le 14 août 1974 que le gouvernement, présidé par M. Caramanlis, décida le retrait de la Grèce de l'appareil militaire de l'Alliance atlantique en soulignant : « *Le retrait est définitif et irréversible.* » Le secteur sud-est de l'OTAN avait déjà volé en *éclats les 6 et 7 septembre* 1955 avec les terribles émeutes antigrecques à Istanbul et à Izmir. Au Q.G. intégré d'Izmir, les officiers grecs et leurs familles avaient été humiliés et molestés par les émeutiers turcs. *Depuis,* le secteur sud-est était simplement rafistolé, et es Grecs avaient cessé d'avoir l' « esprit atlantique ».

Ayant le sentiment d'être régulièrement sacrifiés à ceux qui, au sein de l'OTAN, savent se montrer intransigeants, tout en admettant que la sécurité de leur pays dépend toujours et en grande partie de l'OTAN, les *Grecs* estiment que leurs alliés sont incapables de prévenir de graves *conflits entre partenaires* atlantiques. D'autre part, selon Athènes, l'impasse dans le secteur sud-est de l'OTAN découle du vote à l'unanimité qui permet à la Turquie de soulever des revendications étrangères aux intérêts de l'Alliance Face à l'intransigeance turque, les dirigeants grecs ne peuvent que veiller à préserver les intérêts légitimes de leur pays.

Le problème se complique du fait que la Grèce suit une politique franchement diversifiée et *d'amicale collaboration avec tous* les pays. Le très net rapprochement entre la Grèce et l'U.R.S.S. a *permis l'accord ouvrant* les chantiers navals de Cyros dans les Cyclades à la réparation de navires marchands et de bateaux de guerre auxiliaires soviétiques. Ces facilités seront appréciées par les chefs de la flotte soviétique en Méditerranée, mais provoquent de vivres réactions dans les milieux grecs de droite en attendant celles, éventuelles, de l'OTAN.

Si les *réalités objectives* laissent prévoir le retour de la Grèce à l'OTAN dans le cadre de *relations particulières,* aucun gouvernement grec ne saurait donner l'impression de brader la souveraineté et l'indépendance de ce pays. D'autant plus que l'opposition de gauche a fait du retrait total de l'OTAN son cheval de bataille.

MARC MARCEAU.

Turquie

MM. Ecevit et Demirel s'affrontent pour la conquête de cinquante sièges sénatoriaux

De notre correspondant

Ankara. — La campagne pour les élections sénatoriales partielles du 14 octobre (cinquante sièges à pourvoir dans vingt-cinq départements sur soixante-sept) est officieusement lancée par les tournées en province des chefs des principaux partis. M. Ecevit, premier ministre, est le président du Parti républicain du peuple, son prédécesseur et rival, M. Demirel, dirige le Parti de la justice et l'opposition de droite. La campagne électorale — qui sera officiellement *ouverte* le 23 *septembre,* — aura lieu sous un régime d'état de siège dans un certain *nombre de départements.*

Théoriquement, l'issue des élections ne saurait avoir d'effet direct sur le *sort* du gouvernement. Mais elles permettront aux formations en lice de montrer *leur force et de réévaluer leurs* tactiques électorales respectives. Le même jour aurnot lieu des *élections législatives concernant* cinq départements pour pourvoir à des sièges de députés devenus *vacants par décès depuis juin* 1977. En fait, six sièges sont vacants depuis la mort d'un élu du parti *républicain* il y a deux semaines. Mais le conseil suprême électoral, composé de juges, a décidé de ne pas compter le sixième siège vacant parce que les délais légaux étaient passés.

Le Parti républicain du peuple, avec deux cent neuf élus à l'Assemblée, est impuissant faute de majorité sûre (226 voix). L'opposition de droite est trop faible pour le faire tomber. Le Parti de la justice de M. Demirel espère enlever au moins quatre sièges sur *cinq* vacants. Eventualité qui préoccupe le parti républicain soutenu par les « béquilles » de plusieurs élus « indépendants ». M. Demirel se sent le vent en poupe et spécule sur les déboires du gouvernement de M. Ecevit, pourtant considéré comme l'espoir *des foules* il y a deux *ans, mais* qui s'est révélé incapable de mettre un terme à l'anarchie, de *freiner* l'inflation et d'empêcher la pénurie de certains produits de première nécessité.

Le Parti de la justice vise d'abord à provoquer la chute du gouvernement, avec le concours des élus des autres formations de la droite, puis des élections anticipées probablement au printemps 1980, si possible avec un gouvernement de coalition transitoire présidé par une personnalité indépendante.

En augmentant le nombre de ses sénateurs, le Parti de la justice espère *reprendre* la *majorité* au Sénat actuellement détenue par le parti républicain. Comme les *fonctions* du chef de l'Etat, M. Koruturk, prendront fin en avril, le chef de l'opposition compte pouvoir mieux contrôler la grande Assemblée nationale (formée des deux chambres réunies), qui élira son successeur.

M. Ecevit estime qu'il n'y a *pas d'alternative* » à son gouvernement. En revanche, M. Demirel affirme que le cabinet ne survivra pas longtemps au scrutin du 14 octobre.

Si l'équilibre général des forces au Parlement ne changeait pas radicalement, M. Ecevit pourrait espérer rester au pouvoir jusqu'à la fin de la législature, pendant l'été 1981.

Quant aux petites formations socialistes, elles sont très divisées et ne peuvent prétendre enlever un seul siège.

ARTUN UNSAL.

Suède

● PRES DE QUINZE MILLE ADVERSAIRES DE L'ENERGIE ATOMIQUE ont pris part, samedi 8 septembre en Suède méridionale, à une marche de protestation, conduite, sur 25 kilomètres, de la centrale nucléaire de Barsebaeck à la ville de Lund. Il y avait, outre des Suédois, des Allemands de l'Ouest, des Norvégiens et surtout des *Danois*, le réacteur de Barsebaeck étant situé à une vingtaine de kilomètres seulement de Copenhague. La manifestation s'est déroulée sans incidents en présence d'une centaine de policiers.

DIPLOMATIE

M. Jean François-Poncet reçoit M. Hernan Cubillos ministre chilien des affaires étrangères

M. Hernan Cubillos, ministre chilien des affaires étrangères, qui effectue une « visite de travail » en France, devait être reçu ce *mercredi 12 septembre* par *M. François-Poncet. Cette visite* suscite de nombreuses protestations. Au nom du groupe communiste à l'Assemblée, M. Robert Montdargent, député du Val-d'Oise, a notamment demandé au premier ministre des explications sur les projets de vente d'avions Mirage au Chili.

Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Hernan Cubillos, est présenté volontiers par la junte comme un « civil » et, à ce titre, comme un bon exemple de l' « institutionnalisation » progressive du pouvoir instauré par les militaires. M. Cubillos a exercé, en effet, la profession de gérant de société. Cependant il a aussi été... officier de la marine de guerre. Et il a été mêlé de très près aux efforts de la C.I.A. pour « déstabiliser » le gouvernement de Salvador Allende.

M. Cubillos a participé de 1970 jusqu'au coup d'État de septembre 1973 à la gestion du quotidien *El Mercurio*. Au cours d'une audience à huis clos, aux Etats-*Unis*, un *ancien responsable américain* de la firme I.T.T. au Chili, M. Berellez, a affirmé, en octobre 1978, que M. Cubillos était un des « contacts » de la C.I.A. à Santiago, et que des fonds destinés à renverser le gouvernement de Salvador Allende ont transité par son intermédiaire. Le gouvernement chilien a démenti ces informations, révélées par le *Los Angeles Times*, mais l'avocat de M. Berellez a affirmé qu'il avait des documents prouvant la collaboration de M. Cubillos avec la C.I.A.

Il n'a pas été établi si M. Cubillos a contribué jusqu'au 11 septembre 1973 au travail de sape de la C.I.A. Mais il ne fait guère de doute qu'il a joué un rôle, au moins pendant les premiers mois du gouvernement Allende, dans les *manœuvres de* la centrale américaine pour entraver l'action du président élu.

Aux Etats-Unis

L'affaire de la brigade soviétique à Cuba est démesurément gonflée par les controverses politiques

De notre correspondant

Washington. — Les négociations sur la présence à Cuba d'une *brigade soviétique devaient reprendre* ce mercredi 12 septembre entre le secrétaire d'Etat M. Vance et M. Dobrinine, ambassadeur d'U.R.S.S., après que les principaux conseillers de *M. Carter se soient réunis mardi* pour réévaluer les implications de cette affaire, démesurément gonflée par la controverse politique qu'elle suscite à Washington.

L'appel au calme lancé par M. Carter ne semble avoir eu que peu d'effet. Le sénateur Baker, postulant républicain à la Maison Blanche, n'a accordé que dix jours au *président* pour *réussir en ayant* recours à une « *diplomatie tranquille* ». M. Jackson, sénateur démocrate, connu pour son militantisme antisoviétique, a, lui, accusé l'U.R.S.S. *de transformer Cuba en une* « *forteresse* ». Outre le rapatriement immédiat des deux à trois mille hommes de combat soviétiques repérés sur l'île, M. Jackson exige désormais de *Moscou le retrait des chasseurs* bombardiers Mig-23 livrés l'année dernière au régime de M. Castro, ainsi que l'arrêt du renforcement de la marine cubaine.

Les autorités américaines continuent cependant à faire preuve d'optimisme sur la possibilité de parvenir rapidement à un accord à l'amiable, acceptable avec les Soviétiques. *M. Vance a réitéré son espoir que* cette mini-crise de Cuba « *puisse être résolue dans un proche avenir d'une façon satisfaisante pour les Etats-Unis* ». Il s'est toutefois refusr *à préciser les limites de ce qui* serait acceptable pour les autorités américaines qui se sont bien gardé de lancer le moindre ultimatum, en particulier de demander officiellement *le départ pur et simple de la brigade* soviétique de Cuba.

L'éditorial de la *Pravda* du mardi 11 septembre réfutant les affirmations américaines, n'a pas été pris au *tragique à Washington. De source haut* placée, on confie que M. Dobrynine, lors de son entretien de lundi avec *M. Vance n'a pas suivi la ligne* tracée par l'organe du P.C. soviétique. C'est cette première conversation Vance-Dobrynine qui a été passée en revue mardi à la Maison *blanche par le secrétaire d'Etat,* le secrétaire à la défense, M. Brown, M. Turner, *directeur* de la C.I.A. et M. Brzezinski.

Même si Moscou se montre conciliant et fait preuve de compréhension en raison du débat électoral américain, Cuba *risque cependant d'être* la cause d'un regain de tension durable entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Cette affaire a, en effet, attiré l'attention sur le rôle joué par Cuba dans les Caraïbes et en Amérique centrale. Le potentiel militaire cubain, jugé nettement *supérieur* aux besoins *défensifs* de l'île, est déjà dénoncé aux Etats-Unis. L'U.R.S.S. a livré aux autorités de La Havane, depuis 1975, date du début de l'intervention cubaine en Afrique, d'importantes quantités d'armes.

L'objectif recherché, avec le *déploiement à Cuba d'une brigade* soviétique, est, d'autre part, toujours débattu avec passion à Washington. Certains s'en tiennent à la théorie de la garde prétorienne de M. Castro et de la *nécessité d'assurer* la sécurité des installations d'écoute et de repérage établies par l'U.R.S.S. à 150 kilomètres des côtes de Floride. A la Maison Blanche, plusieurs proches de M. Carter estiment *plutôt* que les autorités de Moscou veulent simplement dissuader les Etats-Unis d'opérer un coup de force, serait-il limité, contre Cuba. La présence soviétique serait comparable au contingent de soldats américains maintenu à Berlin-Ouest. Ces forces, même *symboliques*, explique-t-on, obligent chaque camp à réfléchir à deux fois avant de lancer une opération risquant de provoquer une réaction de l'autre super-puissance.

(Intérim.)

M. Pham Van Dong au Nicaragua

(Suite de la première page.)

Interrogé à ce sujet, M. Thomas Borge, ministre de l'intérieur, nous a seulement répondu : « *Certains pensaient que nous irions à Cuba avec des idées de conciliation, mais maintenant que nous sommes maîtres de notre destin, nous sommes intransigeants dans la défense des pays pauvres. Cela reflète la qualité de notre révolution.* »

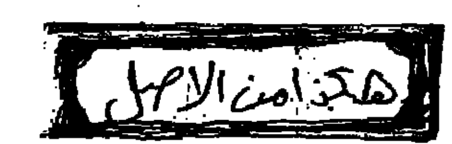
A propos du voyage de M. Pham Van Dong, le commandant Carlos Nunez, membre de la direction nationale du F.S.L.N., a, de son côté déclaré que la lutte du Vietnam pour sa libération avait été « *un phare pour les autres peuples* ». De fait, en dix-huit années de lutte contre le somozisme, les sandinistes se sont intéressés à l'exemple de ce pays asiatique, et les *références* à la révolution vietnamienne sont fréquentes dan sles conversations des *guérilleros*.

Les pays communistes sont-ils donc les alliés naturels des non-alignés ? M. Tomas Borge répond indirectement : « *Les meilleurs amis du Nicaragua*, dit-il, *ont été des pays d'Amérique latine, les peuples d'Amérique latine. Nous avons aussi bénéficié de la solidarité des peuples socialistes, mais pas au même degré. Cuba a été solidaire de notre révolution, non parce que c'est un pays socialiste mais parce que c'est un pays latino-américain...* »

Le Nicaragua paraît cependant s'engager à grands pas dans le sillage des non-alignés qui, à l'instar de Cuba, tiennent le camp socialiste pour leur allié naturel. Le fait que le régime castriste ait pu survivre vingt ans, et même devenir une puissance internationale, malgré l'hostilité du camp américain tout proche, ne peut qu'encourager ce raidissement de dirigeants certains de bénéficier d'un vaste soutien populaire et qui ne craignent donc pas trop d'éventuelles tentatives de « déstabilisation ». L'évidente réticence des Etats-Unis vis-à-vis du nouveau régime de Managua — et en particulier leur peu d'enthousiasme à lui fournir le matériel dont il estime avoir besoin *pour sa défense* — ne peut qu'accentuer cette orientation.

Seule une attitude ouverte des pays d'Europe occidentale peut encore éventuellement empêcher le Nicaragua de suivre la voie frayée, au début des années 60, par Cuba. L'Espagne, et vraisemblablement l'Allemagne fédérale, y sont aujourd'hui prêtes. Sans doute M. Carter souhaite-t-il qu'il en soit ainsi, la diplomatie américaine étant aujourd'hui paralysée au Nicaragua et l'usage du « *gros bâton* » *étant en principe* exclu sous son mandat. Peut-être M. Brejnev n'en serait-il pas non plus mécontent. Le Kremlin peut-il envisager sans réticence de devoir porter à bout de bras un autre petit pays pauvre — avec tous les risques de « dérapage » que cela implique en raison de la proximité des Etats-Unis ? La révolution nicaraguayenne marque de toute façon une étape supplémentaire dans la mise en place d'un nouvel ordre international dans lequel les anciennes *chasses* gardées occidentales se font de moins en moins nombreuses.

JEAN-PIERRE CLERC.



APRÈS LE SOMMET DE LA HAVANE

Les non-alignés ont de graves difficultés à coopérer dans le domaine de l'information

La Havane. — Les polémiques entre Cuba et la Yougoslavie et à propos de la place de l'Egypte au sein du mouvement des pays non alignés vont sans doute rebondir dans les prochaines semaines et mettre à mal le fonctionnement du pool des agences de presse des Etats membres. Un échange de commentaires acerbes a eu lieu à la fin du sommet de La Havane entre l'agence yougoslave Tanyoug et l'agence Prensa Latina.

D'autre part, les pays arabes participant au pool n'ont pas renoncé à demander la *« suspension »* de la Middle East News Agency (MENA) égyptienne du pool. Déjà, en juin, la réunion du bureau de coordination du pool des non-alignés n'avait pu avoir lieu parce que la Fédération des agences de presse arabes menaçait de la boycotter si l'Egypte y participait. Pour les mêmes raisons, la conférence plénière des agences, en novembre à Belgrade, risque d'être compromise.

Formé à l'issue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, en 1976, à Colombo, le pool est un système d'échanges de dépêches entre pays non alignés. Soixante-treize d'entre eux y ont adhéré (il n'est pas fait de distinction à ce sujet entre pays membres à part entière ou observateurs) et cinquante-cinq y participent effectivement. Les agences se communiquent tout ou partie de leurs services en fonction des desiderata des pays receveurs. L'échange peut s'arrêter à ce service d'information. Mais neuf centres à travers le tiers-monde (Cuba, Yougoslavie, Inde, Irak, Egypte, Maroc, Tunisie, Venezuela, Koweït) constituent des pools régionaux où l'agence locale sélectionne les dépêches qu'elle reçoit des différents pays et les diffuse ensuite avec la mention *pool* dans une zone régionale, mais parfois au-delà.

Ainsi Prensa Latina retransmet en espagnol et en anglais vers une dizaine de pays de l'hémisphère américain, les pays de l'Est, Paris et Belgrade des dépêches provenant d'une cinquantaine de pays. Comme les autres centres, elle supporte les frais de l'opération. Le pool ne possède donc ni

De notre envoyé spécial

rédaction unique, ni organisation supranationale : sa conception souple s'inspire de celle du mouvement des non-alignés : il comporte une assemblée plénière et un bureau de coordination. Ce bureau, dont le siège est à Belgrade, est présidé par un journaliste et écrivain indien, M. Mankekar.

Bien qu'il compte des abonnés dans des pays qui ne sont pas membres à part entière ou observateurs du mouvement (en Scandinavie et Turquie), le « pool » se refuse pour le moment de fonctionner sur des bases commerciales, ce qui, sans doute, limite son audience. Mais la commercialisation du service est actuellement à l'étude.

En fait, ce « pool » se présente comme une tentative à la fois de coopération professionnelle et politique entre pays se prévalant des mêmes principes et en vue de l'instauration d'un nouvel ordre international de l'information. Certains de ses animateurs estiment que son existence a stimulé la concurrence des grandes agences de presse occidentales. Du moins fait-il connaître des points de vue qui ne retiennent pas toujours l'attention de celles-ci.

Offensive contre Tanyoug

Le « pool » a dû surmonter une lourde hypothèque et est appelé à vivre les affrontements politiques qui secouent le mouvement des non-alignés. Le gouvernement de Mme Gandhi, qui avait bâillonné sous l'état d'urgence l'une des presses les plus libres du tiers-monde, prit une part active à la création du « pool » parce que le ton des agences occidentales lui déplaisait. Et le premier président du bureau de coordination fut l'un des plus proches amis de l'ancien premier ministre indien et de son fils Sanjay, M. M. Yunus ; d'autre part, les agences des pays en voie de développement, lorsqu'elles ne sont pas directement contrôlées par le gouvernement, se conforment généralement à sa politique. Il reste que le « pool » est encore regardé par certains de ses participants et clients potentiels comme un outil de propagande qu'utilise le pays où il est procédé au tri et à la diffusion de l'information pour servir avant tout sa cause. Le « pool » n'est pas une agence comme les autres et l'information *« non alignée »* n'est pas pour demain. Comment l'Egypte pourrait-elle se satisfaire du service fourni par l'Irak et l'Algérie de celui du Maroc ? Et comment *Prensa Latina* pourrait-elle faire écho, sinon pour la passer au vitriol, à la conception yougoslave du non-alignement ? D'où les limites de l'entreprise.

Aujourd'hui, on voit non seulement les Cubains, mais aussi les Algériens et d'autres membres, prendre ombrage du « monopole » yougoslave sur le pool. Ils avancent que la majorité des dépêches distribuées par le pool sont celles de Tanyoug. Les Yougoslaves répondent que chaque centre de redistribution est libre de faire sa propre sélection.

A la vérité, si la Yougoslavie occupe une position dominante, c'est non seulement qu'elle a fait depuis près de vingt ans son affaire du non-alignement, mais que Tanyoug est plus puissante et expérimentée que ses autres partenaires. La Yougoslavie avant dépêché à La Havane plus d'une centaine de journalistes rompus au métier qui ne se contentaient pas de rendre compte de la conférence, mais se prêtaient à un intense et efficace travail de couloirs auprès des journalistes étrangers. Si les Cubains ont marqué des points sur le plan politique, les Yougoslaves ont remporté la « bataille de l'information », dénonçant notamment le comportement des Cubains pendant le sommet. Et ils ont montré, ce faisant, que le dogmatisme en matière d'information pouvait desservir la cause cubaine.

Tanyoug occupe aussi une position de force parce que les agences du tiers-monde ne sont pas en général dotées d'un budget leur permettant de remplir leur mission. Pour cette raison, elles ne disposent même pas de leur propre agence. C'est pourquoi le bureau du pool tente d'obtenir l'assistance de l'Unesco pour favoriser la création et le développement d'agences de presse dans certains pays pauvres, qui doivent encore parfois passer par leurs anciennes métropoles coloniales pour communiquer entre eux. Le pool a, d'autre part, favorisé la création d'instituts de formation de journalistes dans cinq pays.

Egalement pour répondre à leurs besoins les pays non alignés avaient organisé pendant la conférence un Pool de plusieurs chaînes de télévision de pays membres. L'image et le commentaire étaient assurés à tour de rôle par des journalistes de chaque pays et transmis ensuite par satellite vers les Etats participants.

« Le Marché » de l'information dans le tiers-monde semble convoité. Une agence privée Inter Press Service, dont le siège est à Rome et qui fonctionne sous la forme d'une coopérative, s'est spécialisée dans l'information intéressant les pays en voie de développement. Elle dispose de bureaux dans plusieurs pays et se classe à un rang honorable, derrière les grandes agences internationales.

Plus ambitieux est le projet de création, pour concurrencer le Pool et l'Inter Press Service d'une agence multinationale d'information qui prendrait d'ailleurs pour nom Multinational News Agency (M.N.A.). Cette initiative a été prise par un ancien dirigeant de l'agence américaine Associated Press et y prendront part outre l'A.P.I.T.T., MENA et sans doute le Nigéria. Ce projet recouvrant un dessein politique, provoquera-t-il une levée de boucliers des membres arabes du Pool qui y verront sans doute une nouvelle preuve de la « trahison » de l'Egypte et de sa « collaboration » avec l'impérialisme américain. Ce serait une raison de plus pour eux de demander la « suspension » du Caire du Pool, suspension, dont les Yougoslaves ne veulent pas. La condamnation en revanche ne fait pas doute. Du coup, Cubains et Yougoslaves vont devoir à propos de cette affaire enterrer la hache de guerre et serrer les rangs pour dénoncer une opération — la première réunion de cette agence multinationale qui devait avoir lieu le 12 septembre à New-York — comme contraire aux buts poursuivis par les non-alignés.

GÉRARD VIRATELLE.

● *La conférence du mouvement des non-alignés* a été *« couronnée de succès »*, a déclaré lundi 10 septembre à son retour à Belgrade le maréchal Tito. *« Ce sommet*, a-t-il ajouté, *a confirmé les principes d'indépendance du mouvement par rapport aux blocs, malgré certaines tentatives de présenter sous un autre jour l'orientation du non-alignement. »* Avant de quitter La Havane, le président yougoslave avait adressé un télégramme à M. Castro pour souligner la nécessité d'orienter les efforts des non-alignés *« vers un règlement des questions internationales brûlantes en appliquant, dans un esprit démocratique, les principes originels »* du mouvement. De son côté, M. Begin a sévèrement critiqué, le même jour, la résolution finale adoptée à La Havane en déclarant : *« Il n'y a rien de plus grave que la condamnation de la paix par les hommes politiques qui devraient condamner la guerre. » « Israël*, a-t-il affirmé, *ne tiendra aucun* compte de cette condamnation. » *(A.F.P., A.P.)*

A DUBLIN

Les ministres des affaires étrangères des Neuf réaffirment la « grande importance » du dialogue euro-arabe

Dublin. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont arrêté, au cours d'une réunion de coopération politique, mardi 11 septembre à Dublin, leur position commune sur les questions d'actualité. Certaines questions font l'objet de déclarations formelles, d'autres sont seulement exprimées par leur président (M. O'Kennedy, ministre des affaires étrangères d'Irlande), d'autres enfin sont simplement agréées, sans être exprimées officiellement.

Les Neuf se sont livrés d'autre part à un premier examen des passages du discours que, comme tous les ans, leur président fera en leur nom à l'assemblée générale de l'ONU. Mais ce n'est que lorsqu'ils se retrouveront prochainement à New-York que le texte définitif sera mis au point. Il semble, en particulier, que les passages concernant les Palestiniens et la représentativité de l'O.L.P. doivent être rediscutés.

● *Asie du Sud-Est.* — Les Neuf ont constaté que le flot de réfugiés d'Indochine s'était ralenti mais non arrêté (une centaine arrivent encore chaque jour à Hongkong). Ils s'en tiendront à une assistance humanitaire au Cambodge en s'assurant, par l'intermédiaire des organisations internationales, qu'elle parvient bien à ceux à qui elle est destinée.

Quant au problème politique cambodgien, les Neuf considèrent — a dit M. O'Kennedy — qu'il ne peut être résolu que dans le contexte politique plus large de la péninsule indochinoise. *« Toute solution*, a-t-il poursuivi, *doit être basée sur un Cambodge indépendant, doté d'un gouvernement authentiquement représentatif, libre de toute présence militaire extérieure et maintenant des relations amicales avec tous les pays de la région (...). Les Neuf croient que la solution du problème cambodgien est essentielle à la paix et à la stabilité du Sud-Est asiatique dans son ensemble. »* En termes moins diplomatiques, les Neuf ne pensent pas que les gouvernements cambodgiens rivaux actuels soient représentatifs. Ils se prononceront donc pour que le siège du Cambodge reste vide à l'Assemblée générale de l'ONU. Mais ils ne pensent pas non plus que le problème cambodgien puisse être résolu sans le consentement du Vietnam ni de la Chine.

● *Proche-Orient.* — Les Neuf ont réaffirmé par la voix de M. O'Kennedy qu'ils attachent *« une grande importance »* au dialogue euro-arabe. Ce dialogue n'a guère progressé depuis qu'il a été engagé en 1974 après le déclenchement de la crise pétrolière, à l'instigation de la France. Ses partenaires n'y étaient alors guère intéressés. Ils le sont plus aujourd'hui alors que la situation s'est compliquée du fait des divisions arabes après les accords de Camp David. M. O'Kennedy a dit à ce sujet : *« Aux yeux des Neuf, l'unité et la cohésion du monde arabe est désirable tout autant que l'unité de la communauté européenne (...) doit être bénéfique du point de vue arabe. Les Neuf ont toujours estimé que le dialogue devrait fortifier la solidarité interne des deux régions, tout autant que la coopération entre elles. Ils pensent donc qu'il est important que le dialogue se développe avec le monde arabe dans son ensemble. Les Neuf croient que si chaque partie doit considérer avec sympathie les*

De notre envoyé spécial

problèmes intérieurs de l'autre, aucune de ces parties ne doit s'immiscer activement dans de telles affaires. » A l'évidence, si de tels propos s'adressent explicitement aux Arabes (*« Ne vous divisez pas »*), ils s'adressent aussi implicitement à ceux qui, en Israël ou aux Etats-Unis, cherchent à exploiter leurs divisions.

Au sujet du Liban, les Neuf ont adopté une déclaration commune proposée par la France, réaffirmant *« leur soutien à l'indépendance et à la souveraineté du Liban ainsi qu'au respect de son intégrité territoriale »*, et leur *« entière solidarité vis-à-vis d'un pays ami dont les populations souffrent si cruellement dans leur chair et dans leurs biens »*. Les Neuf lancent *« un appel solennel et pressant à tous les pays et parties concernés sans exception pour qu'ils s'abstiennent de tous actes susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du Liban et à l'autorité de son gouvernement. »* Ils en appellent également *« à tous les Libanais de toutes confessions et de toutes tendances pour qu'ils approuvent sans réserve l'action de leur gouvernement dans la recherche d'un véritable dialogue politique »* et *« s'engagent à soutenir toute action et toute initiative susceptibles d'assurer le retour à la paix »*.

● *Afrique australe.* — Les Neuf ont adopté une autre déclaration commune approuvant les principes arrêtés par la conférence du Commonwealth de Lusaka, pour conduire la Rhodésie *« à l'indépendance sur la base de la règle de la majorité »*. Les Neuf relèvent que cette conférence a reconnu la *« responsabilité constitutionnelle »* du gouvernement britannique et se disent *« encouragés »* par la réunion de la conférence de Londres.

M. O'Kennedy a indiqué que son gouvernement (comme le gouvernement français) *« prendra des mesures »* pour empêcher une équipe de rugby sud-africaine de venir jouer en Irlande. Le ministre britannique n'a pas fait une telle déclaration mais, en privé, il a assuré certains de ses collègues que son gouvernement ferait *« son possible »* pour que cette équipe ne vienne pas jouer non plus en Grande-Bretagne.

● *Amérique latine.* — Les Neuf ont décidé de maintenir leur aide au nouveau régime du Nicaragua. De jeunes Chiliens faisant la grève de la faim à l'ambassade du Danemark à Santiago, pour obtenir des nouvelles de parents disparus, les Neuf feront séparément des démarches auprès du gouvernement chilien pour qu'ils obtiennent satisfaction et qu'ils ne soient l'objet d'aucune sanction.

MAURICE DELARUE.

Le Monde

politique

LA CONTROVERSE SUR L'ARMEMENT EUROPÉEN

Mme Veil se déclare « déçue par l'attitude de certains groupes français »

Mme Simone Veil, président de l'Assemblée des Communautés européennes, a justifié mardi 11 septembre la décision — prise la veille à Paris — du bureau élargi de cette assemblée d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session une question orale d'un député conservateur britannique et d'un élu allemand relative à la politique industrielle d'armement de l'Europe (*le Monde* du 12 septembre).

Elle a précisé, mardi 11 septembre, qu'il s'agissait d'un débat sur « *la politique industrielle en matière d'armement, et non d'un débat sur la politique européenne de défense* », ajoutant qu'il n'y avait « *dans ce domaine aucun compromis à faire, dès lors qu'une large majorité s'était dégagée à l'intérieur du bureau de l'Assemblée autour de cette question* ».

Dans une interview au *Figaro* du 12 septembre, Mme Veil souligne :

« *Le président doit être le président de l'ensemble du Parlement, et il ne serait pas conforme à son rôle et à ses obligations d'être le porte-parole d'une tendance politique ou nationale. Son autorité est d'autant plus grande qu'il fait preuve dans la conduite des débats de l'impartialité requise.* »

Mme Veil précise que seuls les communistes français et le R.P.R. étaient hostiles à cette inscription.

A cette occasion, la présidente s'en prend vivement au comportement de certains députés français en disant :

« *Ces attitudes sont catastrophiques pour la France, car on empêche les Français d'être informés en ne leur parlant pas des travaux du Parlement. S'il est normal que tout le monde s'exprime, il n'est pas normal, une fois qu'une majorité s'est prononcée, de mettre en cause ceux qui acceptent la loi de la majorité. Il n'y a pas de possibilités d'action pour le Parlement si on ne joue pas le jeu démocratique. Je regrette qu'on présente en France, à des fins partisanes, des positions erronées sur un certain nombre de dossiers. Cette guérilla est d'autant plus préjudiciable qu'elle affecte moins le fonctionnement du Parlement que l'image de la France. Nos partenaires ne comprennent pas que des Français ne s'intègrent pas au jeu démocratique.*

» *En outre, comment ne pas déplorer que des Français attaquent davantage la présidence, sous prétexte qu'elle est française. Hier, une grande discourtoisie a été manifestée par les communistes à l'égard du président grec, simplement pour pouvoir attaquer la présidence française et, ainsi, orchestrer une opération de politique intérieure. (...) (1) Je suis déçue par l'attitude de certains groupes français.* »

M. Debré « stupéfait »

M. Michel Debré (R.P.R.) a adressé un nouveau télégramme à Mme Veil pour lui dire sa « *stupéfaction* », estimant que l'inscription de cette question est « *illégale* » et demandant à intervenir dans le débat qui commencera le 25 septembre à Strasbourg.

La Lettre de la Nation, organe du R.P.R., écrit, mercredi 12 septembre, sous la plume de Pierre Charpy :

« *Peut-être faut-il établir une relation entre ces faits et la vague d'informations plus ou moins contrôlées sur le déséquilibre aggravé des forces en Europe entre l'Est et l'Ouest. Il existe certainement le désir de ramener la France, par un biais ou un autre et peut-être justement par le biais industriel, dans une défense européenne intégrée.*

» *Le président de la République a affirmé, maintes reprises, son refus d'une telle hypothèse. Mais des ambiguïtés subsistent, telle celle que comporte ce passage du rapport gouvernemental sur l'exécution de la loi de programmation militaire.* » « La construction européenne, dont la poursuite constitue pour la France un objectif essentiel, continue de ne pas concerner les questions de défense. Néanmoins, la France contribue, par son propre effort de défense, la sécurité en Europe, et elle n'ignore pas que sa propre sécurité s'inscrit dans ce *cadre.* »

M. ANSART (P.C.F.) : une nouvelle offensive

M. Gustave Ansart, député à l'Assemblée européenne, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré, mardi 11 septembre, à Paris : « *Sous la présidence de Mme Simone Veil, à la demande des amis de M. Lecanuet, de Mme Thatcher et de M. Strauss, une nouvelle offensive commence pour déposséder notre pays de sa défense nationale sans laquelle il ne peut exister de véritable indépendance. L'Assemblée européenne devient un lieu privilégié de cette offensive, dans laquelle les réactionnaires des neuf pays vont unir leurs efforts. Ils veulent construire leur Europe en défaisant la France. Nous ne laisserons pas faire.* »

De son côté, Mme Danielle Demarch, vice-présidente de l'Assemblée européenne, membre du comité central du P.C.F., a déclaré, mardi soir, sur Antenne 2 :

« *Nous avons largement expliqué, pendant la campagne pour l'élection européenne, que toutes les forces politiques françaises, à l'exception de notre parti, tentaient de camoufler leur volonté de voir l'Assemblée européenne accroître ses pouvoirs au détriment du Parlement français. On le voit bien maintenant : c'était une réalité, puisqu'un des premiers actes de M. Lecanuet et des amis de Mme Thatcher et de M. Strauss est de porter, par le biais hypocrite des fournitures d'armements, les questions de défense devant l'Assemblée européenne.* » Mme Demarch a souligné que ces questions « *sont et doivent rester du seul ressort du Parlement français* ».

M. Louis Odru, député (P.C.) de la Seine-Saint-Denis, a adressé au premier ministre, mardi, une question écrite, dans laquelle il affirme que, « *trois mois à peine* » après l'élection de l'Assemblée européenne, « *le gouvernement français dévoile ses intentions, dissimulées au peuple français à l'époque de la campagne électorale, d'entraîner notre pays plus loin dans la voie de la supranationalité* ».

Le gouvernement, ajoute M. Odru, « *fait fi des déclarations, qui se révèlent aujourd'hui mensongères, de M. le président de la République, affirmant que le gouvernement français s'opposerait à tout accroissement des pouvoirs de l'Assemblée européenne au détriment du Parlement français* ».

Le député poursuit : « *Les « programmes communs de fournitures d'armements », tout comme les programmes de standardisation ou d'interopérabilité des armements, ne sont que le premier pas vers le sabordage de toute défense nationale authentique.* »

M. Odru demande au premier ministre de « *préciser de toute urgence si, oui ou non, il compte faire respecter le traité de Rome en faisant retirer de l'ordre du jour de l'Assemblée européenne la question concernant « les programmes communs de fournitures d'armements* ».

(1) Au cours de la réunion du bureau, mardi matin, Mme Demarch a reproché à Mme Veil d'avoir invité M. Dimitrios Papaspirou, président de la Chambre des députés hellénique, à assister à cette réunion en vue d'organiser les relations entre le Parlement grec et l'Assemblée européenne dans le cadre du traité d'association. L'élue communiste a rappelé que le traité d'association n'était pas ratifié par la France, qu'il existait dans notre pays des forces hostiles à cet accord et que la présence du président grec constituait une ingérence et une pression.

En définitive, il a été décidé que des délégations des bureaux de l'Assemblée européenne et du Parlement grec se rencontreraient régulièrement.

M. FRANÇOIS SCHEER DIRIGERA LE CABINET DE Mme SIMONE VEIL

Mme Simone Veil, président du Parlement européen, a constitué son cabinet. Celui-ci sera dirigé par M. François Scheer, conseiller des affaires étrangères, qui était représentant permanent adjoint de la France auprès des Communautés européennes. Chef de cabinet : M. Marc Dandelot, maître des requêtes au Conseil d'Etat. M. François Bordry sera chargé des relations avec la presse.

Le ministre américain de la défense suggère une « division du travail entre alliés pour la protection des lignes de ravitaillement maritime

Le ministre américain de la défense n'écarte pas la possibilité de proposer aux partenaires des Etats-Unis, en matière de sécurité internationale, un accord visant à instaurer « une division du travail » entre alliés, aux termes duquel « ceux-ci assumeraient une plus grande part du fardeau de notre puissance militaire commune, dans leur propre région, alors que nous nous orienterions davantage vers la constitution de forces militaires de caractère planétaire ».

Déjà, lors de précédentes réunions ministérielles de l'OTAN, des responsables américains avaient émis de telles suggestions concernant un partage des charges communes de la défense occidentale.

Mais c'est la première fois que les propos d'un ministre américain de la défense — en la circonstance M. Harold Brown — sont aussi précis sur l'éventualité d'une division des responsabilités entre, d'une part, les Etats-Unis, qui s'occuperaient des systèmes stratégiques lourds et du dispositif naval à longue distance pour le compte des alliés, et, d'autre part, les partenaires de Washington, « qui se chargeront de faire l'appoint », pour reprendre l'expression du chef du Pentagone.

Au cours d'un récent entretien radiodiffusé aux Etats-Unis, dont les services d'information de l'ambassade américaine à Paris viennent de rendre publique la traduction, M. Brown estime qu'il est important pour les Américains de « *rester forts sur toute l'étendue de la planète* ».

« *Je pense que nous ne pouvons pas priver nos forces terrestres de la puissance dont elles ont besoin pour soutenir les efforts de nos alliés européens et maintenir un équilibre satisfaisant sur terre en Europe*, a expliqué M. Brown. *Si nous parvenons à assurer un tel équilibre, il nous faudra encore pallier la vulnérabilité des approvisionnements de pétrole, non seulement aux Etats-Unis, mais plus encore hors de chez nous.*

» *Je crois exact qu'avec des navires à long rayon d'action comme les nôtres, nous sommes mieux placés pour y parvenir, dans l'océan Indien, que nos alliés. Et c'est pourquoi il pourrait se faire que, dans l'avenir, ceux-ci assument une plus grande part du fardeau de notre puissance militaire commune, dans leur propre région, alors que nous nous orienterions davantage vers la constitution de forces militaires de caractère planétaire. Je n'écarte pas cette possibilité, tout en sachant que la chose exigera un accord très soigneusement élaboré de la part de nos alliés, aux termes duquel ils se chargeront de faire l'appoint.* »

Si les Etats-Unis décidaient d'accroître leur effort militaire total, leurs alliés, estime M. Brown, « *seraient très probablement prêts à accepter que la plus grande partie de cet accroissement soit affectée à des domaines tels que les systèmes stratégiques ou les systèmes navals de caractère planétaire, car il y a moins de chances pour qu'ils s'en dotent eux-mêmes* ».

« *En ce qui concerne le nombre de bâtiments et le prix de chacun*, ajoute le ministre américain de la défense, *je suis d'accord pour penser que les alliés doivent disposer, à eux tous, de navires suffisamment nombreux pour être présents sur un grand nombre de théâtres en même temps. La difficulté est que la menace augmente et qu'il nous faut produire des systèmes énormes et coûteux pour y faire face.* »

« *Encore une fois*, a conclu M. Brown, *il est possible de mettre au point une division du travail dans ce domaine. Les Etats-Unis fourniraient la majeure partie des bâtiments les plus gros et les plus compliqués que nous sommes seuls à pouvoir produire. Nous sommes seuls membres de l'Alliance, avec les Français, à posséder des porte-avions et ils n'en ont qu'un petit nombre, peut-être pas plus de deux. Nous sommes les seuls qui ayons été capables de construire les radars à balayage électronique par déphasage qu'exige la défense aérienne dans un environnement exposé à un degré élevé de menaces. (...) L'Alliance, dans son ensemble, a besoin d'un plus grand nombre de bâtiments plus économiques, quelques-uns de conception nouvelle, et il nous faudra déterminer quels sont ceux que nous construirons et ceux dont la construction sera confiée à nos alliés.* »

La franchise des propos du ministre américain de la défense ne surprendra sans doute pas ceux, parmi les *responsables gaullistes et les* représentants de l'opposition en France, qui ont toujours critiqué la stratégie des Etats-Unis parce qu'elle reviendrait à proposer, indirectement, à leurs alliés — à l'instar d'une formule célèbre de M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort — d'être les « *harkis* » des Américains ou leurs milices locales, tandis que Washington s'attribuait le *droit d'être le « gendarme »* du monde.

On n'est pas très éloigné de l'analyse, présentée par certains, selon laquelle les Etats-Unis, se réservant la maîtrise des armes stratégiques et de la panoplie navale à l'échelle mondiale, sont en réalité guidés par leur souci de restituer progressivement à leur alliés leur part du « *fardeau* » commun de la défense occidentale, pour mieux se consacrer aux exigences de leur rivalité globale avec l'Union soviétique.

Pour ce qui concerne le seul aspect de cette « *division du travail* » dans la politique navale à mener pour assurer la sécurité des approvisionnements du monde occidental, il a d'ores et déjà été admis par la France que ses forces navales « *contribuent, en liaison éventuellement avec celles d'autres nations, à la sécurité du trafic maritime qui assure nos approvisionnements* ».

Le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Jean Lannuzel, a, en 1977 et 1978 à l'Institut des hautes études de défense nationale, été catégorique sur ce point : « *Notre trafic maritime, en particulier celui qui emprunte la route du Cap et les routes de l'Atlantique nord, ne sera défendu qu'à la mesure de la contribution que nous apporterons à la défense commune. Il faut être sans illusions là-dessus. (...) Au-delà d'un certain seuil d'agression, l'interdépendance de plus en plus poussée du trafic maritime desservant l'Europe conduirait nécessairement les alliés à s'engager à nos côtés : il importe alors que notre contribution à la protection des voies de communication soit en rapport avec la part des approvisionnements que nous voulons recevoir.* »

Incapable d'assurer à elle seule une présence maritime planétaire et déterminée à ne pas se reposer de ce soin sur les seuls Etats-Unis, la marine française est donc contrainte de composer avec ses alliés en apportant sa contribution à la défense commune des lignes de ravitaillement — J. I.

RÉUNI A CAMBRAI

Le GAP propose la création à l'Assemblée de groupes d'étude au sein de la majorité

De notre correspondant

Lille. — Deux ministres, MM. Jacques Barrot et Jean-Pierre Soisson, cinq secrétaires d'Etat, MM. Jacques Legendre, Pierre Bernard-Reymond, Olivier Stirn, Marc Bécam et Jean-Paul Mourot ont participé aux journées d'études organisées à Cambrai par le Groupe d'action et de propositions (GAP), les 10 et 11 septembre. Une trentaine de parlementaires ont suivi les débats : la majorité d'entre eux appartenant au parti républicain, quelques élus R.P.R. (et généralement considérés comme assez éloignés de M. Chirac), ainsi que des membres du C.D.S., parmi lesquels M. Bernard Stasi, ancien ministre.

Que M. Raymond Barre ait tenu à passer trois heures avec ces députés pour se livrer à leurs questions, les écouter et bavarder à bâtons rompus n'est pas sans signification. A la veille d'une rentrée parlementaire qui s'annonce difficile, le premier ministre a trouvé dans ce groupe un point d'appui, ou tout au moins le mini-exemple d'une majorité diversifiée active et pacifique. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il se soit montré très attentif à leurs remarques concernant les rapports entre les parlementaires de la majorité et le gouvernement. M. Barre a bien répété qu'il n'y a pas de majorité de rechange, ni même de premier ministre de rechange. Cela dit et admis, il s'est montré très compréhensif en laissant à chacun le sentiment de bien le comprendre. Des formules comme celle-ci : « *Quand je lis un discours de M. Couve de Murville, je n'y trouve rien à redire* », et d'autres amabilités à l'égard de M. Debré, même si certains de ses propos sont qualifiés d'irréalistes, marquent un souci évident d'apaisement.

Le GAP a pu faire valoir que les parlementaires étaient mis trop souvent devant le fait accompli par le gouvernement et l'on a reparlé des méthodes de travail. C'est pourquoi le groupe s'est prononcé — c'est d'ailleurs la seule décision prise à Cambrai — pour la création à l'Assemblée nationale de groupes d'étude au sein de la majorité sur un certain nombre de sujets spécifiques. On a un peu l'impression que l'on cultive la formule de Saint-Exupéry selon laquelle il suffit, pour que des hommes s'entendent, de les faire bâtir ensemble... M. Legendre constate ainsi : « *Ce qui nous différencie sur le plan politique tend à s'effacer dès que nous allons au fond des problèmes à résoudre. Nous nous rejoignons dans les solutions à proposer...* »

Il y a là évidemment une démarche qui ne peut que plaire au chef du gouvernement et recevoir la bénédiction de l'Elysée.

Le P.C. : M. Barre à la sauvette

A propos de cette réunion, la fédération du parti communiste a publié un communiqué dans lequel elle déclare notamment : « *Comparée au tintamarre qui en temps normal accompagne les déplacements ministériels, on ne peut s'empêcher de remarquer la discrétion avec laquelle le premier ministre s'est rendu à Cambrai en même temps que plusieurs autres membres du gouvernement. M. Barre venu dans le Nord à la sauvette ! (...) Ce n'est pas un signe de force. Le premier ministre, qui naguère affirmait son indifférence face aux « porteurs de pancartes », s'est bien gardé de révéler à l'avance sa venue.* » — G. S.

LA PRÉPARATION DE LA SESSION D'AUTOMNE

M. Barre va recevoir les représentants des parlementaires de la majorité

Comme il l'avait fait avant la session de printemps, M. Raymond Barre se propose de s'entretenir avec les représentants des parlementaires de la majorité pour préparer avec eux la session d'automne du Parlement qui doit débuter le 2 octobre.

Le premier ministre recevra à déjeuner, le mardi 18 septembre, MM. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. ; Roger Chinaud, président du groupe U.D.F. ; ainsi que les présidents des six commissions permanentes de l'Assemblée nationale. M. Barre et ses hôtes s'entretiendront de l'ordre du jour de la session en présence de MM. Maurice Papon, ministre du budget, et Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Ce déjeuner sera suivi d'une séance de travail consacrée à la préparation du débat sur le projet de loi relatif à la réforme de la fiscalité locale. Outre MM. Labbé et Chinaud, participeront à cette réunion MM. Michel Aurillac (R.P.R.) et André-Georges Voisin (app. R.P.R.), respectivement président et rapporteur de la commission spéciale qui a examiné le projet (*le Monde* du 17 mai). Plusieurs des députés de la majorité siégeant à cette commission ont été invités. Les représentants de l'opposition, en revanche, ne le sont pas.

M. Barre s'entretiendra ultérieurement avec M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, qui sera, ce *jour-là, en voyage aux Etats-Unis.*

Le chef du gouvernement recevra également, le jeudi 4 octobre, M. Alain Poher, président du Sénat, et les présidents des commissions permanentes. Une semaine plus tard, le jeudi 11 octobre, les présidents des groupes de la majorité du Sénat, MM. Marc Jacquet (R.P.R.), Philippe de Bourgoin (U.R.E.I.), Adolphe Chauvin (U.C.D.P. et inter-groupe U.D.F.) et Paul Ribeyre (CNIP), seront à leur tour conviés à déjeuner à l'hôtel Matignon.

Entre-temps, M. Barre doit assister, le jeudi 27 septembre, à Vittel, à la séance de clôture des journées parlementaires de l'U.D.F. Il n'a pas été invité, en revanche, à assister aux journées parlementaires du R.P.R., qui auront lieu à Aix-les-Bains du 26 au 28 septembre.

RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

Le comité central du parti communiste s'est réuni, mercredi 12 septembre, à la mairie d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). M. Philippe Herzog, membre du bureau politique, devait présenter un rapport sur « *le développement de la lutte et de l'unité d'action pour la défense du pouvoir d'achat des travailleurs et des familles, de l'emploi et de l'économie nationale* ». Au cours de la discussion, M. Georges Marchais, secrétaire général, devait intervenir pour préciser la position du P.C.F. vis-à-vis du mouvement syndical, en réponse, notamment, aux critiques de M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. (*le Monde* du 5 septembre).





AU PARTI RADICAL

M. Bariani annonce sa candidature à la présidence M. Prouteau renonce à la sienne

M. Didier Bariani, secrétaire général du parti radical, député U.D.F. de Paris, a annoncé mardi 11 septembre son intention de se porter candidat à la présidence de cette formation lors du congrès qui aura lieu du 12 au 14 octobre. M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, ancien grand maître du Grand Orient de France, a fait savoir au cours de la même conférence de presse qu'il renonçait à sa propre candidature à ce poste (en février dernier, il avait annoncé son intention de briguer la succession de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber).

M. Prouteau a donné deux raisons de sa décision de s'effacer : d'une part la nécessité pour lui, *« dans la période de crise »* que traverse la France, de se consacrer à sa tâche gouvernementale, d'autre part sa volonté d'affecter *« la part disponible de son temps à l'action au centre gauche pour demain »*. Il faut sans doute ajouter à ces explications une autre, plus pragmatique : à partir du moment où M. Bariani décidait, lui aussi, d'être candidat, l'entreprise du secrétaire d'Etat devenait fort aléatoire : même avec le soutien des clubs *République et démocratie*, dont il est le fondateur, il lui aurait été bien difficile de réunir une majorité sur son nom lors du congrès : dans quelque parti que ce soit, et au parti radical peut-être plus que dans tout autre, celui qui tient l'appareil bénéficie d'un avantage considérable. C'est le cas pour M. Didier Bariani, secrétaire général depuis vingt-huit mois, ancien président de la fédération de Paris et avec lequel M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait du faire alliance lors du congrès de Paris en mai 1977 pour triompher de M. Edgar Faure.

En outre, on peut considérer que cet accord « verrouille » en quelque sorte toute autre possibilité. Non seulement il constitue un obstacle d'importance devant M. Servan-Schreiber dans l'hypothèse où celui-ci souhaiterait demander le renouvellement de son mandat, mais, de surcroît, il rend problématique toute autre combinaison. Il semble bien en effet que certains « caciques » du parti nourrissaient l'espoir de jouer un rôle prédominant au terme du prochain congrès. Sans parler de M. Edgar Faure, auquel cette précidence-là — comme toute autre — n'aurait pas déplu si on la lui avait offerte.

Quant à M. Servan-Schreiber, nul, place de Valois, ne connaît ses intentions. Il n'a pas reparu au siège de la formation depuis le mois de mai dernier, époque à laquelle sa décision de présenter une liste de candidats aux élections européennes l'avait conduit à se couper des autres responsables radicaux, puis — après l'échec de sa liste — à être mis en disponibilité par ses pairs (le 23 mai, le bureau du parti avait constaté, à l'unanimité des présents, que l'ancien député de Meurthe-et-Moselle ne se trouvait plus *« en mesure d'exercer ses fonctions de président »*.

« L'autre gauche »

Mardi, M. Bariani a offert à M. Proteau la *« première vice-présidence »* du parti, ce qui témoigne d'un réel optimisme sur l'issue des prochaines assises. L'actuel secrétaire général a souhaité que, sous son autorité, les radicaux se fassent les promoteurs de ce qu'il nomme *« l'autre gauche »*. Il a aussi exprimé son intention de metre en place, avec l'aied de son nouvel allié, une équipe plus jeune et plus efficace, et de demander que soient redéfinies les modalités de fonctionnement de l'U.D.F.

Les radicaux ne remettent pas en cause leur appartenance à la coalition giscardienen, mais ils souhaitentent une plus grande liberté d'expression en son sein et voudraient que leurs propositions retiennent davantage l'attention.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

[M. Didier Bariani est né le 16 octobre 1943 à Bellerive-sur-Allier. Marié, père de deux enfants, il est licencié ès lettres et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après avoir occupé de 1969 à 1974 un poste de chargé de mission au C. N. P. F., il dirige un centre de formation permanente, puis crée un cabinet de conseil en communication et organisation.

Entré au parti radical en 1968, il accède au comité directeur de cette formation en 1971 et devient, en 1973, président de la fédération de Paris, poste qu'il abandonnera en 1978, après avoir été élu député U. D. F. de la trentième circonscription de la capitale (partie du vingtième arrondissement).

Membre du bureau du parti radical depuis 1975, M. Bariani a été chef du cabinet de M. Gabriel Péronnet (de juin 1973 à août 1976) quand celui-ci occupait les postes de secrétaire d'Etat à l'environnement, puis à la fonction publique. Lors du congrès de Lyon de son parti, en 1975, il avait largement contribué à la victoire de M. Péronnet sur Mme Françoise Giroud pour la présidence de la formation valoisienne.

Au congrès de Paris, en 1977, c'est à M. Servan-Schreiber qu'il avait apporté l'appui de ses troupes pour vaincre M. Edgar Faure. Au lendemain de ces assises, il avait été nommé secrétaire général du parti.

M. Bariani est vice-président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale et vice-président de l'U.D.F.

POINT DE VUE

Mais où est donc passé le centre gauche ?

par DIDIER BARIANI (*)

MAIS où est donc passé le centre gauche ? Ce courant de pensée semble parcourir une phase byzantine, et il faut en vérité une bonne dose d'acharnement et de patience pour s'y orienter.

La multiplication de ceux qui prétendent l'avoir vu apparaître chez eux — à l'U.D.F. avec le P.R.S., dans la famille socialiste avec le M.R.G., quelque part au milieu du gué avec les amis de Robert Fabre — fait penser immanquablement à la chanson : « Il court, il court le furet »...

Partout ? Nulle part ?

Pourtant, jamais positionnement politique n'a été autant revendiqué, et ceux qui s'en réclament appartiennent parfois à des formations ou à des familles de pensée que l'on n'aurait pas, *a priori*, situé à cet endroit. Ce phénomène est d'autant plus étonnant que l'expression parlementaire de ce centre gauche est devenue bien réduite, une trentaine de députés peut-être, et autant de sénateurs, siégeant d'ailleurs dans des groupes qui s'opposent : de plus, tous les scrutins de ces dernières années montrent à l'envi la marginalisation de l'électorat qui se reconnaît dans ce courant quand des hommes ou des listes affirment expressément et exclusivement le représenter.

Règne donc sur la classe politique ce mythe qui a la vie dure selon lequel les Français sont, au fond de leur cœur, au centre-gauche, c'est-à-dire radicaux, même s'ils ne peuvent en toute occasion l'exprimer.

Alors plus d'un candidat, s'il ne renonce pas au label de sa formation politique, laisse entendre, au cours de ses dialogues électoraux, qu'il se tient en réalité à ce point de rencontre insaisissable, avec un électorat qui ne l'est pas moins et qui doit se situer comme on dit un peu à gauche, mais pas trop loin du centre, que le cartésianisme français considère toujours comme la bouée de sauvetage indispensable qaund les choses risquent de dériver trop profondément.

Il est étonnant, oui, de voir plus d'un conservateur, et même de solides réactionnaires, faire appel à ce brevet de républicanisme sans lequel il n'est pas d'élection assurée (personne n'est de droite en France, c'est bien connu), ou encore de voir nombre de socialistes frileux qui mesurent à juste titre qu'avant de se lancer joyeusement dans l'aventure collectiviste, le bourgeois qui sommeille dans chaque Français veut d'abord qu'on lui garantisse qu'il faut certes animer le débat, mais que l'on sait là aussi raison garder.

Alors la question se pose : le centre gauche représente-t-il encore un comportement politique définissable, et quelle famille politique peut prétendre s'y référer de façon qui ne soit pas indue ?

Le radicalisme a indiscutablement de nombreux titres pour s'en prévaloir, dans la mesure où il incarne cette tradition de républicanisme, d'humanisme, d'esprit de réforme qui caractérisent traditionnellement le centre gauche.

Mais les radicaux ont si bien atteint leurs objectifs centenaires que leur apport est devenu l'acquis de la nation tout entière, un héritage que personne ne remet plus en cause. Ce qui est leur honneur, mais leur drame, la meilleure mais la pire des choses, car si la France est radicale, elle ne le sait plus semble-t-il depuis assez longtemps.

Reste la raison sociale. La maison est ancienne et l'enseigne garantit toujours la respectabilité républicaine.

Le prix de la solitude

Mais si la fonction du radicalisme se réduit à négocier à chaque échéance, l'apport d'une coloration « centre gauche » et un label de républicanisme aux grandes formations qui veulent l'absorber, le problème de sa survie, posé régulièrement depuis quelques années, se résoudra de lui-même par une extinction lente, discrète, régulière, qui ne gênera plus personne.

Faut-il alors rechercher sa vertu et sa force dans des combats solitaires, estimables sans aucun doute, dont les résultats, d'élections locales en législatives et de législatives en européennes, marquent moins l'authenticité que l'isolement, moins la spécificité que la marginalisation ?

Reconnaissons, avec de multiples expériences à l'appui, que le corps électoral a douché bien des enthousiasmes de cet ordre, et que la qualité des intentions des vaillants combattants de la gauche républicaine pure et solitaire rencontre depuis près de vingt ans la désolante indifférence de l'opinion.

Bref, il ne suffit pas d'être seul pour être séduisant. Il faut encore être compris. C'est le plus difficile. Il faut d'ailleurs cesser de professer, avec une ingénuité qui n'est souvent que de la niaiserie, que les seuls combats dignes de respect sont ceux dans lesquels on s'engage sans les autres.

Enfin, comme d'autre part il paraît salutaire de renoncer aux habiletés des caciques qui trouvent judicieux d'avoir un pied dans chaque camp, au nom d'un œcuménisme qui n'est que l'habillage de la facilité, nous voilà conduit à nous poser le problème de savoir comment la diaspora du centre gauche peut s'exprimer utilement dans la vie publique de ce pays. En soulevant d'abord la question de la stratégie ; en nous demandant si l'association du centre-gauche à des ensembles plus vastes le voue à la disparition à plus ou moins long terme ou, au contraire, lui permet, en l'état actuel des choses, de lutter contre son érosion et d'y trouver une infrastructure et une notoriété donnant une meilleure audience à ses propositions, voire à ses décisions. Tout dépend alors de l'aptitude de l'ensemble à entendre la voix de ceux qui veulent l'entraîner au-delà de son point d'ancrage.

Les grands regroupements politiques luttent souvent fort mal contre l'inertie, et les synthèses auxquelles ils sont conduits édulcorent forcément les apports des plus dynamiques de leurs composantes.

Mais le centre-gauche peut aussi y retrouver un rôle national, pour peu qu'il sache manifester avec suffisamment de détermination à ses partenaires sa conviction sur ses principaux objectifs et sur les grands principes qu'il veut défendre. C'est une pédagogie et un effort de chaque jour et — avouons-le — un problème de rapport de forces. Et si, quelque mauvais jour, nos partenaires atteints d'une surdité permanente à nos propos, provoquent la rupture de nos engagements, nous aurons devant le pays des explications à donner, qui seraient mieux entendues si elles étaient fondées sur des désaccords de choix de société ; bien mieux que si elles reposent sur des cassures nées de la mauvaise humeur, du chantage tactique permanent qui aurait mal tourné ou du mécontentement pour quelque considération personnelle.

Demeure posé le problème majeur qui conditionne notre existence même, à savoir : « Avons-nous encore quelque chose d'original à dire ? » Comment trouver par quelle passerelle transmettre un héritage, qui s'identifie largement à celui de la République, pour répondre aux interpellations de l'avenir, qui exigent une révision des habitudes de pensée et des modes d'agir.

Saurons-nous tirer de notre passé une aptitude particulière à affronter les problèmes de demain ?

Une famille politique ne sera plus jugée dans les années à venir sur des schémas de pensée conçus *in abstracto*, sur des références idéologiques immuables, sur des propositions qui se situeraient hors du temps : sa vitalité dépendra de sa capacité à fournir des réponses à la situation devant laquelle se trouve la société française. Le mot crise ne convient plus. Car il faut parler d'entrée dans une ère nouvelle : la France subit en effet de plein fouet une révolution silencieuse, que les Français refusent encore de voir, et l'on peut parler de mutation de société et de recherche de nouveaux équilibres mondiaux.

Finie, en effet, la croissance rapide de ces vingt dernières années. La crise de l'énergie et des matières premières, la poussée du tiers-monde, les difficultés monétaires internationales remettent en cause profondément les progrès du niveau de vie et le mode de vie lui-même. L'emploi est l'enjeu d'un défi sans aucune commune mesure avec ceux que la société française a déjà relevés.

Le centre gauche saura-t-il utiliser son expérience de la démocratie pour proposer des solutions qui permettent de créer de nouvelles activités, de nouvelles technologies, de planifier et de programmer la formidable mutation de l'emploi des Français ? En sachant qu'à court terme la télématique et la micro-informatique seront les instruments privilégiés de l'organisation sociale.

A-t-il la possibilité de faire voir, faire savoir et faire comprendre aux hommes qu'il faut considérer la remise en cause du gaspillage, les restructurations industrielles, le sous-emploi et la mobilité professionnelle comme autant de conséquences provisoirement inévitables d'un grand bouleversement, qu'il faudra, pour relever ce défi et pour forger un nouveau destin, une plus grande solidarité du corps social et une réelle prise en considération des biens entre les générations associées à une lutte véritable contre les inégalités devenues insupportables.

Pourra-t-il faire comprendre que la réponse n'est pas dans la mise en place de systèmes de production et de distribution étatisées, imaginés voilà plus d'un siècle et qui se situent maintenant hors du temps, mais dans l'instauration d'une société de solidarité nationale, qui impliquera des redistributions, des remises en cause, des sacrifices aussi de ceux qui sont privilégiés ?

Nos concitoyens en difficulté attendent autre chose que des vœux pieux, de la pitié, ou l'expression d'une charité ostentatoire. Le devoir de l'homme politique, le devoir de la gauche de réforme, c'est d'expliquer qu'il faut avoir le courage d'accepter un partage plus fraternel, moins par abnégation ou par crainte que par bon sens et lucidité.

Et puis il y a la République, système politique cher aux hommes de centre gauche qui en sont les pères fondateurs, système politique bien imparfait, particulièrement en raison du fait que la République reste encore largement à faire, mais qui nous assure globalement le maintien de nos libertés fondamentales. Ce système correspond à un idéal vivant mais fragile, vulnérable et menacé. Fragile, si fragile que dans le monde chaque jour diminue le nombre d'hommes et de pays où la démocratie peut se reconnaître, à tel point que des continents entiers la volent progressivement disparaître.

Vulnérable, si vulnérable car les périodes de bouleversement économique et de pénurie s'accompagnent toujours de mauvais démons, et de la tentation des totalitarismes de toutes espèces.

Menacée, surtout, si menacée dans sa nature même, car les investigations des nouvelles technologies et des nouvelles sciences dans le domaine du gouvernement des hommes peuvent engendrer des formes monstrueuses de pouvoir politique, qui échappent absolument aux schémas connus et aux procédures de contrôle qui, pour nous, définissent et garantissent la démocratie. J'en veux pour preuve l'espèce d'affadissement du contrôle parlementaire que chaque élu peut quotidiennement mesurer.

En ce domaine aussi, la sensibilité républicaine devrait nous créer une aptitude particulière à la vigilance et à l'action dans le domaine — dont tout dépend — des droits de l'homme.

L'enjeu et les moyens

Constatons avant de réagir que tout parti ou tout leader, qui ne dispose, le moment venu de l'élection, de la presse, de la télévision et de l'argent nécessaires à son omniprésence, est dans une situation minorée dès le départ. D'où la nécessité absolue pour toute formation de disposer, voire, s'il le faut, de créer des « vedettes » qui seront destinées à assurer sa popularité et à garantir sa pérennité.

Le rôle du centre gauche n'est-il pas de faire mesurer à l'opinion que par paresse, ne s'informe plus, ou se paresse, ne s'informe plus, ou se borne à quêter son information à travers la schématisation excessive des symboles épais ou des drames en chaîne, est un démocrate menacé, et que nous sommes loin des choix éclairés sur lesquels les artisans du suffrage universel avaient fondé l'espoir de sa perfectibilité ? Il faudra y remédier, ou la démocratie s'y perdra sans retour.

Tout le monde le ressent : les partis sont à côté de la réalité politique. Il leur faudra changer de langage et épouser leur temps pour rester les interprètes d'une société dont ils n'ont pressenti qu'avec incertitude et retard les formidables mutations politiques et sociales.

L'enjeu, c'est une société plus juste, plus solidaire, plus responsable. Cet enjeu demande autre chose qu'une bonne volonté sans risques. Il exige une immense volonté politique. L'enjeu, c'est une société chaleureuse et généreuse, qui nous impose une rupture avec les habitudes séculaires et la remise en cause de nos égoïsmes individuels et collectifs, une société qui nous réconciliera peut-être avec le monde du travail, avant que celui-ci ne choisisse définitivement et brutalement de tourner le dos à nos insuffisances et à ses désillusions. L'enjeu, pour la France comme pour l'Europe, ce sera une société transformée appartenant aux citoyens : faute de quoi nous serions, à terme, condamnés par la supériorité des autres continents et par le poids écrasant des idéologies qui se nourrissent de la misère et qui brisent les hommes.

L'étau, dans le monde, se resserre chaque jour autour des pays où règne la liberté ; nous ne sauverons la nôtre qu'avec notre volonté : encore faut-il que tous nos concitoyens aient envie de se battre pour la conserver. Du poids de nos efforts dépendra l'indispensable cohésion nationale. Le centre gauche aura sa raison d'être et, avec lui et par lui, le parti radical-socialiste, qui a vocation à en être l'expression politique s'il sait représenter et traduire ces inquiétudes, ces aspirations, ces besoins vitaux.

(*) Secrétaire général du parti radical-socialiste, député de Paris.

POLITIQUE

AVANT LA RENCONTRE P.S.-P.C.

M. MITTERRAND : la volonté populaire ne peut pas être ignorée.

De retour d'un voyage aux Antilles, M. François Mitterrand a notamment déclaré, mardi matin 11 septembre, à propos de la rencontre entre des représentants du parti socialiste et du parti communiste prévue pour le 20 septembre et des réserves exprimées sur la portée de celle-ci par M. Marchais (*le Monde* du 11 septembre) :

« *Il se peut que pour des raisons purement tacticiennes, d'un ordre assez limité, le parti communiste ne soit pas disposé à rétablir la capacité politique, le moyen, sur le plan économique et social, de changer la situation actuelle. C'est son affaire (...). Bien entendu, le P.S., lui, le veut. Alors, la chose la plus ténue est à prendre, et, dans la mesure où les dirigeants du parti communiste ont été amenés à accepter cette rencontre, même s'ils essaient d'en diminuer le contenu, c'est déjà quelque chose, à nos yeux, de positif. En tout cas, cela montre que la volonté populaire ne peut pas être ignorée des responsables politiques.* »

MM. LAURENT FABIUS ET BÉRÉGOVOY (P.S.) SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ DE RELANCER L'UNION DE LA GAUCHE

MM. Laurent Fabius, porte-parole du parti socialiste, et Pierre Bérégovoy, secrétaire national, ont tous deux souligné lundi 10 septembre la nécessité de refaire l'union de la gauche, le reste étant à leurs yeux secondaire. Commentant au micro de Radio-Monte-Carlo les déclarations des dirigeants communistes à la Fête de l'*Humanité* (*le Monde* du 11 septembre), M. Bérégovoy a notamment déclaré : « *Comment peut-on lutter à la base contre la politique du pouvoir si on continue de s'égratigner au sommet ? Le P.C.F. dit à chaque instant qu'il faut lutter à la base, mais se comporte comme si le P.S. était son principal adversaire. Il doit revoir son attitude.* »

« *Si Raymond Barre est encore premier ministre,* a-t-il ajouté, *c'est parce que le P.C.F. a renoncé aux grandes options du programme commun et à gouverner avec les socialistes.* »

De son côté, M. Fabius a indiqué sur France-Inter qu'il importe de « *parler franchement* » en disant si « *on est pour ou contre l'union. Les socialistes estiment qu'il faut tout faire pour qu'elle soit relancée* ». « *C'est pourquoi,* a-t-il encore dit, *ils attendent que des décisions puissent être prises à la rencontre P.C.-P.S. du 20 septembre, mais, en même temps, nous disons que ce serait vraiment une manœuvre tactique et très mal reçue que les communistes essaient de faire en sorte que cette réunion n'ait pas de résultat et, en même temps, dénoncent son caractère illusoire.* »

● *M. Robert Ballanger*, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a renouvelé, lundi 10 septembre, à la suite d'une première réponse négative de M. Raymond Barre, sa demande de convocation anticipée du Parlement, afin qu'un débat, suivi d'un vote, ait lieu à l'Assemblée nationale, sur la politique du gouvernement.

M. COT : l'avant-projet socialiste de M. Chevènement ne peut mobiliser ni le parti ni le pays.

M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, a déclaré dimanche 9 septembre à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), que « *l'avant-projet socialiste* » présenté par M. Jean-Pierre Chevènement « *ne peut mobiliser ni le parti dans son ensemble ni le pays pour les épreuves à venir* ». « *Chevènement,* a-t-il ajouté, *a laissé courir sa plume avec espièglerie et s'est livré à l'une de ces provocations dont il a le secret. Gommant tous les acquis du socialisme autogestionnaire quand il ne les assimile pas au giscardisme, refusant une analyse économique crédible de la crise, traitant par le mépris les aspirations des couches nouvelles, les problèmes écologiques ou les revendications régionales, oubliant l'engagement européen des socialistes, Chevènement propose de cultiver la nostalgie de l'Empire français disparu en 1940.* »

L'ÉLABORATION DU PROJET SOCIALISTE

Une séance d' « observation » de la commission

La commission chargée d'élaborer un premier texte du « projet socialiste » s'est de nouveau réunie, mardi 11 septembre, dans les locaux de l'Assemblée nationale. Pour la première fois, M. François Mitterrand a présidé la séance, qui a duré près de trois heures. Le premier secrétaire du parti socialiste, qui devait rencontrer dans l'après-midi les dirigeants de la FEN (voir page 12), n'a assisté qu'à une partie des travaux.

M. Mitterrand a néanmoins donné son sentiment sur le texte initial rédigé par M. Jean-Pierre Chevènement (*le Monde* du 1er septembre), secrétaire national aux études et chef de file du CERES, au cours d'une réunion du courant majoritaire du parti (Mitterrand et CERES) qui s'est tenue peu avant celle de la commission. Selon M. Fabius, porte-parole du P.S., il aurait indiqué à cette occasion que le document avait « *du souffle* », et ajouté : « *C'est un texte qui fait face aux problèmes qui se poseront au pays au cours de la prochaine décennie, dont un certain nombre de points auront besoin d'être discutés* (notamment sur les rapports avec l'U.R.S.S. et « l'hégémonie de la classe ouvrière »), *mais qui a le mérite d'être mobilisateur. C'est un texte positif.* »

Devant la commission, M. Mitterrand n'a pas, semble-t-il, été beaucoup plus prolixe et, sans intervenir sur le fond, s'est contenté de remarques sur différents points de la nouvelle mouture du texte de M. Chevènement. Celui-ci a en effet présenté devant la commission une version « *corrigée et amendée* » qui tient assez largement compte des observations des membres de la direction et des deux documents déposés par les membres du courant de M. Pierre Mauroy : un texte de portée générale ainsi qu'une critique page par page du projet initial.

Ces additifs aux deux premières parties du « projet socialiste » (« comprendre » et « vouloir ») ont été qualifiés de « *modifications utiles* » par M. Chevènement, qui a ajouté : « *Personne n'a la vérité révélée.* »

Quatre thèmes, a précisé l'animateur du CERES, ont été abordés : 1) la lutte d'idées (quelle *place faut-il lui donner ?*) ; 2) les rapports avec l'U.R.S.S. (l'une des difficultés réside dans la distinction des rapports parti à parti et Etat à Etat) ; 3) la croissance (tout en étant « différente », la croissance devra-t-elle être forte ou non ?) ; 4) l'énergie (des divergences existent sur des question comme l'énergie nucléaire ou les surrégénérateurs). La troisième partie du projet (« agir »), qui recèle sans doute le plus de désaccords potentiels entre les différents courants, sera examinée en détail lors de la prochaine réunion de la commission, qui devrait avoir lieu mercredi 19 septembre. Une autre réunion pourrait également se tenir avant *le comité directeur du 29 septembre*. C'est en tout cas à cette date que les « arbitrages » décisifs auront lieu. Ensuite, la commission se réunira de nouveau pour mettre en forme le texte définitif — mais qui comportera peut-être des « options » sur différents thèmes — qui sera envoyé à toutes les sections du parti. Celle-ci pourront émettre des critiques sur lesquelles la convention nationale aura à se prononcer les 15 et 16 décembre.

Des « textes alternatifs »

Outre le fait que la troisième partie du projet n'a pu, en raison de sa rédaction inachevée, être examinée au fond par la commission, plusieurs raisons expliquent que les débats soient restés à un stade d'« observation », à la fois des différents courants entre eux et du texte amendé de M. Chevènement : les amis de Michel Rocard ont en effet déposé cinq « *textes alternatifs* » en plus des cinq « *notes critiques* » déjà déposées la semaine dernière. Enfin, trois autres textes n'ont pas encore été distribués à tous les membres de la commission. Ils émanent de MM. Lionel Jospin, Paul Quilès (sur l'énergie) et Jean Pronteau (sur l'U.R.S.S.), tous trois partisans de M. Mitterrand. Le fait que ces différentes contributions n'aient pu encore *être étudiées par la commission* justifie, *a priori*, le sentiment de M. Martinet (courant Rocard), pour qui « *le vrai débat n'a pas été encore engagé* ». Selon lui, M. Mitterrand « *doit d'abord recentrer le problème dans le cadre de sa majorité. Ensuite, il restera à savoir quelles ouvertures il nous fera. Nous n'avons pas voulu faire une charge de cavalerie,* a-t-il ajouté, *contre un texte qui n'est pas destiné à rester en l'état. Nous n'allons pas nous laisser enfermer dans une logique qui nous conduirait à opposer un texte à un autre.* » Cette prudence des amis de M. Michel Rocard, qui ne veulent pas « *fermer la discussion* » avant que les problèmes les plus litigieux ne soient abordés, va de pair avec celle affichée par les partisans de M. Mauroy. Ainsi pour M. Pierret, « *la logique générale du texte reste encore inchangée* ».

De part et d'autre, la volonté existe de ne pas nuire à un éventuel élargissement de la majorité issue du congrès de Metz, dont les membres insistent aujourd'hui sur le caractère amendable de l'avant-projet, qualifié de « *base de discussion* » par M. Chevènement, et dont M. Fabius s'attache à dire qu'il pourra « *intégrer* » un certain nombre de modifications apportées par les amis de MM. Mauroy et Rocard, si cela « *est possible* ». La discussion est donc encore très ouverte, de nouvelles contributions pouvant être déposées.

LAURENT ZECCHINI.



Le Monde

société

JUSTICE

BILLET

Deux jeunes gens en détention provisoire depuis quatre mois

LES OUBLIÉS DU PRINTEMPS « AUTONOME »

Depuis quatre mois, deux jeunes gens — Mlle Pascale Goetschy, âgée de vingt-deux ans, et M. Olivier Jeannin, âgé de vingt-huit ans — attendent en prison, l'une à Fleury-Mérogis, l'autre à la Santé, que la justice veuille bien se prononcer sur leur cas.

Quatre mois de détention provisoire : le fait n'est pas rare, tant la justice est parfois lente à sceller le destin des individus. Le cas de ces deux jeunes gens est pourtant étrange, car ils font figure d'oubliés du printemps « autonome ». On sait la célérité — voire la hâte — avec laquelle les tribunaux avaient été saisis des affaires liées aux incidents du 23 mars (jour de la marche des sidérurgistes de la C.G.T. sur Paris) et à ceux du 1er mai. Pourquoi tant de lenteur, au contraire, s'agissant de ces deux-là ?

Dans la journée du 10 mai, alors que comparaissaient, en appel, certains des condamnés du 23 mars, d'autres jeunes organisaient une manifestation et une équipée dans divers quartiers de Paris : bris de parcomètres, bris de vitres dans une agence pour l'emploi du quinzième arrondissement, vol de bouteilles d'alcool au Drugstore Opéra. Pascale Goetschy, jeune fille de bonne famille en rupture de ban, qui, depuis quelques mois, avait obtenu, avec son ami Olivier Jeannin, un emploi de gardienne d'immeuble rue des Saints-Pères, à Paris, faisait-elle partie de cette expédition de « casseurs » ? Elle ne cesse de le nier. Toujours est-il qu'elle fut arrêtée, dans la nuit, non loin de l'agence pour l'emploi où les « casseurs » venaient de sévir. C'est le témoignage d'un autre garçon, arrêté au même endroit, Alain Deshayes, qui vaut aujourd'hui à Pascale d'être en prison. C'est, en effet, sur ce seul témoignage d'un jeune homme qu'elle prétend ne pas connaître qu'elle fut inculpée par le juge d'instruction, Mlle Martine Anzani.

Au lendemain de l'arrestation de Pascale Goetschy, les policiers se présentent à son domicile pour une perquisition. Ils y interpellent Olivier Jeannin et saisissent des tracts « autonomes » et des papiers sur lesquels figuraient, sur des plans de Paris, les emplacements d'agences d'intérim avec cette mention : « bombage » (1). Confronté avec Alain Deshayes, Olivier Jeannin est reconnu par lui comme l'un des « meneurs » de l'équipée de la veille. Il est à son tour inculpé pour tentative d'incendie volontaire, dégradation d'objets publics, vol et détention d'engin incendiaire.

Vigilance du parquet

Au mois de juin, les avocats des deux inculpés — qui continuent de nier leur participation aux violences du 10 mai — obtiennent que le juge d'instruction ordonne une mise en liberté. Le parquet ne l'entend pas de cette oreille : il fait appel de l'ordonnance du magistrat et la chambre d'accusation décide que les jeunes gens doivent rester en détention.

Pourquoi cette particulière vigilance du parquet ? Peut-être parce que, en prison, chacun de leur côté, Pascale Goetschy et Olivier Jeannin ont été parmi les plus déterminés des détenus qui, en entreprenant une grève de la faim, réclamaient le bénéfice du régime spécial de détention. Cette manifestation de révolte a-t-elle convaincu le parquet qu'il tenait là deux militants particulièrement dangereux et qu'il valait mieux, pour la sécurité publique, qu'ils passent tout l'été en prison ? C'est possible. Cependant, si l'on en croit leurs proches, Pascale Goetschy et Olivier Jeannin seraient plus « idéalistes » que violents et c'est, selon la formule de la mère de la jeune fille, leur « marginalité qui dérange ». « Ils sont en prison, dit-elle, parce qu'ils sont ce qu'ils sont. »

Les vacances judiciaires s'achevant, il serait souhaitable qu'un tribunal se prononce enfin sur leur cas. Et équitable, si l'on sait que le seul témoin de leurs forfaits supposés a été, lui, remis en liberté au mois d'août.

Quand ils sortiront de prison, Pascale Goetschy et Olivier Jeannin devront rechercher un travail, car leur ancien employeur, dès leur arrestation, les a remplacés. Il ne leur a même pas payé leur dernier salaire.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Dans la terminologie habituelle des militants politiques, le « bombage » consiste à peindre des inscriptions sur les murs avec des bombes à peinture.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Juan-José Echave refoulé à la frontière franco-espagnole.

M. Juan-José Echave, qui fut jusqu'en 1972 un dirigeant de l'organisation autonomiste basque espagnole E.T.A., a été refoulé, mardi après-midi 11 septembre, par les autorités françaises, au poste frontière de Béhobie. M. Echave, qui est restaurateur à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), s'était rendu en Espagne pour faire des achats.

M. Echave réside en France depuis dix-sept ans. Il avait été victime, le 2 juillet 1978, d'un attentat, au cours duquel son épouse était morte. Au printemps de 1979, les autorités françaises décidaient de ne pas renouveler ses cartes de séjour et de commerçant. Le 8 août, il entreprenait une grève de la faim et, le 17, faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion (*le Monde* daté 19-20 août). Il avait adressé une violente diatribe au sous-préfet de Bayonne.

D'autre part, quatre militants basques faisant partie du groupe des trente-cinq personnes qui observent, depuis le 20 août, dans une église d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), une grève de la faim ont dû être hospitalisées mardi 11 septembre. Au total, depuis une semaine, dix-sept personnes, parmi les grévistes de la faim, ont été hospitalisées. Les autres continuent la grève, qui a pour but de réclamer le rétablissement du statut de réfugié politique pour les Basques espagnols en France.

● *M. Alain Moreau*, éditeur, et son avocat, Me Jean-Paul Chazal, se sont présentés, mardi 11 septembre, devant M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction de Paris, pour déposer plusieurs plaintes, au nom de l'éditeur, de ses frères, de trois de ses collaborateurs, ainsi que d'un menuisier qui se trouvait au siège de la maison d'édition, vendredi 7 septembre lors des violences survenues à l'occasion d'une intervention de la police (*le Monde* daté 9-10 septembre, du 11 et du 12 septembre). Les plaintes ont été déposées pour violation de domicile, coups et blessures volontaires, violences et voies de fait, injures non publiques et attentat à la liberté.

L'information ouverte la veille par le parquet pour outrages et violences envers des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions a été confiée à M. Michel Salzmann, juge d'instruction. 1?las

● *L'enquête sur le double meurtre*, commis dans la nuit du 14 au 15 juillet (*le Monde* du 27 juillet) de Mme François Gérard, âgée de trente-cinq ans, et de son fils Arnaud, dix ans, au bord de la route nationale 86, près de Valliguières (Gard), va donner lieu à la confrontation de deux cent cinquante chasseurs de la région, ces mercredi 12 septembre et jeudi 13, avec Laurence Gérard, âgée de treize ans, seule survivante et témoin du drame. Les gendarmes pensent que le meurtrier pourrait être un chasseur originaire des villages avoisinants.

● *Les deux étudiants de nationalité française*, qui s'étaient noyés au cours d'une baignade quelques heures seulement après le passage du cyclone David sur Brunswick (Georgie), ont été identifiés. Il s'agit de Jacques-Florentin Dangels (vingt ans) et de Marc-Maxime Souchu (vingt et un ans).

LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES STUPÉFIANTS

Le ministre italien de la santé propose que l'État prenne en charge la distribution de l'héroïne

Rome. — Le nouveau ministre italien de la santé, M. Renato Altissimo, ne perd pas de temps. A peine désigné, cet industriel piémontais, âgé de trente-neuf ans, occupe le devant de la scène par une proposition inattendue : « étatiser » l'héroïne ou, plus exactement, « confier à des services publics l'administration contrôlée de cette substance » pour la soustraire aux trafiquants.

Sur sa lancée, le benjamin du gouvernement envisage de réclamer une réunion des ministres de la santé de la Communauté européenne pour coordonner les politiques anti-drogue.

De notre correspondant

L'héroïne commence à faire des ravages en Italie. Presque inconnue jusqu'en 1973, elle a vu quintupler, en quatre ans, le nombre de ses consommateurs, qui seraient cent mille environ. Les décès ont augmenté en conséquence, atteignant deux par semaine au cours des derniers mois. Malgré ses efforts, la police italienne ne parvient à saisir chaque année qu'un quintal d'héroïne, soit 5 % à peine de la quantité en circulation. Le trafic est fort bien organisé, avec une vente à crédit à tous les échelons, du grossiste au consommateur.

L'Italie s'était donné, en décembre 1975, une loi très libérale. Elle punit sévèrement les trafiquants, mais autorise les citoyens à détenir une quantité minime de stupéfiants pour leur usage personnel. Cette législation trop vague n'a pas empêché l'usage des drogues « dures » de se répandre. La proposition de M. Altissimo, qui reste assez vague, provoque la perplexité du monde politique. Qui contrôlera la distribution d'héroïne et comment ? Le ministre n'a-t-il pas mis la charrue devant les bœufs, annonçant l'envoi d'une mission d'études en Grande-Bretagne au lieu d'en attendre les résultats ? Son prédécesseur, Mme Tina Anselmi, lui a aigrement conseillé de consulter d'abord les archives du ministère de la santé. Elles contiendraient des documents très instructifs sur l'échec d'initiatives similaires dans d'autres pays. Ni *Il Popolo*, organe de la démocratie chrétienne, ni *l'Osservatore Romano*, journal du Vatican, ne semblent apprécier l'initiative de ce ministre « laïc ». Quant au chef du gouvernement, M. Cossiga, il a prudemment constitué un « groupe de travail » pour étudier la question.

Dans les banques ?

Parmi les réactions favorables, on note celle d'un « Comité scientifique liberté et drogue », qui réclame, depuis 1975, la distribution légale et gratuite de l'héroïne aux intoxiqués. Celle-ci ne coûterait à l'Etat que 2 ou 3 milliards de lires par an, alors que les héroïnomanes se ruinent ou commettent des vols pour fournir chaque année 1 000 milliards à la Maffia.

L'un des animateurs de ce comité, M. Guido Blumir, pose le problème en ces termes : « *Si le système de contrôle est trop rigide, beaucoup de toxicomanes ne sortiront pas du marché noir et continueront à mourir dans les toilettes des cafés. Si le système de contrôle est trop souple, on risque d'augmenter la consommation et de nourrir le marché noir avec de l'héroïne d'Etat.* » Or les structures sanitaires italiennes sont trop fragiles, trop mal organisées, souligne M. Blumir, pour prendre en charge une telle distribution. Il propose, en conséquence, que la distribution de la drogue soit confiée aux seules institutions vraiment sûres du pays, à savoir... les banques.

Cette suggestion n'a sans doute aucune chance d'être retenue. De manière moins originale, des spécialistes proposent que les hôpitaux, malgré leurs carences, distribuent l'héroïne. Le seul moyen d'éviter un nouveau trafic, remarquent-ils, serait d'administrer sur place la drogue. Encore faudrait-il que les médecins se prêtent à cette tâche quotidienne et y consacrent le temps nécessaire. Le président de leur ordre n'a pas semblé, jusqu'à présent, très convaincu par les propositions du nouveau ministre de la santé.

ROBERT SOLÉ.

UNE TONNE DE COCAINE SAISIE EN COLOMBIE

Bogota. — En deux jours, près d'une tonne de cocaïne a été saisie dans la capitale de la Colombie. Les prises représentent une valeur de plusieurs dizaines de millions de dollars sur le marché international au niveau du consommateur et seraient l'une des plus importantes jamais réalisées en matière de trafic de cocaïne. Six laboratoires clandestins où était traitée la drogue ont été découverts. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées.

Les autorités voient dans cette saisie la preuve que la Colombie, déjà producteur de marijuana, a été choisie comme pays de transit par les trafiquants internationaux pour acheminer la cocaïne des pays producteurs (Bolivie, Pérou, Equateur) vers les marchés occidentaux. Les services secrets colombiens ont d'ailleurs constaté une nette augmentation des arrivées de feuilles de coca. — A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

SCIENCES

LA RÉFORME DU C.N.R.S.

Le professeur Charles Thibault est nommé président

En préparation depuis un an, les décrets qui réorganisent le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) sont publiés ce mercredi 12 septembre au « Journal officiel ». Leurs dispositions diffèrent peu de celles qui avaient été divulguées il y a quelques semaines (le Monde du 25 juillet). Simultanément, le conseil des ministres doit nommer le titulaire du poste nouvellement créé de président du C.N.R.S. Il s'agira de M. Charles Thibault, directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et professeur de physiologie de la reproduction à l'université de Paris-VII. Pour la première fois depuis bien longtemps — le départ de M. Jean Coulomb en 1962 — le plus important personnage du C.N.R.S. ne sera pas un physicien. Biologiste, M. Thibault est aussi un homme qui a mené des recherches proches de l'application, ou du moins orientées vers celle-ci. Il est clair que son choix n'est pas innocent.

Un prochain conseil des ministres devrait nommer le directeur général, autre personnage clef du nouvel organigramme, et le conseil d'administration du C.N.R.S. Il faudra encore plusieurs arrêtés du ministre des universités pour mettre complètement en place les nouvelles structures.

On peut s'attendre à de vives réactions des personnels du C.N.R.S. qui voient disparaître leur représentation au conseil d'administration et supprimer le directoire où ils exercèrent une influence certaine. Les syndicats relevant de la FEN (Fédération de l'éducation nationale) et de la C.G.T. appellent à un rassemblement vendredi 14 septembre, au Collège de France.

Renforcement ou mise sous tutelle ?

Dès le mois de novembre dernier, on pouvait percevoir, dans les projets de réforme du C.N.R.S., deux axes : déconcentrer la gestion et donner plus de poids au conseil d'administration (*le Monde* du 29 novembre 1978). La lecture des décrets en montre un troisième : mettre chacun à ce qu'on croit être sa place, sous la tutelle vigilante du ministère des universités. *Cela conduit* à une profonde réforme des instances consultatives : le comité national voit sa composition modifiée, le directoire, qui en était l'émanation, disparaît pour être remplacé par deux organes nouveaux, un comité scientifique et un comité consultatif des personnels, aux rôles et aux compositions bien séparés.

Le renforcement du conseil d'administration n'est pas évident, sauf par le rôle important que les décrets confèrent à son président. Le conseil d'administration était essentiellement formé de représentants des ministères et de membres élus du C.N.R.S. Cela ne l'armait pas pour conduire une politique scientifique. Le nouveau conseil ne comporte *plus* de membres élus par le personnel ; il est à forte dominance scientifique : six personnalités choisies en raison de leur compétence scientifique, quatre autres qualifiées dans le domaine des recherches industrielles et appliquées, le délégué général à la recherche scientifique et technique, le chef de la mission de recherche au ministère des universités, et le président *« choisi parmi les personnalités du monde scientifique »*. Le directeur général n'y siégera qu'à titre consultatif. En face de cette cohorte, les deux « administratifs » que sont le directeur des affaires générales et financières au ministère des universités et le directeur du budget (ou son suppléant) n'auront pas une grande influence — sauf pour rappeler à leurs collègues de désagréables contraintes financières. Le conseil est certes plus homogène et mieux à même de définir une politique scientifique. Mais, coupé des centres *de décision* ministériels, il aura peut-être du mal à obtenir les moyens de sa politique. Le choix — fait en conseil des ministres sur proposition du ministre des universités et sur avis du secrétaire d'Etat chargé de la recherche — des dix membres qui ne sont pas de droit, sera déterminant. Il peut faire du conseil d'administration un grand organe de politique scientifique ; il pourrait n'en faire qu'une simple émanation du ministre des universités.

Des fonctions stratégiques

Chargé de *« représenter le C.N.R.S. dans les relations avec la communauté scientifique internationale »*, maître de la convocation du conseil d'administration et de son ordre du jour, consulté sur la nomination du directeur général, le président du C.N.R.S. a des fonctions stratégiques. Elles pourraient d'ailleurs conduire à des conflits avec le directeur général, qui devra mettre en œuvre cette stratégie. Les dernières retouches apportées au décret semblent avoir pour motivation principale de clairement distinguer les tâches des deux hommes. Il ne fallait pas reconstituer le bicéphalisme, jugé peu satisfaisant, qu'a connu le C.N.R.S. Le poste *de directeur administratif* et financier disparaît ; il est remplacé par un secrétaire général, dont la charge sera lourde et le « poids » peut-être bien léger. Les mesures de déconcentration vont cependant décharger le directeur général et le secrétaire général de bon nombre de tâches administratives.

Ces mesures viennent en partie *institutionnaliser* des situations de fait — le rôle des directeurs et conseillers scientifiques, responsables de la gestion d'un secteur, à qui le directeur général peut déléguer pouvoirs et signatures. *Le décret distingue* les directeurs scientifiques et les conseillers scientifiques.

Les premiers constituent avec le directeur général, le secrétaire général, et les directeurs des instituts nationaux dépendant du C.N.R.S. (1), un comité de direction. Les conseillers scientifiques y siègent pour les affaires les concernant. Comme dans la structure *actuelle, le comité de direction*, dont le rôle n'est pas autrement précisé, sera le « conseil des ministres » du C.N.R.S.

Plus novatrices sont les dispositions du décret financier : elles simplifient la présentation du budget et instituent un contrôle *a posteriori* sur les opérations financières du C.N.R.S. Seules resteront soumises au contrôle *a priori quelques opérations, limitativement* énumérées dans un arrêté conjoint du ministre des universités et du ministre du budget. L'assouplissement du contrôle financier, qui a parfois empêché le démarrage rapide d'une activité de recherche, était demandé de longue date par les responsables du C.N.R.S.

On eût pu en rester là. Carté*sianisme trop poussé, ou plus* probablement volonté de régler quelques comptes, la réforme du C.N.R.S. touche aussi le comité national, modifié, et le directoire, supprimé. Les sections du comité national comprendront vingt-trois membres, dont quinze élus (au lieu de vingt-six dont seize élus). Comme précédemment, les directeurs et maîtres de recherches du C.N.R.S., les *professeurs* d'univer*sité et divers scientifiques de* rang équivalent éliront sept membres. Les chargés et attachés de recherche, les maîtres-assistants des universités et les assistants agrégés ou docteurs, ainsi que divers assimilés auront six représentants (2). Il y aura enfin deux membres élus par les ingénieurs du C.N.R.S. ou des instituts qui dépendent de lui. Par élimination on constate que les techniciens et administratifs, qui votaient avec les ingénieurs pour désigner trois représentants, ne seront plus électeurs ni éligibles au comité national. Ils éliront par contre *cinq représentants au comité* consultatif des personnels, et y retrouveront cinq élus des chercheurs et ingénieurs et dix représentants de l'administration. Ce comité des personnels, qui remplace aussi la commission des affaires sociales, reprend une part des fonctions de l'ancien directoire ; l'autre revient à un comité scientifique composé des *six personnalités scientifiques* du conseil d'administration et de dix présidents de section élus par leurs pairs.

Une brimade nuisible

On voit l'économie de la réforme : séparer les fonctions d'évaluation scientifique, réservées à des personnes suffisamment titrées, et les « problèmes généraux du personnel », qui relèveraient aussi bien d'un comité d'entreprise. A première vue, les techniciens et les administratifs *voient leur représentation* renforcée, puisqu'ils retrouvent leurs cinq sièges dans une instance qui n'a plus que vingt membres, soit moitié moins que l'ancien directoire.

Il est pourtant probable que leur exclusion du comité national et la parcellisation des tâches entre divers comités ne tarderont guère à montrer leur nocivité. La *recherche* n'est pas une activité hiérarchisable : un « patron » de laboratoire sait bien qu'il doit être un inspirateur et non un donneur d'ordres : on ne commande pas à un chercheur d'avoir de l'imagination. Cela ne lui interdit nullement d'être énergique. De même, le chercheur demande-t-il au technicien d'apporter sa compétence, par exemple pour la fabrication d'appareillages inédits. S'ils existaient, l'expérience serait déjà faite. Il lui demande de l'ingéniosité ; cela non plus ne se commande pas.

Une bonne équipe de recherche est fondée sur un consensus. Les membres non chercheurs n'ont pas d'intérêt direct au résultat, leur motivation tient avant tout aux relations humaines de l'équipe. « *Décréter* » brutalement que, faute d'être docteur ès sciences, ils sont incapables d'émettre un jugement sur la recherche risque d'apparaître comme une brimade nuisible et un excellent moyen de les décourager et d'amoindrir l'efficacité des formations de recherche.

Il est de plus quelque peu paradoxal, quand on parle si souvent de « ghetto des chercheurs », de si bien l'organiser. Les chercheurs se retrouveront entre eux ou avec d'autres scientifiques au comité national ; les membres nommés le seront tous par le ministre des universités — certains l'étaient par le ministre de l'industrie, — ce qui ne laisse pas prévoir une ouverture hors de la recherche universitaire. Il y a aussi, dans ces nouveaux textes, de petites phrases tatillonnes sur la proportion minimale des maîtres et des directeurs de recherche dans les sections du comité national, sur le respect de la *hiérarchie*. On y perçoit un renforcement marqué de la tutelle universitaire. On peut se demander si c'est bien de cette réforme que le C.N.R.S. avait besoin.

MAURICE ARVONNY.

(1) Ce sont l'Institut national de *physique nucléaire et de physique* des particules (I.N.2.P.3.) et l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG).

(2) Le décret du 28 juillet 1970 avait séparé ce collège en deux grou*pes : les membres du C. N. R. S.* élisaient quatre représentants, les enseignants et autres avaient deux sièges. Le décret rétablit ici un collège unique.

Un spécialiste mondial de la physiologie de la reproduction

Le nouveau président du C.N.R.S., *le professeur* Charles Thibault, est un spécialiste mondialement connu de biologie et de physiologie animale. Avec son équipe, il a, en effet, été le *premier au monde à réussir* la fécondation *in vitro* (en laboratoire) d'un œuf de mammifère, en particulier en démontrant que les interactions entre spermatozoïdes *et ovocytes sont du type anti*gènes anticorps.

L'équipe du professeur Thibault a ensuite mis au point des techniques désormais classiques *autorisant, après fécondation* et « mûrissement » de l'ovocyte, sa réimplantation chez la femelle, et donc l'imitation d'une gestation normale : ceci a conduit au développement de méthodes aujourd'hui en passe de devenir classique en physiologie animale, et qui permettent par exemple aux éleveurs de provoquer chez les mammifères de grande taille — vaches par exemple, — des portées gémellaires artificielles.

Ces travaux, qui ont notamment *conduit à améliorer* les techniques d'insémination artificielle, ont eu plus récemment des implications plus spectaculaires encore : c'est en s'appuyant sur *eux qu'une équipe britannique* a réussi à mettre au monde le premier enfant conçu en laboratoire.

Agé de soixante ans (il est né le 14 juillet 1919 à Paris), le professeur Charles Thibault, après des études à Paris et à Marseille, entra en 1944 au C.N.R.S. comme *attaché de recherche*, puis rejoignit l'enseignement supérieur comme assistant (en 1946), puis comme chef de travaux (en 1949).

En 1949, il *soutint sa thèse de doctorat d'Etat* sur la vision colorée, à partir d'expériences menées sur le poisson. Il entre, en 1950, à l'Institut *national de la recherche agronomique (INRA)* comme maître de recherche. Directeur de recherche en 1954, il a dirigé depuis sa création le département de physiologie ani*male de l'INRA. Ayant quitté* ses fonctions administratives en 1976, il a depuis lors continué ses travaux dans le laboratoire de physiologie de la reproduction du Centre national de recherches zootechniques de Jouy-en-Josas. Depuis 1967, le professeur Charles Thibault est titulaire de la chaire de physiologie de la reproduction à l'université Paris-VI.

Parallèlement à ses responsabilités de recherche et d'enseignement, *le professeur* Thibault a été, de 1960 à 1964, membre du comité consultatif de la recherche scientifique et technique, de 1950 à 1974, membre de la commission de biologie animale du C.N.R.S., et, depuis 1976, membre de la commission de physiologie animale du C.N.R.S. Il a en outre été, de 1961 à 1963, membre du Conseil économique et social.

ÉDUCATION

Le SNES s'inquiète du sort des maîtres auxiliaires

« Le budget de 1980 (de l'éducation) *est sans doute le plus triste budget que nous ayons connu depuis des décennies »*, a constaté, mardi 11 septembre, M. Etienne Camy-Peyret, secrétaire général du Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), affilié à la Fédération de l'éducation nationale (FEN). Ce budget, qui, selon le SNES, est *« en régression en francs constants »*, montre que *« l'éducation n'est plus prioritaire »*.

En cette veille de rentrée scolaire, le SNES s'inquiète du sort des maîtres auxiliaires, dont le service dans les collèges a déjà été augmenté de trois heures (vingt et une heures au lieu de dix-huit). M. Camy-Peyret doute surtout que, malgré les promesses du ministre de l'éducation au secrétaire général de la FEN, les maîtres auxiliaires soient tous réemployés avant la fin du mois d'octobre. Selon le SNES, le passage du service hebdomadaire de dix-huit à vingt et une heures équivaut à la suppression de 1 200 emplois. Si l'on ajoute la suppression de 3 800 emplois de maîtres auxiliaires en surnombre », cela fait près de 5 000 emplois de moins pour cette rentrée. Même si la *« clause scélérate »* — *selon le SNES* — de radiation en cas de refus à deux propositions d'emploi est appliquée dans toute sa rigueur, le réemploi de tous les maîtres auxiliaires reste problématique.

Pour prendre leur défense, le SNES a lancé une *« grande pétition nationale »*, à signer dès le jour de la rentrée dans tous les établissements. Il prévoit, d'autre part, de lancer dès la fin du mois une *« grande consultation nationale »* qui permettra à tous les personnels de *« réfléchir »*, *« débattre »* et *« travailler à la recherche de l'unité pour des actions larges (...)*

A Reims

DES MILITANTS COMMUNISTES OCCUPENT LE RECTORAT

De notre correspondant

Reims. — La fédération communiste de la Marne a organisé mardi 11 septembre une manifestation spectaculaire au rectorat de l'académie de Reims, pour obtenir la réintégration dans ses fonctions de Mme Monique Lamblin, ancienne sous-directrice du collège Prieur-de-la-Marne, à Reims, et épouse du maire communiste de la ville, M. Claude Lamblin (*le Monde* daté 24-25 juin et du 21 juillet).

Une cinquantaine de militants et d'élus communistes ont occupé pendant deux heures le hall d'entrée du rectorat, cependant que Mme Lamblin et cinq autres manifestants — dont M. Jacques Perrein, maire communiste d'Epernay, — s'enchaînaient à la rampe d'escalier menant au bureau du recteur. La police est intervenue pour faire évacuer le hall, sans incident.

Le recteur, M. Jean-Louis Boursin, a refusé de recevoir les manifestants venus protester contre l'*« interdit professionnel »* dont est victime — selon eux — Mme Lamblin. Il ne reviendra pas sur sa décision de *« retrait d'emploi dans l'intérêt du service »* prise en juin sur avis de la commission paritaire.

« Si, dans ce pays, aucun fonctionnaire n'est sanctionné en raison de ses opinions, a expliqué M. Boursin, a contrario, *l'appartenance à un parti politique, quel qu'il soit, ne saurait constituer une sorte d'immunité à l'abri de laquelle on violerait impunément les lois et les règlements en vigueur. »* Mme Lamblin est sanctionnée pour avoir *« abandonné son poste »* — elle assurait les fonctions de principale, — en participant à une manifestation au rectorat pour obtenir le maintien de l'option latin dans son établissement.

GASTON PERRUCHOUD.

● *L'augmentation du prix des livres scolaires* pour la rentrée *« est de l'ordre de 9 % maximum par rapport à ceux pratiqués en 1978 à la même époque »*, précise le syndicat des libraires classiques. *« Les prix actuels*, ajoute-t-il, *ont été établis par les éditeurs au cours du premier trimestre et la libération des prix des livres scolaires, en date du 1er juillet (...), n'a entraîné aucune augmentation. »* Le syndicat des libraires reconnaît toutefois que l'application du nouveau système *« a pu être génératrice d'erreurs »* qui sont *« en voie de disparition »*.

La rencontre entre la FEN et le P.S.

M. HENRY : des actions convergentes pourront être engagées.

« Les discussions se sont déroulées dans un climat amical et le bilan en est positif », a déclaré M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., à l'issue d'une rencontre entre son parti et la Fédération de l'éducation nationale (FEN), mardi 11 septembre, au siège du syndicat à Paris.

Pendant deux heures, la délégation socialiste, conduite par le premier secrétaire, a procédé avec le bureau fédéral de la FEN à un examen de la situation politique et sociale de la France en cette période de rentrée. Pour M. André Henry, secrétaire général de la FEN, cette rencontre a permis d'examiner un certain nombre de problèmes sur lesquels *« des actions convergentes pourront être engagées dans un proche avenir »*. Il a cité en particulier la lutte contre les inégalités sociales, la réduction du temps de travail, la sécurité de l'emploi, la défense des droits syndicaux et des libertés démocratiques à l'école.

Le communiqué commun publié à la fin de cette réunion précise que les deux délégations ont longuement débattu de l'action respective des partis et des syndicats. La FEN et le P.S. se sont montrés *« soucieux de conserver à chacun sa spécificité propre et de ne pas confondre les rôles, en plein accord sur la nécessaire et totale indépendance d'analyse de détermination et d'action »*. Le P.S. a *« informé la FEN de l'action menée à la base par ses militants et ses élus pour la défense du service public de l'éducation nationale »*. Cette phrase fait allusion aux déclarations de M. Louis Mexandeau, député du Calvados, délégué du parti socialiste à l'éducation qui, le 8 septembre, à Carcassonne, avait déclaré : *« L'école doit être un terrain privilégié pour des actions unitaires »* (*le Monde* du 11 septembre). Interrogé sur une possible divergence entre la FEN (et l'un de ses syndicats, le SNI) et le parti socialiste sur l'opportunité d'éventuelles actions à la base, M. Mitterrand n'a pas répondu.





RELIGION

La production du lanceur Ariane

DES PROGRÈS, MAIS PAS D'ACCORD FORMEL AU CONSEIL DE L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

Comme cela était prévisible, le conseil de l'Agence spatiale européenne n'a pu trouver à sa session des 10 et 11 septembre un accord formel sur la proposition française de création d'une société, Ariane-Espace, chargée de la production du lanceur Ariane (*le Monde* du 11 septembre). Une proposition tenant compte des remarques faites par les autres délégations, mais conservant les mêmes principes, sera faite avant la fin du mois et discutée lors de la session du 10 octobre. Les discussions, qui se sont déroulées dans un bon climat, ont permis de rapprocher les points de vue. L'ouverture à la signature des Etats membres d'une déclaration de participation a été repoussée au 15 octobre et l'objectif français reste d'aboutir avant la fin de l'année à la mise en place de la nouvelle structure de production.

SPORTS

CYCLISME

LA DISSOLUTION DE L'ÉQUIPE FIAT-FRANCE

Après Kas et Flandria, une troisième équipe cycliste professionnelle disparaît : Fiat-France cessera en effet son activité le 31 décembre, conformément à une décision de la société Fiat, qui répartira ses efforts sur le sport automobile. Créée il y a trois ans et dirigée par Raphaël Geminiani, cette formation avait eu naguère Eddy Merckx pour chef de file. Elle réunissait cette année quinze coureurs, dont Alban, Meslet et Scherwen, qui vont être inscrits sur la liste des demandeurs d'emploi.

Le retrait de l'équipe Fiat-France confirme les difficultés économiques du secteur cycliste professionnel alors que l'industrie du cycle connaît, elle, une certaine prospérité. Les derniers chiffres communiqués par la Chambre syndicale du cycle indiquent une production française de 2 116 425 bicyclettes pour l'année 1978, ce qui représente une augmentation de 2,71 % par rapport à l'exercice précédent. — J. A.

Athlétisme

JEUX UNIVERSITAIRES. — *L'Italien Pietro Mennea a battu en 19 sec. 96/100 le record d'Europe du 200 mètres, le 10 septembre à Mexico. L'ancien record avait été établi en 20 sec. par le Soviétique Valeri Borzov à l'occasion des Jeux olympiques de Munich (1972).*

Tennis

RECTIFICATIF. — *Contrairement à ce que nous avions écrit dans notre compte rendu de la finale du tournoi de Flushing-Meadow* (le Monde *du 11 septembre), c'est en 1951 et non en 1926 que Maureen Connolly a gagné le championnat des Etats-Unis à l'âge de dix-sept ans.*

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION

(septième journée)

RESULTATS

Saint-Etienne bat *Brest	2-0
Angers bat *Metz	1-0
*Nantes b. Paris-Saint-Germain	4-2
*Sochaux et Strasbourg	1-1
*Bastia bat Bordeaux	2-1
Nîmes bat *Marseille	1-0
*Laval et Lens	0-0
*Lille bat Nice	4-3
*Monaco bat Nancy	3-0
*Lyon bat Valenciennes	3-1

CLASSEMENT : 1. Saint-Etienne, 13 pts ; 2. Nantes et Monaco, 12 ; 4. Nîmes, 11 ; 5. Angers et Strasbourg, 10 ; 7. Lille, 9 ; 8. Sochaux et Paris-Saint-Germain, 7 ; 10. Metz, Nancy, Bastia et Valenciennes, 5 ; 14. Nice, 5 ; 15. Bordeaux, Lyon, Marseille et Lens, 4 ; 19. Laval, 3 ; 20. Brest, 1.

Mammon au service de Dieu

« Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon », *répète l'Evangile. Pourtant, tout au long de l'histoire de l'humanité, la religion et l'argent se retrouvent dans une « sainte alliance », malgré les tentatives répétées de saints et de prophètes pour renverser le veau d'or et chasser les marchands du temple...*

La tentation du clergé a souvent été de mesurer la dévotion de leurs fidèles en espèces sonnantes et trébuchantes, et, parfois, de confondre l'objet de ces quêtes, la gloire de Dieu, avec leurs propres besoins.

L'exemple des pères pauliniens, congrégation catholique puissante, fondée il y a six cents ans en Pologne et fortement implantée aux Etats-Unis, semble le prouver. C'est ainsi qu'un rapport du Vatican, rédigé après cinq ans d'enquête chez les pauliniens et divulgué par une agence de presse américaine, le Gannett News Service, révèle des « pratiques financières douteuses ».

Selon cette agence de presse, les enquêteurs du Vatican, qui sont allés jusqu'à placer des téléphones sur table d'écoute en Pologne et à Rome, ont découvert que la congrégation investissait secrètement de l'argent versé par les fidèles dans plusieurs entreprises aux Etats-Unis, dont une usine d'aviation et une fonderie.

L'enquête conclut que, en moins d'une décennie, l'ordre a gaspillé une grande partie des 20 millions de dollars (84 millions de francs) de dons, prêts et investissements, en raison « d'une mauvaise gestion, de pratiques financières douteuses » *et* « de la vie chaotique et immorale » *menée par des membres de l'ordre. Les enquêteurs avaient conclu que le vicaire général de l'ordre aux Etats-Unis, le Père Michael Zembrzuski, devait être relevé de ses fonctions, mais cette décision, approuvée par Paul VI, qui avait demandé l'enquête en 1974, aurait été annulée par Jean-Paul II.*

D'autre part, le voyage du pape en Irlande et aux Etats-Unis sera financé, en partie, par les fidèles. Les catholiques irlandais — aussi bien les trois millions et demi de la République que le demi-million en Irlande du Nord — ont été invités, aux messes du dimanche 9 septembre, à contribuer, pour une livre chacun, aux dépenses occasionnées par la visite du pape, qui sont évaluées à 1 million de livres au moins.

Les mesures de sécurité, renforcées depuis l'attentat qui a coûté la vie à lord Mounbatten, posent des problèmes financiers supplémentaires aux autorités ecclésiastiques. On apprend à Dublin, par exemple, que la hiérarchie est en train de négocier un contrat d'assurance pour couvrir, jusqu'à un maximum de 5 millions de livres, les risques encourus par les fidèles qui assisteront aux cérémonies marquant la venue de Jean-Paul II.

Aux Etats-Unis, la visite du pape à Washington coûtera 1,9 million de dollars, selon des estimations publiées par le Washington Post. *La majeure partie (1,5 million de dollars) sera versée par la ville de Washington et l'archevêché devra trouver les 400 000 dollars qui restent. Il envisage de demander 5 dollars à chacune des familles catholiques de l'archidiocèse, soit environ cent mille familles.*

Pour éviter à ses fidèles la tentation de servir Mammon, l'Eglise semble avoir trouvé une solution : lui verser l'argent au service de Dieu !

A Boston, c'est un pasteur protestant qui s'est élevé contre la proposition faite par la municipalité de prélever 150 000 dollars sur les deniers publics pour construire des plates-formes permettant au pape de célébrer la messe en plein air. A New-York, enfin, des enregistrements de messes chantées par Jean-Paul II au cours de ses déplacements, en anglais, en espagnol et en polonais, seront mise en vente, au prix de 10 dollars, avec l'approbation du Vatican.

ALAIN WOODROW.

Une nouvelle traduction du Coran

(Suite de la première page.)

Cela s'est passé d'abord à La Mecque et ensuite à Médine entre 612 et 632 de l'ère chrétienne. L'ordre dans lequel nous lisons le Coran aujourd'hui n'est pas celui, chronologique, des chapitres révélés. Dans une même sourate, les versets n'appartiennent pas forcément à un même lieu ni au même temps de révélation. Ainsi, rappelle Si Hamza Boubakeur, *« certains versets révélés à La Mecque ont été déplacés par le Prophète et inclus dans l'une ou l'autre des sourates révélées à Médine et inversement ».*

Historiquement, il y eut deux époques dans le processus de la révélation : la première, à La Mecque, a duré une dizaine d'années ; la seconde correspond à l'hégire (l'an 622, émigration du Prophète à Médine et début de l'ère musulmane). C'est d'après le contenu des sourates qu'on peut savoir le lieu et l'époque de leur révélation. Ainsi, la « fatiha », qui est la première sourate du Livre (« *fataha* » veut dire en arabe « *ouvrir* » ; *fatiha* avec la fermeté d'un chef incontesté. Elles témoignent aussi d'une situation de lutte. Mahomet et ses compagnons doivent faire face aux ennemis de la foi que Dieu désigne par le terme « *hypocrites* ». C'est dans ces sourates que va s'élaborer la loi islamique qui devra poser les règles de la vie quotidienne des musulmans. On y trouve aussi le projet d'un code juridique. Comme le signale Régis Blachère, « *le Coran nous offre les spécimens les plus archaïques de la langue juridique chez les Arabes* ». On sent aussi dans les sourates médinoises une évolution dans le vocabulaire : ainsi, les polythéistes de Médine ne sont plus désignés par le terme « *associateurs* » (ceux qui confondent et associent Dieu avec quelque idole), mais par cette périphrase : « *ceux qui ne savent pas* ». L'espoir de les amener à l'Islam n'est pas perdu.

L'élaboration du Livre et le travail sur le texte sont l'œuvre des compagnons les plus proches et les plus fidèles à l'esprit de Mahomet. Le Coran était d'abord su par cœur dans son intégralité par les Compapeut être traduit par *ouverture, prologue* ou *liminaire*), est révélée à La Mecque mais assez tardivement ; elle vient après la soixante-quatrième sourate. De même, la deuxième sourate dans l'ordre du Livre, « *Al baqara* » (la vache) — qui est la plus longue sourate du Coran — est la première sourate révélée à Médine, juste après l'arrivée de Mahomet, en 622.

Les dix années passées à La Mecque correspondent à la naissance difficile et désespérée d'une religion qui a convaincu une petite secte de gens modestes et qui doit affronter la résistance et les provocations d'un milieu polythéiste intolérant et satisfait de ses idôlatries. C'est avec l'hégire à Médine que l'islam va s'imposer à un plus grand nombre. Les Arabes médinois viendront gonfler les rangs des nouveaux convertis et feront de Mahomet, en plus d'un prophète, le chef d'une communauté et d'un Etat qui va s'étendre. Les sourates de Médine marquent l'assurance certaine de Mahomet. Il est interrogé par les croyants et commence à intervenir gnons. Cette parole a été ensuite transcrite par des scribes sur des omoplates, des parchemins, des tablettes, etc. Après la mort de Mahomet en 632, Omar ben al Khattâb persuada le calife Abû Bakr de fixer le texte sacré par écrit en un seul livre. Plusieurs versions circulèrent. Ce fut le troisième calife, Uthmân ben 'Affân, qui établit, avec l'aide d'une commission, le corpus intégral et définitif du Coran.

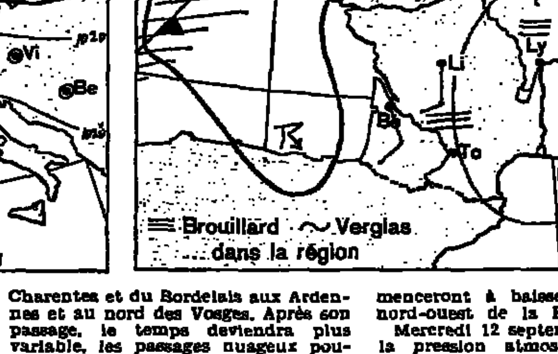
La phrase coranique est brève, concise et elliptique. C'est une phrase qui ne craint pas les répétitions. Elle est traversée de lyrisme, de métaphores et d'un grand et permanent souffle poétique. C'est en fait cet aspect qui résiste le plus à la traduction. Si Hamza Boubakeur est davantage un exégète qu'un poète. Sa traduction porte la marque d'un homme de foi et de savoir. Une remarque cependant — qui est plus qu'une réserve — s'impose à tout musulman : comment Si Hamza Boubakeur a-t-il pu laisser inscrire son nom sur le haut du dos du livre, à la place de l'auteur ? C'est une erreur qui frise l'hérésie.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ *Le Coran*, traduit et commenté par le cheikh Si Hamza Boubakeur ; deux tomes, édition bilingue, Fayard, 2 204 pages.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 12 septembre à 0 heure et le jeudi 13 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions qui protègent la France du courant perturbé atlantique vont se déplacer vers l'Europe centrale en s'affaiblissant. De ce fait, la perturbation du nord des Açores commencera à pénétrer sur le nord et l'ouest du pays, précédée d'une évolution orageuse sur le quart sud-ouest.

Jeudi, le temps deviendra progressivement très nuageux dès le matin sur les côtes de la Manche et la Bretagne, où quelques pluies débuteront. Le soir, cette aggravation atteindra les régions s'étendant des Charentes et du Bordelais aux Ardennes et au nord des Vosges. Après son passage, le temps deviendra plus variable, les passages nuageux pouvant être accompagnés par quelques averses. Avant l'arrivée de cette perturbation sur les autres régions, le temps sera souvent très brumeux le matin, puis encore bien ensoleillé. Cependant, des orages se développeront progressivement sur le Bassin aquitain et l'ouest du Massif Central.

Les vents, de sud à sud-ouest, se renforceront et deviendront modérés à l'avant de la perturbation ; à l'arrière, ils tourneront au secteur nord-ouest.

Les températures maximales commenceront à baisser sur la moitié nord-ouest de la France.

Mercredi 12 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 022,2 millibars, soit 766,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Ajaccio, 25 et 16 degrés ; Biarritz, 22 et 14 ; Bordeaux, 25 et 12 ; Brest, 17 et 9 ; Caen, 19 et 3 ; Cherbourg, 17 et 10 ; Clermont-Ferrand, 22 et 10 ; Dijon, 25 et 13 ; Grenoble, 25 et 14 ; Lille, 19 et 9 ; Lyon, 21 et 13 ; Marseille, 28 et 16 ; Nancy, 24 et 9 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice, 25 et 20 ; Paris - Le Bourget, 23 et 11 ; Pau, 23 et 10 ; Perpignan, 28 et 15 ; Rennes, 22 et 8 ; Strasbourg, 25 et 11 ; Tours, 26 et 13 ; Toulouse, 25 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 25.

Températures relevées à l'étranger : *Alger, 32 et 19 degrés ; Amsterdam,* 20 et 15 ; Athènes, 30 et 21 ; Berlin, 22 et 14 ; Bonn, 22 et 13 ; Bruxelles, 20 et 12 ; Iles Canaries, 26 et 19 ; Copenhague, 18 et 9 ; Genève, 21 et 11 ; Lisbonne, 29 et 15 ; Londres, 23 et 10 ; Madrid, 33 et 17 ; Moscou, 16 et 9 ; Nairobi, 34 et 19 ; New-York, 24 et 16 ; Palma-de-Majorque, 28 et 15 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 15 et 9.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 487

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III						■			
IV					■				■
V									
VI					■				
VII			■						
VIII		■		■					
IX								■	
X						■	■		
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Ce qui peut rester entre les dents (pluriel). — II. Qui ne se distingue vraiment pas par sa vertu. — III. Finit souvent au rabais ; Quand elle est bonne, on peut se passer de conserves. — IV. Eprouvé sur un plateau ; Peine pour les réprouvés. — V. Qui ne flambera donc pas. — VI. Pas libre ; On en trouve dans le Sud. — VII. Largeur de crêpe ; Qui ne prendront plus rien. — VIII. Prix de Paris. — IX. Une retraite qui permet tout juste de vivre comme des bêtes. — X. Gros pâtés ; Un agrément d'autrefois. — XI. D'un auxiliaire ; Qui a besoin d'être éclairé.

VERTICALEMENT

1. Endroit où l'on fait de l'esprit. — 2. Peut durer plus longtemps quand elle est galvanisée ; Qui figurait donc parmi les appelés. — 3 Furent à l'origine de la construction aéronautique ; Peut éclairer le sujet. — 4. Evoque une littérature particulièrement commerciale ; Ne croit pas (épelé). — 5. Se rendit à Appomattox ; Lancée comme une idée. — 6. Vieille ville ; Utile quand on veut *faire du plat.* — 7. Capable de tout emporter. — 8. Qui ont donc fait l'objet d'une citation ; Evoque le plus bel âge. — 9. Abréviation pour une vierge ; S'oppose à l'existence.

Solution du problème n° 2 486

Horizontalement

I. Caissiers. — II. Assourdie. — III. Fossé ; Ion. — IV. Ecu ; Darne. — V. Tiède. — VI. Iasi ; Pelé. — VII. El ; Ami. — VIII. Remmanché. — IX. Es ; Accroc. — X. An ; Our. — XI. Matinées.

Verticalement

1. Cafetières. — 2. Asociales. — 3. Issues ; Aa. — 4. SOS ; Diaman. — 5. Suédé ; Mac. — 6. Ir ; Pinçon. — 7. Edirne ; Crue. — 8. Rion ; Lahore. — 9. Sénevé ; EC.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du mercredi 12 septembre 1979 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 61-15 du 10 janvier 1961 relatif à l'organisation du service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes ;

● Fixant les règles de nomination et d'avancement dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation.

Documentation

● *Le « Guide de la documentation »,* réalisé par le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, vient de *publier son édition 1979. Quelques* 170 pages de renseignements et d'adresses utiles pour un journaliste, en format de poche. (Prix : 35 F, franco de port : 38,50 F. C.F.P.J., 33, rue du Louvre, 75002 Paris.)

Concours

● *Des concours sur titres* sont ouverts à la préfecture de la Haute-Vienne pour le recrutement d'un médecin qualifié en pédiatrie, d'une puéricultrice de P.M.I. et de deux sages-femmes. Les candidatures doivent être adressées à la direction départe*mentale des affaires sanitaires* et sociales (service du personnel), 44, cours Gay-Lussac, 87031 Limoges Cedex avant le 17 septembre 1979.

PRESSE

L'AVENIR DU GROUPE NÉOGRAVURE

Le contrat de location-gérance de Hachette est agréé par le tribunal de commerce

Le tribunal de commerce vient d'accepter la proposition de contrat de location-gérance présentée par le groupe Hachette au sujet de trois unités d'exploitation de l'ancien groupe d'imprimerie S.D.F.-Néogravure, Hélio-Corbeil, Périodic-Brochage et Société des encres de Choisy (*le Monde* du 28 juillet) — mises en règlement judiciaire.

Sous des appellations légèrement différentes, le groupe Hachette conserve en location-gérance ces trois centres, moyen*nant un engagement financier* d'environ 100 millions de francs (auquel participent Paribas et Béghin-Say, associés de Hachette *dans l'ancienne S.D.F.*).

Le Société nouvelle d'exploitation Hélio-Corbeil passe sous la responsabilité de M. Philippe Liotier, qui présidait la S.D.F., société holding. La Société d'exploitation pour le brochage de publications aura pour gérant M. Jean Bardon, directeur général des N.M.P.P. La Société nouvelle des encres d'imprimerie sera dirigée par *M. Etienne* Crespel, *ancien* directeur général de la S.D.F.

Ce contrat de location s'accompagne de trois garanties : la reprise complète des contrats commerciaux ; la reprise de l'ensemble des personnels concernés dans les conditions de leurs contrats de travail ; le respect intégral des engagements antérieurs pris par la S.D.F. en ce qui concerne les préretraites prises avant le 31 décembre 1979.

On relèvera que la solution agréée par le tribunal de commerce laisse dans l'ombre le cas de deux autres ex-unités du groupe Néogravure : la S.A. Im*primerie et Edition* Braun, à Mulhouse, dont la majorité des actions de la S.D.F. (63 %) doivent être rachetées, avant le 1er novembre, par des investisseurs locaux, *mais surtout* la société hélio N.E.A., à Lille, dont l'exploitation se poursuit sous la responsabilité de Me Pesson sans qu'aucune *solution* extérieure ait été encore trouvée.

Pour sa part, le Syndicat du Livre C.G.T. rappelle sa position de principe, opposée à toute solution ponctuelle visant à un règlement séparé de l'avenir des per*sonnels du groupe. La F.F.T.L.* se propose de réaffirmer ce principe devant le siège du groupe Hachette, le 18 septembre, et pro*bablement de l'affirmer* par une grève de vingt-quatre heures dans l'ensemble des ex-unités du groupe S.D.F.-Néogravure.

● *L'hebdomadaire « l'Unité »*, organe du parti socialiste, annonce sa reparution le jeudi 13 septembre, sur un nouveau format. *La Lettre de l'Unité*, publication quotidienne du P.S., reparaitra — après l'interruption des vacances — le 24 septembre, *mais sur quatre pages* au lieu de deux précédemment, précise-t-on à la direction du journal.

● *Le quotidien « les Dépêches »* de Dijon ainsi que les éditions du Doubs de *l'Est républicain n'ont pas paru* mardi 11 *et* mercredi 12 septembre, en raison d'une grève déclenchée lundi soir par les ouvriers du Livre C.G.T. dans l'imprimerie dijonnaise qui les confectionne. De source syndicale, on précise que cette grève a été décidée après l'échec des négociations concernant l'alignement des salaires des clavistes des *Dépêches* sur celui des clavistes de *l'Est républicain* à *Nancy. Les* syndicats de journalistes C.G.T. et C.F.D.T. des *Dépêches* ont observé une grève de solidarité d'une heure, mardi 11.

CARNET

Naissances

— M. Michel BENOIST et Mme, née Marie-France Janique, Marie-Agnès, Henri-Xavier et Guillaume, *ont la joie d'annoncer* la naissance de

Jean-Philippe.

Paris, le 9 septembre.

— Jean-Luc et Joëlle FAVRE ont la joie d'annoncer la naissance du petit frère de Bruno,

Nicolas,

à Paris, le 26 août 1979.

— Jean-François et Marie-Christine GROLLEMUND laissent à Matthieu la joie d'annoncer la naissance de

Julien,

le 4 septembre 1979.

Mariages

Laurence CHABAS-LICHTENBERGER
et
Bernard DENONFOUX
font part de leur mariage, le 10 août 1979.
Lyon-Villeurbanne, Rive-de-Gier.

Jean-Jacques SOULAS
et
Nasreen EBLAGH
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré le 6 septembre 1979, à Paris.

Décès

CHARLES FAUVEL

Nous apprenons le décès accidentel de

M. Charles FAUVEL,
constructeur aéronautique.

[M. Fauvel qui, à l'âge de soixante-quinze ans a trouvé la mort dans un accident d'avion en Italie, près de Gênes, *était ancien colonel de l'armée* de l'air. Il avait inventé un modèle de planeur, nommé AV-55, qui peut utiliser les vents ascendants grâce à un petit moteur d'appoint.]

— Nous apprenons la mort de

Michel-Edouard BERTRAND,

survenue à Mons (*Var*), le 25 août, à l'âge de cinquante-trois ans.

[Michel-Edouard Bertrand avait milité, au côté de Célestin Freinet, pour une *véritable « école populaire ». Il était, depuis* 1950, rédacteur en chef de plusieurs revues éditées par l'Institut coopératif de l'école moderne.]

— M. Issam Ahmed Daouk,
M. Nouhad Ahmed Daouk,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur père, le regretté

Ahmed Mohammed DAOUK,
ancien président du Conseil,
né à Beyrouth en 1892.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu dans sa soixante-huitième année, de

M. Guy DOUDINOT de LA BOISSIÈRE,
inspecteur général
de l'instruction publique,
officier de la Légion d'honneur.

L'inhumation a eu lieu le 11 septembre, dans la plus stricte intimité.
11, rue Monticelli,
75014 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

M. Jean-Pierre ENGRAND,
directeur marketing
I.B.M.-France,
et de sa femme,
Nicole ENGRAND.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 14 septembre 1979, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-du-Sacré-Cœur de Charentonneau.
41, rue Cécile,
94700 Maisons-Alfort.

— On nous prie d'annoncer le décès du

***docteur* Arsène FERLY,**
médecin biologiste,

survenu le 8 septembre 1979, à l'âge de soixante et un ans.

De la part de :
Son épouse, le docteur Madeleine Ferly-Therizol,
Et des familles Ferly, Espland, Therizol.

La levée de corps aura lieu le jeudi 13 septembre 1979, à 10 heures, à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne-Billancourt.

Les obsèques se dérouleront le samedi 15 septembre 1979, à Saint-François, en Guadeloupe.
20 ter, rue de Bezons,
92400 Courbevoie.

— Le Syndicat national de l'industrie du pétrole (Union des cadres et techniciens - C.G.C.)
a la douleur de faire part du décès de son président d'honneur,

Lucien HEROUARD,

survenu le 9 septembre 1979, dans sa soixante-dix-septième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 13 septembre 1979, à 14 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise, entrée principale boulevard de Ménilmontant, Paris-11e, où ses amis se réuniront pour l'accompagner à sa dernière demeure.

— Grenoble, le 11 septembre 1979.
Sa famille et ses amis nous prient d'annoncer le décès, survenu en sa soixante-quinzième année, du

docteur Jacques JAUDEL,
professeur honoraire
au C.H.U. de Grenoble,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
chevalier de la santé publique,
médaille d'or
de l'Académie de *médecine.*

Les obsèques ont eu lieu à Chambéry, le 10 septembre 1979, dans la plus stricte intimité, selon le vœu du défunt.

— Mme André Meyer,
Mme Francine Meyer,
M. et *Mme Philippe Meyer,*
M. et Mme Patrick Gerschel et leurs enfants,
M. et Mme Laurent Gerschel et *leurs enfants,*
Mme Marianne Merrick,
M. Vincent Meyer,
Mlle Simone Rosen,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André MEYER,

grand officier de la Légion d'honneur, survenu le 9 septembre, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans la plus stricte intimité.
42, quai des Orfèvres,
75001 Paris.

(Lire page 32.)

— MM. Lazard Frères & Cie
ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 9 septembre 1979, de

M. André MEYER,
grand officier
de la Légion d'honneur,
associé-gérant de 1929 à 1978.

— M. Robert Cerf et Mme, née Juliette Minkel,
M. et Mme Jacques Cerf et leurs enfants,
M. et Mme Bertrand Cerf et leur fille,
M. et Mme Jean-Pierre Weil et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du *décès* de

Mme Rose MINKEL,
née Bing le 15 décembre 1883,
à Boulay (Moselle).
selle),
selle), leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère qui a été inhumée le 5 septembre 1979 dans l'intimité.
37, avenue Bugeaud,
75016 Paris.

— Pertuis (84), La Bastidonne (84), Sisteron (04), Marseille (13).
M. et Mme Max Rey et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Rey et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

M. Anselme REY,

survenu subitement le 10 septembre 1979.

Les obsèques auront lieu avec messe corps présent, le mercredi 12 septembre, à 16 heures, à La Bastidonne.

La levée du corps aura lieu à Sisteron, chemin de Ladrech, à 14 heures, le même jour.

— Saint-Jean-de-Braye.

Les obsèques de

Mme veuve ROUX,
née Suzanne Labarrière,

décédée le 9 septembre 1979, à l'âge de soixante-dix-huit ans, ont eu lieu en l'église de Saint-Jean-de-Braye, dans l'intimité.

De la part de :
Mlle Madeleine Labarrière, sa filleule.

Mme Roux était l'épouse de M. Louis Roux, administrateur honoraire des Douanes, ancien directeur du conseil de coopération douanière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, avenue François-Rabelais,
45800 Saint-Jean-de-Braye.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Michel SONNIE-MORET,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
colonel d'état-major honoraire
du cadre de réserve,
directeur honoraire de banque,

survenu le 6 septembre 1979, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, suivant la demande expresse du défunt.

Une messe de requiem sera dite à sa mémoire, le mercredi 19 septembre prochain, à 10 heures, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris-5e.

De la part de :
Mme Klentzy,
25, rue Cavendish, Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer la mort, survenue le 8 septembre 1979, de

M. Abraham ZEMSZ,
essayiste,
ethnologue,
spécialiste de sémantique picturale,
chargé de cours
à l'université de Paris-X,
ancien membre
du « Réseau Gloria S.M.H. »,
ancien parachutiste
dans la 1re Brigade polonaise
et
héros de la bataille d'Arnhem,
ancien combattant
de la guerre d'indépendance d'Israël.

Il sera inhumé le jeudi 13 septembre.

Rendez-vous à 10 h. 45, devant l'entrée principale du cimetière de Bagneux.

De la part de ses nombreux et fidèles amis.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Remerciements

— Mme Henri Leman,
Mme Jacques Leman et ses enfants, profondément émus par les témoignages de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de

M. Jacques LEMAN,

expriment à tous ceux qui se sont associés à leur douleur les remerciements de toute leur famille.

— Mme Trouin Montalte
remercie toutes les personnes qui lui ont témoigné leur sympathie, lors du décès de son mari, l'homme de lettres et poète,

Louis MONTALTE.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université de Paris-III, mardi 18 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mlle Claude Jacquet : « La création littéraire dans Ulysse et Finnegans Wake — *Les métamorphoses du réel* ».

— Université de Paris-II, mardi 25 septembre, à 14 h. 30, salle des Commissions, M. Marc Vigeant : « Le nouveau régime des ententes économiques ».

— Université de Paris-II, mardi 25 septembre, à 17 heures, salle des Commissions, M. Pierre Flandin-Biety : « Essai sur le rôle politique du tiers état. Les pays de Quercy et le Rouergue XIIIe-XVe siècles. Consulats et relations consulaires ».

— Université de Paris-III, samedi 29 septembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean Fuzier : « Travaux sur la poésie et le théâtre élisabéthains : Kyd, Shakespeare, Donne, Théâtre et Folie ».

— Université de Paris-II, vendredi 28 septembre, à 16 heures, salle des Commissions, M. Jean-François Durand : « Le droit de rétention ».

Communications diverses

— Création de l'Association « Les amis de Marcel Anthonioz ». — A l'initiative d'un certain nombre d'amis de Marcel Anthonioz et à l'occasion du troisième anniversaire de sa disparition, il a été créé une association « loi de 1901 » dont le but est de perpétuer son souvenir.

Dans un premier temps, le buste de Marcel Anthonioz sera érigé à *Divonne-les-Bains.*

Les personnes désirant être membres de cette association pourront adresser leur adhésion à son secrétariat : *« La Résidence », 15, rue de* Genève, 01220 Divonne-les-Bains.

Les cotisations (à régler par chèque bancaire ou mandat-poste au nom de l'association) ont été fixées à :
Membre bienfaiteur : droit d'entrée 250 francs minimum ; cotisation annuelle 100 francs.
Membre actif : cotisation annuelle 50 francs.

— Le Salon international Arts et Loisirs qui présente des travaux de handicapés physiques se tiendra dans les salles de l'Ecole d'infirmières de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine), du samedi 13 octobre au dimanche 21 octobre.

— Appel pour la construction d'une *chapelle.* — *Dans le nouveau quartier* des Champins-Champmilian de la ville de Moulins (Allier), bientôt neuf mille habitants, aidez-nous à *y construire une chapelle.*

Pour trouver les 100 000 francs encore nécessaires, votre aide généreuse sera reçue avec joie et reconnaissance par : M. l'abbé *Louis* de Kergaradec, curé de Saint-Pierre, 25, rue Delorme, 03000 Moulins.
C.C.P. Clermont-Ferrand 280-87.
Une brochure avec photos et plans vous sera envoyée avec notre merci.

— Le consistoire israélite de Paris annonce *que la cérémonie des* déportés sera célébrée :
le dimanche 16 septembre, à 11 h. en la Grande Synagogue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris ; en présence des plus hautes autorités civiles et militaires, sous la présidence de M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France.

Visites et conférences

JEUDI 13 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., gare de Marly-le-Roi, Mme Bouquet des Chaux : « Louis XIV et Marly ».

15 h., 1, rue du Figuier, Mme Garnier-Ahlberg : « Hôtel des archevêques de Sens ».

15 h., 6, place de Furstenberg, Mme Meyniel : « L'atelier de Delacroix ».

15 h., métro Mairie-de-Saint-Ouen, Mme Pennec : « Le château de Saint-Ouen ».

15 h., façade de l'église, Mme Saint-*Girons : « L'art roman,* Saint-Germain-des-Prés » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., guichet, métro Arts-et-Métiers, M. Ragueneau : « Chez un grand restaurateur d'orfèvrerie » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, Mme Ferrand : « Les salons de l'Hôtel de Ville ».

15 h., 92, rue Denfert-Rochereau, M. Boulo : « De Chateaubriand au bal Bullier ».

15 h., 3, *rue Malher, M.* Teurnier : « Synagogues du quartier israélite de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Manteaux ».

20 h. 30, place de l'Hôtel de Ville, M. Teurnier : « Hôtels du Marais illuminés ».

15 h. 15, 1, quai de l'Horloge : « La Conciergerie » (Tourisme culturel).



Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

RENTRÉE

On voit mal, après la publication du budget de la culture pour 1980 (« le Monde » daté 9-10 septembre) comment pourrait être tenu l'engagement pris par M. Raymond Barre à l'occasion des dernières élections législatives de doubler en cinq ans les crédits de ce ministère. Le temps de la pénurie n'est pas fini, ce qui explique qu'en bien des domaines les programmes de rentrée affichent des ambitions mesurées.

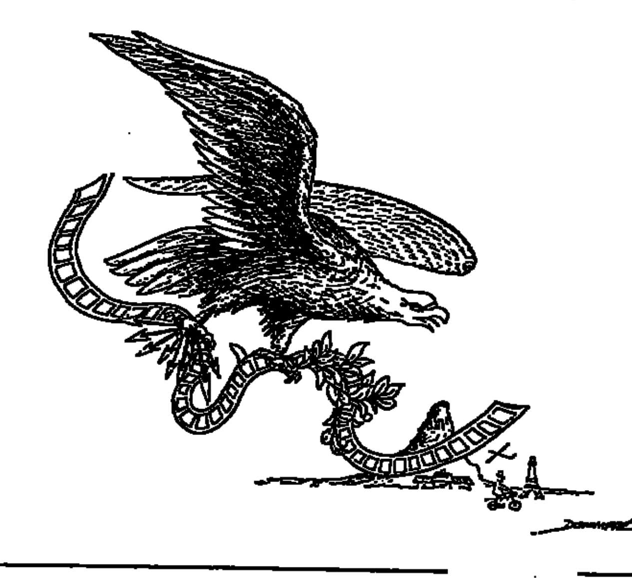
En vérité, tout indique que l'Etat leur plutôt qu'un payeur. Tel est le sens des trois « priorités » (patrimoine, développement culturel, audiovisuel) retenues par M. Jean-Philippe Lecat. 35 millions de francs pour l'année du patrimoine, en effet, cela ne changera guère le sort des « chefs-d'œuvre en péril », mais il s'agit seulement, nous dit-on, de mener une action de « sensibilisation ».

Le doublement de l'aide aux écoles de musique ne résoudra pas les difficultés des communes, mais elles se sentiront, provisoirement, un peu moins abandonnées. Quant au projet de « moduler » les subventions aux maisons de la culture, il peut permettre de débloquer une situation apparemment insoluble. Dans l'audiovisuel enfin, l'abaissement du taux de la T.V.A. sur le cinéma et l'octroi de la carte de producteur aux première et deuxième chaînes de télévision ne seront pas sans influence sur la production.

Ainsi, faisant de nécessité vertu, l'Etat préfère-t-il l'incitation à l'intervention. Mais l'action publique sera-t-elle assez forte pour empêcher les lois du marché d'imposer leur domination ? On peut en douter. — T. F.

CINÉMA

La vague américaine



Depuis quelques années, il n'y a plus vraiment d'interruption dans la distribution des films. Si l'été est, surtout, le temps des reprises, des sorties de films nouveaux ont lieu en juillet et en août, ce qui n'est d'ailleurs pas toujours à leur avantage. Ainsi *Corps à cœur*, de Paul Vecchiali, destiné à un public populaire, et dont l'exclusivité a commencé fin juillet, n'a-t-il pas eu l'audience qu'il aurait, sans doute, obtenue, en septembre ou en octobre. Mais les distributeurs font, désormais, la soudure entre l'« après-Cannes » et les grandes sorties d'automne, par « rentrées » successives (ce qui a permis, cette année, d'écouler un stock de médiocrités), celle de la mi-août étant le hors-d'œuvre de celle de septembre, autrefois début officiel de la nouvelle saison. Le Festival de Deauville se place désormais à la charnière, en servant de tremplin à la distribution des films américains.

Il n'y a pas à s'y tromper : la rentrée de septembre 1979, c'est le déferlement d'une vague de productions américaines, déjà annoncée par *The big fix*, de Jeremy Paul Kagan, *Un rabbin au Far-West*, de Robert Aldrich, et *Ne tirez pas sur le dentiste*, d'Arthur Hiller, qui était invité à Deauville. Le peloton de Deauville arrive maintenant en rangs serrés : *le Champion*, de Franco Zeffirelli (qui n'a pas craint de refaire un splendide mélodrame de King Vidor du début des années 30 ; on l'attend au tournant), *Silence... mon amour*, de Robert Markovitz, *Heroes*, autre film de Jeremy Paul Kagan (cinéaste à découvrir), *En route vers le Sud*, réalisé et joué par Jack Nicholson, *Smash*, d'Anthony Harvey, *The seduction of Joe Tynan*, de Jerry Schatzberg, *le Vampire de ces dames*, de Stan Dragoti (comédie moderne sur le vieux mythe du vampire Dracula), vont occuper ce terrain.

Si *Alien*, de Ridley Scott (science-fiction et épouvante), s'annonce comme devant procurer des frissons nouveaux, *Folle, folle*, de Stanley Donen (hommage nostalgique et rétro au « double programme » d'avant-guerre) *le Syndrome chinois*, de James Bridges (thriller dans une centrale nucléaire) et surtout *Apocalypse now*, de Francis Ford Coppola (la guerre au Vietnam), dont le lancement est déjà préparé par la sensation bien orchestrée qu'a causée le film au dernier Festival de Cannes, sont considérés comme les événements du mois en cours. Quant à *Manhattan*, de Woody Allen, évidemment très attendu, il ne sera présenté, semble-t-il, que début décembre.

Face à cette vague américaine de produits spectaculaires, que peut offrir le cinéma français, voué par la modestie de ses moyens, les incertitudes et les difficultés de son industrie, à l'intimisme ? On est curieux de voir *le Mors aux dents* (le monde des courses de chevaux), de Laurent Heynemann, qui réalisa *la Question*, *Il y a longtemps que je t'aime*, de Jean-Charles Tacchella, reprend une comédie de couple à la manière de *Cousin Cousine*. *Bobo, Jacco*, de Walter Bal, *Laissez-moi rêver*, de Robert Menegoz, et *Tapage nocturne*, le premier film de Catherine Breillat, vont aussi couvrir le mois de septembre.

En octobre viendront *Certaines nouvelles*, de Jacques Davila, prix Jean-Vigo 1979, qui mérite une attention particulière, *la Dérobade*, nouveau film de Daniel Duval, *L'école est finie*, d'Olivier Nolin, et *le Toubib*, de Pierre Granier-Deferre. L'événement déjà consacré par les échos de tournage doit être *Tess*, de Roman Polanski, battant pavillon français, mais à vocation de prestige international. Gaumont attend le mois de novembre pour sortir sa « bombe » culturelle, auréolée de gloire lyrico-cinématographique, le *Don Giovanni*, opéra de Mozart recréé par Joseph Losey, et *le Grand Embouteillage*, de Luigi Comencini, coproduction franco-italienne, œuvre importante en tout cas (sans que le snobisme s'en mêle) dans une saison qui paraît bien hétéroclite. Comme on ne peut, de toute façon, prévoir l'accueil que recevront tous les films américains — sauf, peut-être, pour un gros morceau comme *Apocalypse now*, — les dates de sorties peuvent subir pas mal de variations. Palme d'or du Festival de Cannes, *le Tambour*, film allemand de Volker Schlondorff (sortie prévue en septembre) devrait pourtant prendre une des premières places de cette saison qui, en dehors de l'invasion américaine, compte peu d'œuvres étrangères de qualité. *Sibériade*, d'Andrei Mikhalkov, est annoncé en septembre. *La Luna*, de Bernardo Bertolucci (présenté au Festival de Venise). *Sans anesthésie*, d'Andrzej Wajda, *Arriba Espana*, de Manuel Gutierrez Aragon, *Cinq Soirées*, de Nikita Mihalkov, devraient sortir en octobre ; *Fin d'automne*, de Yasujiro Ozu, *Lightning over water*, de Nicholas Ray et Wim Wenders, *Maman a cent ans*, de Carlos Saura, *Occupation en vingt-six images*, de Lordan Zafranovic, en novembre.

Il va manquer à cette saison le Festival cinématographique de Paris, qui avait pourtant réussi à prendre une certaine place dans la découverte et la promotion de films internationaux. Le ministère de la culture, le Centre national de la cinématographie, et la Ville de Paris, qui le subventionnaient, renoncent à soutenir une manifestation déficitaire. Alors que les festivals de cinéma se multiplient en France (Biarritz vient d'en créer un nouveau, consacré au cinéma ibérique et latino-américain, du 24 au 29 septembre) et que celui de Venise, autrefois le grand concurrent de Cannes en Europe, reprend vie, il paraît tout de même surprenant que Paris n'ait pas le sien. Le délégué général Pierre-Henri Deleau (son fondateur et animateur) avait reçu une proposition d'association avec le Festival d'automne de Munich, Paris devant fournir les films qui seraient projetés successivement dans les deux villes. Le projet aurait été abandonné pour des raisons financières. Cette affaire cause pas mal de remous. Il faudra en reparler.

JACQUES SICLIER.

Sur les écrans le 12

● **LES PETITES FUGUES** d'Yves Yersin
Apprentissage poétique de la liberté et de l'indépendance par un vieux paysan suisse. Il s'achète un vélomoteur puis un appareil-photo, au grand étonnement des fermiers chez qui il travaille. Un joli film, où le réalisme d'une solide étude de la vie à la campagne sert de base à la fantaisie.

● **LE SYNDROME CHINOIS** de James Bridges
Plus qu'une véritable mise en garde contre les dangers de l'énergie nucléaire, un « thriller » dont le suspense nous tient en haleine.

● **LA VEDETTE** de Reinhard Hauff
La révolte d'un adolescent, appartenant à un milieu très modeste, qui s'estime abandonné et trahi par un cinéaste qui s'est servi de lui pour un film.

● **L'ANGE BLEU** de Josef von Sternberg
Reprise d'un film mythique pour une réévaluation historique. Sternberg a-t-il réellement inventé Marlène Dietrich ou fait éclore la star hollywoodienne du papillon berlinois déjà célèbre en son pays ?

● **RÉTROSPECTIVE KUROSAWA**
Six films du grand humaniste japonais, pour refaire connaissance : la Légende du grand judo *(1943)* ; Scandale *(1950)* ; Rashomon *(1950)* ; le Château de l'araignée *(1957)* ; la Forteresse cachée *(1958)* ; Yojimbo *(1961)*.

● **ALIEN** de Ridley Scott
Une « horreur-fiction » qui fera sursauter les spectateurs comme jamais peut-être depuis Psychose *d'Alfred Hitchcock.*

MUSIQUE

Les détours d'une saison sans surprises

En dépit des illusions tenaces, soigneusement entretenues d'ailleurs par la publicité et les déclarations des organisateurs de concerts, la « saison », surtout à Paris, n'est en fait qu'un éternel recommencement. Ni tout à fait la même ni tout à fait une autre, elle va s'étirer paresseusement de septembre à juin ; sensible aux modes et aux flatteries, elle s'efforcera de plaire à tout le monde sans déranger personne. Mais il faut bien se faire une raison et aller au concert quand même, car en choisissant un peu, et surtout en guettant les annonces de dernière minute qui font apparaître tout à coup des occasions inespérées, imprévisibles, on trouvera (au sens propre) de quoi se changer les idées.

Rien de nouveau à l'Opéra, les reprises succédant aux reprises. Pourtant, à bien y regarder, on découvrirait du 9 juin au 5 juillet 1980 : huit représentations de *Boris Godounov* sous la direction de Seiji Ozawa avec Ruggero Raimondi, le metteur en scène n'est pas connu ; pour la partition on annonce la version originale rétablie par Chostakovitch, mais, comme il a, par la même occasion, revu l'orchestration, on se demande ce qu'on entend, au palais Garnier, par « *version originale* »...

Radio-France, le 8 janvier, précise également « *version originale* » : serait-ce celle de Moussorgsky ? La saison lyrique de Radio-France, comme chaque année, propose une programmation très originale : *Oprichnik*, de Tchaïkovsky (31 octobre), *I due foscari*, de Verdi (8 novembre), *Benvenuto Cellini*, de Berlioz (16 novembre), *Lo speziale*, de Haydn (20 décembre), *Elseneur*, création de René Koering (26 février), *Robinson Crusoe*, pour le centenaire d'Offenbach (26 mars), *Alcyone*, de Marin Marais (5 juin), et bien d'autres raretés encore qui commencent généralement à 20 heures, tantôt au grand auditorium de la Maison de Radio-France, tantôt au Théâtre des Champs-Elysées.

Ce ne sont là malheureusement que des versions de concerts, idéales à la radio, mais au concert il manque l'émotion du spectacle. Si l'on habite Paris, il faut aller un peu à l'Opéra-Comique. Les amateurs de musique contemporaine pourront y découvrir *Harlequin* et *Der Jahreslauf*, de Stockhausen (du 20 au 24 novembre) et les *Noces chymiques*, rituel féerique en six journées de Pierre Henry (5, 7, 10, 12, 13 et 14 juin), ou réentendre *Erwartung*, de Schoenberg, et *le Château de Barbe-Bleue*, de Bartok (18, 22, 25, 29 et 31 janvier, et 2, 5, 8, 11 et 14 février). Les gens sans idées préconçues reconnaîtront que *le Porteur d'eau*, de Cherubini, vaut beaucoup mieux que sa réputation (12, 15, 17, 20, 22, 25, 28 et 31 mars), Robert Dhéry invitera ses admirateurs à célébrer Offenbach à sa façon du 12 au 31 décembre avec trois opérettes peu connues : *Mesdames de la Halle*, *Pomme d'Api* et *Monsieur Choufleuri*. Enfin, quelques privilégiés entendront Placido Domingo et Teresa Berganza sous la direction de Claudio Abbado dans *Carmen* les 9, 12, 15 et 18 mai, ce qui, compte tenu du nombre prévisible des demandes insatisfaites, fera sur le public l'effet d'une gifle sans précédent.

Les Parisiens trouveront qu'on est peut-être mieux traité dans les théâtres de province, dont les programmes seront annoncés ultérieurement.

Toujours expérimental, le théâtre musical sort peu à peu de l'ombre. La Maison de la culture de Rennes annonce un Festival international du 25 au 29 octobre avec la création de *Machines à sous, portes du ciel* (26 et 27 octobre), de Jean Garrec et Yves Guezennec, et la venue, entre autres, de l'Opéra de chambre de Varsovie (25 octobre), de l'Opéra national de Stuttgart : *Aventures et Nouvelles Aventures*, de Ligeti (26 et 27 octobre, du Théâtre populaire de Rostock : *El Cimaron*, de Henze (28 et 29 octobre) et de l'Atelier lyrique du Rhin : Mache et Ohana (28 et 29 octobre). Renseignements : tél. : (99) 79-26-26. La Maison de la culture de Nanterre propose également plusieurs ouvrages du vingtième siècle : *Passagio* et *Opéra*, de Berio (27, 28 et 29 octobre), *Victor Hugo*, d'Ivo Malec (8 février), *le Nez*, de Chostakovitch (19, 20 et 22 février), spectacle Meredith Monk du 27 février au 2 mars, *l'Affaire Makropoulos*, de Janacek (13, 14 et 15 mars), une soirée Mache-Ohana (21 au 23 mars) et *le Collier des ruses*, d'Ahmed Essyad (du 9 au 13 mars et du 26 au 30 mars).

La musique contemporaine, à Paris comme ailleurs, est affaire de vigilance et d'improvisation : peu de concerts annoncés à l'avance, mais en restant aux aguets on découvrira plusieurs fois par semaine de quoi satisfaire sa curiosité. L'Ensemble intercontemporain a, dès le mois de juin, publié une jolie plaquette avec des thèmes : musique soviétique contemporaine, Europe de l'Est (octobre), cycle compositeur/instrument (février), cycle matériau/invention (avril), Atelier Lutoslawski (12 mai), mais on ne sait toujours pas si le but de ces concerts est la pédagogie ou tout simplement la musique. L'Ensemble 2e 2m n'a n'a pas encore révélé ses projets mais ouvrira le 29 septembre la série « Perspectives du vingtième siècle » avec une journée Jean Barraqué. L'ensemble de l'Itinéraire prévoit d'ores et déjà une création de Hugues Dufourt le 3 décembre ainsi que de Claude Lefèbvre et Pascal Dusapin le 24 janvier. L'ARC continuera sans doute à consacrer plusieurs de ses soirées aux jeunes compositeurs au Musée d'art moderne, et les divers instituts, centres culturels et ambassades poursuivront, tout au long de l'année ; un travail d'information qu'on n'apprécie pas toujours à sa juste valeur.

Parmi les festivals dont le programme est déjà connu, deux d'entre eux réservent une place presque exclusive aux musiques d'aujourd'hui : le Festival d'automne, à Paris, fera résonner, sous les voûtes de la chapelle de la Sorbonne, les nouvelles tendances de l'avant-garde américaine du 28 septembre au 1er décembre, dans le cadre d'une exposition Ecritures musicales où seront réunis et confrontés les manuscrits musicaux les plus rares ou les plus significatifs des origines à nos jours. Les Rencontres internationales de Metz, d'autre part, ont lieu cette année du 13 au 17 novembre ; créations d'Alsina, Amy, Berio, Globokar, Lévinas, Marcland, Mache et d'autres encore. Renseignements : tél. : (87) 75-14-88.

Et la musique symphonique, la musique de chambre, les récitals, les beaux concerts classiques ? Ce qu'on en connaît début septembre est déjà si semblable à ce que les prévisions les moins optimistes pouvaient laisser espérer qu'il vaut mieux attendre la fin de la saison et alors faire le compte de tout ce qui n'aura pas été donné trois ou quatre fois ou de ce qui l'a été de façon satisfaisante, car le drame de la musique classique ou romantique, ce n'est pas d'être trop jouée, mais de l'être, bien souvent, si mal.

GERARD CONDE.

Deux compositeurs

● **SCHONBERG POUR UN SOIR**
Les occasions d'écouter des œuvres pour orchestre de Schönberg sont encore si rares qu'il suffit d'en réunir plusieurs le même soir pour donner l'impression d'un festival. S'agissant pour le nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France d'un concert de rentrée, le fait est encore plus extraordinaire ; pourtant, le 14 septembre, au grand auditorium de la Maison de Radio-France, le Concerto pour piano *(soliste J.-F. Heisser) succèdera au* Survivant de Varsovie, *et M. Kyriaki terminera la soirée en chantant* Erwartung, *l'un des opéras les plus étonnants dans sa force et sa concision de l'histoire du théâtre lyrique; sous la direction de Gilbert Amy.*

● **BERLIOZ CHEZ LES SIENS**
De Lyon à La Côte-Saint-André, il y a tout juste 60 kilomètres, mais pour relier le village natal de Berlioz à l'auditorium Maurice-Ravel, il suffisait d'une idée, celle d'un festival, le premier qui célébrerait chaque année le grand compositeur romantique. L'Orchestre philarmonique de la garde républicaine donnera le coup d'envoi le 17 septembre avec la Symphonie funèbre et triomphale, *sur la place Charles-de-Gaulle, mais elle sonnera peut-être mieux le 20 septembre à la Côte-Saint-André sous les halles.* Roméo et Juliette *sera donné deux fois à l'auditorium Maurice-Ravel, les 18 et 19 septembre, avec l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon*



THÉATRE

DE LA CONVICTION SANS BUDGET

THEATRES NATIONAUX

L'événement important survenu cette année est la nomination de Jacques Toja comme administrateur général de la Comédie-Française. L'attente a été longue. Pierre Dux, son prédécesseur, a dû établir le programme de la prochaine saison, consacrée au Tricentenaire de Molière. Une entreprise aussi importante que la Comédie-Française s'organise au moins un an à l'avance. Jacques Toja dispose donc d'un an pour mettre au point sa ligne personnelle. Ayant fait sa carrière dans la maison, il est attaché à la cohérence de la troupe, notion à laquelle il accorde une grande importance. D'autre part, ses différentes déclarations laissent espérer qu'il poursuivra et élargira l'ouverture amorcée par Pierre Dux vers les œuvres contemporaines, les metteurs en scène venus de l'extérieur, les lectures contemporaines d'œuvres classiques.

C. G.

COMEDIE FRANÇAISE : salle Richelieu. — *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*, par Raymond Gérôme (en lever de rideau des *Fausses confidences*), *l'Œuf*, de Félicien Marceau. *Bérénice*, par Jean-Pierre Rémi.

ODEON. — Reprise de la *Villégiature*, par Strehler. Accueil : *le Malade imaginaire*, par le Théâtre national de Dakar. *La Tour de Babel*, d'Arrabal, par Laveili. *Dave au bord de la mer*, de Kalisky, par Vitez.

PETIT ODEON. — *Edith Détresses*, de Jean-Louis Bauer, par Jean-Luc Boutté. *C'est comment déjà ?*, par Jean Bouchaud.

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT : grande salle. — *Gilgamesh*, par Victor Garcia (coproduction Festival d'automne). *Le Pic du* Gemier. — *Les larmes amères de Petra von Kant*, de Fassbinder, par Dominique Quehec (label Festival d'automne). *Le Pic du bossu*, par Laurent Terzieff.

THEATRE DE L'EST PARISIEN. — Accueil : *A toi pour toujours, ta Marie-Lou*, de Michel Tremblay, par la compagnie des Deux Chaises de Montréal. *On ne badine pas avec l'amour*, par Guy Rétoré. — Petit-TEP : Georges Aperghis.

THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG. — *En attendant Godot*, par André Engel. En mars, un spectacle en deux soirées : *Violence à Vichy*, par Jean-Pierre Vincent.

THEATRES MUNICIPAUX

THEATRE DE LA VILLE. — *Gin Game*, de D.-L. Coburn, par Jean Mercure.

THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT. — *Arturo Ui*, par les Tréteaux du Midi - Jacques Echantillon.

THEATRE GERARD-PHILIPE DE SAINT-DENIS. — *Les Fausses confidences*, par Jacques Lassalle (label Festival d'automne). Récital Wolf Biermann. — Salle Serreau. — *Becassouille*, par Denise Peron. *Stuart Sherman, Winston Tong* (Festival d'automne). La Lucarne-cabaret : *Michel Hermon chante*.

∴

A propos des gros sous de la France et du projet de loi de finances 1980 on a pu lire ici ou là qu'il s'agissait d' « un budget sans conviction ». Pour ce qui est du Théâtre Gérard-Philipe, il en va tout autrement puisque sa saison 1979-1980 sera une fois de plus placée sous le signe de la « conviction sans budget ». Et, paradoxalement, dans ce contexte de pénurie organisée (avec tel talent !) débutera une très intense activité créatrice.

Bon, il y a une ville qui, elle, prend toute la mesure de ses responsabilités. Il y a un lieu... et qui n'a rien à envier à bien des salles « parisiennes ». Il y a une petite équipe permanente d'une vingtaine de personnes environ (plutôt moins) pour « animer » ces trois salles (animer : mettre en mouvement, non ?). Et il y a enfin et surtout la conviction profonde de ce que « le poète a toujours raison ». Ainsi nous donnerons coûte que coûte *la parole aux poètes* de notre choix : *poètes auteurs classiques, poètes auteurs contemporains, poètes metteurs en scène, poètes comédiens, décorateurs, chanteurs, musiciens...*

Avec eux nous nous engageons à gérer non pas la crise, mais notre part d'utopie à tous dans une cité ouvrière : entreprise difficile, certes, mais, de notre point de vue, tout à fait nécessaire et véritablement passionnante.

RENÉ GONZALES,
Directeur du théâtre Gérard-Philipe.

DIRECTEURS SUBVENTIONNES

Certaines salles privées ont à leur tête des directeurs personnellement subventionnés par l'Etat. Lorsqu'ils changent de théâtre, ils emmènent avec eux leurs subsides. Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud ont donné vie au Théâtre d'Orsay, ils l'on créé, et en 1981 le bâtiment va être transformé en musée. A cette date, les éternels comédiens errants, suivis par un public qui leur appartient et qui leur est fidèle, vont installer leur compagnie dans un lieu nouveau, à créer, le Palais de glaces.

Au seuil de la nouvelle saison qui va commencer le 18 septembre prochain ,je pense, à ce que représente, dans l'histoire mouvementée de notre compagnie, l'aventure du Théâtre d'Orsay. Certainement une des plus singulières.

Construire, dans cet endroit insolite, avec des moyens d'artisans, un ensemble architectural qui permette du jour au lendemain, grâce à sa grande salle, à sa petite salle, au foyer où se rencontrent spectateurs et comédiens, de créer un lieu international où règnent l'amitié et l'échange humain est le signe d'un bonheur exceptionnel.

Le Théâtre d'Orsay, depuis sept ans, est devenu un phénomène social qui concerne 300 000 personnes par saison. C'est à ces 300 000 personnes que nous pensons quand nous composons notre programme.

Avec Zadig, *d'après Voltaire, nous allons donc rouvrir nos portes sous le signe du* plaisir cautionné par l'intelligence. *A ce plaisir nous allons essayer d'ajouter une sorte* de fête de notre profession *en célébrant, par une grande exposition J. Copeau, le mouvement du Vieux Colombier, l'essor de la N.R.F. et la situation du théâtre européen au début du vingtième siècle. Puis il y aura une création en octobre* (Wings, *de* Kopit) *mise en scène de Claude Régy, le Petit Orsay alors rouvrira ses portes et, dès janvier 1980, de nouveau la fête avec pas mal de folie puisque nous allons nous lancer dans une « Intégrale du* Soulier de satin *» ! Il faut toujours un grain de folie dans l'amour.*

Puissions-nous être assez heureux pour plaire à ceux à qui nous désirons plaire. Je pense à ces trois cent mille amis que nous voudrions tant satisfaire au cours de cette saison nouvelle.

JEAN-LOUIS BARRAULT.



(Dessin de CHENEZ.)

BOUFFES DU NORD. — Peter Brook : *l'Os* et *la Conférence des oiseaux* (créé à Avignon). Accueil : *la Famille Deschiens*, par Jérôme Deschamps.

CARRE SILVIA MONFORT (sous chapiteau). — *La Fourmi dans le corps*, d'Audiberti.

THEATRE OBLIQUE. — Henri Ronse : Accueil : *Céline au miroir*, par Daniel Peeters. Créations : *Théâtre des monologues*, de Ritsos, *Esther*.

THEATRE D'ORSAY. — *Wings*, de Kopit, avec Madeleine Renaud.

PETIT ORSAY. — *Apparences*, de Henry James, par Simone Benmussa.

GENNEVILLIERS. — Bernard Sobel : *Mario et le magicien* (Festival d'automne). Accueil : *Et pourtant ce silence ne pouvait être vide*, par le Théâtre de la Reprise (label Festival d'automne).

IVRY. — Une nouvelle salle est en construction. Reprise de *l'Ecole des femmes, Tartuffe, le Misanthrope* et *Dom Juan* en alternance à la Porte Saint-Martin (Festival d'automne). Tournée : *la Rencontre de Georges Pompidou avec Mao Zedong, Un cœur simple*.

CHELLES. — Pierre Meyrand-Arlette Téphany : *Mille francs de récompense*.

CARTOUCHERIE DU THEATRE DU SOLEIL. — Accueil : *Amours de poisson*, par le Théâtre de l'Ecume. *Mephisto*.

CARTOUCHERIE DE L'AQUARIUM. — Reprise de *Pepe*. En janvier une création collective à partir de *Flaubert*.

CARTOUCHERIE DE L'ÉPÉE DE BOIS. — Accueil : *Œdipe*, par Jean-Marie Patte (label Festival d'automne).

SALLES SUBVENTIONNEES

CARTOUCHERIE DE LA TEMPETE. — *Déménagement*, par le Théâtre populaire de Lorraine. *Andalousie amère*, par la Cuadra de Séville (label Festival d'automne).

CITÉ INTERNATIONALE. — Grande salle : *le Mariage*, de Gogol, par Virgil Tanase. La Galerie : *Gilgamesh*, en français, par la Compagnie du Lierre. La Resserre : *Danse de mort, Finnegan's Wake, Président Schreber*, par la Compagnie Gilibert.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU. — *Kawharé* et *la Tragédie du roi Christophe*, par le Théâtre national de Dakar. *Stuart Sherman*, puis *la Dame au petit chien* (Festival d'automne).

SALLES PRIVEES

« Qu'est-ce qu'un théâtre privé ? Un théâtre libre puisqu'il fonctionne de manière autonome. » La définition est donnée par Daniel Darès, directeur du Théâtre Antoine et producteur de ses spectacles. Il précise : *« Il existe le Fonds de soutien, créé à l'initiative de la profession tout entière, subventionné paritairement par l'Etat et la Ville de Paris, financé par les théâtres eux-mêmes, qui paient chaque soir la taxe parafiscale, et jouent la carte de la solidarité, les salles dites de divertissement aidant les salles d'art et d'essai. La plupart des théâtres de Paris font partie du patrimoine culturel de la capitale. Ils doivent être entretenus, équipés, modernisés. Ils doivent assurer au maximum de leurs possibilités un emploi stable à une équipe technique et administrative, et faire face aux charges écrasantes, tant sociales que fiscales. Un directeur de théâtre privé est personnellement responsable des finances de son entreprise. Il doit discerner parmi les pièces existantes sur le marché celle qui répondra le mieux au goût du public. Dès que l'on s'éloigne du divertissement, les risques augmentent.*

» Le coût de la production n'a pas échappé à l'inflation et les risques financiers sont énormes. D'où, souvent, une autocensure nécessaire. La vedette est et demeure un élément important pour tout un public qui se reconnaît en elle. Mises à part certaines exceptions que les directeurs s'arrachent, la plupart préfèrent le cinéma, et redoutent les exigences, les rigueurs de la vie théâtrale.

» La télévision prend au théâtre l'essentiel de son répertoire sans lui donner en retour la promotion qui s'imposerait. Il n'y a plus de place pour les demi-succès, qui permettaient voici quelques années d'imposer de jeunes auteurs. »

∴

Le Théâtre Antoine, qui prolonge jusqu'aux fêtes le succès de Jacqueline Maillan *dans le Pont japonais*, annonce pour janvier : *Whose life is it anyway*, de Brian Clark.

Découvrira-t-on de nouveaux talents ? Parmi les nouveaux spectacles on remarque des classiques : Marivaux à la Potinière : La mère confidente - Shakespeare au Fontaine : « Troïlus et Cressida ». Claudel à l'église Saint-Merri : « la Cantate à trois voix ». Plusieurs Audiberti sont prévus en province et à Paris alors qu'il était rarement joué ces dernières années. Félicien Marceau revient lui aussi, entre au Français avec « l'Œuf » et donne une pièce inédite à Hébertot, « A nous de jouer » avec Claude Brasseur.

Il y a comme tous les ans des adaptations d'auteurs anglo-saxons, au Théâtre de la Ville, à Orsay, à Antoine, au Gymnase, mais aussi « le Piège » d'Ira Levin et Jean Cau avec Robert Hirsch à Edouard-VII, « la Fraîcheur de l'aube » d'Herb Gardner et Raymond Rouleau à l'Athénée, avec Pierre Dux. « Coup de chapeau » de Slade et Barillet et Grédy avec François Perier, à la Michodière. Il y aura également de l'humour venu de l'Est : « Audience » et « Vernissage » de Havel, par Stephan Meldegg à Essaïon (créé à Avignon). « Le Volcan de la rue Arbat » d'Abruzov, avec Jacques Fabbri, à la Potinière.

Parmi les auteurs français qui se risquent sans vedettes : Romain Weingarten : « la Neige » au Théâtre de Poche, Albertine Sarrazin au 347. Roland Dubillard qui reprend « la Maison d'Os » au Studio des Champs-Elysées. Jean-Claude Grumberg par une compagnie très peu subventionnée, le



Campanol, à Antony et à la maison de la culture de Nanterre « En revenant de l'Expo ».

Et une vedette, Robert Hossein, avec un grand spectacle « Terreur et Vertu » au Palais des congrès. Une vedette qui risque sa chance comme auteur, Claude Rich à l'Œuvre « un Habit pour l'hiver », et pour la mode rétro et dissident réunis, « Tovaritch » de Jacques Deval à la Madeleine.

LA DECENTRALISATION

La « petite phrase » de Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, à propos de « *la décentralisation, notion dépassée* », a provoqué l'inquiétude et l'indignation de tous ceux qui ont fait de cette « notion », une habitude de vie.

« *La décentralisation est un mouvement unique dans l'histoire culturelle de notre pays* », écrit Marcel Maréchal, directeur du centre dramatique de Lyon puis du Nouveau Théâtre national de Marseille. « *Il faut être citoyen et artiste, né en province et ayant choisi d'y vivre, pour savoir ce qu'était hors de la capitale la vie théâtrale en France à l'époque, pas si lointaine, des omnipotentes tournées parisiennes... Marseille est un exemple parmi d'autres de la vitalité de l'utopie mise sur rail par Michel Saint-Denis, Vilar, Dasté, dans le sillage du cartel. Mais à des périodes régulières, on voudrait l'étouffer... Quand, en 1968, nous avons demandé le statut de centre dramatique, nous nous sommes entendu répondre que, dans l'agglomération lyonnaise, existait déjà le Théâtre de la Cité de Roger Planchon et de Robert Gilbert... Le travail artistique de la compagnie et les liens créés avec le public ont imposé l'existence de ce deuxième centre dramatique. Je dirai qu'il suffit de vouloir.*

« *Ici, à Marseille, l'équipe du N.T.N.M., la municipalité et le public « veulent » leur Théâtre de la Criée : une salle de 825 places, une salle polyvalente de 300 places, des foyers d'accueil, une salle de répétitions, au cœur historique de la ville, dont l'ouverture est prévue pour la fin de 1980. Marseille et le N.T.N.M auront-ils les moyens de l'utiliser ? La question a été posée à la plus haute instance de notre pays. M. Defferre, maire de Marseille, s'est rendu à l'Elysée pour poser la question au président de la République et a accepté que je l'accompagne. La réponse, en tout cas, ne nous appartient pas. Elle appartient, de même que l'avenir de la décentralisation théâtrale, au ministère de la culture et de la communication, qui ne peut, sous le fallacieux prétexte libéraliste de donner le pouvoir de décision aux régions et aux villes, se décharger de sa mission. La décentralisation est toujours l'avenir théâtral de ce pays, à condition qu'on la soutienne dignement.* »

LES CREATIONS DANS LES CENTRES DRAMATIQUES DE SEPTEMBRE A DECEMBRE 1979

(Programme communiqué par l'ATAC, Association technique pour l'action culturelle)

ANGERS. — Tournées : *Henri IV, l'Avare, Misère et Noblesse.*

AUBERVILLIERS. — *Anecdotes provinciales*, coproduction J. T. N., *la Poule d'eau.*

BEAUNE. — *Il était une fois une fille de ferme*, d'après Roger-Martin du Gard.

BESANÇON. — *Vian — Saint-Germain-des-Prés.*

BEZIERS. — Reprise d'*Arturo Ui*, par Jacques Echantillon.

CAEN. — *Barbey d'Aurevilly-Images. Antigone*, de Sophocle.

GRENOBLE. — *les Cannibales*, par Georges Lavaudant, *Bérénice*, par Philippe Morel-Genoud. En mars, *la Cerisaie*, par Gabriel Monnet.

LILLE. — Reprise de *la Mère*, coproduction la Planchette.

LIMOGES. — *Porcelaine*, de René Coutandier.

LYON. — *la Mégère apprivoisée*, par Jacques Weber.

MARSEILLE. — Tournée de *Cripure* et *le Malade imaginaire*. En janvier : *Opéra parlé*, d'Audiberti.

NANTERRE. — Festival d'automne. En février : *Ils*, de Wickiewicz, coproduction T.N.P.

NICE. — *Un balcon sur les Andes*, par Jean-Louis Thamin.

PARIS. — *Cyrano de Bergerac*, par Jean Danet (Tréteaux de France).

REIMS. — *Hedda Gabler*, par Jean-Pierre Miquel.

RENNES. — *Arturo Ui*, par Pierre Debauche.

SAINT-ETIENNE. — *Cache ta joie*, de Jean-Patrick Manchette, par Daniel Benoin.

TOULOUSE. — *Le Revizor*, par Maurice Sarrasin.

TOURCOING. — *Britannicus*, par Gildas Bourdet. Tournée de *Attention au travail.*

VILLEURBANNE. — Reprise de *No man's land*, au Gymnase, à Paris.

Bob Wilson au Festival d'automne

A cause de la longue crise gouvernementale italienne, les deux spectacles prévus de Luca Ronconi, *la Tour* et *les Bacchantes*, ne viennent pas à Paris. Le ministère de la culture devait décider s'il payait ou non le voyage des quelques tonnes de décor, et il n'y a pas eu de ministre pendant plusieurs mois. Mais Luca Ronconi répète à Rome les deux œuvres de Berio, *Passagio* et *Opéra*, qui seront à Nanterre les 27, 28, 29 octobre après être allées à Lyon. Bernard Sobel reprend *Mario et le magicien*, créé au Cloître des Célestins, musique de Bernard Dartignolles, à Gennevilliers du 2 au 21 octobre. La Cuadra de Séville présente à la Cartoucherie de la Tempête du 9 novembre au 15 décembre *Andalousie amère* sous le label « Festival d'automne » (c'est-à-dire une aide de publicité et de billetterie; c'est désormais une tradition lorsque le budget ne permet pas un apport plus concret).

Le programme de théâtre sans musique, coproduit ou produit, commence le 25 septembre à la Porte Saint-Martin, avec la reprise des quatre Molière mis en scène par Vitez, donnés en alternance : *l'Ecole des femmes, Dom Juan, Tartuffe, le Misanthrope.*

On verra ensuite, du 24 octobre au 11 novembre, au Théâtre de Paris, Bob Wilson, avec *Edison*, son nouveau spectacle qui, en France, sera créé auparavant à Villeurbanne ; *le Neveu de Rameau* de Jean-Marie Simon au Forum des Halles à partir du 6 novembre. Stuart Sherman, un Américain tranquille dans ses solos drôles, au Centre Georges-Pompidou du 7 au 12 novembre, au Centre culturel américain du 14 au 24 novembre, à Saint-Denis du 28 novembre au 2 décembre; la première mise en scène théâtrale d'Eric Rohmer, *Catherine de Heilbronn*, à Nanterre du 9 novembre au 8 décembre ; le retour de Victor Garcia dans la grande salle de Chaillot avec *Gilgamesh* en langue arabe du 14 novembre au 16 décembre ; un nouveau venu, Arby Ovanessian, avec l'adaptation d'une nouvelle de Tchékhov, *la Dame au petit chien*, au Centre Georges-Pompidou du 19 au 30 novembre.

VARIÉTÉS

HALLYDAY VINGT ANS APRÈS

Ce début de saison dans les variétés est incontestablement marqué par les vingt ans de chanson de Johnny Hallyday, célébrés au Pavillon de Paris au mois d'octobre prochain. La brusque apparition dans l'Hexagone, à la fin des années cinquante, de Johnny Hallyday et de ce que l'on a appelé alors les « idoles », portées par le rock, bouscule en effet tout sans ménagement dans la chanson. Des milliers de jeunes se reconnaissent en Hallyday et dans les « idoles » au moment même où, avec des loisirs et un peu d'argent de poche, ils arrivent en force dans la vie active et sur le marché du show-business, modifié par le microsillon.

Le rock jaillit du disque, de la radio, des salles de danse, du juke-box et des comédies musicales d'Hollywood. Une nouvelle presse spécialisée donne une allure mythologique à l'aventure de Johnny Hallyday, comme à celles, bientôt, d'Eddy Mitchell et de Lucky Blondo, qui vivent leurs rêves et utilisent sur scène les gestes, les couleurs musicales de la violence sans que celle-ci aboutisse à une révolte — sauf celle, classique, contre le monde des adultes, ses signes et ses conventions. Il y a bien une douzaine d'années que le phénomène Hallyday n'a plus de portée sociologique, mais son entrée dans la chanson il y a vingt ans reste une date importante.

Cet anniversaire se célébrera curieusement à l'instant précis où les Frères Jacques, symbole d'une autre génération, d'une autre époque, où brillaient la Rose rouge, le Tabou et Saint-Germain-des-Prés, donneront leur récital d'adieu à la Comédie des Champs-Elysées. D'autres spectacles marqueront plus simplement les rentrées de Charlebois (au Palais des Congrès, du 15 septembre au 2 octobre), d'Harry Belafonte (à l'Olympia, du 17 au 19 octobre), de Véronique Sanson (à l'Olympia, du 1er au 14 octobre), de Georges Moustaki (à l'Olympia, du 6 au 18 novembre), et la confirmation de Michel Jonasz (à l'Olympia, en janvier), un des rares chanteurs français actuels à l'univers large, ouvert, complexe, plein de contraste.

La disparition de Bruno Coquatrix au printemps dernier, si elle a été vivement ressentie, ne modifie pas l'aventure du music-hall du boulevard des Capucines, où un triumvirat composé de Mme Coquatrix, de Mme Patricia Coquatrix, secrétaire général de l'Olympia, et de M. Jean-Michel Boris, qui conserve ses fonctions de directeur général, a pris en main les destinées d'une salle qui est un îlot de compétence professionnelle face à la facilité et à la médiocrité générales.

La saison nouvelle fait aussi ressortir l'éparpillement des programmes dans diverses salles et de nombreux théâtres : à Bobino, avec un programme sans originalité : au Pavillon de Paris, avec des spectacles-événements ; au Théâtre de la Ville, avec ses programmes de 18 h. 30 ; au Théâtre Marigny, avec Thierry Le Luron ; au Théâtre Montparnasse, avec *les Parapluies de Cherbourg*, de Michel Legrand et Jacques Demy ; au Théâtre des Mathurins, avec un récital des Frères ennemis ; au Théâtre des Champs-Elysées, avec les Frères Jacques, puis, pour les fêtes de fin d'année, avec Chantal Goya, dont la brusque accession à une tête d'affiche souligne le marché représenté par une nouvelle tranche d'âge, celle des jeunes enfants qui ont déjà rempli cet été l'Olympia pour le spectacle d'Annie Cordy.

Si la rentrée du rock est surtout marquée actuellement par plusieurs albums de très grande qualité, des concerts sont déjà annoncés, notamment ceux de Leonard Cohen (fin octobre), de Randy Newman (novembre), de Boston (octobre), de Mink de Ville (les 2 et 3 octobre au Palace), d'Instant Funk (le 10 octobre au Palace), tandis que la venue de Bruce Springsteen en France se fait de plus en plus incertaine.

Dans l'immédiat, deux récitals sont à signaler : celui de Warda, l'une des plus populaires parmi les chanteuses arabes, dont les chansons parlent d'amour, d'une manière moderne pour le monde arabe, puisque la femme s'affirme, est jalouse, souffre, n'a pas honte de le dire (à l'Olympia) : et celui de Djamel Allam, auteur-compositeur et chanteur kabyle profondément original, avec de nouvelles chansons et de nouveaux musiciens (à la Chapelle des Lombards).

C. F.

Le dernier Dylan

● **BOB DYLAN : Slow train coming.**

Le nouvel album de Bob Dylan marque le retour au blues du chanteur avec des interprétations renouant parfois (Precious angels) *avec la tradition des ballades narratives qu'il employa lui-même au milieu des années 60. A travers certaines références bibliques, à travers beaucoup d'ambiguïtés, Dylan, accompagné notamment par deux membres du groupe Dire Straits (Mark Knopfler et Pick Withers), continue à poursuivre sa propre vérité (C.B.S. 86.095).*

● **CHICAGO.**

L'album annuel de Chicago permet de retrouver enfin toute la magnificence du groupe, la force éclatante de ses cuivres (C.B.S. 86.093).

● **RANDY NEWMAN : Born Again.**

Randy Newman dans Born again *continue à promener dans ses ballades sophistiquées mais si simples d'apparence cette espèce de nostalgie et de rotations finement ironiques sur des endroits, des personnes ordinaires dans des situations tout à fait ordinaires (W.E.A., Filipacchi music, S.S. 59.410).*

● **LED ZEPPELIN.**

Led Zeppelin réapparaît et nous rappelle qu'il fut, avec son maître d'œuvre Jimmy Page, une machine de rock incomparable, éblouissant de puissance et de lyrisme (W.E.A, Filipacchi music, S.S. 59.410).

● **DOLLY PARTON.**

Dolly Parton nous remet en mémoire les traditions de la musique country et du rock le plus direct avec la simplicité et la générosité des gens du Tennessee (R.C.A., H.L. 13.361).

DANSE

DE BARYCHNIKOV A NOUREEV

Les festivals d'été se sont tellement étendus dans le temps et dans l'espace qu'il faut une activité chorégraphique bien forte pour donner un sens au mot de rentrée ; une rentrée qui prend l'allure d'une vaste fête de la danse orchestrée à la fois par le Festival d'automne, le Théâtre de la Ville, le Festival international de danse et le Centre Georges-Pompidou. Si l'on y ajoute les créations prévues au Théâtre national de l'Opéra, et la reprise d'activité des jeunes compagnies, il faut admettre qu'il se passera bien des choses intéressantes cet automne à Paris.

Mikhail Barychnikov ouvre le bal au Théâtre des Champs-Elysées, où il est l'invité d'honneur du premier Festival de France, créé par *la Ville de Paris sous la présidence* de Marcel Landowski et consacré surtout aux grandes formations musicales de province. Programmé *hors festival les 25, 26, 29 et* 30 septembre, le célèbre danseur, entouré de Patricia Mac Bride, Judith Fugate, Heather Watts, Bart *Cook et Peter Martins, donnera* un petit arrière-goût de la saison du New-York City Ballet au Covent Garden, où la troupe de Balanchine s'est produite pendant trois semaines. Barychnikov interprétera des extraits d'*Agon*, le *Pas de deux* de Tchaïkovski, *Apollo*, *The Steadfast till soldier* ainsi que *Other dances* et trois variations de *Fancy free* de Jerome Robbins (Orchestre de l'Ile-de-France dirigé par Patrick Flynn).

A la même date, Alvin Ailey prend possession du Théâtre de la Ville jusqu'au 7 octobre. A l'occasion du vingtième anniversaire de sa compagnie, il présente une rétrospective d'une œuvre chorégraphique qui s'affirme comme adaptation de la modern dance aux rythmes et à la sensibilité des Noirs américains.

Le Festival d'automne, grâce à Michel Guy, a toujours accordé une large place à la création telle qu'elle se manifeste dans les creusets de l'avant-garde new-yorkaise. Cette saison, de nombreuses manifestations sont centrées sur la personnalité de Merce Cunningham, chorégraphe étroitement associé aux recherches musicales et picturales des trente dernières années et le père de ce qu'on appelle « la post modern dance » américaine. *Plusieurs séjours parisiens*, un passage au Festival d'Avignon, des tournées en région, ont *déjà* familiarisé le public *français avec ce solitaire pour qui* la danse est une manière de vivre l'époque actuelle.

Autour de Merce Cunningham

Du 9 au 14 octobre, il sera au Théâtre de la Ville. Il y donnera des œuvres du répertoire comme *Rune, Travelogue, Tango, Sundance*... et une création, *Locale*. Ses recherches donneront lieu à une série d'*Events* au Forum de Beaubourg *du 17 au 29 octobre*. Simultanément, une exposition au grand foyer du Centre Pompidou retracera sa collaboration avec des *artistes comme Marcel Duchamps*, Jasper Johns, Robert Morris, Rauschenberg et Andy Warhol, John Cage, David Tudor et Christian Wolff...

Une jeune génération continue sur sa lancée comme on pourra s'en *rendre compte* avec la prestation de Trisha Brown, qui travaille sur l'accumulation du geste (Beaubourg 7-12 novembre), et celle de Lucinda Childs, axée sur le geste répétitif, et dont la nouvelle chorégraphie, conçue sur une musique de Phil Glass dans un environnement de Sol Lewitt, sera dansée au Théâtre des Champs-Elysées (20-21 novembre).

Plusieurs « performances » de *danse théâtre présentées à la chapelle* de la Sorbonne vont également dans le sens d'une construction progressive du mouvement : ainsi les solos de Dana Reitz et Deborah Hay (22-24 novembre), et celui de Sheril Sutton que l'on a revue récemment avec la troupe d'Andy de Groat (29 novembre-1er décembre). On peut y rattacher le travail de Meredith Monk, Jana Hainsohn, John la Barbara ou Connie Beckley, axé sur des évolutions vocales dans l'espace (1).

Pour le dix-septième Festival international de danse de Paris au Théâtre des Champs-Elysées, son directeur, Jean Robin, a choisi de présenter deux compagnies américaines, celle de Paul Taylor — danse moderne — (12-18 novem*bre), celle d'Elliott Feld — danse* contemporaine — (27 novembre-2 décembre), et deux grandes troupes de formation classique, le Ballet de Stuttgart (3-9 décembre), tous deux dirigés par des femmes à la personnalité affirmée, Alicia Alonso pour l'un, et Marcia Haydée pour l'autre.

A l'Opéra de Paris, *Sylvia*, ballet *mythologique* créé par le chorégraphe Mérante en 1876 sur une musique de Léo Delibes, et remanié depuis par Léo Staats, Serge Lifar et Albert Aveline, va être remonté le 13 novembre par Lycette Darsonval, qui fut une des interprètes.

Rudolph Noureev viendra donner sa nouvelle production *Manfred*, musique de Tchaïkovski, au palais des Sports le 20 novembre avec la participation de Jean Guizerix et Wilfride Piollet. Il sera la vedette du *Fantôme de l'Opéra*, la dernière grande production maison conçue sous le règne de Rolf Liebermann. Roland Petit, chorégraphe, et Marcel Landowski, musi*cien, s'y sont inspirés du roman* de Gaston Leroux pour faire revivre ce héros malheureux qui semait la terreur dans les sous-sols du *palais Garnier. C'est au décorateur* Giulio Coltellaci qu'il reviendra de faire revivre les bas-fonds de l'Opéra sur la scène même.

M. M.

(1) Parallèlement au programme du Festival d'automne, une série d'ateliers-rencontres aura lieu au Centre américain du boulevard Raspail. Ils seront animés par Tricha Brown, Paul Tayler, Elliot Feld et Sheryl Sutton.

EXPOSITIONS

POLLOCK, PICASSO, DALI...

Il y aura encore de belles et bonnes expositions à voir à la rentrée, et après. Mais, en allant un peu avant dans l'année 80, on s'aperçoit tout de même de plusieurs choses : il y en a *moins* ; elles sont, dans l'ensemble, moins prestigieuses ; on fait souvent avec et autour des collections propres des musées ; on cherche à mettre en valeur ces collections ; enfin on s'arrange souvent pour ne pas garder pour soi les sujets originaux, qui se promènent de capitale en capitale. *La crise oblige, et pas* seulement en France.

G. B.

AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

● **Salvador Dali (12 décembre - 14 avril)**

On l'aura voulu, pour quatre mois le centre du monde se déplacera de la gare de Perpignan à Beaubourg. Après le temps des gares et des grands voyages internationaux de Paris à New-York, Berlin et Moscou, il fallait au moins d'immortelles moustaches pour occuper les espaces du cinquième étage du Centre Pompidou et le forum. Ça sera forcément spectaculaire et singulier.

● ***Pierre Soulages*** **(*Galeries* contemporaines, 17 octobre - 31 décembre)**

Soulages aujourd'hui. Montrer l'actualité de l'œuvre d'un peintre abstrait de la meilleure heure d'après-guerre, dont la dernière grande exposition à Paris remonte à plus de dix ans.

● **Pierre Molinier et Raoul Hausmann (musée, quatrième étage, *19 septembre - 5 novembre*)**

Deux artistes, la photographie et le photomontage. Du dadaïste berlinois Raoul Hausmann, seront présentés des tirages choisis dans un fonds de phographies pratiquement jamais montrées : des portraits, des nus, des paysages qui servirent souvent à la *réalisation* de photomontages. De Pierre Molinier, un peintre dont l'œuvre, imprégnée d'érotisme et de magie, est mal connue, on verra *notamment des* photomontages réalisés à partir de photographies de l'artiste travesti.

● **Wols (salle d'art graphique, 21 novembre - 14 janvier)**

Des photographies encore, cette fois d'un peintre qui, avant de se *faire connaître* comme un des grands représentants de l'art informel, a tâté de l'objectif ; ce qu'on ne sait généralement pas.

● **Accrochages (galeries contemporaines)**

Deux nouvelles expositions pour *présenter les œuvres acquises pour* les collections nationales. Il y en avait eu deux l'année dernière : la première avait *mis* l'accent sur les figurations, la deuxième, sur les abstractions d'aujourd'hui. L'accrochage 3 (10 octobre - 19 novembre) regroupera plus particulièrement des artistes qui se sont fait connaître depuis une dizaine d'années par des recherches souvent conceptuelles. L'accrochage 4 (28 novembre - 6 janvier) sera consacré *aux détourneurs* d'images pré-existantes : photos, documents, reproductions, séquences de films, etc.

● **Grand Prix d'architecture française (Galerie du C.C.I., 3 octobre - 3 décembre)**

Une initiative de la direction de l'architecture, où seront présentés au public les architectes français ayant reçu au cours des quatre *dernières années le Grand Prix de* l'architecture : Jean Willerval, Roger Taillibert, Paul Andreu et Robert Simounet, Jean Renaudie.

● **Le bois dans l'habitat (galeries du C.C.I., 19 décembre - 25 février)**

Un panorama de l'utilisation du bois dans la construction et l'habitat, depuis les constructions traditionnelles jusqu'aux *réalisations architecturales contemporaines.*

AU GRAND PALAIS

● **Picasso (12 octobre-7 janvier)**

Les picassos de Picasso, ceux qui ont été *reçus* en paiement des droits de succession ; des beaux, des très beaux, montrés avant qu'ils prennent place au musée de l'hôtel Salé, en cours d'aménagement pour les recevoir.

● ***L'art européen à la cour d'Espagne* au dix-huitième siècle (3 octobre - 31 décembre)**

L'exposition du mai de Bordeaux *(« le Monde » du 17 mai 1979)* vient à Paris avant de gagner Madrid, terme logique de son voyage. Où il y a des œuvres de peintres français *comme* Ranc, Houasse et L. M. Van Loo, des compositions de Tiepolo, des peintures de Luis Paret, et une vingtaine de toiles de Goya exécutées avant 1800.

● **Les trésors du musée du Kremlin (13 octobre - 14 janvier)**

Icônes, orfèvrerie d'or et d'argent, armes et armures, broderies, scelleries de parades... Cent pièces provenant des cathédrales du Kremlin et du Palais des armures.

Au Grand Palais, la saison se poursuivra avec trois expositions d'importance, qui débuteront en février : Monet, pour le cinquantenaire de sa mort, célébré avec retard ; Viollet-Le-Duc, pour un centenaire qui a failli être célébré avec retard ; Mucha, le peintre, illustrateur et décorateur des années 1900.

AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

● **Jackson Pollock (26 septembre - 18 novembre)**

Quatre-vingts œuvres sur papier *d'un des principaux représentants* de la génération des expressionnistes abstraits américains, dont on n'a pas vu d'œuvres à Paris depuis *bien longtemps. L'exposition* sera accompagnée d'une cinquantaine de photographies réalisées dans l'atelier du peintre que l'on verra *« à l'action » ; elle a été organisée* en collaboration avec le Musée d'art moderne de New-York et sera présentée, après Paris, à Oxford, *Düsseldorf, Lisbonne et Amsterdam.* A Paris, elle est inscrite au programme du Festival d'automne.

Pour le premier trimestre de 1980, le musée accrochera ses collections au cœur du musée, dans les galeries du rez-de-chaussée. Au



printemps seront présentés les dessins de Hartung (une centaine), les sculptures et les fontaines de Pol Bury, une importante rétrospective Gromaire, réalisée à partir du fonds du musée.

A L'ARC

● **Tendances de l'art en France 1968-1978/9**

L'ARC y propose des bilans sous formes de partis pris : ceux de Marcelin Pleynet (13 septembre-21 octobre), avec une quarantaine d'artistes choisis par l'écrivain-critique ; des jeunes et des moins jeunes (Olivier Debré, Degottex, Sam Francis, Soulages, les anciens de Support-Surface, par exemple). Les partis pris de Gérald Gassiot-Talabot (26 octobre-5 décembre) seront tout autres, avec autant d'artistes et, cette fois, les figurations, et beaucoup d'anciens du Salon de la jeune peinture. Un troisième volet présentera des partis pris autres (mi-décembre-20 janvier), ceux d'artistes tels que Boltanski, Messager, Sarkis, Gette...

L'ARC prévoit également, pour la mi-décembre, une exposition Denis Oppenheim, et, de fin janvier à mars, une exposition Gilles Aillaud.

AU LOUVRE

Après le Louvre d'Hubert Robert (jusqu'au 29 octobre), on attendait un « dossier » Daumier, au département des peintures. On ne l'aura pas, pas plus qu'on aura les maîtres de l'eau-forte des seizième et dix-septième siècles, à la salle des pastels. Les deux expositions annoncées ont été annulées pour cause de travaux. En revanche, est prévue, au deuxième étage du pavillon de Flore, à partir de la mi-décembre, une exposition de tableaux flamands et hollandais du Louvre, à propos d'un nouveau catalogue.

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

● **Fernand Khnopff 1858-1921 (11 octobre-31 décembre)**

La première rétrospective d'un symboliste belge. Après Paris, elle ira à Bruxelles et à Hambourg. Elle comporte cent cinquante peintures, dessins, sculptures et photographies, et coïncide avec la publication du catalogue raisonné de l'œuvre de l'artiste.

● **La famille des portraits (25 octobre-18 février)**

Ils seront cent cinquante, de toutes les époques et de toutes les origines, et se ressembleront. C'est voulu. Ça peut être drôle.

● **Tomi Ungerer (en mars 1980)**

Un illustrateur-affichiste, qui a donné toute son œuvre à sa ville natale : Strasbourg. Des jouets, des dessins originaux, des caricatures, des affiches, des livres pour enfants, qui ne sont pas du tout à l'eau de rose.

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

La Bibliothèque nationale à l'heure de l'Asie, avec deux expositions, du 20 septembre au 6 janvier :

● **Spectacle d'Asie**

Une présentation de la collection Kwok-on (déposée depuis juillet 1977 à la Bibliothèque nationale) riche en masques, costumes, marionnettes, estampes, peintures, porcelaines, instruments de musique, accessoires de jeu, etc. Pour évoquer le théâtre d'acteurs, le théâtre de marionnettes, le théâtre d'ombres.

● **Trésors de Chine et de Haute-Asie**

Pour le centième anniversaire de l'orientaliste français Paul Pélliot (1878-1945), cent manuscrits parmi les quelque sept mille recueillis par l'éminent savant aux confins nord-ouest de la Chine (conservés aujourd'hui à la Bibliothèque nationale). Ils seront entourés de précieux objets provenant des grandes missions archéologiques françaises, de peintures chinoises, de documents rares.

Parmi les expositions marquantes de la Bibliothèque nationale en 1980, il y aura René Char et ses illustrateurs : *une trentaine d'œuvres pratiquement inédites de Picasso, Miro, Léger, Braque... appartenant à une série faite pour Yvonne Zervos (15 janvier-15 avril). Au printemps, on fêtera en grand le* tricentenaire de la Comédie-Française, *dans les galeries Mansart et Mazarine.*

AUX A.T.P.

● **Religions et traditions populaires (24 novembre-3 mars)**

Il y sera question non seulement du catholicisme en France, mais aussi du protestantisme et du judaïsme, autour d'objets et de thèmes privilégiés : la bible, les jouets, les catéchismes, les reliques, le culte des saints, les pèlerinages, les processions, les crèches... Une exposition qui ébranlera peut-être le « catholico-centrisme » du musée des A.T.P.

JAZZ

DEUX MINUTES DE SILENCE...

L'automne est souvent la période la plus féconde en concerts, après un mois d'août très peu chargé, le temps pour les organisateurs de faire le bilan, de signer de nouveaux contrats et aussi, parfois, de prendre des vacances.

● **LES CLUBS**

En cette rentrée, marquons une minute de silence pour le Bar Totem : il manque à l'appel, disparu dans l'incendie qui a ravagé au printemps le complexe du Stadium.

Le jazz classique, immuable, lui, répond présent chaque année, qu'on le danse comme au Slow Club (1) où à la Huchette (2) avec Hal Singer (jusqu'au 15 septembre), ou qu'il doive se frayer un chemin à travers le tumulte des bruits de verres et des conversations de bars, comme au London Tavern (3), temple du traditionnel, ou au Furstenberg (4) avec le trio d'André Persiany flanqué depuis une éternité de ses compères Lobligeois et Para-Boschi. Il y a pire pour un artiste que les bars bruyants : ces restaurants-clubs, luxueux et chers, comme le Petit Journal (5), qui effectue sa rentrée avec le Neuchatel Jazzband, ou le Club Saint-Germain (6), dans la légendaire rue Saint-Benoît, où la programmation a été confiées au trombone Bernard « Zac » Zacharias. A défaut du respect de la musique, il y aura donc la qualité. Qu'on en juge : jusqu'au 15 septembre, le trio de Jimmy Gourley et, ensuite, jusqu'à la fin du mois, Chet Baker, l'écorché vif de la trompette, qui en a vu d'autres, certes, mais qu'il est désolant de retrouver, après trente ans de carrière, dans un espace où l'on dîne.

Enfin, pour la bonne bouche, les vrais clubs, ceux qui ne sont faits que pour la musique. Commençons par les plus petits : le Caveau de la montagne (7), réservé exclusivement aux duos, ouvre ses portes aux nouveaux jeunes loups du jazz français, soit le pianiste François Couturier et le bassiste Jean-Paul Celea, tandis que le Petit Opportun (8) accueille trois musiciens déjà installés dans une réputation qu'ils méritent amplement, le guitariste Christian Escoudé, le pianiste Alain Jean-Marie et le bassiste Marc Berteau. Un peu plus vaste, la cave du Riverbop (9) tremble sous les cris rauques du saxophone de Daunik Lazro, qui n'a pas attendu la rentrée pour se faire remarquer puisque son public, restreint mais fidèle, le soutient d'une apparition à l'autre.

Au Théâtre Campagne-Première (10), les choses vont changer. Si, si, cette fois ce n'est pas une blague, car Jean-Paul Rodrigue, journaliste à l'A.F.P. mais aussi producteur indépendant, se charge de la programmation. Il a déjà invité le batteur King Mock, tout de violence et de passion, qui commence dès ce mercredi en attendant les percussions turques d'Okay Temiz puis sénégalaises de Cheikh Tiane Fall. Enfin, à la Chapelle des Lombards (11), on danse maintenant les syncopes de la salsa avec Azuquita y su melao, un champion de l'exhortation à la frénésie collective doublé d'un excellent chanteur. Avant lui, à 20 h 30, c'est la nouvelle musique maghrébine de Djamel Allam qui occupe la même scène. D'autres clubs, comme le 28 rue Dunois (12) ou le Pianobar (13) n'ont pas communiqué encore leurs programmes à venir, mais, comme cela ne saurait tarder et que ces endroits, surtout le premier, sont fort agréables, soyons vigilants .

● **LES FESTIVALS**

Une autre minute de silence, cette fois pour marquer l'absence de *Nancy Jazz Pulsations, qui fut* en 1977 la plus grande manifestation mondiale de jazz contemporain... Déjà, l'édition 1975 avait été sérieusement compromise et une association de soutien à Nancy Jazz Pulsations avait alors été créée, qui avait recueilli près de deux mille cinq cents adhésions en quelques semaines. En attendant le Nancy Jazz Pulsations de 1980, les responsables locaux ont organisé une série de concerts de soutien entre le 16 et le 19 octobre, soit un mini-festival. Comme on y attend vingt-six « pointures » de la musique noire rassemblées autour d'Archie Shepp, et ce en exclusivité mondiale, ce festival ,si mini soit-il, est déjà un maxi-événement.

Chez nos voisins européens, deux grandes manifestations : le Festival de Bruxelles, très éclectique avec Manu Dibango, le Globe Unity, Lubat, Jeanneau, Portal, Albert Mangelsdorf, Radu Malfatti, Willem Breuker, les Blue Notes, Okay Temiz et bien d'autres. Et celui de Zurich, les 26, 27 et 28 octobre, qui affiche déjà des réjouissances de marque : Billy Harper, Pharoah Sanders, Chick Corea, Gary Burton, George Adams, Dom um Romao, un *big band* comprenant Karl Berger, Lee Konitz, Oliver Lake, Leroy Jenkins, Frank Lowe, George Lewis et Don Cherry. Le même Don Cherry, en duo avec Juna Halmsohn les 1er, 2 et 3 octobre à la chapelle de la Sorbonne, sera le seul Noir admis à un Festival d'automne qui snobe le jazz un peu plus chaque année.

● **LES CONCERTS**

Reste les concerts épars dans des salles de spectacle de formule classique... Un « coup sûr » du middle jazz avec Oscar Peterson à Pleyel samedi 15 septembre et le même soir un « coup sûr » de l'avant-garde avec le dadaïste des tambours : Sunny Murray lui-même, en trio avec David Murray et Wilbur Morris. La salle Favart associe l'improvisation musicale et chorégraphique avec la danseuse Carolyn Carlson, soutenue par le duo de John Surman et Barre Philips. Au Palace, les Crusaders, le plus vieux et le plus rodé des groupes de funk, joueront le 25 septembre.

Enfin, au Forum des Halles, Lubat et ses invités tâchent de mettre un peu de folie dans les artères du nouveau centre commercial, jusqu'au 15 septembre.

P.-E. R.

(1) 130, rue de Rivoli (1er).
(2) 5, rue de La Huchette (5e).
(3) 3, rue du Sabot (6e).
(4) 25, rue de Buci (6e).
(5) 71, boulevard Saint-Michel (5e).
(6) 13, rue Saint-Benoît (6e).
(7) 18, rue Descartes (5e).
(8) 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune (1er).
(9) 67, rue St-André-des-Arts (6e).
(10) 19, rue Campagne - Première (14e).
(11) 62, rue des Lombards (1er).
(12) 28, rue Dunois (13e).
(13) 38, rue Pascal (5e).

Le souvenir de Mingus

● **JONI MITCHELL : MINGUS**

Bonne chanteuse de blues et de folk, Joni Mitchell exploite à son avantage les compositions du grand « Chazz », qui avait su reconnaître son talent. Les musiciens qui l'accompagnent, parmi lesquels Herbie Hancock et les quatre membres de Weather Report, servent avec enthousiasme, et sans prétention, ses arrangements.

★ Asylum (dist. W.E.A.).

● **GIL EVANS : LITTLE WING**

Huit musiciens, c'est une petite formation pour Gil Evans, qui confirme ici son goût des orchestrations élaborées et son art d'utiliser au mieux les aptitudes de chaque instrumentiste.

★ Circle (dist. Freebird).

● **STAN GETZ : ANOTHER WORLD**

Des disciples de Lester Young, le saxophoniste Stan Getz est sans doute le plus digne. Il a connu la gloire avec la bossa nova, et les vrais amateurs de jazz lui en ont voulu. Il revient au classicisme avec dix compositions mises en place d'une manière à la fois rigoureuse et aérée.

★ C.B.S.

Expositions

CENTRE POMPIDOU

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). *Informations téléphoniques* : 277-11-12

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h. ; sam. et dim., de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

PARIS - MOSCOU, 1900 - 1930. .. Jusqu'au 5 novembre.

ENVIRONNEMENT DE SOTO. — Hall. Jusqu'à l'automne.

LES ENFANTS DANS LE PARIS DES REVOLUTIONS : 1789, 1830, 1848, 1871. — Jusqu'au 1er octobre.

MUSEE DES SACRIFICES, MUSEE DE L'ARGENT. — Jusqu'au 24 septembre.

ATELIER N° 17 : Jacques Derrida-François Loubrieux. — Jusqu'au 22 octobre.

AU-DELA DU SILENCE. — Grand foyer du premier sous-sol. Jusqu'au 24 septembre.

BERENICE ABBOTT. Photographies. — Salle « Animation ». Jusqu'au 24 septembre.

Centre de création industrielle
B. P. I.

AFFICHES DE FILMS SOVIETIQUES ET FRANÇAISES. — Jusqu'au 17 septembre.

VU EN CHINE. — Photographies. Jusqu'au 26 novembre.

MUSEES

LE LOUVRE D'HUBERT ROBERT. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 6 F : gratuite le dimanche. Jusqu'au 29 octobre.

LA CRYPTE D'OSIRIS. — Musée du Louvre, entrée porte Denon (voir ci-dessus).

AUBIGNY - ARCHITECTURES. — Galeries nationales du Grand Palais, porte A, entrée avenue du Général-Eisenhower. Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 24 septembre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES DU MUSEE DU LOUVRE. — Tissages et vêtements de l'Egypte du désert ; Petra et la Nabatène ; Sculptures françaises de la Renaissance ; François Rude ; Théorie et pratique du paysage, de Corot à Bonnard. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président - Wilson (723 - 36 - 53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT *ou cinquante ans de gravure et d'imprimerie en taille - douce.* — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40 ; mercredi, jusqu'à 20 h. 30. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 7 octobre.

TENDANCES DE L'ART EN FRANCE, 1968-1978-1979 : Les partis pris de Marcelin Pleynet. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 14 septembre au 21 octobre.

L'AVENTURE DE PIERRE LOEB. Galerie Pierre (Paris, 1924-1964). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 7 octobre.

CHRYSSA. Peintures récentes. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 octobre.

DANILO BOMERO : Une histoire d'enfants. — *Musée des enfants* au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 14, avenue de New-York (animation gratuite sur rendez-vous au 723-61-27, le mercredi). Jusqu'au 31 décembre.

ABBAYES NORMANDES. — Musée des monuments français, palais de Chaillot (727-97-27). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. 30 et de 14 h. à 17 h. 15. Entrée : 6 F. Jusqu'au 15 septembre.

DESSINS POUR LA MAISON POMPEIENNE DU PRINCE NAPO-*LEON.* — *Musée des arts décoratifs*, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 1er octobre.

LA CARTE POSTALE D'AVANT-GARDE. — Hall du Musée des arts décoratifs. Jusqu'au 15 septembre.

LA PETITE REINE. Le vélo dans l'affiche à la fin du XIXe siècle (110 affiches : 1890-1914). — Musée de l'affiche, 18, rue de Paradis (824-50-04). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 23 septembre.

TROIS GENERATIONS D'ARTISTES : Maurice Denis, Marcel et Antoine Poncet. — Musée Bourdelle, 16, r. Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusque fin septembre.

IMAGERIE DU TABAC ET DES ALLUMETTES. — Galeries du SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim., de 11 h. à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

HEBERT ET LE SECOND EMPIRE. —. Musée Hébert, 85, r. du Cherche-Midi (222-23-82) Sauf mardi, de 14 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 5 novembre.

IMAGERIE DE JEANNE D'ARC. — L'INVISIBLE DANS LA MEDAILLE : la médaille religieuse autrefois et aujourd'hui. — Musée de la monnaie, 11, quai de Conti. Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre.

PHILIPPE VIDAL. Peintures. — Orangerie du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (033-95-00). Jusqu'au 16 septembre.

VOYAGES EN MONGOLIE. Autochromes et films (1912-1913) des collections A. Kahn. Photographies prises en 1976 par C. Leprette. — Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-61-65). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Jusqu'au 30 septembre.

MODES ENFANTINES (1750-1950). — Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 8 F. Jusqu'en octobre.

POULBOT. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint - Vincent (606-61-11). De 14 h. 30 à 18 h. 30 ; dim., de 11 h. à 17 h. 30. Entrée : *5 F. Jusqu'au 30 septembre.*

ANNEE DE L'ENFANT. — Musée de l'Assistance publique, 13, rue Scipion. Mer., sam. et dim., de 10 h. à 17 h. ; jeudi et vendr., de 11 h. à *17 h. Jusqu'au 31 décembre.*

TROIS MILLIONS D'ANNEES D'AVENTURE HUMAINE LE C.N.R.S. ET LA PREHISTOIRE. — Muséum national d'histoire naturelle, 38, rue *Geoffroy - Saint - Hilaire* (555-92-25, poste 2537). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h Jusqu'au 30 septembre.

RITES DE LA MORT. — Musée de l'homme, palais de Chaillot (505-70-60). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'en juillet 1980.

L'ART POPULAIRE DE LA TURKMENIE. — Hall du Musée de l'homme et salle publique d'Asie. Jusqu'au 30 septembre.

CENTRES CULTURELS

DESSINS D'ARCHITECTURE. — *Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine* (274-22-22). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 16 septembre.

JEAN BERAUD (1849-1935) : Un témoin de la Belle Epoque. — Collections du musée Carnavalet. Mairie annexe du 11e arrondissement, place Léon-Blum. Sauf mardi, de 11 h. 30 à *18* h. Entrée libre. Jusqu'au 4 octobre.

LEDOUX ET PARIS. — Rotonde de La Villette, square Léon-Paris, place de Stalingrad (206-23-58). Sauf lundi, de 14 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 15 septembre.

ŒUVRES GRAPHIQUES HONGROISES D'AUJOURD'HUI. Tableaux *dédiés à Bartok.* — *FIAP, 30, rue* Cabanis (hall du premier étage). Jusqu'au 1er octobre.

EN PROVENCE

AIX - EN - PROVENCE. Traces et reliefs : Sheila Hicks et Daniel Graffin. — Musée des tapisseries (21-05-78). Jusqu'au 15 octobre.

AMIENS. *Jean Messagier : le parcours d'un peintre de 1949 à 1979.* Maison de la culture. Du 14 septembre au 21 octobre.

ANGERS. Les travailleurs du chanvre. — Musée des beaux - arts (88-64-45). Jusqu'au 15 octobre.

ARLES. Pol Bury : œuvre de 1962 à 1978. — Cloître Saint-Trophime. *Jusqu'au 30 septembre.*

AUXERRE. Roman Cieslowicz, photomontages. — Maison du tourisme. Jusqu'au 30 septembre

AVIGNON Nicolas Mignard. — *Palais des papes. Jusqu. 15 octobre.*

CALAIS. Takis : signaux, œuvres magnétiques et musicales. — Musée. Jusqu'au 23 octobre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman en Aunis et Saintonge. — Musée (82-01-23). Jusqu'au 30 septembre.

EU. Centenaire de Viollet-le-Duc. — Musée Louis-Philippe. Jusqu'au 31 octobre.

FONTEVRAULT. Les rois à Fontevrault. — Abbaye. Jusqu. 31 octobre.

GORDES. Au temps des Gaulois, la vie quotidienne dans le midi de la France. — Abbaye de Senanque. Jusqu'au 30 septembre. Degottex. Œuvres inédites 1979. — Abbaye de Senanque. Jusqu'au 8 octobre.

GRENOBLE. Champollion cent cinquante ans après... — Aspects de la recherche française en égyptologie. Maison de la culture. Jusqu'au 30 septembre. — Nouvelles présentation des collections égyptiennes. — Acquisitions 1968-1978 : quarante œuvres. — Musée, place de Verdun (54-09-82).

LOUVIERS. Sculpture de l'Antiquité à nos jours. — Musée. Jusqu'au 30 septembre.

MARCQ - EN - BARŒUL. Gromaire. Fondation Prouvost, galerie Septentrion (78-30-22). — Jusqu'au 30 septembre.

MENERBES. Folon, gravures. — Galerie Cance Manguin (72-31-81). *Jusque fin septembre*

MENTON. Daumier et la sculpture. — Palais Carnolès, avenue de la Madone. Jusqu'au 23 septembre

MONTPELLIER Le portrait à travers les collections du musée. — Musée Fabre (72-96-26). Jusqu'à fin octobre.

NANTES. Affiches et dessins de *F. Starowieyski — Château des ducs* de Bretagne (47-18-15). Jusqu'au 7 octobre.

NICE. L'art religieux à Venise : 1500-1600. — Musée national. Message biblique Marc Chagall (81-75-75). Jusqu'au 1er octobre — Le monde de Marcel Proust. Musée des beaux-arts (88 - 53 - 18). Jusqu'au 30 *septembre — Chers maîtres et* Cie, peintures françaises de 1818 à 1914. Galerie des Ponchettes (85-65-23). Jusqu'au 30 septembre. — De l'or au bronze, monnaies françaises et européennes. *Musée Masséna* (88-11-34). Jusqu'au 30 septembre — Fluxus international. Galerie d'art contemporain des musées de Nice (85-65-23). Jusqu'au 23 septembre

RENNES. Cerfs-Volants, messages et sculptures dans le ciel. — Maison de la culture, 1, rue Saint-Helier (79-26-26) Jusqu'au 14 octobre.

LES SABLES - D'OLONNE : Le Tondo, de Monet à nos jours. — Musée de l'Abbaye-Sainte-Croix. Jusqu'au 30 septembre

SAINT-PAUL (Alpes - Maritimes). Joan Miro. — Fondation Maeght. Jusqu'au 30 septembre

TOULON. Le portrait dans les collections du musée de Toulon. — Musée (93-15-54) Jusqu'au 30 avril. — Bob Rauschenberg. Travaux récents. — Musée Jusqu'au 23 septembre.

VALREAS. Yves Brayer. — Château de Simiane. *Jusque fin septembre.*

VANNES. Centenaire, Jean Frelant. — Palais des arts. Jusqu'au 29 septembre

VASCŒUL (Eure). Fernand Léger, bulles, gouaches, dessins, tapissiers. — Château Jusqu'au 30 septembre.

Festivals

Festival estival de Paris

(633-61-77)

EGLISE SAINT-SEVERIN, le 12, 20 h. 30 : F. Colamarino, orgue (Frescobaldi, Arauxo, Bach).

EGLISE ST-MERRI, le 13, 18 h. 30 : Quatuor Esterhazy (Mozart)

RADIO-FRANCE, grand auditorium, le 14, 20 h 30 : Nouvel Orchestre *Philharmonique et Chœurs de Radio-France.* Dir. : G. Amy (Schoenberg).

CONCIERGERIE, les 15 et 16, 18 h. 30 : T. Waterhouse, A Zaepffel, J.-C Veilhan, M. Cardoze, F Bloch (Purcell, Muffat, Locke, Scarlatti)

SAINTE-CHAPELLE, le 18, 18 h. 30 et 20 h 30 Ensemble Per Cantar e Sonar Dir. : S. Caillat (Marot et ses musiciens)

Festival de musique de Paris

EGLISE DES BILLETTES, le 12, 21 h. : *Trio Ravel* (Ravel, Messiaen) ; le 18, 21 h. : Laurence Boulay, M. Etcheverry, J.-L. Charbonnier (Delalande).

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE, le 14, 21 h . Orchestre B Thomas. Sol. : R Fontaine (Haendel, Mozart, Merlet, Barber, Tchaikovsky).

MUSEE CARNAVALET, le 16, 14 h : Promenade musicale ; le 17, 21 h. : Nouveau Quatuor de Budapest (Beethoven).

Festival de Montmartre

EGLISE ST-PIERRE, le 15, 20 h. 30 : Crypte du Sacré-Cœur : le 16, *15 h : Ensemble Madrigal.*

EGLISE ST-PIERRE, le 14, 20 h. 30 : G. Poulet, M Blanchot (Pergolese, Haendel, Beethoven, Ravel, Prokofiev) ; le 18, 20 h 30 : Chœurs Contrepoint (Bouzignac).

MOULIN DE LA GALETTE, le 13, 20 h. 30 . Mime Cotillard ; le 14, 20 h. 30 : Canto cel. Alain Berquez

THEATRE DES JEUNES DE LA BUTTE, le 17, 20 h. 30 la Ralentie : le Drame des constructeurs.

SQUARE DES ABBESSES, le 15, 15 h. : Océan. rock.

AQUITAINE

Festival du Béarn

Monein, église, le 18, 21 h. : Francisco Ortiz, Jorge Cardoso.

Orthez, église Saint-Pierre, le 15, 21 h. : Alexandre Lagoya.

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

XXXIIe Festival de Besançon

Parlement, le 13, 20 h. 30 : Clementic Consort (Carmina Burana).

Basilique Saint-Pierre de Luxeuil, le 13, 20 h. 30 : I Musici (Vivaldi, Mozart, Mendelssohn)

Basilique Saint-Christophe de Belfort, le 14, 20 h. 30 : Clementic Consort (Carmina Burana).

Théâtre, le 14, 20 h. 30 : I Musici (Corelli, Vivaldi, Bach, Locatelli, Bottesini).

Basilique Notre-Dame de Gray, le 14, 20 h. 30 : Clara Bonaldi, J. Beraza (Bach, Corelli, Haendel, Tartini, Dall'Abaco)

Salon des Antiquaires, le 15, 16 h. : Rafaël Puyana.

Palais des Sports, le 15, 20 h. 30 : Les Percussions de Strasbourg. Ensemble Le Contrepoint (Varese, Mache, Ligeti, Stravinsky).

Théâtre de Montbéliard, le 15, 20 h. 45 : I Musici (Corelli, Vivaldi, Bach, Locatelli, Bottesini).

Théâtre de Vesoul, le 15, 21 h. : Ballet-théâtre français

*Eglise des Cordeliers de Lons-le-*Saunier, le 15, 20 h. 30 : Clementic Consort (Carmina Burana).

Eglise d'Ornans, le 16, 15 h. 30 : Rafaël Puyana.

Théâtre, *le 16, 20 h. 30 : Ballet-théâtre français.*

CENTRE

SOUVIGNY

Eglise, le 15, 21 h. : Les Chanteurs de Saint-Nicolas (du seizième au dix-huitième siècle).

CHARTRES

Galerie, le 15, 21 h. : J. Menuhin (Mozart, Beethoven, Brahms, Debussy).

Cathédrale, le 16, 17 h. : D. Friesch-mannova, orgue.

PONTLEVOY

Abbaye, le 15, 21 h. : Orchestre de musique de chambre de Rouen (Bach).

MIDI-PYRÉNÉES

FESTIVAL DE SAINT-LIZIER

Cathédrale, le 14, 21 h. 15 : M. Philippe, T. Paraskivesco (de Séverac, Bizet, Gounod, Fauré, Debussy) ; le 15, 21 h. 15 : Deszö Ranki, piano (Mozart, Schumann, Chopin) : le 16, 15 h. : J.-P. Collard, A. Dumay (Beethoven).

NORD-PICARDIE

ANNEE DE L'ORGUE EN PICARDIE (91-29-29)

AMIENS

Le 14, 21 h. : Orgue et Quintette de cuivres de Picardie. Sol. : G. Loisemant, orgue (Gabrieli, Bach, Falcinelli, Vierne, Litaize).

BEAUVAIS

Le 15, 21 h. : Jennifer Bate, grandes orgues (progr. non communiqué).

NOYON

Le 16, 17 h. 30 : Octuor vocal de Beauvais, Ensemble universitaire de musique ancienne de Tours.

NANTEUIL-LE-HAUDOIN

Le 14, 21 h. : Abbaye Saint-Jean des Vignes de Soissons : le 14, 20 h. 30 : Eglise abbatiale de Saint - Martin - des - Bois : le 15, 21 h. : *Eglise de Vignancourt* : le 15, 20 h. 30 : Concerts de pupitre 14

LAON

Heures médiévales

Eglise Saint-Baptiste-de-Vaux, le 13, 20 h. 45 : L'Instrumental de Laon.

VAUCLAIR

Le 15, 21 h. 30 : *l'Arlésienne* ; le 16, 15 h. : Poil de Carotte ; le Dépit amoureux

NORMANDIE

FESTIVAL DES ABBAYES

Saint-Pierre-sur-Dives, le 13, 21 h. ; Lessay, le 15, 21 h. : Saint-Germain-la-Blanche-Herbe ; les 15, 16, 21 h. : La Cantate à trois voix.

Valognes, le 18, 21 h. : La nuit va bien aux défigurés.

RHONE-ALPES

LYON

Premier Festival international *Hector-Berlioz*

Place Charles-de-Gaulle, le 17, 19 h. : Orchestre philharmonique de la garde républicaine. Dir. : R. Boutry. Chorales régionales (la Marseillaise, la Grande Symphonie funèbre et triomphale).

Auditorium M.-Ravel, le 18, 21 h. : Orchestre de Lyon, Royal Choral Society Chœur de l'Opéra de Lyon. Dir. mus. : S. Baudo (Roméo et Juliette), le 19.

concerts

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Orchestre national de France, direction L. Bernstein ; sol. A Weissemberg (Bernstein, Rachmaninov)

LUCERNAIRE, 19 h. : Simone Escure, piano (Bach).

JEUDI 13 SEPTEMBRE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU, 18 h. 30 · Concerts Paris-Moscou. F.-J. Thiollier piano (Taneev, *Scriabine Arenski, Liapounov).*

LUCERNAIRE 19 h : voir le 12.

VENDREDI 14 SEPTEMBRE

RADIO-FRANCE, grand auditorium, 20 h. 30 . Nouvel Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, dir. G Amy (Schönberg : « le Survivant de Varsovie » ; Concerto pour piano, Erwartung).

CENTRE GEORGES - POMPIDOU, 18 h. 30 : Concerts Paris-Moscou. J. Manning, P.-L. Aimard, C. Lavoix, A Minck, M. Le Dizès-Richard, S. Gazeau, P. Strauch (Roslavetz).

LUCERNAIRE, 19 h : voir le 12.

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

CENTRE GEORGES - POMPIDOU, 18 h. 30 . voir le 13.

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 12.

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

NOTRE-DAME, 17 h. 45 : P Moreau (Clérambault, Bach, Tournemire, Moreau)

LUCERNAIRE, 19 h. : voir le 12.

CHAPELLE SAINT-LOUIS-DE-LA-SALPETRIERE, 16 h. 30 : Concert violon et orgue, par A. Jodry et M. Guyard (œuvres de Leclair, Vitali, Haendel). Entrée libre.

LUNDI 17 SEPTEMBRE

CENTRE GEORGES - POMPIDOU, 18 h. 30 P.-L. Aimard, piano (Rebikov Chtcherbatchov, Arimenko, Scriabine, Tcherepnine, Gretchaninov).

MARDI 18 SEPTEMBRE

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Orchestre P Kuentz (Mozart, Cimarosa, Cambini, Saint-Georges)

Dans la région parisienne

BRETEUIL, château, le 16, 17 h. : E. Heidsieck (Beethoven).

CACHAN, C.C.C., le 18, 20 h. 45 : En attendant Godot.

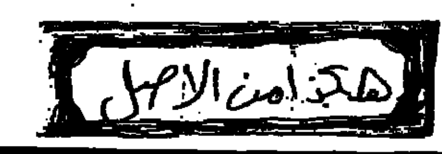
MEAUX, musée Bossuet, le 18, 20 h. 45 : Quatuor Via Nova (Dalayrac, Haydn, Caplet, Debussy), sol. : L. Laskine.

NANTERRE, Théâtre par le Bas (775 - 91 - 64) (L., Mar., Mer.), 20 h 30 : les Ecrits de Laure.

NOISY-LE-GRAND, Centre Arcades, *à partir du 12, 14 h.* : Journées de la Marionnette.

ROYAUMONT, abbaye, le 15, 20 h. 45 : ATEM, G. Aperghis.

SCEAUX, Onzième Festival, Orangerie *du château* (660-07-79), le 14, 20 h. 45 : Musiche e Danze Antiche (danses et pièces instrumentales françaises de la Renaissance) ; le 15, 17 h. 30 : F. Bellec, P. de Brito, B. *Thieffry* (Haydn, Martinu, Bach, Schumann, Chabrier) ; le 16, 17 h. 30 : Claude Bolling et son Show Biz Band.



Accueillez dans votre discothèque la prestigieuse collection

Le Monde de la Symphonie

sous une signature renommée entre toutes : celle de la Deutsche Grammophon.



Acceptez d'accueillir dans votre discothèque une collection musicale unique de la Deutsche Grammophon, d'ores et déjà reconnue par les sommités des critiques et des musicologues comme un authentique chef-d'œuvre.

L'intégrale des Maîtres de la Symphonie

En douze coffrets luxueux, le Monde de la Symphonie réunit les œuvres symphoniques complètes des 12 plus grands génies de cette incomparable forme d'expression musicale : de Haydn à Mozart et Beethoven, jusqu'à Mahler et Bruckner.

En tout, 93 disques stéréophoniques Haute-Fidélité, gravés selon les techniques qui ont fait de la Deutsche Grammophon la marque dont le prestige est reconnu dans le monde entier.

L'élite des chefs d'orchestre

Toutes les œuvres qui composent le Monde de la Symphonie sont interprétées par des orchestres au sommet de leur art, tels les Philharmoniques de Berlin ou de Vienne, dirigés par des chefs d'orchestre illustres : Karl Böhm, ou Herbert von Karajan, pour ne citer qu'eux.

Tous ont été spécialement choisis pour leur maîtrise du compositeur qu'ils interprètent.

Un patrimoine culturel incomparable

Gravée à l'occasion du 75e anniversaire de la Deutsche Grammophon, l'Edition Commémorative du Monde de la Symphonie constitue véritablement un événement historique sans précédent.

Pour la première fois sont réunis, en une seule collection, les ouvrages symphoniques des plus grands compositeurs de symphonies de tous les temps. (Sauf pour Haydn où l'intégrale des Symphonies londoniennes a été spécialement sélectionnée).

De plus, chacun des coffrets toilés, richement décorés, qui constituent le Monde de la Symphonie, contient un magnifique livret comportant un grand portrait couleur, une biographie du compositeur, et des commentaires sur son œuvre et les interprètes, signés par de grands musicologues.

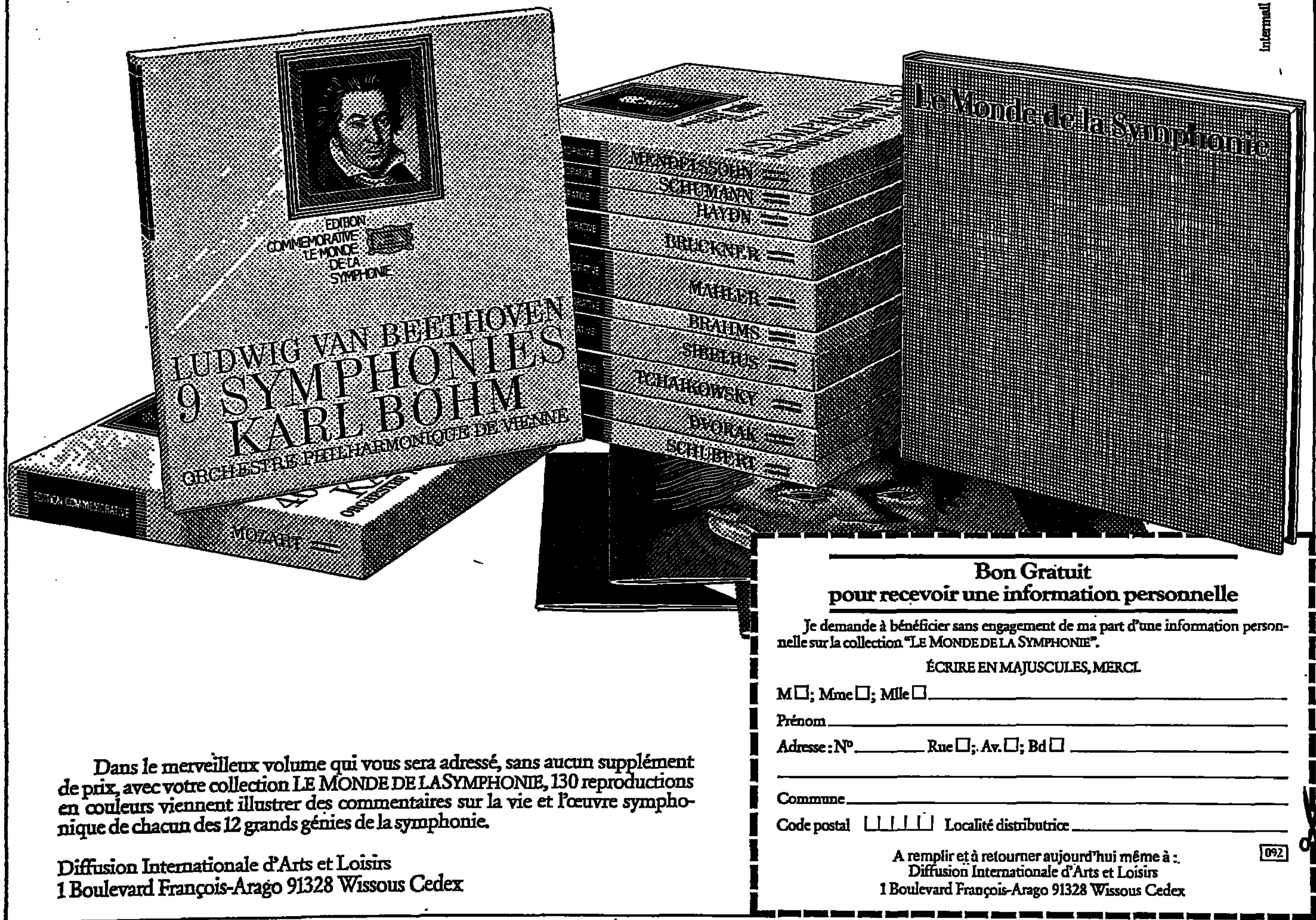
C'est pourquoi cette collection, qui sera bientôt très recherchée par les mélomanes du monde entier, se doit de figurer à la place d'honneur dans votre discothèque.

Avec votre collection, un magnifique volume

Ce splendide ouvrage de 324 pages illustrées de 130 reproductions, relié pleine toile, rehaussé au fer, au format de vos coffrets, est, lui aussi, intitulé le Monde de la Symphonie. Rédigé par des experts de réputation mondiale, il jette un jour nouveau sur l'histoire de la Symphonie, vous révèle en détail tous les aspects importants de la vie et de l'œuvre de chaque compositeur. En fait, c'est l'avènement de toute la musique symphonique dans l'Europe du XVIIIe au XXe siècle qui est retracé à votre intention.

Complément indispensable de l'Edition Commémorative le Monde de la Symphonie, ce volume est réservé exclusivement aux souscripteurs de la collection.

Intermail



Dans le merveilleux volume qui vous sera adressé, sans aucun supplément de prix, avec votre collection LE MONDE DE LA SYMPHONIE, 130 reproductions en couleurs viennent illustrer des commentaires sur la vie et l'œuvre symphonique de chacun des 12 grands génies de la symphonie.

Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs
1 Boulevard François-Arago 91328 Wissous Cedex

Bon Gratuit pour recevoir une information personnelle

Je demande à bénéficier sans engagement de ma part d'une information personnelle sur la collection "LE MONDE DE LA SYMPHONIE".

ÉCRIRE EN MAJUSCULES, MERCI.

M☐; Mme☐; Mlle☐ ____

Prénom ____

Adresse : N° ____ Rue☐; Av.☐; Bd☐ ____

Commune ____

Code postal ☐☐☐☐☐ Localité distributrice ____

A remplir et à retourner aujourd'hui même à :
Diffusion Internationale d'Arts et Loisirs
1 Boulevard François-Arago 91328 Wissous Cedex

092

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

15 h. : les Tuniques écarlates, de C. B. de Mille ; 18 h. : The Road to Glory, de R. Walsh ; 20 h. : la Zone près de la rivière, de T. Kinugasa ; 22 h. : l'Enjoleuse, de L. Bunuel.

JEUDI 13 SEPTEMBRE

16 h. : l'Auberge rouge ; 18 h. : l'Affaire Cicéron, de J. L. Mankiewicz ; 20 h. : les Bas-fonds, de J. Dassin ; 22 h. : le Pauvre cœur des hommes, de K. Ichikawa.

VENDREDI 14 SEPTEMBRE

16 h. : la Rue sans joie, de G. W. Pabst ; 18 h : A tout péché miséricorde, d'A. Cavalcanti ; 20 h. : Le ciel est à vous, de J. Grémillon ; 22 h. l'Œuf du serpent, d'I. Bergman.

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

16 h. : la Terre, d'A. Dovjenko ; 18 h. : la Bataille du rail, de R. Clément ; 20 h. : Train de luxe, de H. Hawks ; 22 h. : Tempête à Washington, d'O. Preminger.

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

15 h. : Eros + Massacre, d'Y. Yoshida ; 18 h. : Cœurs brûlés, de J. Von Sternberg ; 20 h. : Europe 51, de R. Rossellini ; 22 h. : le Casanova de Fellini, de F. Fellini.

LUNDI 17 SEPTEMBRE

Relâche.

MARDI 18 SEPTEMBRE

16 h. : Un grand amour de Beethoven, d'A Gance ; 18 h. : Au bonheur des dames, d'A. Cayatte ; 21 h. : le Tambour, de V. Schloendorff (en avant-première).

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

15 h. : The Wizard of Bagdad, de G. Sherman ; 17 h. : l'Aventure de Mme Muir, de J. L. Mankiewicz ; 19 h. : Teen-Age Rebel, d'E. Goulding ; 21 h. : Mr Moto in Danger Island, d'H. I. Leeds.

JEUDI 13 SEPTEMBRE

15 h. : Gengis Khan, de L. Salvador ; 17 h. : les Trois Lumières, de F. Lang ; 19 h. With a song in my Heart, de W. Lang ; 21 h. : Blue, White and Perfect, d'H. I. Leeds.

VENDREDI 14 SEPTEMBRE

15 h. : Ten Tall Men, de W. Golbeck ; 17 h. : les Visiteurs du soir, de M. Carné ; 19 h. : Un numéro du tonnerre, de Minnelli ; 21 h. : Agent secret, de L. Gilbert.

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

15 h. : Prince of players, de Ph. Gilbert ; 17 h. : les Histoires extraordinaires de Sommerset Maugham, de K. Annakin et H. French ; 19 h. : Tu seras un homme, mon fils, de G. Sidney ; 21 h. : Tokyo Joe, de S. Heisler.

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

15 h. : le Trésor du Guatemala, de D. Daves ; 17 h. : Marguerite de la nuit, de C. Autant-Lara ; 19 h. : les Dolly Sisters, d'I. Cummings ; 21 h. la Proie de R. Siodmak.

LUNDI 17 SEPTEMBRE

15 h. : Gorilla, de L. L. Ottoson ; 17 h. : Shura, de T. Matsumoto ; 19 h. : la Furie de l'or noir, de R. Mamoulian ; 21 h : Third secret, de C. Crichton.

MARDI 18 SEPTEMBRE

Relâche.

Les exclusivités

L'ASSOCIE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

AU REVOIR, A LUNDI (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98).

AVEC LES COMPLIMENTS DE CHARLIE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

BETE, MAIS DISCIPLINE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

BOB DYLAN, RENALDO ET CLARA (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont rive gauche, 6e (548-26-36).

CEDDO (Sén.) : Marais, 4e (278-47-86).

CHARLES ET LUCIE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

CLAIR DE FEMME (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

CORPS A CŒUR (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). — V.f. : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE DERNIER SECRET DU POSEIDON (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LE DIVORCEMENT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LA DROLESSE (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : J.-Renoir, 9e (874-40-75).

ET LA TENDRESSE, BORDEL ! (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

FAUT TROUVER LE JOINT (A., v.o.) (**) : Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

FLIC OU VOYOU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82).

LE FOUINEUR (It., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

GAMIN (Col., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

HAIR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

HAMBURGER, FILM-SANDWICH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

HISTOIRES ABOMINABLES (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

I LOVE YOU, JE T'AIME (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Athéna, 12e (343-07-48).

INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

LA LETTRE ECARLATE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA LIBERTÉ SAUVAGE (A., v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11) ; *v.f. : Madeleine, 8e (742-03-13).*

LINA BRAAKE FAIT SAUTER LA BANQUE (All., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 261-50-32).

MEURTRES SOUS CONTROLE (A., v.o.) (**) : Noctambules, 5e (354-42-43) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).

MICKEY JUBILEE (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).

MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).

MORT SUR LE NIL (A., v.f.) : Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85). H. Sp.

NE TIREZ PAS SUR LE DENTISTE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54).

NORMA RAE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Balzac, 8e (561-10-60).

NOUS MAIGRIRONS ENSEMBLE (Fr.) : Colisée, 8e (359-20-46) ; Français, 9e (770-33-88).

OURAGAN (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, (325-71-08) ; Elysées - Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Miramar, 14e (320-89-52).

PASSE TON BAC D'ABORD (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Olympic, 14e (342-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75).

PASSEUR D'HOMMES (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

PERSONNALITE RÉDUITE DE TOUTES PARTS *(Fr.) : Le Seine, 5e* (325-95-99).

PHANTASM (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Ternes, 17e (380-10-41).

PROPHECY (A., v.o.) (**) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).

LE RABBIN AU FAR-WEST (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (320-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91). Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

ROBERTE (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99).

LE ROMAN D'ELVIS (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LA SECTE DE MARRAKECH (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52)

LES SŒURS BRONTE (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

THE BIG FIX (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

UN NEVEU SILENCIEUX (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Studio Logos, 5e (354-26-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

UTOPIA (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

ZOO ZERO (Fr.) : Seine, 5e (325-95-99) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).

Les grandes reprises

AMARCORD (It., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).

L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), en soirée.

AMERICAN COLLEGE (A., v.o.) : Dominique, 7e (705-04-55), sf mardi.

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).

L'ANGE BLEU *(A., v.o.) : Gît-le-*Cœur, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

BEN HUR (A., v.o.) : George-V, 8e (225-41-46) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) (700 mm.) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LA BETE (Fr.) (**) : Biarritz, 8e *(723-69-23).*

LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Parnassien, 14e (329-83-11).

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE (Alg., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

COUP DE FEU DANS LA SIERRA (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

Les films nouveaux

LAISSE-MOI REVER, *film français de Robert Ménégoz* : ABC, (236-55-54) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LE SYNDROME CHINOIS, film américain de James Bridges (v.o.) : Boul'Mich, 5e (354-48-29) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (359-31-97) ; Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.f. : Paramount - Marivaux, 2e (742-*83-90) ; Paramount-Opéra, 9e* (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; *Passy, 16e (288-62-34) ; Para*mount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE MORS AUX DENTS, film français de Laurent Heynemann : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; *Magic-Convention, 15e* (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LAVEDETTE, film allemand de Reinhard Hauff (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

LES PETITES FUGUES, *film suisse d'Yves Yersin* : la Clef, 5e (337-90-90) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Madeleine, 8e (742-03-13) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE CHAMPION, film américain de Franco Zeffirelli (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (525-27-06) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; *Gaumont-Gambetta, 20e* (797-02-74).

ALLEN, film américain de Ridley Scott (*) (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-06) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C.-Opéra, 2e *(261-50-32) ; U.G.C.-Gare de* Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-03-74).

NIGHTHAWKS, LES CITES DE LA NUIT, film américain de Ron Peck (v.o.) : St-Séverin, 5e (033-50-91) : Olympic, 14e (542-67-42) ; Studio de l'Etoile, (380-19-93).

SILENCE, MON AMOUR, *film américain, de Robert Markowitz* (v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Cinéma

LA CONQUETE DE L'OUEST (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
COUSIN-COUSINE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LE COUTEAU DANS LA TETE (All., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), en matinée.
LE CRABE-TAMBOUR (Fr) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES DIABLES (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
DELIVRANCE (A., v.o.) (**) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Parnassien, 14e (329-83-11).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
FAUT PAS S'EN FAIRE (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LA FLUTE ENCHANTEE (Suéd., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
FRANÇAIS, SI VOUS SAVIEZ (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LE GENOU DE CLAIRE (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
KOUNAK, LE LYNX FIDELE (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (548-62-25), horaires spéciaux.
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) (70 mm.) : Broadway, 16e (527-41-16).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA MAISON DU DR EDWARDES (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LA MARQUISE D'O (All., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (544-46-85).
MARATHON MAN (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
MONTY PYTHON (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NOS PLUS BELLES ANNÉES (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS (It., v.o.) : Champollion, 5e (534-51-60).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE PARRAIN (A., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
PLAY-TIME (Fr.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).
LES PRODUCTEURS (A. v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (25-18-45). — V.f. : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. sp.
SOUDAIN, L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LA TÊTE DE NORMANDE SAINTE-ONGE (Can.) : la Clef, 5e (337-90-90).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.o./v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93).
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (544-46-85).

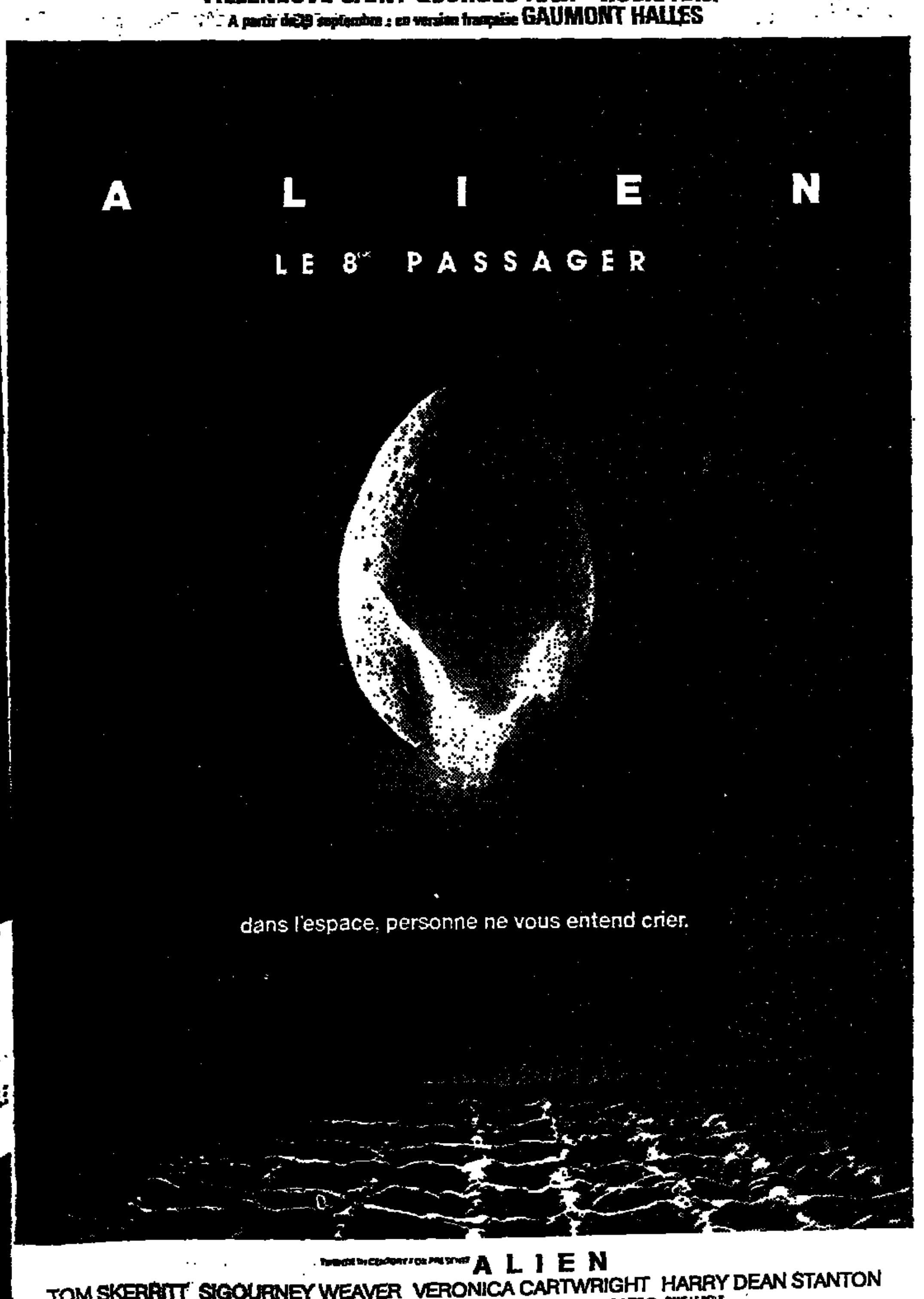
Les séances spéciales

AGUIRRE, LA COLERE DES DIEUX (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), 20 h.
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99, 20 h. 15.
DEHORS, DEDANS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-59), 12 h. 30 (sauf dim.).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FÉLICITÉ (Fr) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h. 15.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) : 10 h., 12 h. 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sf Dim.).
JUDITH THERPAUVE (Fr.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), samedi, 17 h.
LES LARMES AMERES DE PETRA VON KANT (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
LIFE BOAT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf S., D.).
LITTLE BIG MAN (A., v.f.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), mardi, 21 h.
LA MONTAGNE SACRÉE (Mex., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h 30.
MACBETH (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) : mardi, 21 h.
MATA HARI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 16 h. 30 (sauf S., D.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12h., 24 h.
PASSE-MONTAGNE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 13 h., 24 h.
UNE PETITE CULOTTE POUR L'ÉTÉ (Jap., v.o.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30.
WOMEN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf Sam., Dim.).

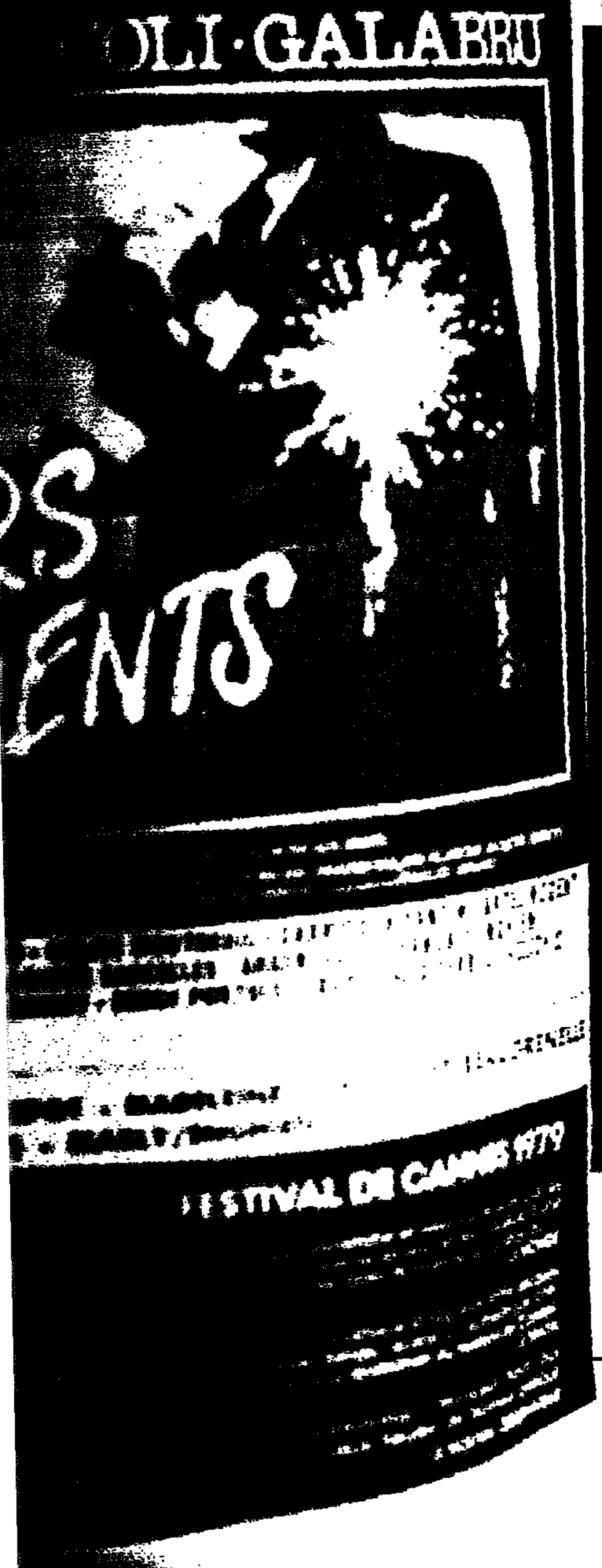
Les festivals

HOMMAGE A ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), en alternance : Crin blanc ; le Ballon rouge.
WIM WENDERS (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), mer., V., D. : Alice dans les villes ; J., L. : Au fil du temps ; sam. : Faux mouvement ; mar. : l'Angoisse du gardien de but au moment du penalty.
H. BOGART (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78), mer. : la Caravane héroïque ; J. : High Sierra ; V. : Casablanca ; S. : Une femme dangereuse ; D. : la mort n'était pas au rendez-vous ; L. : le Grand Sommeil ; mar. : le Port de l'angoisse.
A. KUROSAWA (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78), mer. : le Château de l'araignée ; J. : Rashomon ; L., V. : la Légende du grand judo ; S. : Yojimbo ; D. : la Forteresse cachée ; mar. : Scandale. Action République, 11e (805-51-33), mer. : la Légende du grand judo ; J. : la Forteresse cachée ; V. : Rashomon ; mar., S. : le Château de l'araignée ; D. : Scandale : L. : Yojimbo.
SAINT-AMBROISE (v.o.), 11e (700-89-16), 18 h. 30 (sf mar.) : Marathon Man ; 22 h. 10 (sf mar.) : le Locataire ; J., V., L., 16 h., mar., 18 h. : Casanova, de Fellini.
CINE-ROCK (v.o.), Vidéostone, 6e 325-60-34).
MIZOGUCHI (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), mer., V. : la Vie d'O Haru, femme galante ; J. : le Héros sacrilège ; S. : les contes de la lune vague après la pluie ; D., mar. : l'Impératrice Yan Kwei Fei : L. : les Amants crucifiés.
LA REVOLUTION MEXCAINE (v.o.), Centre Culturel du Mexique, 7e (555-79-15), 18 h. 30, le 12 : Memorias de un Mexicano ; le 13 : el Principio ; le 14 : Reed Mexico Insurgente.
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES (v.o.), Acacias, 17e (754-97-83), 13 h. : Ball game ; 14 h. 45 : Words and music ; 16 h. 45 : Dancing lady ; 18 h. 30 : Ziegfield follies ; 20 h. : Cabaret ; 22 h. : Jimi Hendrix.
STUDIO 28 (v.o.), 18e (606-36-07), Mer. : la Taverne de l'enfer ; Jeu. : Hamburger film-sandwich ; Ven. : le Temps d'une romance ; Sam. : les Moissons du ciel ; Dim., Mar. : Prophecy.
LES GEANTS D'HOLLYWOOD (v.o.) Olympic, 14e (542-67-42), H. Hawks, Mer. : l'Impossible M. Bébé ; Jeu. : le Grand Sommeil ; Ven. : Rio Bravo ; Sam. : la Rivière Rouge ; Dim. : la Captive aux yeux clairs ; Lun. : Hatari ; Mar. : El Dorado.
M. BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07), Mer. : Chercheurs d'or ; Jeu. : la Soupe au canard ; Ven. : les Marx au grand magasin ; Sam. : Un jour aux courses ; Dim. : Plume de cheval ; Lun. : Monkey business ; Mar. : Une nuit à l'opéra.
MARILYN MONROE (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07), jours impairs : Chérie, je me sens rajeunir ; jours pairs : les Hommes préfèrent les blondes.
A. HITCHCOCK (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50), Mer., Jeu. : Soupçons ; Ven., Sam. : Chantage ; Dim., Lun., Mar. : Meurtre.
HOMMAGE A BETTE DAVIS (v.o.), La Clef, 5e (337-90-90), Mer., Jeu. : Confession à un cadavre ; Ven., Sam. : Chut ! Chut ! Chère Charlotte ; Dim., Lun., Mar. : la Mort frappe trois fois.
NUIT DU PEPLUM, le 15 (v.f.), La Clef, 5e (337-90-90).
STUDIO GALANDE, 5e (354-72-71), 13 h. 30 : les Damnés ; 15 h. 55 : Un tramway nommé Désir ; 18 h. : Retour ; 20 h 15 : Salo ; 22 h. 15 : The Rocky Horror Picture Show ; vend., sam., 24 h. : Panique à Needle-Park.
JOSEPH-LOSEY (v.o.), New-Yorker, 9e (770-63-40), mercr., jeudi : Pour l'exemple ; vend., sam. : Cérémonie secrète ; dim., lundi : le Messager.
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50), I : fermé. — II, 10 h. : Chiens de paille ; 12 h. : The song remains the same ; 14 h. 20 : Jeremiah Johnson ; 16 h. 15 : Easy rider ; 18 h. : Taxi driver ; 20 h. : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Phantom of the paradise ; vend., sam., 24 h. : Rollerball.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14), (v.o.), I, 14 h. 10 : Bilitis ; 16 h. 05 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 20 : J'ai même rencontré des tziganes heureux ; 20 h. (+ sam. 0 h. 30) : Cabaret ; 22 h. 10 (+ vend. 0 h. 30) : Orange mécanique. — II, 13 h. : Pink Narcissus ; 14 h. 20 : Sonate d'automne ; 16 h. 15 : A bout de souffle ; 18 h. : A la recherche de Mr Goodbar ; 20 h. 20, Pierrot le fou ; vend., sam., 0 h. 20 : l'Œuf du serpent.









Cinéma

Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATOU, Louis-Jouvet (966-20-07) : Quatre Bassets pour un danois; Mar. 21 h. : Mahler (v.o.).
CONFLANS - SAINTE - HONORINE, U.G.C. (972-60-96) : Laisse-moi rêver ; Bête, mais discipliné ; le Dernier Secret du Poséidon.
LE CHESNAY, Parly-II (954-54-00) : Ne tirez pas sur le dentiste; le Dernier Secret du Poséidon; le Champion ; Clair de femme ; Laisse-moi rêver.
LA CELLE-SAINT-CLOUD, Elysées-II (969-69-65) : le Syndrome chinois. Silence, mon amour.
ELANCOURT, Centre des Sept-Mares (062-81-84) : Avalanche express ; la Drôlesse ; Il était une fois la révolution ; Macadam cow-boy.
LES MUREAUX (474-38-90) : Clair de femme ; Alien ; le Dernier Secret du Poséidon ; Laisse-moi rêver.
LE VESINET, Médicis (976-09-15) : Nous maigrirons ensemble. — Cinécal (976-38-17) : l'Incorrigible; A nous deux ; Quintet.
MANTES, Domino (082-04-05) : le Champion : le Syndrome chinois ; le Mors aux dents. — Normandie (477-02-35) : Alien.
MAULE, Etoiles (478-85-74) : Il était une fois la révolution ; les Valseuses.
POISSY, U.G.C. (965-07-12) : le Syndrome chinois ; Clair de femme ; Alien ; Au revoir, à lundi.
SAINT-CYR-L'ECOLE (045-00-62) : la Cage aux folles.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, C 2 L (451-04-08) : le Mors aux dents ; Bête, mais discipliné.
VELIZY, Centre commercial (946-24-26) : Clair de femme ; Alien ; le Champion ; le Mors aux dents.
VERSAILLES, Cyrano (950-58-58) : le Mors aux dents ; Au revoir, à lundi ; Alien ; le Fouineur ; Bête, mais discipliné ; la Secte de Marrakech. V., S. 24 h. : More. — C 2 L (950-55-55) : le Syndrome chinois.
Club (950-17-98) : le Voyage au bout du monde ; Taking off ; Taxi driver ; Chronique des années de braise.

ESSONNE (91)

BRUNOY, Palace (046-98-50) : Prova d'Orchestra.
BOUSSY - SAINT - ANTOINE, Buxy (900-50-82) : le Syndrome chinois : Silence, mon amour ; le Mors aux dents ; Bête mais discipliné.
BURES-ORSAY, les Ulis (907-54-14) : Laisse-moi rêver ; Ben-Hur ; le Syndrome chinois ; Au revoir, à lundi.
CORBEIL, Arcel (088-06-44) : Alien: Prophecy ; le Monstre ; Bête mais discipliné.
EVRY, Gaumont (077-08-23) : le *Dernier Secret du Poseidon* ; Charles et Lucie ; Clair de femme ; le Champion ; Alien.
GIF, Central-Ciné (907-61-85) : Sonate d'automne ; les Temps modernes. — Val-Courcelles (907-44-18) : les Sœurs Brontë ; la Drôlesse ; Au revoir, à lundi ; Passeur d'hommes.
RIS-ORANGIS, Cinoche (906-72-72) : Viva el Presidente ; Chacal de Nahueltoro.
SAINTE - GENEVIÈVE - DES - BOIS, Perray (016-07-36) : Voyage au centre de la Terre ; l'Ouragan : Avec les compliments de Charlie.
VIRY-CHATILLON, Calypso (944-28-41) : Hair ; Nous maigrirons ensemble.

HAUTS-DE-SEINE (92)

ASNIERES, Tricycle (793-02-13) : Alien ; Clair de femme, le Champion.
BAGNEUX, Lux (664-02-43) : Festival Walt Disney.
***BOULOGNE**, Royal* (605-06-47) : Opération Dragon ; la Drôlesse.
CHAVILLE (926-51-96) : l'Amour violé ; Passeur d'hommes.
COURBEVOIE, La Lanterne (788-97-83) : Playtime ; les Trente-Neuf Marches.
LA GARENNE, Voltaire (242-22-27) : le Bon, la Brute et le Truand ; la Percée d'Avranches.
GENNEVILLIERS, Maison pour tous *(798-80-04) : les Sœurs Bronte* ; Femme entre chien et loup.
LEVALLOIS, G. Sadoul (270-83-84) : le Bon, la Brute et le Truand ; les Moissons du ciel.
MALAKOFF, Palace (253-12-69) : A nous deux ; Midnight Express ; le Bus en folie.
NEUILLY, Village (722-63-05) : le Syndrome chinois.
RUEIL, Ariel (749-48-25) : Alien ; *Clair de femme. — Studio* (749-19-47) : l'Ouragan ; Ne tirez pas sur le dentiste ; Au revoir, à lundi.
SCEAUX, Trianon (661-20-52) : Américan college ; les Moissons du ciel ; Même heure, l'année prochaine.
VAUCRESSON, Normandie (741-28-60) : Orca ; Au revoir, à lundi ; Transamerica Express.

SEINE-SAINT-DENIS (93)

AUBERVILLIERS, Studio (833-16-16); Norma rae ; la Drôlesse ; Félicité.
AULNAY-SOUS-BOIS, Parinor (931-*00-05) : Prophecy ; le Monstre* ; la Secte de Marrakech ; Bête, mais discipliné ; Clair de femme. — Prado : Au revoir, à lundi ; Phantom of the paradise.
BAGNOLET, Cin'Hoche (360-01-02) : Prova d'orchestra ; la Vengeance d'un acteur.
BOBIGNY, Centre commercial (820-69-70) : l'Ouragan ; Opération dragon ; Au revoir, à lundi.
BONDY, salle André-Malraux (847-*18-27) : Flic ou voyou. — Salle* Giono (847-18-27) : Drôle d'embrouille.
LE BOURGET, Aviatic (284-17-85) : Clair de femme ; le Dernier Secret du Poséidon ; Laisse-moi rêver.
MONTREUIL, Méliès (858-90-13) : le Mors aux dents ; Alien ; Ne tirez pas sur le dentiste.
LE RAINCY, Casino (302-32-32) : le Mors aux dents.
***PANTIN**, Carrefour (843-28-02)* : Alien ; Bête, mais discipliné ; Ne tirez pas sur le dentiste ; le Mors aux dents ; Prophecy, le monstre ; le Syndrome chinois.
ROSNY, Artel (528-80-00) : le Mors aux dents ; Bête, mais discipliné : Alien ; le Syndrome chinois ; Prophecy, le monstre ; Au revoir, à lundi.
VINCENNES, Palace : le Dernier Secret du Poséidon ; Clair de femme ; Bête, mais discipliné.

VAL-DE-MARNE (94)

ARCUEIL, Centre J.-Vilar (657-11-24) : la Fièvre du samedi soir.
CACHAN, Pléiade (665-13-58) : Prophecy ; mar. soir : Femme entre chien et loup.
CHAMPIGNY, Pathé (880-52-97) : Alien ; le Champion ; Laisse - moi rêver ; le Dernier secret du Poséidon ; Clair de femme. — G.-Philipe (880-96-28) ; Frankenstein junior.
CRETEIL, Artel (898-92-64) : le Mors aux dents ; la secte de Marrakech ; Au revoir, à lundi ; Prophecy, le monstre ; Ne tirez pas sur le dentiste ; l'Ouragan.
FONTENAY - SOUS - BOIS, Kosmos (876-41-70) : A nous deux ; Midnight express.
JOINVILLE-LE-PONT, Centre socio-culturel (883-22-26) : Hamburger film sandwich.
LE PERREUX, Palais du parc (324-17-04) : Ben-Hur.
LA VARENNE, Paramount (883-59-20) : le Mors aux dents ; le Syndrome chinois; Silence mon amour.
THIAIS, Belle - Epine (686-37-90) : Alien ; le Champion ; Laisse-moi rêver ; le Dernier Secret du Poséidon ; Clair de femme ; Bête, mais discipliné.
VILLENEUVE - SAINT - GEORGES, Artel (389-21-21) : Bête, mais *discipliné ; Alien ; le Syndrome* chinois.

VAL-D'OISE (95)

ARGENTEUIL, Alpha (981-00-07) : le Dernier Secret du Poséidon ; le Mors aux dents ; *Laisse-moi* rêver ; Passe ton bac d'abord ; Bête, mais discipliné. — Gamma (981-00-03) : le Syndrome chinois ; Ben Hur ; Silence, mon amour ; le Fouineur.
CERGY-PONTOISE, Bourvil (030-46-80) : Clair de femme ; le Syndrome chinois ; Alien ; le Mors aux dents.
ENGHIEN, Français (417-00-44) : Alien : le Champion ; Clair de femme ; I love you ; Au revoir, à lundi ; le Mors aux dents ; — Marly : les Petites Fugues.
GARGES-LES-GONESSE, salle Rencontre (986-96-31) : Coup de Sirocco.
GONESSE, Théâtre J.-Prévert (985-21-92) : Voyage au bout de l'enfer.
MAISONS-ALFORT, Club (378-71-70) : Clair de femme ; le Fantôme de Barbe-Noire ; Bête, mais discipliné.
NOGENT-SUR-MARNE, Artel (871-01-52) : le Mors aux dents ; le Syndrome chinois ; le Fouineur ; Au revoir, à lundi. — Port : Ne tirez pas sur le dentiste.
ORLY, Paramount (726-21-69) : le Syndrome chinois.
SAINT-GRATIEN, Toiles (989-21-89) : Il était une fois la révolution ; Voyage au bout de l'enfer ; Quintet.
SARCELLES, Flanades (990-14-33) : Alien ; le Syndrome chinois ; le Mors au dents ; Laisse-moi rêver ; le Champion.



Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE FRANÇAISE (296-10-20), les 15 et 17, à 20 h. 30 ; le 16, à 14 h. 30 et 20 h. 30 : la Puce à l'oreille ; le 18, à 20 h. 30 : Dom Juan.
ODEON - THEATRE NATIONAL (325-70-32), le 18, à 19 h 30 : la Trilogie de la villégiature, *de Goldoni*.

Les théâtres de Paris

AIRE LIBRE (322-70-78) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. D., 17 h. 30 : Délire à deux ; 22 h., mat. Dim. 19 h. : Que n'eau, que n'eau.
ANTOINE (208-77-71) (L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : *le Pont japonais*.
ATELIER (606-49-24) (D., L.), 21 h. : les Chantiers de la gloire (à bureaux fermés le 12).
CARTOUCHERIE DE VINCENNES : Théâtre de la Tempête (328-36-36) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat dim, 16 h. : Déménagement (à partir du 18). — Théâtre du Soleil (374-24-08) (D soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : Amours de poisson (à partir du *15). — Atelier de* l'Epée - de - Bois (808-39-74) (D.), 20 h. 30 : Œdipe.
CENTRE D'ART CELTIQUE (254-97-82), mer., j., v., sam. : Barzaz *Breiz (à partir du 14)*.
BOUFFES - DU - NORD (239-34-50) (D.), 20 h. 30 : Tête d'or.
BOUFFES-PARISIENS (296-60-34) (D. soir, L.), 21 h. mat. dim., *15 h. : le* Charlatan.
COLLECTIF 28 (584-72-00), les 14, 15, 20 h. 30 : la Vie en pièces.
COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41) (J.), 21 h. 10, mat. dim, 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (359-37-03 et 256-02-15) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours.
ECOLE DE L'ACTEUR FLORENT (329-60-22), vend., sam., dim. et lun, 21 h. : les Précieuses Ridicules.
ESSAION (278-46-42), 20 h. 30 : Audience ; Vernissage.
GYMNASE (523-05-62) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim., 18 h. : No Man's Land.
HUCHETTE (326-38-99) (D.), 20 h. *30 : la Leçon ; la Cantatrice* chauve.
IL TEATRINO (322-28-92) (D., L.), 21 h. : l'Epouse prudente.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), I : 18 h. 30 : Parle à mes oreilles, ma tête est en vacances ; 20 h. 30 : Jean Dasté à Paris ; 22 h. 15 : Roméo et Georgette. — II : 18 h. 30 : Toi l'artiste, dis-moi *quelque chose ; 20 h. 30 : Marie de* l'Incarnation ; 22 h. 30 : Un cœur simple (dern. le 15).
MADELEINE (265-07-09) (L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. et 18 h. 30 : le Préféré.
MICHODIERE (742-95-22) (L.), 21 h., mat. dim., 15 h. : Coup de chapeau.
MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h. : Duos sur canapé.
MONTPARNASSE (320-89-90 et 222-77-74) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., 15 h. et 18 h. : les Parapluies de Cherbourg (à partir du 14).
OBLIQUE (355-02-94) (D. soir, mar.), 21 h., mat *dim., 18 h.* : la Débâcle de Ferdinand (à partir du 17).
NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir), 21 h., mat. dim. 17 h. : C'est à c't'heure-ci que tu rentres ?
ŒUVRE *(874-42-52)* (D. soir, L.) 21 h., mat. dim. 15 h. : les Aiguilleurs.
ORSAY (548-38-53) à partir du 18, 20 h. 30 : Zadig.
***PALAIS-ROYAL** (297-59-81) (D.* soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. 15 h. : *Je* veux voir Mioussov.
PLATEAU SAINT-MERRI (222-85-38) (mer., sam.) 21 h., mat. dim. 16 h. : la Passion de Jeanne d'Arc selon Gilles de Rais.
PLAISANCE (320-00-06) (D.) 20 h. 30, mat. sam., 16 h. : l'Isoloir.
POTINIERE (261-44-16) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. et 18 h. 30 : la Mère confidente.
PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim. 17 h. : les Morosophes.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. 15 h. et 18 h. 30 : la Maison d'Os (à partir du 17).
THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.) 21 h. : les Belges.
THEATRE EN ROND (387-88-14) (D., L.) 21 h. : Sylvie Joly.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim 15 h. et 18 h. 30 : l'Avocat du diable.
VARIETES (233-09-92 et 508-42-41) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : la Cage aux folles.

Les cafés-théâtre

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 21 h. : Marie Bizet ; 22 h. 15 : le Futur aux herbes ; 23 h. 30 : Ces vilains *bonshommes*.
BLANCS MANTEAUX (887-97-58) (D.), 20 h. 15 : E. Rondo ; 21 h. 15 : Joue-moi un air de tapioca ; 22 h. 30 : P. Triboulet.
COUPE - CHOU (272-01-73), (D.), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en 80 jours.
CAFE D'EDGAR (322-11-02) (D.), I : 20 h. 30 : Coupe-moi l'souffle ; 22 h. : Deux Suisses ; 23 h. 15 : Bruno Garcin ; II : 22 h. 30 : Popeck.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 22 h. 30 : le Bastringue.
COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D.), 20 h. 30 : R. Magdane ; (D., L.), 21 h. 30 : Commissaire Nicole Bouton ; (D.), 22 h. 30 : Elle voit des nains partout.
***L'ECUME CLUB** (542-71-16), le 12 à* 22 h : A. Prumedou, auteur-compositeur ; le 13 à 22 h. : Folle mexicano - américaine, avec M. Schnabel ; les 14 et 15 à 22 h. : Ballades, de G. Mechir.
LUCERNAIRE - FORUM (544-57-34) (D.), 20 h. 30 : Arlette Mirapeu ; 22 h. 30 : Show bizz-art.
MIRANDIERE (229-11-13) (D., L., Mar.), 19 h. 30 : A la rencontre de *Marcel Proust*.
LE FANAL (233-91-17) (D.), 19 h. 45 : Florence Brunold ; 21 h. : le Président.
PETIT CASINO (278-36-50) (D.), 20 h. 45 : Florence Blot ; 22 h. 15 : Douby.
LES PETITS PAVES (607-30-15) (Mar), 21 h. 30 : Poèmes du jour, G. Verchère et J.-F. Mahé.
THEATRE DE DIX HEURES (606-*07-48), 20 h. 30 : Festival de musi*que brésilienne (jusqu'au 15).
THEATRE DES 400 COUPS (329-39-69) (D.), 19 h. 30 : les Yeux plus gros que le ventre ; 20 h. 30 : la Baleine rit jaune ; 21 h. 30 : On vous écrira ; 22 h. 30 : Cause à mon c.., ma télé est malade.

Variétés

Le music-hall

AIRE LIBRE (322-70-78) (D. soir, L.) 18 h. 30, mat. dim. 15 h. 30 : Musique du Kurdistan.
BOBINO (322-74-84) (D. soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. 17 h. : G. Chelon.
CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.) 20 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 : Parisline.
DAUNOU (261-69-14) (J., D. soir) 21 h., mat. dim. 15 h. et 18 h. 30 : *Pierre Péchin*.
OLYMPIA (742-25-49) 21 h., jusqu'au 15, le 16 à 19 h. : Warda ; les 17, 18, 19, 21 h. : Harry Belafonte.
PALAIS DES CONGRES (758-27-78) les 15, 17, 18, 21 h. : Robert Charlebois.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-18-50), V., S. 20 h. 45, mat. sam. et dim. 14 h. 30 : la Belle de Cadix.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45) 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : les Europophages.

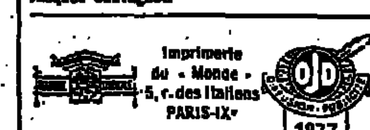
La danse

GALERIE A. OUDIN, les 13, 14, 20 h 30 : Charlotte Delsporte.

Jazz, pop', folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 22 h. : Hal Singer (jusqu'au 15) ; à partir du 16 : Dany Doritz Quintet.
CHAPELLE DES LOMBARDS (236-65-11) (D.) 20 h. 30 : Djamel Allam ; 22 h. : Azuquita y su melao « Pura Salsa ».
FORUM DES HALLES, jusqu'au 15, 20 h. 30 : Bernard Lubat et ses invités.
HIPPODROME DE PANTIN, le 15, 20 h. : Commodores.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), le 15, 20 h. 30 : Sonny Murray Trio.
RIVERBO, 22 h. : Hervé Bourdes.
THEATRE CAMPAGNE - PREMIERE (322-75-93) (L.) 20 h. 30 : Vince Taylor (jusqu'au 16) ; 22 h. 30 : King Mock, Bobby Few, Jack Gragg, L. Parson.
GIBUS, les 14, 15, 22 h. : Whirlwind.
COLLECTIF 28 (584-72-00) les 14, 15, 23 h. : François Tusques, solo.
GOLF DROUOT, le 15, 22 h. : Transfer. Catfish.
SLOW CLUB, 21 h. 30, jusqu'au 15 : Maxim Saury Jazz Fanfare ; à partir du 18 : Jack Milliet New *Ragtime Band*.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... h. ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

La BOUTIQUE du PATISSIER T.l.j. 24, bd des Italiens, 9e. 824-51-77	Jusq. 23 h. et 0 h. 30 vend., sam., dim. Ses plats du jour renouvelés, ses cinq viandes et, unique à Paris : ses quarante pâtisseries et glaces
AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, faubourg Montmartre, 9e. T.l.j.	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
LA MOUCLADE 572-02-19 18, rue Bayen, 17e. F/dim.	J. 21 h. 30. Spécial de poissons frais : Soupe aux moules. Matelotte d'anguilles. Salmis de fruits de mer à l'armoricaine. Menu à 69 F.

DINERS... DANS UN JARDIN-TERRASSE

BRASSERIE DE L'ALMA 359-57-11 5, place de l'Alma, 8e. T.l.jrs	De 12 heures à 1 heure du matin. Vue magnifique sur l'avenue George-V, la place de l'Alma et la Seine.
LE MOULIN DU VILLAGE 265-08-47 25, rue Royale, 8e. F/dim.	Cité Berryer. Déjeuners. Dîners jusq. 22 h. 15. Christian VANNEQUE et Charles SCUPHAN vous reçoivent dans la rue de leur village.

DINERS

RIVE DROITE

MUSCADE 297-51-36 36, rue de Montpensier, 1er. T.l.jrs	Au Palais-Royal, à l'intérieur ou sur les jardins. Son Buffet froid (Assiette Nordique). Buffet chaud avec plat du jour.
ASSIETTE AU BŒUF - POCCARDI 9, boulevard des Italiens, 2e. T.l.jrs	Propose une formule « Bœuf » pour 31,50 F s.n.c., le soir jusqu'à 1 heure du matin. Grande Carte de Desserts. Ambiance musicale.
DARKOUM 742-53-60 44, rue Sainte-Anne, 2e. F/lundi	Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées : Couscous, Pastilla, Tagines, Méchoui. Vin de Boulaouane. Salon, salle climat. On sert j. 23 h. 30.
LA TOUR HASSAN Rés. 233-79-34 27, rue Turbigo, 2e. F/dim.	Spécialités marocaines. Couscous, Méchoui, Tagines, Basteias. Déjeuners, Dîners. Soupers jusqu'à minuit. Ambiance musicale.
LA CORSE 233-74-18 10, rue Etienne-Marcel, 1er. F/dim	Jusqu'à 23 heures. Spéc. de l'Ile : Cabri, 33. Les charcuteries, 17. Soupe corse aux haricots rouges, 11. Les Spédinis, 20. MENU, 36 F s.c.
RESTAURANT PIERRE F/dim ● Place Gaillon, 2e 265-87-04	Maison de réputation mondiale dans le cadre Second Empire. Dîner sugg. 69 F et carte. Poissons. Grillades. Spéc. du Sud-Ouest. Parking
LE GRAND CORONA 359-78-70 3, place de l'Alma, 8e. T.l.jrs	Jusqu'à 24 heures dans un nouveau cadre, belle terrasse d'angle sur la place : LE BANC D'HUITRES : ses poissons, ses grillades.
LA MAISON DU VALAIS F/dim. 20, rue Royale, 8e 260-22-72	J. 23 h. Cad. typq., calme, conf. Spéc. (et cave) Suisses et Franç. Trad. MENU des MAYENS av. viande séchée. Raclette et Fendant 86 F t.c.
POULARDE LANDAISE 359-20-25 4, rue Saint-Philippe-du-Roule, 8e	Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 22 h. 30. Spécial. Land. : Pipérade 28. Confit canard 56. Foie gras frais maison 56. Ses grillades. Prix nets
AU PETIT RICHE F/dim. et fêtes 25, rue Le Peletier, 9e 770-86-50	Jusq. 21 h. 45, ouv. depuis 1854. Cadre Sec. Empire authent. Foie gras frais de canard maison. Poissons aux légumes. Salons 6 à 45 couverts.
BISTRO DE LA GARE 38, bd des Italiens, 9e. T.l.jrs	3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F s.n.c., son feuilleté chaud, le fameux « Paillard » de veau et les autres choix, jusq. 1 h. du mat., ouv. dim.
TY COZ F/dim 35, r. Saint-Georges, 9e. TRU 42-95	Jusqu'à 23 h. « La Marée dans votre assiette » avec des arrivages direct de la côte, dans un cadre rustique, à 50 mètres du théâtre.
LA ROSE BLEUE 878-37-99 15, rue Choron, 9e. T.l.jrs	J. 3 h. matin. Cadre confortable et intime. Déj. Dîners aux chand. ses 18 entrées et ses 16 viandes. MENUS 28 et 52 F. Parking facile.
L'EMIR F/dim. et lundi midi 8, rue d'Hauteville, 10e. 770-51-00	Dans un cadre raffiné et très confortable. Grillades et Spécialités orientales. Couscous de 24 à 35 F. Tadjine 35 F. MENU 40 F s.c.
LE BOCK LORRAIN 208-17-28 27, boulevard Magenta, 10e. T.l.jrs	Jusq. 23 h. Spéc. Alsaciennes et Lorraines : Terrines, ses Choucroutes de 26 à 84 F. Jambonneau sur choucroute 26, le Pavé sur planche 30.
GOLDENBERG-WAGRAM 227-34-79 69, avenue Wagram, 17e. T.l.jrs	Jusqu'à 22 heures sur place et à emporter. Produits Yiddish et d'Europe centrale : Zakouskis, Blinis, Cheese Cake, Vodka aux herbes.
LA CLOCHE D'OR 874-48-88 3, rue Mansart, 9e. F/dim.	Déj. d'affaires. Dîners parisiens. Soupers jusqu'à 4 heures du matin. Des plats de jadis chaque jour renouvelés. Fermé le dimanche.
ASSIETTE AU BŒUF 123, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	Propose une formule « Bœuf » pour 31,50 F s.n.c., le soir jusqu'à 1 heure du matin. Grande Carte et Desserts. Ouvert le dimanche.
BISTRO DE LA GARE 73, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	Propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F s.n.c. Le soir jusqu'à 1 h. du matin. Grande Carte de Desserts. Décor d'un bistrot d'hier. Ouv. dim.
L'AUBERGE DES TEMPLES T.l.jrs 74, r. de Dunkerque (Mo Anvers), 9e	Rest. Cambodgien, fine cuis. époque d'Angkor, spéc. chin., vietnam., thaï., japon., prépar. par anc. chefs du pays. Env. 50 F - 874-84-41.
LOUIS-XIV 208-56-56 - 200-19-90 8, boulevard Saint-Denis, 10e	Déjeuners. Dîners. Soupers après minuit. Fermé le lundi et le mardi. Huîtres. Fruits de mer. Crustacés. Rôtisserie. Salons. Parking
CHEZ GEORGES 574-31-00 273, bd Pereire, 17e, Porte Maillot.	Ses plats du jour. Son petit salé, son gigot, ses pièces tranchées devant vous. Fermé le samedi

RIVE GAUCHE

ASSIETTE AU BŒUF T.l.jrs Face église St-Germain-des-Prés, 6e	Propose une formule « Bœuf » pour 31,50 F s.n.c. Jusqu'à 1 h. du matin avec ambiance musicale. Grande carte de desserts. Ouv. dim.
BISTRO DE LA GARE 59, bd du Montparnasse, 6e. T.l.jrs	3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F s.n.c. Décor classé monument historique. Jusqu'à 1 h. du matin. Grande Carte de Desserts. Ouv. dim.
TAVERNE ALSACIENNE 828-80-60 286, rue de Vaugirard, 6e	Ouverte tous les jours. Une des MEILLEURES CHOUCROUTES DE PARIS.
AISSA FILS F/dim. et lundi 5, rue Sainte-Beuve, 6e. 548-07-22	Jusqu'à 0 h. 30, dans un cadre typique, cuisine marocaine. Pastilla. Brick, ses 7 couscous. SES DESSERTS. Réservation à partir de 17 h.
SAN FRANCISCO 617-75-44 1, rue Mirabeau, 16e. F/lundi	Jusq. 22 h. Cadre Renaissance italienne. Spéc. italiennes : Tagliarini aux fruits de mer. Tagliatelles aux cèpes. Elégant ch. confortable.
AU CHARBON DE BOIS 548-57-04 16, rue du Dragon, 6e F/dim.	Jusq. 22 h. Cadre Renaissance italienne. Elégant et confortable. Spéc. italiennes : Tagliarini aux fruits de mer. Tagliatelles aux cèpes.
RESTAURANT CONTICINI (7e) 4, rue Pierre-Leroux. 306-99-39	Par le boulevard des Invalides et la rue Dudinot. Ouverture 12 septembre. Un cadre intime et agréable. Cuisine fine. Menu 85 F s.c.
CHEZ FRANÇOISE F/dim. s., lundi Aérog. Invalides 551-87-20, 705-49-03	Foie gras frais maison, Barbue aux petits légumes, Filets de Sole « Françoise », Aiguillette de canard au citron.
LA MANDRAGORE 331-69-61 22, rue des Gobelins, 13e.	Déjeuner. Dîner. Jusqu'à minuit. Fermé dimanche et lundi midi. Cadre intime. Spécialités et plats du jour. P.M.R. : 100 F.

HORS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE **** Rolleboise, 60 km de Paris.	UN WEEK-END GOURMAND DANS VOTRE CHATEAU - HOTEL. TEL : 093-21-24

DINERS - SPECTACLES

MOUTON DE PANURGE 742-78-49 17, rue de Choiseul, 2e. T.l.jrs	Jusq. 1 h. Décor de Dubout unique au monde. Dîners. Soupers animés av. chans. paillardes, plats rabelais servis par nos moines. P.M.R. 200 F.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LE PETIT ZINC rue de Buci, 6e 354-75-34 Huîtres - Poissons - Vins de pays.

LE MUNICHE 27, rue de Buci, 6e 633-62-09 Choucroute - Spécialités

LE CONGRÈS Pte Maillot, 12 h à 2 h mat. 574-17-24 80, av. Grande-Armée. POISSONS. BANC D'HUITRES toute l'année. Spéc. de viandes de bœuf grillées.

LA CLOSERIE DES LILAS 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 - 033-21-68 Au piano Yvan Mayer

WEPLER 14, place Clichy, 14 522-53-24 SON BANC D'HUITRES Foies gras frais - Poissons

LE LOUIS XIV 8, bd St-Denis. 200-19-90 Fermé lundi-mardi. HUITRES. FRUITS DE MER. Crustacés. Gibiers

CHEZ HANSI 3, pl. 18-Juin-1940 Face Tour Montparnasse. Choucroute. Fruits de mer toute l'année. Ouvert jusqu'à 3 h. du matin. Tél. 548-96-42

DESSIRIER Ts les jrs - 754-74-14 9, place Pereire (17e) LE SPECIALISTE DE L'HUITRE Poissons - Spécialités - Grillades

GUY 6, rue Mabillon, 354-87-61 Saint-Germain-des-Prés étrangère de Paris pour 1978. Feijoada - Churrascos - Camarões

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

MAISON D'ALSACE 39, Ch.-Elys. 359-44-24 Foie gras. Choucroute. Bc huîtres. Boutique de Produits régionaux. Sa boutique de comestibles.

AU PIED DE COCHON Le fameux restaurant des Halles. Fruits de mer - Grillades 6, rue Coquillière. 236-11-75 +

LE GRAND CAFÉ BANC D'HUITRES REFRIGERE POISSONS - GRILLADES 4, bd des Capucines - 742-75-77

ALSACE AUX HALLES T.l.jrs 16, r. Coquillière, 1er. 236-74-24	Spéc. d'Alsace : charcuterie 25, pâté en croûte à la strasbourgeoise 25, coq Riesling 35, les 3 choucroutes. Poissons, grillades, sa cave.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

CEDDO film écrit et réalisé par SEMBENE OUSMANE

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Les cerveaux précoces

Si les « psy » de toutes sortes emploient depuis longtemps le mot, celui-ci n'a réellement fait son apparition dans le langage usuel que vers 1971, année où s'est créée l'Association nationale pour les enfants surdoués. Surdoué : l'adjectif est même entré dans certains dictionnaires. Avant tout, le terme est devenu à la mode. Rémy Chauvin n'a pas peu contribué à son lancement grand public, en publiant une somme sur le sujet. Le professeur de sociologie animale à l'université de Paris-V était justement là mardi soir et il ne s'est pas privé de parler, ni même d'interrompre, les autres invités d'A 2, au cours du débat qui a suivi la diffusion du film spécialement réalisé pour les « Dossiers de l'écran » : Mais qu'est-ce qu'on va faire de lui ?

L'histoire du petit François, onze ans, qui, pour avoir su lire à l'âge de deux ans et résoudre très tôt des problèmes de mathématiques du niveau de la 3e, s'est retrouvé parmi les « attardés » dans un établissement pour élèves en difficulté, était présentée en l'honneur de l'imminente rentrée scolaire.

On l'a presque accompagnée d'appels à la vigilance, du genre : « Professeurs, prenez garde ! Sachez déceler celui qui, dans votre classe, n'est manifestement pas comme les autres et, du fait de cette différence, pourrait avoir des « problèmes ». Puisque les statistiques révèlent que 3 % des chérubins ont un quotient intellectuel hors de la moyenne. »

Le scénario, imaginé par Claude Klotz et réalisé par Peirre Galland, donnait donc en exemple la conduite d'un inspecteur de l'éducation nationale qui repère et tire d'affaires un « surdoué », issu d'une famille normale mais plutôt modeste. On y montre aussi des professeurs qui ne comprennent presque rien à rien faute d'intuition, ou bien à cause du « système ». Tout est simplifié et donc invraisemblable. L'inspecteur ressemble à un vieil étudiant prolongé qui joue du piano à ses moments perdus (ce qui expliquerait sa sensibilité exceptionnelle). Les enseignants sont à peu de chose près les fonctionnaires débordés issus des « réformes » successives. Bref, chaque rôle a été méticuleusement conçu pour coller aux schémas de mise. Seul le petit garçon garde quelque vraisemblance : il est interprété à merveille par Jérôme Boreinstein, un enfant auquel les cinéastes pourraient demander beaucoup. (Très doué). On laissera là son regard tantôt perdu, tantôt extraordinairement expressif. Le film est raté.

Pas ratée, mais sans issue, la conversation qui a suivi, et où l'on pouvait apprendre du ministre de l'éducation d'Israël comment — grâce à des tests « pas infaillibles » — on sélectionne les « surdoués » pour leur faire suivre un enseignement spécial. L'éducation du petit d'homme ne vaut que si elle exige de lui un effort continu : un moyen dans une classe de forts en thème apprend davantage que le premier d'une classe de cancres. (« Au royaume des aveugles... ») Dans le genre, toutes les choses dites sur l'émulation des esprits avaient été entendues, de même celles sur l'inégalité des chances (dues aux disparités sociales).

Etait également invité un « surdoué » adulte, dont la presse en son temps avait déjà fait grand cas lorsque, à l'âge de dix-neuf ans, il fut remarqué parmi les conscrits par les « testeurs » de l'armée. D'ouvrier agricole — grâce à des études très rapidement assimilées, mais aussi à son travail, — il est devenu chercheur de haut niveau. En raison de sa modestie, de son origine, ou parce qu'il est plutôt un scientifique et ne se gargarise pas de mots, il n'a guère parlé. Dommage. En face de lui, le généticien Albert Jacquard contestait toute conception élitaire de l'intelligence, soulignait l'ambiguïté de cette sélection des plus gros cerveaux destinés à un entraînement spécial et donc au pouvoir (cela se pratiquait en Iran du temps du chah). Les Américains ont mis au point la formule, et les Soviétiques en attendent beaucoup. En France ? En France, on se méfie des tests, et pourtant on n'exclut pas les filières spéciales pour « sous-doués » celles-là.

Tout a été passé en revue, survolé, même les risques de superficialité encourus par les petits prodiges. La seule chose sur laquelle tout ce monde avait un avis prononcé et vraiment partagé c'est que le mot « surdoué » est plutôt horrible, voire insignifiant. Surdoué ça ressemble à suralimenté. Il veut mieux dire « précoce ». « On dit mieux dire « précoce ». « On dit une petite fille précoce si elle est pubère à onze ans, on ne la déclare pas surbelle parce qu'elle a de la poitrine. » *Question de définition. L'intelligence, c'est comme la beauté, on ne sait pas ce que c'est, on le sent.*

MATHILDE LA BARDONNIE.

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

18 h. 10, TF Quatre ; 18 h. 25, L'île aux enfants ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ; 19 h. 5, Cyclisme : Tour de l'Avenir ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 19 h. 55, Tirage du Loto ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Téléfilm : Le Dernier Train (I. L'accident), de J. Krier. Avec G. Staquet, R. Coutteure, V. Silver.

Une « fiction-vérité » sur un scénario d'André Stil, un voyage à l'intérieur de la grande famille des cheminots.



22 h., Enquête. Dis-moi, pourquoi la drogue ?

23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 10, On we go ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Variétés : TV 2. Annie Cordy à l'Olympia ;



21 h. 40, Magazine : Objectif... demain.

Laurent Broomhead fait le point sur les recherches et les découvertes les plus récentes dans le domaine des sciences et des techniques. Premier sujet traité : la télévision.

22 h. 50, Documentaire de l'INA : Koumen, de L. Segarra.

Une approche particulièrement judicieuse de la cosmologie peule, sous la conduite de l'historien et philosophe malien Amadou Hampaté Bâ.

23 h. 20, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : La croix d'or ; 19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (Un film, un auteur) : L'AINE DES FERCHAUX, de J.-P. Melville (1962), avec C. Vanel, J.-P. Belmondo, M. Mercier, M. Silberberg, S. Sandrelli, A. Certes. (Rediffusion.)

22 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après Jules Verne ; 19 h. 30, La science en marche ;

20 h., La musique et les hommes : Les sources du chant sacré occidental ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York, New-York.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h. 30, Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Karajan : « Troisième Concerto brandebourgeois » (Bach), « Trois Pièces pour orchestre, opus 6 » (Berg), « Huitième Symphonie » (Dvorak) ;

22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Les fleuves : la Tamise (Haendel, Dowland, Morley, Byrd) ; 1 h., Douces musiques.

JEUDI 13 SEPTEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 13 h., Journal ; 13 h. 50, Objectif santé ; 15 h. 30, Sport : Les Universiades (en direct de Mexico) ; 16 h. 40, Le Tour de l'Avenir.

17 h. 55, TF Quatre ; 18 h. 25, L'île aux enfants ; 18 h. 50, C'est arrivé un jour ;

19 h. 5, Cyclisme : Tour de l'avenir ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 20 h., Journal.

20 h. 35 Le dernier train (II. la Petite Maison) de J. Krier. Avec G. Staquet, R. Coutteure, V. Silver

22 h., Magazine : L'Evénement ;

23 h., Journal.

23 h. 15, FILM : LE POISON, de B. Wilder (1945), avec R. Milland, J. Wyman, P. Terry, H. da Silva, D. Dowling, F. Faylen (N.) ;

Etude minutieuse, avec certaines scènes hallucinantes, d'une dégradation par l'alcool. Cette œuvre fit sensation à l'époque. Etonnante composition de Ray Milland.

CHAINE II : A 2

12 h., Au jour le jour ; 12 h. 10, Passez donc me voir ; 12 h. 30, Feuilleton : Les amours de la Belle Epoque : Petite Madame ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 50, Accordéons en balade ; 14 h., Aujourd'hui Madame (Les majorettes) ; 15 h., Série : La famille Adams ; 16 h., L'invité du jeudi : François Périer ; 17 h. 20, Fenêtre sur... Douze enfants sur les bras ; 17 h. 50, Récré A 2 ; 18 h. 30, C'est la vie ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Les formations politiques : U.D.F. et C.D.S. ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Dramatique : Ego, d'A. Boegner et J.-M. Marcel, réal. : J.-M. Marcel, avec : A. Oumansky, F. Lambiotte, F. Ardant, L. Mercier, P. Laudenbach, G. Chapelier, D. Parain, etc.

Un pianiste au sommet de la gloire ressent le besoin de s'isoler en Corrèze pour mieux se retrouver face à la musique. Etude de caractère.

22 h. 5, Musique : Première (Ghidon Kremer) ;

Un exceptionnel violoniste (soviétique) qui interprète ici « Variations sur un thème irlandais », d'Ernst, « Chaconne », de Jean-Sébastien Bach et des pièces pour violon de Tchaïkovski.

22 h. 45 : Les peintres du Prado : Vélasquez.

23 h. 15, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : le Zen ; 19 h. 10, Journal ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : FLIC STORY, de J. Deray (1975), avec A. Delon, J.-L. Trintignant, R. Salvatori, M. Barrier, C. Auger, F. Dorner.

D'après les Mémoires de Roger Borniche, une histoire vraie, une partie de chasse policiers et truands réalisée avec un grand souci d'authenticité et remarquablement interprétée.

22 h. 15, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Famille sans nom », d'après Jules Verne ; 19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la médecine légale.

20 h., « la Chute d'Icare », de S. Ganzl et J.-P. Colas, avec : R. Coggio, S. Pelayo, Y. Arcanel, etc. (redif.) ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : New-York, New-York.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ; 20 h., Avant-Concert ;

20 h. 30, En direct de Londres : le Philharmonia Orchestra (Penderecki, Schubert) ;

22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h. 30, Musiques pour un masque (Purcell, Locke) ; 23 h., Les fleuves : l'Amazonie (musique rituelle des Indiens ; musique classique et contemporaine : Villa-Lobos, Bayle, Chavez...) ; 1 h., Douces musiques (Ch. de Saint-Georges, Lalo, Wiener).

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05




emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE
SOCIETE DE MECANIQUE
600 personnes
filiale d'un groupe anglo-saxon
recherche pour son siège à MARSEILLE

CHEF de la COMPTABILITE GENERALE et du CONTROLE de GESTION

Il lui sera confié la resonsabilité des services comptables de la Société.

Le (la) candidat (e) devra posséder une excellente formation comptable et une expérience en milieu industriel pour :
- préparer les comptes mensuels de gestion
- travailler sur budgets prévisionnels
- effectuer les déclarations fiscales

Anglais courant nécessaire.

Préférence sera donnée à un (e) candidat (e) ayant une expérience informatique et connaissant le calcul des prix de revient, âgé (e) d'au moins 30 ans, ayant de bons contacts.

Ecrire avec C.V. et photo à no 14293 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
- Discrétion assurée -.

ORGANISME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
SUD-OUEST

recherche

CADRE - CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF FINANCIER et COMPTABLE

— Formation supérieure universitaire ou Grande Ecole (E.S.C.A.E. - Maîtrise Droit - Sciences Economiques ou gestion) ;

— Ayant expérience professionnelle pratique en entreprise ou organisme administratif ouvert aux problèmes du personnel.

Ecrire sous nº 74.004, à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

LABORATOIRES
PHARMACEUTIQUES
SOPHARTEX
recherchent
PHARMACIEN
ou INGENIEUR CHIMISTE
Débutants
Adjoint (e) au Chef du Service Contrôle
Il devra assurer le fonctionnement du Laboratoire de Contrôle Physico-Chimique
Adr. C.V. détaillé et prét. à :
Laboratoires SOPHARTEX
Service du Personnel
B.P. 3 - 28500 VERNOUILLET

Chambre de Commerce et d'Industrie (Haute-Marne)
recherche
pour Centre de langues :
1 PROFESS. allemand-anglais
1 PROFESSEUR anglais
Cours pour adultes, tps compl.
Adr. candid. avec C.V., photo avant le 17 sept. 79, à C.C.I., Haute-Marne - B.P. 24
52101 SAINT-DIZIER

Société multinationale
Sud vallée du Rhône
recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE ET BUDGET

Rattaché au directeur financier il procède à l'informatisation de la comptabilité analytique.
Participe à l'élaboration des plans à moyen et court terme.
Analyse les résultats et rédige les rapports mensuels.

Le candidat, âgé d'environ 30 a. de formation supérieure, possédera une expérience d'au moins 3 ans dans ces disciplines.
Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.
Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions au Nº 8.500 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Rég. Lubéron - Bureau architecture disposant locaux, offre collaboration à commercial dynamique, 30 a. min., pr lancer aff. maisons indiv. (1) 969-35-35

Société Expertise Comptable
recherche
pour le Maine-et-Loire

COLLABORATEUR (TRICE)

Expérience Cabinet souhaitée.
Adresser C.V. et prétentions à SEGECA, 28, rue La Boétie, 75008 PARIS

TELESYSTEMES
pour son centre de MARSEILLE recherche

1 JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN
(débutant accepté)
(connaissance du système NOS/BE CONTROL DATA appréciée).
Au sein de l'équipe système il participera aux travaux de maintenance des logiciels, de conseil et assistance aux utilisateurs.
Ecrire avec C.V. et prét. à TELESYSTEMES, 40, bd de Dunkerque, 13002 MARSEILLE.

---

etap
4,rue Massenet 75016 Paris
Écrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

LE GROUPE LAFARGE

Plus de 20.000 personnes, nombreuses implantations industrielles en France et à l'étranger, poursuit son expansion et propose d'intéressantes opportunités de carrière.
Nous recherchons

Ingénieurs grandes écoles débutants, ECP, Mines, AM, ENSI

Ils recevront une solide formation les préparant à assumer, dans les cimenteries, des responsabilités importantes et complètes : techniques, humaines, organisation, gestion...
Situations permettant de s'intégrer dans des unités à taille humaine (200 personnes environ), et de participer pleinement à leur vie et à leur développement.
Postes : villes province. réf. WP 152 CM

Ingénieur confirmé ECP, Mines, AM, ENSI plus si possible formation électricité ESE, IEG

Ayant 3 à 5 ans d'expérience maintenance dans l'industrie lourde, avec bonnes connaissances en automatismes et ordinateurs de process. Après formation aux techniques cimentières, il assumera rapidement des responsabilités importantes et évolutives dans les services techniques : mise au point d'installateurs, maintenance, animation de personnels, au sein d'une unité fortement automatisée.
Poste ville Ardèche. réf. YR 153 CM

Ingénieur géologue confirmé

Intégré à l'équipe procédés, il assurera pour les sociétés du groupe ou des clients extérieurs, des missions soit de recherche et d'étude de carrières (prospection, estimation de la qualité des matières premières, choix du procédé adapté), soit d'optimisation de l'exploitation des carrières existantes.
Ingénieur géologue de Nancy, il aura 5 ans d'expérience dans un domaine comparable.
Base de travail en Ardèche avec de nombreux déplacements en France et à l'étranger. réf. ZS 154 CM

Une politique dynamique de gestion des cadres permet des évolutions de carrières impliquant mobilité tant sur le plan géographique que sur le plan des fonctions.
Connaissance d'une langue étrangère vivement souhaitée.

---

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

SG2

Société Générale de Service et de Gestion, filiale de la Société Générale

recherche
pour prendre la direction de filiales en France ou à l'Etranger, des

Ingénieurs Grandes Ecoles Expérimentés

ayant déjà assumé des responsabilités similaires.

•

Les candidatures sont à adresser, sous la réf. JLM2 à SG2
12/14, avenue Vion Whitcomb - 75016 PARIS.

SG2

HAVAS CONTACT

Directeur Général en Arabie Saoudite
Bâtiment et Travaux Publics
500.000 F an ± net d'impôts + avantages

Nous sommes l'une des premières entreprises françaises de T.P. Une part très importante de notre Chiffre d'Affaires est réalisée à l'étranger.
Nous développons les activités d'une filiale commune (B. et T.P.) avec d'importants actionnaires saoudiens très introduits sur des marchés porteurs.
Pour être à la fois notre représentant auprès d'eux et le patron au sens plein du terme de cette filiale, nous souhaitons rencontrer un Manager de haute volée issu du secteur T.P. ou Bâtiment âgé d'au moins 35 ans, parlant Anglais, et disposé à profiter de conditions assez exceptionnelles, pour nous prouver sa capacité à prendre d'ici quelques années des responsabilités encore plus importantes dans notre Groupe.

Afin de garder à cette recherche un caractère de grande confidentialité, nous avons demandé aux consultants du Groupement Français de Conseils de prendre avec vous les premiers contacts. Vous pouvez leur envoyer un CV détaillé sous réf 732 M au 110 rue de Sèvres 75015 PARIS. Indiquez-leur le nom des entreprises auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler. Ceci vous garantira la parfaite discrétion de la démarche et ils ne nous mentionneront votre éventuelle candidature qu'après en avoir débattu de vive voix avec vous.

GFCGE

Recherchons pour séjour en TUNISIE

INGÉNIEUR CLIMATISATION

pour participer au sein d'un Bureau d'Etudes à différents projets. Ce spécialiste (qui peut être un technicien de très bonne formation) doit nécessairement avoir une expér. professionnelle confirmée en projets de climatisation d'importants bâtiments.
Veuillez écrire (joindre C.V. détaillé) et indiquer rémunération actuelle en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 3.508, à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Chef comptable

CONCESSIONNAIRE D'UNE DES PREMIERES MARQUES FRANÇAISE AUTOMOBILES (180 Km Nord Paris , 55 personnes).
Nous recherchons aujourd'hui, près de la Direction Générale, notre CHEF COMPTABLE. 30 ans minimum, il aura nécessairement une formation supérieure type DECS ou équivalent, 3 à 5 ans d'expérience dans une même fonction, dans le cadre d'une société utilisant des principes de gestion financière moderne et acquis l'expérience du démarrage de l'informatique.
Envoyez CV manuscrit, photo et salaire actuel sous réf. 3345
102, av. Philippe Auguste 75011 PARIS.
17, rue Courmeaux 51100 REIMS.

MORENO CONSULTANTS

MOULINEX ALENÇON recherche
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
trilingue (français, anglais, allemand)
— 30 ans minimum ;
— B.T.S. exigé + quelques années d'expérience ;
— Parfaite maîtrise des trois langues précitées (sténographie, dactylographie exigées).

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à Agence HAVAS no 7880 B.P. 70 61002 Alençon.

La Société PETIT BATEAU
propose pour son siège à TROYES (Aube)

2 POSTES D'ANALYSTES PROGRAMMEURS

Formation I.U.T. ou équivalent.

Une expérience de 2 ans en gestion avec le langage COBOL appliqué à I.B.M. 370 en DOS est demandée.

La connaissance de la télégestion et de C.I.C.S. sera appréciée.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé + photo, prétentions à VALTON S.A., Mme J. BAUDIN 525 X, 10081 TROYES CEDEX.
totale discrétion assurée.

MOTOROLA Semiconducteurs

RECRUTE

INGENIEURS GRANDES ECOLES
CENTRALE (P.R.S.), MINES (P.R.S.), TELECOM, SUP ELEC, SUP AERO
- Maîtrisant la langue anglaise
- Débutants ou quelques années d'expérience.

INGENIEURS DE PROCEDE
Réf. : TW
- Après une période de formation aux U.S.A., les candidats se verront confier des postes de responsabilité dans l'unité de traitement du silicium, à Toulouse.

INGENIEURS INFORMATICIENS
Réf. : CD
- Après formation les candidats deviendront des spécialistes en informatique de gestion dans le cadre d'une multinationale.

INGENIEURS DE MARKETING
Réf. : AM
- Maîtrise de la langue anglaise
- Plusieurs années d'expérience dans la vente ou le marketing de produits électroniques.
- Allemand apprécié.

ACHETEUR
Réf. : FR
- Ecole d'ingénieurs + I.P.A.
- Quelques années d'expérience dans l'achat ou la vente de gros équipements électroniques.

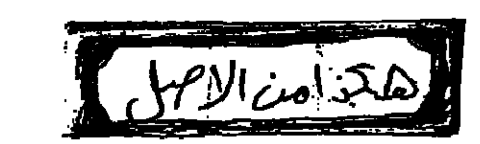
ANALYSTES PROGRAMMEURS
Réf. : BJ
- Connaissance approfondie en COBOL ANS, OS souhaité, MARK IV apprécié.
- Expérience en gestion et anglais nécessaire.

TECHNICIENS SUPERIEURS ELECTRONICIENS
Réf. : HE
- B.T.S. ou D.U.T.
- Quelques années d'expérience en maintenance d'équipements électroniques
- Anglais lu indispensable.

Adresser « C.V. » + photo à E. BENIFLAH avec référence du poste

MOTOROLA
BP 3411 - 31023 TOULOUSE





offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Je vaux 80.000 F. au départ!

Si vous faites partie des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (Ecoles de Commerce, Facultés, Instituts...) qui pensent ainsi parce qu'ils s'estiment immédiatement "opérationnels" nous n'avons rien à vous proposer.

Excusez nous et bonne chance !

Si par contre vous souhaitez :
- compléter vos connaissances théoriques
- acquérir une solide expérience professionnelle dans le cadre d'un programme d'enseignement organisé sur 2 ans
- voir se réaliser progressivement votre intégration dans notre Société.

NOUS, ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS, vous offrons

un stage de formation pratique débouchant sur des fonctions d'encadrement à caractère commercial, vous permettant ainsi DE PASSER DES ETUDES A LA VIE PROFESSIONNELLE AVEC LA MEILLEURE CHANCE DE REUSSITE.

Une rémunération progressive accompagne ce stage.

Deux conditions : être diplômé de l'Enseignement Supérieur et se sentir attiré par le "Commercial".

NB : Si ce stage vous parait long, c'est parce que nous sommes très exigeants sur la qualité de nos cadres.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence C.F.C. à A.G.P., 21, rue de Chateaudun, 75447 Paris cedex 09.

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

recherche pour son Département Informatique et Organisation

ingénieurs informaticiens

capables de remplir immédiatement des fonctions de conception et de réalisation de projets.

Ces postes concernent principalement des diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine. (Réf. 1298-M)

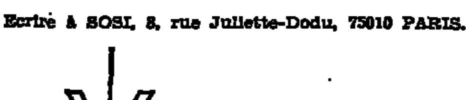
jeunes diplômés

(GRANDE ECOLE OU UNIVERSITE)

attirés par l'informatique. Après leur période de stage, durant laquelle ils recevront une formation bancaire et informatique, les candidats retenus participeront à des études qui les mettront au contact des directions et services de la banque, en vue d'appréhender leurs besoins, et de réaliser les solutions appropriées. (Réf. 1299-M)

Ils pourront accéder dans l'avenir à des responsabilités d'encadrement

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence à Structures 31, avenue de l'Opéra - 75001 Paris.



GRANDE ENTREPRISE T.P.
recherche pour la Direction Administrative au Siège Social LA DEFENSE

Juriste

(minimum 35 ans, formation juridique d'au moins 4 ans dans le Droit des Affaires, Anglais courant indispensable).

- Il établira tous les documents fiscaux tant pour la France que pour les filiales à l'Etranger, en lien avec la comptabilité.
- *Il informera la Direction sur l'évolution des législations fiscales (y compris les fiscalités de type anglo-saxon).*

Envoyer CV et photo sous réf. 9514 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

Société de conseil spécialisée dans les applications temps réel recherche

INGÉNIEURS SPÉCIALISTES MINI-ORDINATEURS TEMPS RÉEL

pour réaliser des applications de haute technicité

Langages : ASSEMBLEUR et/ou FORTRAN

Ecrire à SOSI, 8, rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS.

SOSI
Conseil en informatique

NOTRE OBJECTIF DEPUIS 1969 : CROISSANCE.

Organisme de conseil et d'études pour les coopératives agricoles, recherche

UN INGÉNIEUR

diplômé d'une école nationale d'agriculture et ayant une formation à la gestion (formation niveau expertise comptable ou équivalent) dont la fonction sera :
— Révision comptable dans les coopératives.
— Conseils et études en gestion.

Une exp. de 3 à 5 ans dans ce secteur d'activité est souhaitée.
Travail d'équipe.
La fonction nécessite des déplacements fréquents sur tout le territoire national.
13e mois et indemnité de déplacement.
Env. lettre man. et photo, au S.Y.N.E.R.C.A.U., à l'intention du Directeur 23, rue Cadet - 75009 PARIS.



dans le cadre de son expansion

VINIPRIX

recherche

pour ses Supermarchés

DIRECTEURS

libres rapidement

Expérience et references exigées

Ecrire en joignant C. V. détaillé et photo à :
M. DRAIN - VINIPRIX
1 rue des Transports-94579 RUNGIS CEDEX

---

sems

Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes

Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

ingénieurs informaticiens

Diplômés grandes écoles d'Ingénieur (option informatique souhaitée ou DEA informatique)

- *POUR ASSISTANCE TECHNIQUE AVANT-VENTE*
  Support technique du réseau commercial France dans ses actions avant-vente (promotion de produits, réponse aux appels d'offres, etc...).
  2 à 4 ans d'expérience en informatique dans le domaine mini-ordinateur. *(Référence ITC 10)*
- *POUR ASSISTANCE TECHNIQUE APRES-VENTE*
  Interface technique avec la clientèle - soutien et assistance sur produits logiciel de base et d'application.
  Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience en informatique. *(Référence ITC 11)*

Adresser C.V., photo + lettre manuscrite en précisant la référence au Service du Personnel - SEMS, 36/38 rue de la Princesse 78430 LOUVECIENNES.



emplois régionaux emplois régionaux

Un bon jugement, du bon sens, le goût de la vie industrielle

SAFT Groupe C.G.E.

recherche pour son Etablissement de BORDEAUX (1300 personnes)

CHEF de SERVICE EMPLOI-FORMATION

Ses objectifs :
- faire en sorte que chacun soit apprécié et rémunéré selon sa performance
- stimuler la politique de formation pour assurer à la fois le développement de l'entreprise et de son personnel
- gérer les emplois dans l'établissement en préparant l'avenir
- fournir aux Directions un support d'information afin de permettre des prises de décision rapide.

Son profil :
- une formation supérieure d'ingénieur
- une expérience réussie d'au moins 5 ans
  1) soit dans une fonction production
  2) soit dans un service de personnel (recrutement, formation, salaire)
- sachant convaincre il devra avoir le sens du concret, du courage et il devra être disponible pour mettre en oeuvre ses idées.

Ecrire à SAFT Direction des Relations Humaines 119, rue du Pdt Wilson 92300 LEVALLOIS *sous réf. A.8.24.*

SMITHKLINE

Groupe international
18000 personnes - 50 Filiales -
5 Milliards de Francs de C.A.
représenté par
les Laboratoires pharmaceutiques
SMITH KLINE & FRENCH
engage

pharmacien(ne) assistant(e) du chef du laboratoire de contrôle

USINE DE PESSAC - 33

POSTE :
Responsable du contrôle analytique : chimie, physique, microbiologie.
Effectif : 10 personnes.

PROFIL :
Une première expérience dans l'industrie pharmaceutique est indispensable.

Notre établissement regroupe les avantages d'une structure de taille moyenne (90 personnes), tout en offrant des possibilités de progression en FRANCE ou à l'ETRANGER au sein d'une Société internationale en expansion.
Avantages sociaux : vacances hiver et été : 5 semaines, restaurant d'entreprise, 13è mois.

Ecrire Siège Social sous réf. CLB, SMITH KLINE & FRENCH 15 rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE
souhaite confier à un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

d'intéressantes responsabilités technico-commerciales. Il sera chargé en liaison avec les chefs de produits de la société, d'adapter au marché et de régler avec les fournisseurs étrangers les problèmes techniques relatifs à un matériel de pointe.
Il veillera à rendre efficace l'information et la formation des techniciens sur l'ensemble du territoire.
Ce généraliste, âgé d'au moins 30 ans devra faire preuve de grandes capacités de négociateur et d'animateur. La maitrise de l'anglais est exigée - de bonnes notions d'informatique sont nécessaires.
L'importance et le dynamisme de l'entreprise permettent d'envisager une évolution rapide vers une fonction opérationnelle de commandement et de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 3356 à :
Axial Publicité 91 faubourg Saint-Honoré 75008 Paris
qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

---

sems

Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes

Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

Ingénieurs Informaticiens

pour important programme d'études sur mini-ordinateur.

Formation : grandes écoles ou universitaires.

Expérience : débutants ou 2 à 5 ans d'expérience en informatique (mini-informatique souhaitée).

Fonction : étude de matériel de base pour mini-ordinateur : unité centrale, opérateurs de calculs, processeurs d'entrée-sortie, coupleurs de télé-informatique.

Lieu de travail : Grenoble avec période préliminaire.

Formation et préparation 10 mois en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence DT/LL1 au Service du Personnel - SEMS - 36/38 rue de la Princesse 78430 LOUVECIENNES.

ENTREPRISE DE BATIMENT
appartenant à un Groupe International
recherche pour sa
SUCCURSALE DE MARSEILLE

responsable administratif

Expérience souhaitée du contrôle de gestion et du Bâtiment.

- Assistera le Chef d'Etablissement dans l'exécution des travaux administratifs de l'Unité : comptabilité, Personnel, devis, marchés, fournisseurs.
- Assurera les relations locales et avec le siège à Paris dans les domaines liés à sa fonction.

— Candidatures examinées à Marseille —

Les candidats enverront leur curriculum-vitae *manuscrit en indiquant leurs prétentions sous* nº 80.588, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

futur responsable commercial d'une ssci?

Nous sommes une bonne affaire de services de la place de Paris et réalisons, avec 120 p., un CA de 20 MF avec des PME/PMI.
Notre DG vous propose de faire évoluer notre image de marque, de promouvoir nos services auprès des clients et des prescripteurs (réseau bancaire d'un partenaire, experts-comptables...) et d'orienter le développement de nos "produits". Vous nous rejoignez avec un profil de responsable du **marketing-ventes à 120 000 F/an** et nous vous donnons l'opportunité de devenir, à terme, notre responsable commercial.
Vous avez une solide formation en gestion, Sup' de Co par exemple, l'expérience du positionnement d'un produit, du dialogue avec des PME/PMI et avez pratiqué la vente en SSCI ou chez un constructeur de minis.
Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3584 LM) à "Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur commercial

BORSUMIJ SPORT B.V. est une des plus grandes Sociétés Européennes de négoce international au niveau du Sport et des Loisirs, ayant des succursales à travers toute l'Europe.

Le département Nautisme de notre Société est importateur exclusif de bateaux de sport et de yachts (marque BAYLINER) et de voiliers (marque BUCCANEER) en provenance d'un des plus important constructeurs Américain de bateaux rigides, dont la production en 1978 était de 8.000 unités, représentant un chiffre d'affaires de US dollars 80.000.000,-

Ce département Nautisme, dont le siège est en Hollande, a crée des réseaux de vente en Hollande, Belgique, Allemagne Fédérale, Autriche et Suisse, avec beaucoup de succès.

Afin de pénétrer le marché Français, nous recherchons un:

DIRECTEUR COMMERCIAL
(Bateaux à moteur et Voiliers)

capable de créer tout seul un réseau de concessionnaires en France.

En plus d'une connaissance profonde du marché, la maitrise de la langue Anglaise serait *souhaitable*.

Vous pouvez adresser vos sollicitations à la Direction de notre Société soeur, qui transmettra:

BORSUMIJ WEHRY FRANCE S.A.
Département "Sports"
8, rue Buffon
Boite Postale nr. 29
94370 - SUCY EN BRIE

Borsumij Sport B.V.



Leader dans l'équipement de l'Habitat

Marques CHAPPEE JACOB DELAFON
recrute

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- débutants et 2/3 ans d'expérience pour exercer après formation des fonctions :

1) d'attachés commerciaux sanitaire et chauffage

- postes à Reims et Caen.

Sous l'autorité d'un Directeur Régional ils assurent l'animation d'un réseau de grossistes, visitent une clientèle de prescripteurs.

Formation requise de type ESC. *(réf. C)*

2) d'animateurs de formation technique

- postes à Aubervilliers.

Sous l'autorité du Responsable du Centre de perfectionnement (2000 stagiaires/an, formations techniques et commerciales destinées aux forces de ventes internes et revendeurs ainsi qu'aux installateurs), ils participeront à l'élaboration de stages, à leur animation.

Formation de type ingénieur (thermicien-frigoriste de préférence).
Anglais indispensable. *(réf. D)*

Ces postes requièrent des déplacements fréquents.

A terme ils offrent à des candidats de valeur de réelles perspectives de développement.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la référence à Mme M.T. MARTIN - S.G.F. 8 place d'Iéna 75016 Paris.

Très Importante Société Multinationale

recherche

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

haut niveau

X, MINES, ECP, AM, ESE, SUP'AERO, ENSTA

débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle pour la Direction des

ACHATS

Les postes proposés conviennent à des Ingénieurs de vocation TECHNIQUE ET COMMERCIALE

- Motivés par des Activités Polyvalentes avec des responsabilités réelles.
- Désirant s'intégrer au sein d'Equipes de Conception de Produits dans une ambiance ouverte et dynamique.
- Capables de négocier avec les Fournisseurs.
- Connaissant impérativement l'Anglais.

Lieu de travail : PARIS - Déplacements à prévoir.

Les postes sont évolutifs ; la carrière est assurée au sein d'un Groupe de tout premier plan.

Nous vous remercions d'envoyer votre curriculum vitae avec photo et prétentions sous le n° 816.660 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.



S.S.C.I.

en pleine expansion

Dans le cadre de la réalisation du nouveau plan informatique d'une importante société industrielle S.S.C.I., recherche

4 Ingénieurs Analystes

Pour développement de base de données et téléinformatique.

Adresser CV, photo et prétentions
SEDAP · Tour Gamma
197, rue de Bercy 75012 Paris.

ENERTEC SCHLUMBERGER
recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

EXPÉRIMENTÉS

pour renforcer ses équipes de vente en instrumentation électronique et en systèmes de radio-fréquences.

Adresser C.V. et prétent. à ENERTEC Direction du Personnel - B.P. 620 - 92542 MONTROUGE Cedex

Deux ingénieurs civils des mines

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (activités et implantations internationales) rattachée à un groupe de premier plan recherche Deux Ingénieurs Civils des Mines de fort potentiel, ayant environ 5 ans d'expérience en exploitation de mines ou carrières.

● **POUR DIRIGER son principal établissement minier** (un million de tonnes en exploitation souterraine).
Connaissances en anglais et/ou espagnol appréciées.
Poste : banlieue parisienne Nord Ouest.
référ. HA 138 CM

● **POUR DIRIGER l'exploitation minière d'une de ses filiales** (800.000 tonnes, 3 établissements dont 2 souterrains) en association avec un groupe allemand de premier plan.
Connaissances de l'allemand nécessaires et de l'anglais souhaitées.
Poste : région Thionville.
référ. IB 139 CM

Les deux candidats devront dominer rapidement les aspects techniques et économiques de l'exploitation afin de pouvoir progresser au sein d'une firme en expansion rapide sur le marché international.

Écrire en précisant la référence

4 rue Massenet
75016 PARIS
DISCRÉTION ABSOLUE

efap

Cadre Financier

Paris. 2000 personnes. Nous fabriquons et commercialisons des produits de grande consommation.
Le cadre financier que nous recherchons sera responsable des crédits clientèle. Analyse de la situation financière de nos 20.000 clients, définition des lignes de crédit en fonction du risque, suivi des encours. Il sera - pour cela - secondé par une équipe de 15 personnes, équipe qu'il encadrera.
Le candidat idéal a une formation supérieure juridique et/ou comptable, une expérience de 2 à 3 ans de la surveillance de crédits - de préférence dans le domaine bancaire, et de bonnes capacités de négociation.
Les candidatures nous seront transmises par rsc carrières. Adressez lui une lettre manuscrite, un CV accompagné d'une photo et mentionnant *vos souhaits de rémunération, 14, rue de* Castiglione - 75001 - PARIS. Référence 1360.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un *contrat de travail avec stage rémunéré.*

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à no 22265 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

URGENT
CEGOS ALPHA LANGUES
recrute

Animateurs en langues étrangères

pour cours en anglais, allemand, italien et portugais du Brésil.

Ces animateurs doivent être de langue maternelle et avoir une bonne connaissance de l'enseignement.

Adresser curriculum vitae et photo récente à :
Jacqueline PHILLIPS,
CEGOS ALPHA LANGUES
33, quai Gallieni, 92153 SURESNES (France).

Cerci SOCIÉTÉ D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE ET AUTOMATIQUE

dans des ensembles livrés "clé en main" employant 550 personnes, à Paris et dans ses centres régionaux.
FILIALE DU GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER

recherche

Ingénieur Technico-Commercial

Il sera l'Adjoint du Chef d'une unité de réalisation informatique (clé en main, temps réel et Batch) de 30 personnes environ.
Il devra animer une équipe d'ingénieurs et participer à l'action commerciale auprès des clients.
Il a acquis 8 à 10 années d'expérience des applications tertiaires. REF. 01

Ingénieurs débutants

Diplômés, pour la réalisation de systèmes temps réel dans l'industrie et dans le tertiaire.
Connaissances en informatique et automatisme souhaitées. REF. 02

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V. détaillé à Direction du Personnel CERCI - 56, rue Roger-Salengro - 94120 FONTENAY-S-BOIS

PROXIMITÉ immédiate R.E.R.

METTRE EN ŒUVRE L'INFORMATIQUE DANS L'ENTREPRISE

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS D'IMPORTANCE NATIONALE à PARIS (8e), recherche pour faire face à son expansion rapide

RÉVISEURS-COMPTABLES

DEBUTANTS et CONFIRMES

Formation Grandes Ecoles Commerciales

IL EST OFFERT :
— une expérience professionnelle exceptionnelle ;
— une rémunération motivante ;
— une formation continue de qualité ;
— un stage d'expertise comptable ;
— des possibilités de promotion rapide ;
— une ambiance de travail agréable.

Adr. C.V. et photo s/réf. 5.533 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

CABLERIE DONT LE SIÈGE EST PROCHE DE L'ÉTOILE
recherche pour son Service Commercial :

INSPECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

dont la mission sera d'animer et de développer ses liaisons avec la clientèle d'installateurs téléphonistes et de grossistes.

Ecr. avec C.V. et prét., ss numéro 24.762, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris, qui transm.

Société Commerciale importatrice matériel de bureau filiale d'un groupe international - banlieue Ouest
C.A. annuel 110 millions HT - 210 personnes
recherche pour début 1980

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

homme de contact 35/50 ans - ayant :
— au moins 10 années d'expérience de gestion économique, problèmes financiers, gestion de personnel, dans sociétés similaires
— connaissance des pratiques modernes d'informatique et de marketing
— bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No 24720 CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.



DIVISION DES PRODUITS GRAND PUBLIC
vous propose de rejoindre son équipe

D'INGENIEURS DE VENTE

BANLIEUE SUD PARIS — PROVINCE

Vous êtes ingénieur ou diplômé (ée) de l'enseignement supérieur scientifique ou commercial.

Vous avez de l'ambition, de la personnalité et une forte motivation pour la vente.

Vous ne craignez pas la mobilité.

Vous saurez saisir les opportunités de carrière que notre Société offre aux éléments de valeur. Anglais souhaité.



Pour faire acte de candidature envoyer C.V., photo, prétentions, date de disponibilité sous référence ECD/979/030 à Madame LE GUET
T.I.F. - Boite Postale no 5
06270 VILLENEUVE-LOUBET

BANQUE PRIVÉE recherche pour le
SERVICE TITRES de son siège parisien :

GRADÉ classe III

Ayant toutes connaissances sur ce service : opérations titres, souscriptions, attributions, opérations diverses, conservation et Bourse.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous la référence 8100 M, O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE DE BIENS D'EQUIPEMENT
recherche

CONTROLEUR COMPTABLE de haut niveau

pour examen des comptes d'organismes industriels décentralisés et réalisation d'études particulières.

Ce poste ne peut être confié qu'à un candidat possédant au minimum le CERTIFICAT SUPERIEUR DE REVISION COMPTABLE.

ayant une expérience minimum de trois ans dans un poste similaire (société industrielle ou cabinet).

Age souhaité : 35 ans environ.

Ce poste requiert une excellente capacité de rédaction de rapports et des connaissances en fiscalité et informatique.

Lieu de travail : PARIS. Déplacements en province (50% du temps environ).

Adresser C.V. avec obligatoirement photo et prétentions à No 24760, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE
PARIS OUEST recherche

GRADÉS DE BANQUE

(HOMME ou FEMME)

CRÉDITS DOCUMENTAIRES

— quelques années d'expérience
— ou diplômés E.S.C., ou équivalent.

Env. C.V. sous référ. 5.543, à P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 PARIS CEDEX 02, qui transm.

ENTREPRISE DE NIVEAU INTERNATIONAL DE PRODUITS DE CONSOMMATION
recherche
pour diriger son service exportation administratif

UN (E) CANDIDAT (E)

ayant des notions précises en comptabilité et connaissances des problèmes douaniers.

— Formation I.C.G. (ou équivalent souhaité), situation d'avenir pour un candidat (e) ayant de l'autorité, de la méthode et le sens des responsabilités, anglais souhaité.

Ecrire sous n° 817.006 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

MSL

73, bd Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
11, Pl. A. Briand 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33.

Directeur export

250 000 F — *Paris*

Un important laboratoire pharmaceutique français (C.A. 45 millions de francs, 130 personnes), fabriquant et distribuant ses spécialités brevetées dans le monde entier recherche, pour faire face à son expansion, son directeur export. Rendant compte au directeur général, avec lequel il définira les plans d'action, il sera chargé d'assurer les liaisons et l'animation des agents et distributeurs étrangers. Il devra recenser et étudier les besoins du marché, conseiller les actions à entreprendre et mettre en place les procédures pour assurer le développement des produits. Agé d'au moins 35 ans et de formation HEC, ESSEC + MBA, parfaitement trilingue anglais-allemand, le candidat aura une très bonne connaissance des circuits de distribution internationaux, acquise si possible dans les domaines pharmaceutique, alimentaire ou confiserie. Ecrire à P. Rigollier - réf. B 10 175 (Lyon).

Discrétion totale assurée.

IMPORTANTE ENTREPRISE ELECTRONIQUE pour RECHERCHES et DEVELOPPEMENT
dans le domaine des

lasers et de l'optronique

recherche

INGENIEUR

E.S.E. ou E.N.S.T.

débutant ou ayant quelques années d'expérience.
Une formation universitaire complémentaire est souhaitée.

Envoyer C.V. sous référence 3141 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA



THOMSON-CSF
SERVICE BREVETS
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, niveau élevé de formation, très apte à analyse, synthèse, rédaction ; bonne connaiss. de l'Anglais.

Ecrire avec C.V. à THOMSON C.S.F., Service du Personnel, 173, boul. Haussmann - 75008 PARIS.

INGENIEUR PRODUIT

Développer une nouvelle gamme de produits auprès d'une nouvelle clientèle.

Voici la mission que nous souhaitons confier à notre candidat.

Ce n'est pas une tâche facile mais son dynamisme, son imagination et sa capacité de convaincre lui seront un atout sérieux.

Il aura de bonnes connaissances en électricité, électrotechnique et éventuellement en électronique acquises si possible par une formation ingénieur.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous No 24789, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

---

ingénieur des ventes

- Vous avez une formation mécanique ingénieur A.M., E.N.S.I. ou équivalent et des connaissances sur la «construction sandwich».
- Vous avez une première expérience commerciale et vous parlez correctement l'anglais.

Nous vous offrons de prendre la responsabilité d'un secteur de ventes en France comportant :
- développement, diversification et rentabilité des ventes
- assistance technique auprès de la clientèle.

Nous sommes une société industrielle française, filiale d'un groupe important. Notre produit est appelé à un développement certain qui entraînera une évolution des responsabilités du poste.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 24.790 CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche
POUR SON SIÈGE A PARIS

EXPERT COMPTABLE

Il sera affecté au Service d'Organisation Comptable de la Direction de la Comptabilité, et notamment chargé :
- des problèmes d'Audit, en liaison avec le Service d'Audit du Groupe, et les commissaires aux comptes ;
- de la préparation des missions de ces derniers ;
- du contrôle des inventaires.

Ce poste convient à un homme jeune :
- Diplômé Grande Ecole de Commerce + Expertise Comptable.
- Expérience : quelques années chez un Expert ou un cabinet d'Auditeurs.
- Anglais courant exigé.

Très larges possibilités de carrière dans un Groupe Français multinational.

Envoyer dossier de candidature sous n° 816.732 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Filiale d'un des PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS
Leader à l'Exportation
Siège Social PARIS ETOILE
recherche

Adjoint direct au P.D.G.

pour prendre des responsabilités dans les domaines :
FINANCIER, JURIDIQUE & COMPTABLE

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (ou niveau équivalent)
- soit Grande Ecole Commerciale ou de Gestion (Française ou Etrangère)
- soit Université
- soit Grande Ecole Scientifique mais ayant orienté sa carrière depuis plusieurs années dans les domaines ci-dessus.

Il possède le sens des Affaires allié à la rigueur dans la Gestion et une bonne expérience des contrats internationaux.

Il parle couramment l'ANGLAIS.

Il devra travailler en parfaite liaison et en s'appuyant sur les Services spécialisés de la Direction Générale du Groupe.
Il aura à effectuer des déplacements occasionnels de courte durée à l'Etranger.

Envoyer un curriculum-vitae avec photo et niveau de rémunération atteint à no 24106 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra. Discrétion assurée.

PHILIPS
DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Les candidats que nous retiendrons devront :
— avoir l'expérience de la clientèle, de la vente des équipements et des automatismes industriels;
— prendre la responsabilité d'une gamme de produits de haute performance (acquisition de mesures, programmation de micro-processeurs) et des objectifs de vente pour leur secteur d'activité.

Après une période de formation de 2 mois, incluant de courts séjours à l'étranger, PHILIPS offre aux candidats retenus la possibilité d'une carrière motivante dans le cadre d'une activité en pleine expansion.

ANGLAIS EXIGE

Envoyer candidature et C.V. à S.A. PHILIPS, 105, rue de Paris - 93002 BOBIGNY.

Société Internationale
35 km Nord Ouest de Paris recherche, pour son Service d'Etudes et Développements de Machines de Production

INGENIEUR ou équivalent

- Ayant acquis sur 5 ans minimum l'expérience des fabrications de séries et coûts de production.
- Aura la charge de l'élaboration des projets des machines et des devis correspondants.
- Anglais exigé.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 8827 à ICM 83, rue de Rennes Paris 6e

---

Culligan FRANCE

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DES EAUX
recherche

DELEGUES REGIONAUX

70.000 +

- Profil : Ecole de Commerce ou équivalent

Après une formation complète et rémunérée à nos méthodes commerciales, il leur sera confié les missions suivantes :
- Assurer les stages de vente, aider les débutants
- Assister le Chef des Ventes Régional dans l'animation de la force de vente.

Nos délégués peuvent indifféremment être basés à Paris ou sur leur région : Sud-Est, Centre-Ouest.

La maîtrise parfaite de la fonction, complétée par une formation permanente doit nous conduire à faire évoluer nos Délégués vers des postes de plus grande responsabilité.

Ecrire à Ph. LADOUCETTE,
CULLIGAN France
4, avenue Président Kennedy
78340 LES CLAYES S/BOIS

---

winterthur assurances

développe son département Informatique et propose après une FORMATION assurée par l'entreprise :
- aux jeunes titulaires d'un D.U.T. INFORMATIQUE ou EQUIVALENT des postes de

programmeurs

- aux jeunes titulaires d'un DIPLOME D'INGENIEUR ou EQUIVALENT des postes d'

analystes

Les postes sont à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V. manuscrit et photo sous référence 2781 à
J.C. DIDON - Tour WINTERTHUR
CEDEX 18 - 92085 PARIS LA DEFENSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
filiale d'un grand constructeur européen
(50 km au Sud de Paris)
recherche

CONSEILLER DE GESTION

28 ans minimum. Etudes supérieures : HEC - ESSEC ou DECS.

Expérience gestion administrative et financière 2 ans minimum.

Activité de conseil dans les domaines : financier, comptable, juridique.

Nombreux déplacements en province dans un réseau de concessionnaires.
Evolution possible vers une activité commerciale.

Ecrire en envoyant C.V., photo et prét., N° 24.673, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

GROUPE PHARMACEUTIQUE
Région Parisienne
recherche pour son SERVICE
ACCORDS et CONTRATS

JURISTE Débutant (e)

— ayant 1 à 2 ans d'expérience Maîtrise en Droit,
— diplôme commercial souhaité.
— parfaite connaissance de la langue anglaise.

Adr. lettre manuscr. avec C.V. et prét. à n° 24.172, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra Paris-1er, q. tr.

SOCHATA SNECMA
filiale du groupe SNECMA
recherche

Adjoint au Chef du Service Comptable

30 ans minimum

Une formation supérieure DECS complet ou grande école HEC, ESSEC, ESCP option finances et comptabilité est indispensable
Une expérience de 4 ans minimum en comptabilité générale et en comptabilité analytique ainsi que des connaissances en fiscalité et en informatique sont requises pour suivre et assister les différentes sections comptables.
POSSIBILITES D'EVOLUTION—à moyen terme—vers le poste de Chef du Service pour le candidat qui aura prouvé sa capacité à assumer ces responsabilités.

Si vous êtes intéressé par les fonctions proposées et *que vous répondiez aux critères requis, écrivez* en envoyant CV, photo, références et prétentions à C.A.P.I.C. 18 rue Volney 75002 Paris sous N° 79092
discrétion absolue assurée

SOCIETE ELECTRONIQUE
(Hauts-de-Seine)
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

ayant de bonnes connaissances des microprocesseurs
(matériel et logiciel)
pour études et développement
d'équipements industriels
Salaire élevé

Adresser curriculum vitae détaillé à O.G.P. no 766 25, rue Cavendish, 75019, PARIS, qui transmettra.

UNE IMPORTANTE SOCIETE DE TELECOMMUNICATIONS
Banlieue Sud-Ouest de Paris
recherche

UN INGENIEUR DEBUTANT

Formation Grandes Ecoles ou Université

Il devra s'intégrer à une équipe de spécialistes chargés de l'étude, la définition et la réalisation d'un projet de centraux téléphoniques électroniques (matériel et logiciel).

Il serait souhaitable que le candidat ait eu accès à un centre de calcul et manipulé des microprocesseurs au cours de ses études.

Adresser C.V. et photo à no 17185 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

THOMSON-CSF
DEPARTEMENT ELECTRONIQUE AUTOMOBILE
recherche

INGENIEUR MECANICIEN

Expérience industrielle de 5 à 10 ans chaîne de fabrication importante sera chargé de définir à partir des prototypes, des labos d'étude, le packaging et les méthodes de fabrication - Optimisation des rendements.

Responsabilités : Analyse du packaging Analyse des matériaux - Analyse de faisabilité - Définition des méthodes - Définition des moyens de fabrication - Définition des dossiers - Mise à jour des dossiers.

Expérience désirée : connaissances des méthodes, des matières plastiques, des outillages, des machines automatiques, bureaux de dessins, chaînes de fabrication.

Adresser C.V., photo au Service Recrutement - B.P. 10 - 91401 Orsay.

SLIGOS Pour son AGENCE CONSEIL et INGENIERIE
recherche pour
PARIS

2 INGENIEURS D'AFFAIRES SECTEUR PUBLIC

Les candidats, de formation supérieure, devront avoir une expérience en Organisation et/ou Informatique et des connaissances des Grands Systèmes de Gestion et des Télécommunications.

Ce poste à HAUT NIVEAU implique des Responsabilités et offre de réelles possibilités d'EVOLUTION.

Adresser les réponses à :
CERI — 27, avenue de Versailles — 75016 PARIS

USINE MÉCANIQUE DE SÉRIE
(1.000 personnes)
Proche **BANLIEUE OUEST PARIS**
cherche

INGÉNIEUR Confirmé

Minimum 32 ans. Forte expérience production et méthodes comme CHEF des METHODES et OUTILLAGES.

Après courte période de formation peut devenir l'adjoint du Directeur de l'Usine selon expérience et personnalité.

Jeune INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Formation ARTS et METIERS ou équivalent.
Minimum 2 ans de pratique industrielle pour BUREAU METHODES et FABRICATION.
Evolution de carrière intéressante.

Envoyer C.V., photo et prétentions n° 24.728, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transm.

Importante société de produits industriels faisant partie groupe international,
recherche pour sa
DIVISION ABRASIFS APPLIQUES

ingénieur chimiste organicien

auquel il sera confié essentiellement des fonctions de DEVELOPPEMENT.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE, 28 ans minimum, ayant déjà exercé des activités techniques dans une unité chimique.

Connaissances résines synthétiques et très bonne maîtrise de l'anglais indispensables.

Lieu de travail : banlieue parisienne.

Veuillez écrire, sous référence 4834 à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

IMPORTANTE ENTREPRISE LEADER DANS SA BRANCHE

Pour faire face à notre développement et renforcer nos équipes, nous recherchons :

- ***analystes***
- ***analystes-programmeurs***
- ***programmeurs système***
- ***programmeurs***

Bonnes connaissances des matériels IBM 370 et 43 XX, ainsi que des logiciels VM, DOS/VS, CICS, Cobol, Assembleur.

Outre les possibilités d'évolution, les fonctions exercées assureront aux candidats une réelle consolidation de leur expérience.

Merci d'adr. lettre man., C.V. et photo sa réf. 3330 à AXIAL Publicité - 91, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche pour ses services à PARIS

AGENTS DE GESTION

Titulaires du BTS ou DUT gestion, ou formation technique et expérience dans le domaine de la gestion et du contrôle des Prix de Revient.

Anglais indispensable. Dégagés O.M.

Expérience de 2 à 3 ans souhaitée.

Pouvant être affectés ultérieurement, suivant besoin du groupe, dans une filiale à l'étranger.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à No 23759 à S.N.E.AP. - D.C. Recrutement 21 bis, av. des Lilas — Bâtiment Mestresset - 64000 PAU.



THOMSON-CSF

recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ
(SUPELEC ou A.M.)

ayant plusieurs années de pratique dans la fonction achat et capable de négocier à haut niveau des contrats importants (en particulier, pour des achats de matériels d'équipement).

Dynamique, animateur de groupes de travail, le candidat devra posséder les qualités humaines nécessaires au maintien de bon contact entre les Unités Thomson C.S.F. et la Direction Industrielle Approvisionnement.

Ce poste conviendrait à un CADRE de 40 ans min.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétent. ss la réf. 858 à CREATIONS DAUPHINE, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE DE BATIMENT
appartenant à un Groupe International recherche pour son
Siège à PARIS (Ouest)

JURISTE
D'ENTREPRISE

Expérimenté en Droit des affaires.

- Connaîtra si possible le Bâtiment ;
- Assistera les Responsables dans l'étude et la négociation de contrats et prendra en charge les problèmes de contentieux commercial et d'assurances ;
- Anglais courant nécessaire.

Les candidats enverront leur curriculum-vitae manuscrit en indiquant leurs prétentions sous nº 80.587, PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

URGENT

CÉGOS ALPHA-LANGUES
recruits dynamic

TEACHERS

English mother tongue for intensive language course in october in a holiday resort (all expenses included and salary according to qualifications). Preference will be given to qualified teachers send C.V. and recent photo with address and phone number to Jacqueline PHILLIPS

Cégos Alpha-Langues
33, quai Gallieni - 92153 SURESNES (France).

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
proche banlieue Paris-Ouest
recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
pour laboratoire d'études

Adresser C.V. détaillé sous nº 753 à C.G.P., 23, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra

---

Collaborateur du journal cherche JEUNE FILLE Pour s'occuper de deux enfants (10 et 12 a.), 16 h. 30 à 18 h. 30. Tél. MARDI, de 17 h. à 19 h. au 202-38-58

Pr connaître les emplois stables, bien rémunérés, offerts par l'Etat à toutes et tous, avec ou sans diplômes, lisez la revue FRANCE-CARRIERES (C 18), 3, rue Montyon 75429 Paris (Doc. gratuite sur demande.)

Rech. J.H. comptabilité, hôtellerie, administratif, déplacement Province, siège à Paris. Libre de suite. Expér. souhaitée. Téléph. : 973-51-26

Clinique Ile-de-France (95) Ermont - Tél. : 959-48-12 Postes stables :
— Panseur (euse).
— Infirmière D.E.
— Aide-soignante D.E.
— Femme de service.

HOPITAL DE JOUR pour adolescents présentant troubles psychopathologiques cherche JEUNE FEMME pour rôle soignant et éducatif. Diplômes exigés - T. : 588-69-54

PARIS-9e Société d'Expertise Comptable recrute UN COLLABORATEUR préparant l'expertise comptable, option prof. libérale, ayt quelq. années d'expérience de cabinet D.E.C.S. complet souhaité et au minimum certif. compt. exigé. Permis de conduire et véhicule indisp., missions variées et sit. d'avenir assurée. Ecrire avec C.V. et rémunération souhaitée : E.G.I., 56, rue de la Rochefoucauld, PARIS (9e).

Banque privée 1er arrdt appartenant à groupe important recherche dans le cadre de son développement JEUNE COLLABORATEUR
Elle lui offre :
— Une très solide initiation à l'ensemble des techniques bancaires.
— La possibilité de s'affirmer dans le cadre d'un groupe aux structures très souples.
Elle lui demande :
— Une formation sanctionnée par un diplôme d'Etudes Supérieures (HEC, ESSEC, ESP, IEP).
— Une très grande curiosité intellectuelle susceptible de s'appliquer à des réalisations concrètes.

Ecrire sous nº 74268 M, BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Ecole privée recherche professeurs Histoire, Géographie, Anglais, culture générale. DIPLOMES SC. PO Ecrire nº 817.024 Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS qui transmettra.

Mairie de Saint-Denis équipée d'un 370 115, banque de données télétraitement) recherche :
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
débutant ou un à deux ans d'expérience. - Niveau MIAGE ou équivalent. - Envoyer C.V., Service du Personnel, 59, rue de la République, 93-Saint-Denis.

offres d'emploi

PREFECTURE de MAINE-ET-LOIRE ANGERS recrute 1 RESPONSABLE Informatique

Dans le cadre de l'information de ses services, la Préfecture de Maine-et-Loire recherche un Chef de Service Informatique, niveau analyste confirmé (cinq années au moins d'expérience professionnelle).
Ecr. en précisant C.V. et prét. au Secrétariat Général de la Préfecture - 49036 ANGERS CEDEX avant le 1er oct. 1979. Renseignements au 88-74-51 (Poste : 42.00 ou 42.24)

Importante Société recherche
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
ASSEMBLEUR CONFIRME
Libre rapidement.
Téléphone : 292-06-77, poste 8.

ONERA
29, av. de la Division-Leclerc, 92320 CHATILLON recherche
1 INGENIEUR ELECTRONICIEN
GRANDES ECOLES
Ayant 5 ans min. d'expérience dans le domaine du contrôle technique. Connaissances en informatique souhaitées.
Adr. candidat. av. C.V., photo.

ADJOINT DIRECTION
pour Secteur Automobiles Marque Française
Ayant expérience :
GESTION ORGANISATION
Sces après-vente et commercial
(1500 VN-VO) possibilités importantes de développement. Situation d'avenir.
Adr. C.V. détaillé manuscrit, photo et prét. à PUBLI INTER, 75, r. Voltaire, 92300 Levallois, sous référence 26.360.

EUROFARAD
recherche
INGÉNIEURS ET AGENTS TECHNIQUES EN AUTOMATISMES
pour équipements de production.
COMPOSANTS ELECTRONIQUES
Expérience exigée : électronique, pneumatique, mécanique.
Connaissance souhaitée microprocesseurs.
LIEU DE TRAVAIL
LAGNY-SUR-MARNE
Restaurant d'entreprise. Possibilité de logement.
Adresser C.V. détaillé avec photo et PRETENTIONS.
93, r. Oberkampf, 75011 PARIS. Discrétion assurée.

KANTERBRAU
Pour applications de gestion sur 370/158 (CICS, 8100) recherche
PROGRAMMEUR-ANALYSTE
minimum 3 ans d'expérience (COBOL, CICS)
Poste à SEVRES (92).
Statut cadre et rémunération fonction de l'expérience : 98.800 et +
Adr. C.V. et prétentions à : P. DUBERT, 7, rue de Téhéran 75008 PARIS. ss référ. P 22 M

ORGANISME PROFESSIONNEL Quartier Champs-Elysées recherche pour son service des Questions sociales
COLLABORATEUR ASSISTANT
PROFIL :
— Licence en droit.
— Connaissance approfondie du droit du travail, de la Sécurité sociale et des régimes de retraite.
— Expérience professionnelle souhaitée dans entreprise de Travaux publics ou dans Caisse de retraite ou organisme de Sécurité sociale.
ACTIVITES :
— Etudes diverses concernant les régimes de retraite et de prévoyance et la réglementation de la Sécurité sociale.
— Analyse comptable et financière des organismes correspondants.
— Suivi de la négociation paritaire, chargé des problèmes d'emploi et de salaires.
Adr. lettre manuscrite avec C.V. et prétent. au Service des Questions sociales.
3, rue de Berri, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour Chantiers FRANCE
INGÉNIEURS
DIPLOMES « ARTS ET METIERS »
Possédant minimum 5 ans d'expérience.
De nationalité française.
Pour participation aux essais et à la mise en exploitation de centrales de production d'énergie.
Ecrier avec C.V. détaillé, photo et prétentions nº 23977 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION PARIS recherche pour poste stable
INGÉNIEUR
diplômé GRANDE ECOLE ou équivalent.
Débutant ou ayant quelques années de pratique.
Dégagé des O.M., intéressé par activité technico-juridique, sachant rédiger et connaissant :
— anglais (très bien),
— allemand (lu),
— électricité générale,
— électroniq., physique, mesure.
De préférence diplômé CEIPI. Licencié droit ou connaissant propriété industrielle.
Env. C.V. manuscrit, réf., prét. à nº 24836 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er

---

F.N.M.F. recherche
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
2 ans expérience, bonne connaissance des techniques temps réel et bases de données.
Matériel Burroughs B 6800 si possible..
Connaissance des matériels de haut de gamme.
Adr. C.V. dét., photo (ret.) et prét. à F.N.M.F. Division des Relations Sociales 56 à 60, rue Nationale 75649 PARIS Cedex 13

P.M.E. Prestation de Service recherche
TECHNICO-COMMERCIAL
Ayant bonne introduction auprès entreprises T.P. ET BATIMENT
Voiture indispensable Rémunération attractive Frais de déplacement
Ecrire nº 32.292 sur enveloppe à : JRP 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, qui transm.

secrétaires

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET CONSEIL recherche la
secrétaire
de son Président-Directeur Général
Formation supérieure. Anglais courant. Expérience plusieurs années poste similaire. Connaissance secteur informatique appréciée.
Envoyer C.V. sous référence PREU.
Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet. 75008 PARIS

M G E N
DIRECTION ADMINISTRATIVE recherche
SECRÉTAIRE
- Niveau B.T.S. ;
- 22 ans environ.

URGENT
Tél. : 539-22-29

A BLOIS (41), pour un remplacement de 5 à 6 mois, la SMG, fabricant de matériel pour le second œuvre du bâtiment, rech. UNE SECRETAIRE EXPERIMENTEE connaissant couramment l'anglais et parfaitement l'allemand, lu, parlé et écrit. Libre rapidement. Possibilité de logement. Compte tenu de l'évolution constante du service export de la Sté, ce poste peut déboucher éventuellement sur une embauche définitive. Bonne présentation. Disponibilité. Pour tous renseignements et candidature, écrire (avec C.V. et photo) à S.M.G. - B.P. 2, 41260 La Chaussée-Saint-Victor.

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL et INDUSTRIEL PARIS
recherche
UNE SECRÉTAIRE RÉDACTRICE
ayant BTS ou DUT gestion ou 2 ans Droit ou Sciences Eco, bonne dactylographie et goût pour les tâches administratives pour étude de dossiers de crédit, réalisation des contrats de prêts et contacts avec banques et clients. Formation assurée.
Ecrire avec C.V., photo sous la référ. SR, Chci service Recrutement - 78, rue Olivier-de-Serres - PARIS (15e)

COFLEXIP
(PORTE MAILLOT) recherche pour son Contrôleur de Gestion, une
SECRÉTAIRE
— Niveau BTS.
— Excellente maîtrise d'un secrétariat impliquant RAPPORTS CHIFFRES
— Bilingue anglais.
— Expérience professionnelle de 5 ans minimum.
— Aisance et discrétion dans les contacts à niveau élevé.
13e mois. Prime de vacances. Participation - Restaurant d'entreprise.
Adr. C.V. et prét. à la Direction du Personnel (sous réf. 579), 23, av. de Neuilly, 75116 Paris. Réponse et discrétion assurées.

SIEMENS
recherche
SECRÉTAIRES
BILINGUES, ou de langue maternelle allemande (référence 02).
STÉNODACTYLOS
BILINGUES ALLEMAND (référence 03).
POUR CES POSTES les candidatures de débutantes seront aussi bien examinées que celles émanant de personnes expérimentées.
Nous vous remercions d'adres. votre candidature, en indiquant la référence du poste à : SIEMENS S.A., Département du Personnel, Boîte postale 122, 93204 ST-DENIS Cedex 1.

représent. offre

Pour secteur immobilier, dame possédant auto et tél. même mi-temps. Téléphone : 280-22-19.

TRES IMPORTANT
FABRICANT TISSU
pour confection prêt-à-porter
OFFRE STATUT V.R.P. A JEUNES DYNAMIQUES
pour secteurs vente Paris
Adresser C.V., référ. nº 9.507 LTP. 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris (2e), qui trans.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

demandes d'emploi

J. H., 25 ans, dégagé des O.M., **INGENIEUR GENIE CIVIL** expér. en mécanique des sols, ch. sit. Etud. ttes propos. Georges Voileau, 20, av. Guillon, 44000 Nantes. Tél. (40) 74-82-64.

8 ans d'expérience spécialiste en **ETUDES DE MARCHE** cherche collaboration ponctuelle ou régulière.
Ecr. nº 1.325, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris.

J. H. 28 ans, maîtrise droit social, D.E.S. Ergonomie 6 mois expérience service du personnel et 5 mois et demi expér. employé administratif, étudie ttes propositions. Ecr. : Luc BENNOUN, 21 bis, rue des Ecoles, 75005 PARIS.

J.F. 21 a., bac B exp. vie act. recherche emploi secteur social ou enseignement. T. 332-26-54.

Hme 37 a., cadre technico-ccial rompu contacts de haut niveau, 15 a. exp. indust. Lib. rap. ét. ttes proposit. Tél. : 909-51-35.

Vous recherchez un jeune cadre commercial export, angl, esp., not. portugais. Bon en gest. et marketing, gde mobilité France et étranger. Ecr. M. Da Rocha Angelloa, 29, rte de Paris, 77960 Chailly-en-Bière. T. : 422-39-81.

Psychologue DESS clinique ch. travail, expér. tests projectifs enquêtes et entretiens. Ecrire nº T 015.375 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme 37 a., ch. place CHEF COMPTABILITE, expér. P.M.E. Ecr. nº T 015.298 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur A.M. 27 a., 5 a. exp. cause études (DEA) ch. poste m.-tps ing. ou enseignant. Ecr. nº T 015.377 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 30 a., doct. Sc. humaines, lic. archéolog., impte expér., gestion administ., animation, formation dans équipem. socio-cultur. étudierait ttes propositions temps plein ou partiel. M. J.-C. Chapuis, 8, cité Condorcet, 75009 PARIS. T. : 878-77-99.

J. H. 27 a., D.E.A., Sc. Eco., diplômé Ecole de Commerce, 2 ans d'enseign. Eco et Droit, rech. responsab. ds le domaine de la format. Ecr. M. Landsberg 79, r. d'Aguesseau 92100 Boulogne. TEL. : 825-28-82.

Professeur de Droit Fme, 32 a., maîtrise + DES, rech. poste : secondaire, BTS ou FPA. Etud. ttes propos. Ecr. Mme Régnier 120 bis, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

CADRE SUP. BANCAIRE 30 a. lic. SC. ECO, 10 a. d'expér. banque d'affaires, spécialiste des financements exportation et internationaux (spécial. crédit acheteur) ch. pl. préf. étranger. Ecr. nº T 015.380 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. Fille 24 ans, Ingénieur Chimiste 79, rech. emploi, discipline indifférente (atelier, labo, recherche, documentation, etc), anglais courant, espagnol et allemand traduits. Mlle LEBLANC 68, rue Pierre-Brossolette 92500 Rueil-Malmaison - 751-24-22

J.H. 25 ans, 3 ans Sciences Po, section service public, aimant contacts, rech. empl., préf. rég. parisienne. - Ecrire à M. Marc SAUTERON, 23, r. Gouttières, 92160 ANTONY

Ingénieur civil + CHEBAP + doctor + inform., 31 a., cél. 5 a. exp. bât. TP, tr. fr., angl, ar., lib. Im. Hélou 22, r. Rungis-13e.

Comptable femme, 35 ans, 10 a. expérience, cherche emploi comptabilité générale Téléph. : 875-07-70

Représentant Publicité actif, sérieuses référ. professionnelles intéressé par support ou salon profess. à développer. Ecr. : CRET-MARTIN, 79, bd Exelmans, 75016 PARIS

Débutante 20 ans, CAP d'Assurance, niveau B.E.P., ch. empl. Castaings Gerty, 2, r. Pontoise Appt 19 - Bât. A, 95870 Bezons

J.F. 21 a., distinguée, C.A.P., esthéticienne, cosméticienne, bil. ch. emploi et étudie ttes propos. Ecr. nº T 015296 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J. Fille 19 ans, poss. Bac. F-8 (anglais étudié) - Sténo, ch. emploi Secrétariat médical. Libre à partir du 22 sept. Tél. au (66) 80-03-25

J.F. Documentaliste, 26 a., dipl. INTD 1er cycle + maîtrise d'informat. et de documentation + connaiss. anglais et allemand, ch. emploi. Libre de suite. Ecr. Mlle Manquin, 16, r. Beaunier-14e

INGÉNIEUR CONSULTANT C.N.A.M.
— Organisation - Gestion informatique.
— Formation professionnelle.
— Industries et engineering.
— Spécialistes planifications complexes.
Etudie toutes propositions. Ecr. nº T 15.390 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

ANIMATEUR de FORMATION vacataire, 30 a., form. sup. + inst. sup. form. gest. personnel (ISSEC), 5 a. exp. entrepr., ch. poste à resp., anim. ou conseil. Ecr. nº 1.336, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

formation profession.

Formation à l'information AIDE A L'EMPLOI PRETS POUR ETUDES
JOURNÉE INFORMATION
TOUS les MERCREDIS à 16 h. Invitation sur demande. Association CERIAC. TEL. : 355-95-96.

CEFIA ECOLE PRIVEE
Vous prépare aux métiers de haut niveau en
INFORMATIQUE
par stages 3 et 6 mois de
PROGRAMMEUR-ANALYSTE
Crédits, études et aide à la recherche d'emploi.
Réunion d'information tous les jeudis à 16 h. ENTREE LIBRE
TEL 355-95-96
66, rue Amelot - Paris 11e

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE PEINTURE pour bureaux, appartements, etc. Devis gratuit. 885-14-38

ENTREPRISE. Sérieuses références, effectue rapidement travaux de peinture, décoration et coordination tous corps d'état. Devis gratuit. 368-47-84 - 893-30-02

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

1 100 SPECIAL noire, mars 78, 30.000 km, très bon état, T.O., radio FM, lecteur de cassettes stéréo. 16.000 F. - Tél. 281-06-81.

12 à 16 C.V.

280 SLC MERCEDES ttes options 1977, 26.000 km - 267-49-96.

divers

NEUBAUER PEUGEOT VD QUELQUES 504 D. ESS.
Neuves d'exposition. 0 km. PRIX TRES INTERESSANT Tél. : M. GERARD. 243-02-43.

l'agenda du Monde

Offres de particuliers

LA TOUR EIFFEL EST A VENDRE
Pièce exceptionnellement composée de 2.500.000 allumettes échelle 1/100e, reproduction la plus fidèle de l'authentique, nombreuses expositions. Conviendr. à amateur d'objets d'art, collectionneurs ou exposition dans un musée.. Prix à débattre. Ecr. nº 1.276 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Artisans

Nettoyage moquettes - tentures. Travail soigné, garanti, délais rapides. Téléphone : 739-55-44.

CHAUFFAGE TOUTES ENERGIES INSTALLATIONS SANITAIRES. Tél. : 088-09-71 (après 19 h.).

Bijoux

PAIE COMPT. TOUS BIJOUX. Or, brillants, argent. 136, rue Legendre, Métro Brochant, 17e.

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET. 19, rue d'Arcole, 4e. T. 354-00-83.

Cours

Culture générale fondée sur lettres et sciences humaines par écrivain, journaliste (collaboratrice du « Monde »), enseignante. Tél. : 084-11-51, le matin.

Mlle DESPAS licence d'enseignement de l'Ecole Normale de Paris, reprendra ses cours de piano à partir du 15 septembre, 70, rue Lamarck, Paris-18e. TEL. : 064-04-49.

Moquettes

SUPER SOLDES moquettes laine et synthétique, gros stock, belle qualité. Téléph. : 757-19-19.

Rencontres

ALISON CLAY 3e année
CONSEIL MATRIMONIAL
Rencontres - Mariages - Sorties 10 bis, rue du Hainaut, Paris-19e 202-33-89, de 13 à 20 h, et 950-45-76, Versailles.

Entre gens du monde, on se côtoie, on se parle... et l'on s'ignore
A. RUCKEBUSCH
Expert en Sociologie
MARIAGE DE L'ELITE
a l'art de provoquer la croisée des chemins entre ces hommes et ces femmes brillants dans leur profession et isolés dans leur vie personnelle.
Depuis 32 ans son succès ne fait que s'affirmer dans le cadre d'une société choisie.
Avec ceux, toujours plus nombreux, qui se sont confiés à lui, vous découvrirez, dans une prestation hors du commun.
DES RELATIONS NOUVELLES DES AMITIES NOUVELLES
Sur rendez-vous
5, rue du Cirque - 75008 PARIS
Tél. 720.02.78/720.02.97
Entre Rd-Point Chps-Elysées et Fg St-Honoré
4 et 6, rue Jean-Bart (59) LILLE
Tél. 54.86.71/54.77.42

Psychologie

Amélioration du contact
Prise de conscience du corps
Travail du rêve
GR. DE GESTALT THERAPIE week-end et soirée. Travail individuel et couple. Marie Petit Dr Hubert Bidault Centre d'évolution, 14, rue des Saints-Pères. Tél. : 260-28-58.

Psychanalyse-Psychothérapie GROUPE I.C.S. 236-26-79 - 584-07-21 - 770-22-34.

Photo

Vends SUMMICRON-LEICA M chrome, très beau, garanti 5 m., 1.250 F. Tél. : 363-96-75 le soir.

Spécialités régionales (vins)

MONTLOUIS
bl. sec, 1/2 sec, Moelleux plusieurs mil., champ. brut, 1/2 s Pour les têtes de fin d'année, passez vos commandes dès maintenant (cart. 15 bouteilles). A. CHAPEAU viticul. Husseau. 37270 MONTLOUIS.

Tennis

TENNIS ROYAL COURT Location tennis couvert, reste qqs hres à louer saison 1979-1980. Rens. 631-09-58.

Vacances Tourisme Loisirs

VACANCES à la SEMAINE TOUTE L'ANNÉE
L.I.T. (67) 56-52-92 (67) 56-67-11
34280 LA GRANDE-MOTTE

Part. vend camping-car 1976. RENAULT Estafette 26.000 km 1.000 surélevée. Etat général impeccable, équipement Star + frigo, chauf catalyse et isolation. Disponible fin octobre. Prix : 36.000 F. Tél. : 728-43-60 de 18 à 20 h.

L'immobilier

fonds de commerce

Cacharel, Philippe Salvet, Chacok, Franck Olivier, Go-Sports... sont au Palais des Congrès.
Pourquoi pas vous?
Pour louer les toutes dernières boutiques du Palais des Congrès.
Appelez Laurence Leleu. 260.32.56.
S.C.C. Société des Centres Commerciaux 20, Place Vendôme. 75001 Paris.

A CEDER, cause retraite Portefeuille gestion immobilière uniquement, dans grande ville Normandie Produit annuel 40.000 F. Possibilité crédit 50 %. Sér. réf. Ecrire Agence HAVAS 14000 CAEN, nº 5154 qui trans.

CASABLANCA (MAROC) Pr raison santé et dble empl. cède ou gérance libre école coupe et couture, bonne réputat. très bien placée + appart. Tél. à Nice (93) 87-14-09

locaux commerciaux

A céder droit au bail local ccial 60 m2, Mº Nation, très bon état. Tél. 373-79-06

constructions neuves

5e ARRONDISSEMENT
Dans petit programme neuf Achèvem. prévu décembre 1979 CONSTRUCTEURS privés cèdent au prix préférentiel SURFACE à définir
707-20-29 13 à 19 h (sf samedi)

viagers

Vendez rapidement conseil expertise indexation gratuit Discrétion. ETUDE LODEL 35, bd Voltaire. - 355-61-58

Boulogne, Rhin et Danube beau 3/4 pièces, 3e ét. immeub. récent, 125.000 + 2.500 occupé homme 73 ans, F. Cruz 8, rue La Boétie. - 266-19-00

hôtels-partic.

VIIe
INONDEE DE SOLEIL NOYEE dans LES JARDINS MAISON DE REVE 300 m2 JARDIN 650 m2 entouré d'autres jardins. Prix élevé. BURON, 92, r. Richelieu, Paris.

terrains

Morbihan, sur océan, terrain bâtir envir. Très except. tennis, Bastard, 2, rue Meissonier, 75017 Paris

châteaux

18 KM ROUEN CHATEAU XVIIIe Avec parc arbres haut jet 6 ha dépend., tennis. 1,3 million N.F. Cab. LE MANOIR. (35) 80-56-33

Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

UNE INSTRUCTION DU PREMIER MINISTRE

Les parcs naturels sont l'affaire de tous

M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, s'est rendu le mardi 11 septembre dans le parc national des Pyrénées. Il a annoncé la publication d'une instruction du premier ministre aux membres du gouvernement sur la politique à mener dans les parcs naturels.

Les parcs nationaux — ils sont six — et les parcs régionaux — une vingtaine — sont-ils le domaine réservé des fonctionnaires de l'environnement ? Autrement dit, les autres services publics sont-ils dispensés d'y mener, chacun pour sa part, une politique de protection ?

Depuis la création, voici dix-huit mois, d'un « grand » ministère de l'environnement doté de crédits substantiels, une telle conception commençait à prendre corps. Pour briser la carrière de cette fausse bonne idée, M. Raymond Barre vient de signer une instruction à tous les ministres, qui met les choses au point.

Tous les services publics, y compris les P.T.T. pour leurs poteaux, l'E.D.F. pour ses lignes et l'armée pour ses terrains de manœuvres, doivent se plier aux exigences de la protection du patrimoine naturel.

Les budgets affectés aux parcs doivent compléter les crédits normaux de l'Etat et non autoriser les préfets, comme ceux-ci avaient tendance à le faire, à transférer les subventions ordinaires à d'autres secteurs de leur département. Dans les zones périphériques des parcs nationaux, l'effort financier de l'Etat sera maintenu par le nouveau canal du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR). Les préfets qui préparent les programmes de développement de ces zones doivent consulter le directeur du parc, ce qui n'était pas toujours le cas jusqu'ici.

Les parcs nationaux pourront désormais gérer des terrains domaniaux situés dans leur périmètre mais appartenant soit à l'Office national des forêts (zones de montagne non boisées), soit à l'armée (glacis du fort de Port-Cros). Lorsque les exigences de la protection imposent un surcoût, comme dans l'architecture des bâtiments, les services publics concernés paieront eux-mêmes le supplément sans faire de ponctions dans les finances du parc. Dans les parcs régionaux, le financement du maintien des services publics, des programmes économiques et des actions pédagogiques doit rester une priorité pour tout le monde, y compris pour l'aménagement du territoire et pour l'agriculture qui avaient tendance à se dégager pour porter ailleurs leurs efforts.

Lorsque des travaux importants, des schémas d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols seront mis en chantier, les syndicats mixtes, gérant les parcs régionaux, devront être obligatoirement consultés alors qu'on les oubliait trop souvent. Enfin, en cas de litiges, les arbitrages seront désormais rendus au sommet, c'est-à-dire par un comité interministériel. Pour faire bonne mesure, l'instruction de M. Raymond Barre prévoit que chaque ministre enverra lui-même à ses services une circulaire particulière leur rappelant leurs responsabilités dans la bonne gestion des parcs naturels.

Il est donc bien clair, à présent, que la politique des parcs est et doit demeurer l'affaire du gouvernement tout entier. En créant un parc national ou en approuvant la charte d'un parc régional, c'est l'Etat qui s'engage. Il était opportun que ce principe soit rappelé.

MARC AMBROISE-RENDU.

P.T.T.

La « révolution » de la télématique

(Suite de la première page.)

L'annuaire électronique sera consulté par l'usager au moyen de son téléphone. Le numéro téléphonique recherché s'inscrira sur un mini-écran installé à cet effet. L'Ille-et-Vilaine donnera le coup d'envoi en 1981. Le système sera étendu à tout le territoire en 1990.

Les abonnés au téléphone seront plus sensibles encore à l'introduction du poste à clavier, à partir de 1981. Ce véritable terminal télématique donnera accès à des services encore inconnus : conférence sur une même ligne, réveil automatique, consultation de l'annuaire, composition automatique de numéros, transferts automatiques d'appels, etc. M. Ségard prévoit que trois millions de postes de ce modèle seront livrés au prix de 150 F à l'administration chaque année, pendant dix ans, par six constructeurs, qui devront avoir recours à des composants de fabrication nationale. La liste de ces constructeurs sera arrêtée au mois d'octobre. Ce nouveau service ne sera pas facturé en supplément à l'abonné.

La télécopie, dont le principe est arrêté depuis quelques années, fournira aux ménages et aux entreprises la possibilité de transmettre en quelques minutes la photocopie d'un document grâce au téléphone. Le télécopieur coûtera 2 000 francs hors taxes. Cent mille seront livrés chaque année par Thomson et par un autre industriel à choisir entre Matra, Sagemet CIT-Alcatel. Critères techniques retenus : la simplicité d'utilisation, la possibilité pour le télécopieur de se transformer en simple photocopieur, des performances améliorées, soit un délai de quarante-cinq secondes à trois minutes pour transmettre une page de 21 × 29,7 cm.

A cette occasion, M. Ségard semble décider à mettre fin à la guerre fratricide que se livrent la poste et les télécommunications. La première souhaite créer un service public de télécopie dans les bureaux de poste, « Téléposte ». Les Télécommunications craignent que les ménages ne s'équipent en télécopieurs dans les grandes surfaces d'électroménager et refusent à la poste des circuits. M. Ségard a décidé qu'un service commun de télécopie serait placé sous la responsabilité des deux directions générales.

Enfin, M. Ségard prévoit qu'une ville moyenne de trente mille habitants serait équipée, en 1981, de fibres optiques à la place de câbles de cuivre traditionnels. Il s'agira de tester une technologie encore mal maîtrisée, mais dont tous les spécialistes s'accordent à dire qu'elle se généralisera dans les années 90. Le réseau de fibres optiques donnera aussi la possibilité de mettre fin à une « zone d'ombre » de Télédiffusion de France (T.D.F.). On verra dans ce souci technique le désir réaffirmé du secrétaire d'Etat aux P.T.T. d'exercer sa tutelle sur T.D.F.

Téléphone moins cher

Dans sa deuxième communication, au conseil des ministres, M. Ségard a présenté un bilan, à juste titre flatteur, des performances de son administration en matière de téléphone. Depuis 1974, le nombre des abonnés est passé de 6,2 millions à 13 millions. Le taux d'équipement a bondi de 11,8 postes à 24 postes pour cent habitants. Les objectifs du Plan (19,3 millions de lignes et 30 postes pour cent habitants en 1982) seront atteints.

« Cette amélioration bénéficiera à toutes les couches sociales, puisque le téléphone deviendra moins cher pour que les usagers communiquent plus, a expliqué M. Ségard. *La taxe de base croîtra en moyenne de 3 à 4 % par an en francs constants, mais la taxe de raccordement et les abonnements demeureront inchangés en attendant de baisser peut-être en francs courants. Les télécommunications se révèlent une excellente affaire financière ; leur autofinancement représente la moitié de leur chiffre d'affaires. A partir de 1982, les télécommunications n'auront plus besoin d'emprunter. »*

Restent deux points noirs : l'exportation et l'emploi. Le virage brutal en faveur du téléphone tout électronique, effectué en 1978, par la direction générale des télécommunications a conduit les industriels du téléphone à annoncer des licenciements massifs. Le secrétaire d'Etat convient implicitement de la responsabilité de ses services. *« Les P.T.T. ont posé un problème d'emploi,* dit-il. *Les P.T.T. ont le devoir de le résoudre. La télématique engendrera des produits nouveaux, et notre administration embauchera en priorité les personnels licenciés. En étant pessimiste, j'estime que le nombre des personnes en excédent ne dépassera pas six à sept mille d'ici à la fin de 1982. »*

Selon le ministre, l'exportation de matériel de télécommunication se porte bien. Le chiffre d'affaires à l'exportation représentait, en 1978, 18 % du chiffre d'affaires global de la profession, au lieu de 13 % en 1974. Les progrès sont réels, mais nettement inférieurs aux prévisions qui tablaient sur un pourcentage de 30 %. Celui-ci ne sera atteint qu'en 1982..., lorsque le volume des commandes des P.T.T. aura baissé en francs constants.

Un moment inscrit sur l'agenda du conseil des ministres, le dossier de la poste a disparu, une fois de plus. Il n'est plus question aujourd'hui du plan d'entreprise ambitieux dont parlait M. Ségard, il y a un an, mais d'une simple communication. En effet le gouvernement se trouve confronté à un problème d'autant plus embarrassant à résoudre que la faible technologie postale ne lui attire pas les faveurs de l'Elysée. A quel moment, le gouvernement décidera-t-il des mesures propres à restaurer le service postal ? Quand il aura trouvé un successeur à M. Emile Simon, directeur général des postes et quand il aura convaincu les directeurs de journaux d'accepter de payer plus cher l'acheminement de leurs abonnements. La télématique fleurit ; la poste végète.

ALAIN FAUJAS.

URBANISME

Le Palais des congrès ne sera pas construit sur la place Masséna

annonce le maire de Nice

Une pelouse de 2 hectares va prendre la place de l'ancien casino municipal de Nice en plein cœur de la ville face à la promenade des Anglais et à la mer.

Ce projet, annoncé le 11 septembre par M. Jacques Médecin, maire de la ville, dans une interview à FR 3, se substitue à celui d'édifier sur le site de l'ancien casino, dont la destruction vient d'être achevée, un palais des congrès qui avait suscité une vive polémique dans la ville.

Le Palais des congrès, *« vital pour l'avenir de Nice »*, selon M Medecin, sera construit à un emplacement qui n'a pas encore été déterminé avec précision sur la dalle recouvrant le Paillon, un torrent traversant la ville, et qui supporte déjà le Palais des expositions, le théâtre de Nice et une promenade-jardin en terrasse. *« Nous aurions eu tort de nous entêter sur un projet prévoyant la construction du Palais des congrès sur la place Masséna »*, a précisé le maire de Nice.

Depuis les palmiers suspendus de la promenade du Paillon, une « *perspective verte* » s'ouvrira ainsi sur près de 1 kilomètre à travers le nouveau jardin paysager planté d'arbustes, le site classé de la place Masséna, aux façades roses de style génois, et le jardin Albert-Ier qui aboutit aux plages de la promenade.

Le Palais des congrès et de la musique qui devait être achevé en 1982 et dont le coût avait été estimé à 230 millions de francs paraissait pourtant définitivement engagé. La municipalité niçoise avait décidé, en octobre 1978, la destruction du casino municipal, déjà fermé pour raison de sécurité.

Un projet comportant 60 000 mètres carrés de surface de plancher avait ensuite été choisi pour faire pièce aux équipements des villes concurrentes.

« Je demeure persuadé d'avoir agi dans l'intérêt de la ville en entreprenant la démolition du casino vétuste dont les structures menaçaient ruine, malgré les violentes campagnes qui se sont déchaînées contre moi », a déclaré M. Médecin.

Le Monde

économie

ÉNERGIE

M. Deniau rappelle que la France achètera à l'Algérie près de 9 milliards de mètres cubes de gaz en 1980

De notre correspondant

Alger. — Le ministre français du commerce, M. Jean-François Deniau, a regagné mardi soir 11 septembre Paris, après avoir présidé la journée française à la seizième foire internationale d'Alger (1). Durant son séjour de vingt-quatre heures, il a eu des entretiens avec les ministres du commerce, du plan, de l'habitat, de l'énergie et de l'industrie lourde, et il s'est félicité, au cours d'une conférence de presse, de l'« *excellent climat* » dans lequel ils s'étaient déroulés. M. Deniau a souligné l'effort de la France pour accroître et diversifier sa représentation à la foire d'Alger : « *Quarante pour cent des exposants sont des nouveaux venus*, a-t-il dit, *et il s'agit pour la plupart de petites et moyennes entreprises.* »

Le ministre a indiqué que la France allait progressivement rééquilibrer une balance commerciale jusqu'alors largement déficitaire pour l'Algérie, grâce au gaz : actuellement, elle lui en achète 3,5 milliards de mètres cubes, en exécution de contrats déjà anciens, mais de nouveaux contrats prévoient la livraison de 5,3 milliards de mètres cubes vont entrer en vigueur en 1980-81. Un terminal, destiné à recevoir et à traiter le gaz liquéfié, est en construction à Montoire. L'Algérie, qui souhaite moduler ses ventes en fonction de ses réserves, a différé sa réponse au sujet d'autres demandes concernant 5 milliards de mètres cubes.

Le ministre algérien du commerce, M. Akbi, a estimé de son côté qu'« *il fallait rééquilibrer les échanges non pas par une contraction des achats de l'Algérie mais par un développement des exportations et en recherchant des formules dans un cadre plus large que celui des échanges commerciaux* ». « *Rien ne s'oppose à ce que le partenaire français s'intéresse à nos projets de développement dans tous les domaines* », a-t-il dit, en rappelant que le prochain plan, actuellement à l'étude, consacrerait des crédits particulièrement importants à l'agriculture, à l'hydraulique et au logement. Les discussions concernant les modalités d'une éventuelle participation de la France dans ce secteur n'ont toujours pas abouti, mais on sait que des entreprises françaises pourraient se voir confier, dans un premier temps, la réalisation de quinze mille à vingt mille logements sur un programme de cent mille logements par an. « *Aucune décision ne sera prise à ce sujet*, a dit M. Akbi, *tant que ne seront pas définis de façon précise les objectifs et les moyens du prochain plan.* » C'est au comité central qui pourrait se réunir en décembre prochain et au congrès du F.L.N. qui pourrait être convoqué en mars 1980, qu'il appartiendra de trancher.

D. J.

(1) Une erreur de transmission a déformé un passage de l'article publié dans nos éditions datées 9-10 septembre, concernant la Foire d'Algérie. Le nombre des pays participants est de quarante, dont la République arabe démocratique sahraouie et la Palestine, et non de trente-huit.

Selon M. Brunner

LA C.E.E. NE POURRA PAS TENIR SON ENGAGEMENT DE LIMITER SA CONSOMMATION DE PÉTROLE

Tout laisse supposer que la Communauté européenne ne sera pas en mesure de tenir l'engagement pris en juin à Strasbourg, et confirmé à Tokyo, de limiter sa consommation de pétrole à 500 millions de tonnes cette année, a indiqué, mardi 11 septembre, le commissaire européen à l'énergie, M. Brunner, devant la commission de l'énergie de l'Assemblée européenne.

En 1985, la demande mondiale de pétrole pourrait dépasser de 3 à 4 millions de barils par jour la production des pays de l'OPEP. Pour faire face à cette situation, les pays ocidentaux devront, selon M. Brunner, recourir davantage au charbon et au nucléaire. Or, a ajouté le commissaire, « *les objectifs de production à plus long terme pour le charbon et le nucléaire risquent, eux aussi, de ne pas être atteints, ce qui pourrait entraîner une sérieuse pénurie d'électricité dans les prochaines années* ».

La production et la consommation de charbon n'ont cessé de décliner depuis 1973, et les objectifs fixés pour 1985 pourraient ne pas être atteints avant 1990. Quant à la production de pétrole, elle pourrait être finalement inférieure aux 180 millions de tonnes envisagées. Pour ce qui est de l'énergie nucléaire, on estime maintenant, selon M. Brunner, que l'objectif de 160 à 170 gigawatts prévus pour 1985 ne sera pas tenu, et que la production ne sera, à cette date, que de 70 à 80 gigawatts.

LA NORVÈGE REFUSE DE VENDRE DU PÉTROLE A ISRAËL

Oslo (*A.F.P.*). — La Norvège a, une nouvelle fois, refusé de vendre du pétrole de la mer du Nord à Israël, a-t-on indiqué à Oslo, à l'occasion d'une visite, les 10 et 11 septembre, de M. Modai, ministre israélien de l'énergie. Le but essentiel des entretiens de M. Modai avec M. Gjerde, ministre norvégien du pétrole et de l'énergie, a été d'évoquer l'éventualité d'achats israéliens de brut de la mer du Nord. La réponse d'Oslo a été négative, la Norvège faisant essentiellement valoir qu'elle ne disposera pas avant plusieurs années de quantités suffisantes de pétrole pour le vendre à de nouveaux clients.

L'éventualité d'achats israéliens de pétrole avait déjà été évoquée en décembre, lorsque M. Begin avait séjourné à Oslo pour la remise du prix Nobel de la paix, et au printemps, à l'occasion d'une visite en Norvège de M. Mondale, vice-président des États-Unis.

● *Baisse de la production pétrolière iranienne.* — La production pétrolière iranienne, qui était de 3,7 millions de barils par jour en moyenne le mois dernier, a baissé de près de 20 % pour atteindre tout juste les 3 millions de barils, a annoncé, mercredi 5 septembre, la Compagie nationale iranienne du pétrole (NIOC).

● *L'OPEP a l'intention de créer sa propre agence de presse.* — Depuis le 10 septembre, un groupe de travail est réuni à Vienne (Autriche) au siège de l'Organisation pour tenter de définir les moyens à mettre en œuvre pour améliorer l'image de l'OPEP auprès des pays consommateurs de pétrole. L'agence, dont la création est envisagée, devrait contribuer à remplir cette mission. — (*A.F.P.*)

CONJONCTURE

La hausse des taux d'intérêt s'accélère en France

(Suite de la première page.)

Il est vrai qu'entre temps, la Banque de France, à l'initiative des pouvoirs publics, a porté le loyer de l'argent à court terme sur la place de Paris de 7,50 % à près de 11 % ces jours-ci. Elle a même relevé sensiblement le niveau de ses interventions sur le marché monétaire le vendredi 7 septembre, puis le mardi 11 septembre, marquant ainsi sa volonté de ne pas creuser l'écart entre les taux d'intérêt français et ceux du marché international (notamment celui du marché des eurodollars), où ils dépassent 12 %, « tiré » vers le haut par la hausse vertigineuse du loyer de l'argent aux États-Unis.

Le faisant, la Banque de France a un double souci : d'abord défendre le franc, en garantissant aux capitaux internationaux une rémunération suffisante sur la place de Paris ; ensuite, conserver un taux d'intérêt égal et même supérieur à celui de la hausse des prix, comme le réaffirmait M. Raymond Barre le 28 juin dernier.

Pour les entreprises, un tel mouvement entraîne le renchérissement de leurs activités et de leurs investissements. Mais chacun sait que le coût financier des dits investissements pèse moins, dans les décisions des chefs d'entreprise, que les prospections du marché et les pronostics sur l'évolution de la conjoncture. Ajoutons que bien souvent la hausse du taux conduit à gonfler le montant des emprunts de précaution, comme cela se produit actuellement aux États-Unis, et comme cela commense à être constaté en France.

Quant aux particuliers, la tension des taux va certes ponctionner leur pouvoir d'achat. Mais, là encore, l'effet d'anticipation joue, notamment dans l'immobilier, où la peur de l'inflation a relancé les achats. La combinaison de ces deux phénomènes contribue à gonfler les encours de crédits des banques, ce qui va rendre beaucoup plus contraignant l'encadrement quantitatif maintenu par les autorités monétaires.

FRANÇOIS RENARD.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIOM XIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép —		Rep. + ou Dép —		Rep. + ou Dép —	
$ E.-U. ..	4,2310	4,2330	— 15	+ 15	— 50	— 10	— 95	— 40
$ can.	3.6490	3.6520	— 25	+ 10	— 25	+ 20	+ 15	+ 80
Yen (100).	1,9020	1,9050	+ 75	+ 100	+ 145	+ 180	+ 475	+ 520
DM	2,3310	2,3335	+ 70	+ 95	+ 155	+ 190	+ 510	+ 555
Florin	2,1230	2,1250	+ 25	+ 50	+ 60	+ 90	+ 255	+ 295
F.B. (100).	14,5295	14,5440	— 160	— 35	— 285	+ 0	— 200	+ 200
F.S. (100).	2,5810	2,5840	+ 195	+ 225	+ 400	+ 430	+1210	+1265
L. (1 000).	5,1955	5,2010	— 110	— 55	— 255	— 180	— 820	— 680
£	9,4415	9,4500	— 260	— 175	— 440	— 325	— 860	— 710

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	6	6 1/4	7 1/8	7 1/2	7 3/16	7 9/16	7 9/16	7 15/16
$ E.-U. ..	33 7/16	33 13/16	11 5/16	11 11/16	12	12 3/8	12 1/2	12 7/8
Florin	9 1/8	9 5/8	9 3/8	9 7/8	9 3/8	9 7/8	9 3/8	9 7/8
F.B. (100).	11 1/8	12 3/8	12 5/16	13 1/16	12	12 13/16	12 1/4	12 13/16
F.S.	1	1 1/8	1 11/16	2 1/16	1 7/8	2 1/8	2 5/8	3
L. (1 000).	12	13	13 1/8	13 7/8	13 7/8	14 5/8	14 7/8	15 5/8
£	13 7/8	14 1/8	14 1/8	14 3/4	14	14 5/8	13 7/8	14 1/2
Fr. franç..	11	11 1/4	12 1/8	12 5/8	12 3/8	12 7/8	13 1/8	13 5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

Mort de M. André Meyer
une des grandes figures de la banque internationale

Avec André Meyer, décédé dimanche 9 septembre à Lausanne, à l'âge de quatre-vingt-un ans, disparaît l'une des grandes figures de la banque internationale.

Né à Paris en 1898, il eut des débuts très modestes, puis devint courtier en valeurs (coulissier) à la Bourse de Paris. C'est là que M. David David-Weill, gérant de la banque d'affaires Lazard Frères, le remarqua et le fit entrer dans son établissement, où il devint très vite fondé de pouvoirs, puis associé gérant en 1929. C'est lui qui représenta les banquiers français aux négociations du plan Young avec l'Allemagne et fit entrer Michelin chez Citroën en 1935.

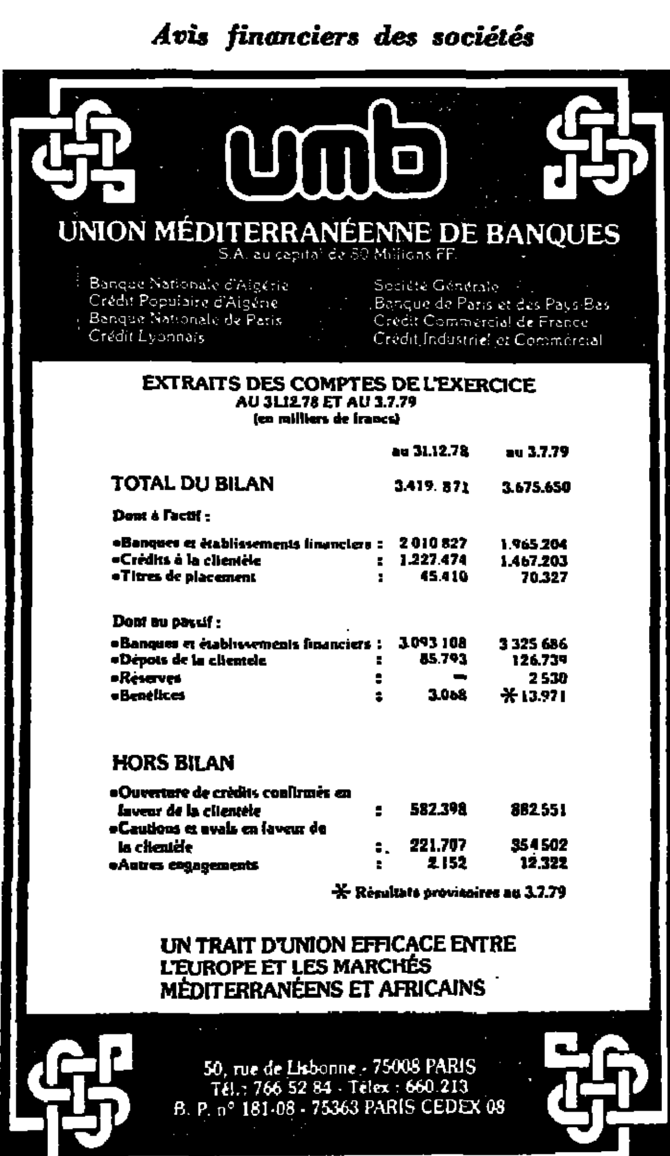
En 1940, M. André Meyer s'enfuit avec sa famille aux États-Unis, où il commence à quarante-trois ans une brillante carrière américaine comme associé de M. Pierre David-Weill au sein de Lazard Frères and Co à New-York, et véritable responsable de la maison. Il va alors donner sa mesure, appliquant une imagination féconde et un flair hors de pair à monter d'importantes opérations de fusion comme celle des deux avionneurs Mac Donnell-Douglas, ménageant l'achat de la société Howmet par le groupe français Pechiney, entre autres, et érigeant à la hauteur d'un art le métier de banquier d'affaires.

Homme puissant mais discret, il était l'ami de nombreux dirigeants politiques qui bénéficièrent souvent de ses conseils : les Kennedy, les Rockefeller, Robert McNamara, le président Johnson. Lié avec Jean Monnet, il mit au service de la France ses relations lorsque notre pays dut trouver des ressources après la deuxième guerre mondiale.

pendant ses trente-trois ans à la tête de Lazard Frères aux États-Unis, il avait amassé une très importante fortune, dont il avait employé une grande partie à satisfaire son goût des objets d'art, peintures notamment, consentant des dons appréciables au Metropolitan Museum à New-York. Parfois accusé d'avoir favorisé abusivement la formation de conglomérats outre-Atlantique, et d'être plutôt rude, sinon plus en affaires, M. André Meyer, tout en évitant de se mettre en avant, a incontestablement dominé la scène financière internationale pendant les trente dernières années.

F. R.

Avis financiers des sociétés



umb

UNION MÉDITERRANÉENNE DE BANQUES
S.A. au capital de 80 Millions FF.

Banque Nationale d'Algérie
Crédit Populaire d'Algérie
Banque Nationale de Paris
Crédit Lyonnais
Société Générale
Banque de Paris et des Pays-Bas
Crédit Commercial de France
Crédit Industriel et Commercial

EXTRAITS DES COMPTES DE L'EXERCICE
AU 31.12.78 ET AU 3.7.79
(en milliers de francs)

	au 31.12.78	au 3.7.79
TOTAL DU BILAN	3.419. 871	3.675.650
Dont à l'actif :		
•Banques et établissements financiers :	2 010 827	1.965.204
•Crédits à la clientèle :	1.227.474	1.467.203
•Titres de placement :	45.410	70.327
Dont au passif :		
•Banques et établissements financiers :	3.093 108	3 325 686
•Dépots de la clientele :	85.793	126.739
•Réserves :	—	2 530
•Benéfices :	3.068	* 13.971
HORS BILAN		
•Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle :	582.398	882.551
•Cautions et avals en faveur de la clientèle :	221.707	354 502
•Autres engagements :	2 152	12.322

* Résultats provisoires au 3.7.79

UN TRAIT D'UNION EFFICACE ENTRE L'EUROPE ET LES MARCHÉS MÉDITERRANÉENS ET AFRICAINS

50, rue de Lisbonne - 75008 PARIS
Tél. : 766 52 84 - Télex : 660.213
B. P. n° 181-08 - 75363 PARIS CEDEX 08



SOCIAL

Un accord avec la C.F.D.T. devrait se dégager rapidement

affirme M. Georges Séguy

La commission exécutive de la C.G.T., le 11 septembre, a tiré les enseignements de la récente semaine d'action organisée par la centrale et achevé la préparation de la rencontre avec la C.F.D.T., vendredi 14 septembre.

M. Séguy, devant la presse, s'est déclaré persuadé que cette rencontre pouvait aboutir rapidement à un accord d'action unitaire. Cet accord serait capable, selon lui, d'englober, dans les deux ou trois jours qui suivront, la C.G.T., la C.F.T.C. et certaines organisations de Force ouvrière. Des contacts seraient ensuite pris avec la FEN.

Directement ou non, au cours des nombreuses déclarations, interviews et articles de ces dernières semaines, « *la C.G.T. et la C.F.D.T.*, estime M. Séguy, *se sont tout dit. Il sera donc inutile de revenir là-dessus vendredi, et nous devrions pouvoir décider très vite les objectifs et les modalités de l'action. Si nous y parvenons, nous ne les ferons pas connaître immédiatement dans les détails, afin de les proposer d'abord aux autres centrales* ».

La semaine d'action cégétiste, a considéré la commission exécutive, « *a moins brillé par ses côtés spectaculaires que par la profondeur de la prise de conscience* ». Selon M. Séguy, « *des millions de travailleurs* » ont été sensibilisés. Un vrai dialogue s'est engagé entre la C.G.T. et la masse des travailleurs, et son initiative a été approuvée. M. Séguy fait état d'augmentation des salaires de 3 à 6 % et de diverses primes obtenues. Ce qui montre, dit-il, qu'on peut imposer des reculs au pouvoir et au patronat. Cela « *autorise l'audace* ». En s'inspirant de l'exemple des électriciens et des cheminots, le débat continue sur les meilleures modalités de l'action, dans la perspective de la coordination d'une action interprofessionnelle. Elle « *constituera une phase nouvelle de cette action* », et non pas une « *grande messe ou un baroud d'honneur* ».

La commission exécutive a donné aux dirigeants cégétistes un mandat « *en trois volets* » pour leur rencontre avec la C.F.D.T. : refus de tout consensus, sous quelque étiquette que ce soit, acceptant l'austérité ; recherche d'objectifs précis (en particulier défense des salaires), et modalités d'action.

Une raison supplémentaire d'optimisme réside, pour les dirigeants cégétistes, dans l'accueil qu'ont reçu les propositions de rencontres bilatérales lancées, le 10 septembre, par l'UGICT-C.G.T. aux autres organisations de cadres. La C.G.C., l'Union des cadres C.F.D.T. et celle de la C.F.T.C. auraient déjà donné une réponse favorable.

De toute façon, ajoute-t-on à l'UGICT, les conversations engagées avant l'été avec la C.G.C., sur l'initiative de M. Menu, nouveau président de la centrale des cadres, doivent se poursuivre. Il est évident que la C.G.T. attache un grand prix à l'entrée rapide de la C.G.C. dans l'action revendicative concrète.

Le C.N.P.F. a rassemblé 90 000 offres ou intentions d'embauche pour les jeunes

A l'occasion d'une réunion des délégués patronaux pour l'emploi, M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a déclaré, mardi 11 septembre, que quatre-vingt-dix mille offres d'emploi « ont déjà été faites aux jeunes », *en application du troisième pacte pour l'emploi. Interrogés, les dirigeants du C.N.P.F. ont précisé qu'il s'agissait le plus souvent d'intentions d'embauche qui devront encore être confirmées avant que ces offres soient déposées à l'Agence nationale.*

Quoi qu'il en soit, le C.N.P.F. estime que ces indications démontrent que les entreprises, et surtout les petites et moyennes, sont décidées à faire de ce troisième pacte un succès. Par rapport aux données rassemblées les années précédentes, le nombre des intentions d'embauche est « comparable » à celui de 1977 et deux fois supérieur à celui de 1978.

Les offres d'emploi recensées cette année se répartissent ainsi : 30 000 embauches, 15 000 contrats emploi-formation, 36 000 contrats d'apprentissage, 10 000 stages pratiques.

Le C.N.P.F. et ses délégués à l'emploi ont présenté ces premiers résultats aux délégués de l'Agence nationale, afin d'étudier les moyens d'accroître l'efficacité de leurs services respectifs. Il s'agissait, à ce niveau, de la première rencontre nationale, manifestation symbolique qui souligne la volonté du patronat de faciliter la tâche d'une institution, dont le statut et le fonctionnement vont être modifiés.

LES JEUNES PATRONS SOUHAITENT UNE « PLUS GRANDE HARDIESSE SOCIALE »

« *La rigueur économique est indispensable, mais elle doit s'accompagner d'une grande hardiesse sociale* », a estimé M. Bernard Boisson, président du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.), lors d'une conférence de presse, mardi 11 septembre.

Tout un délivrant un vibrant *satisfecit* à M. Raymond Barre pour sa gestion économique et un blâme à son prédécesseur (M. Jacques Chirac) le « patron des jeunes patrons » a souhaité que les profits engrangés cette année par les entreprises soient investis dans des réformes sociales. A ses yeux, celles-ci devraient viser à réduire les inégalités et, à développer l'information et l'expression des salariés ; il souhaiterait également reprendre, dans un esprit d'ouverture, les négociations sur la durée du travail, sans refuser la discussion sur les questions connexes de productivité et d'emploi.

Car, si actuellement « *le rapport de force est favorable aux employeurs, il faut en profiter pour changer les rapports sociaux et non pour tirer sur la corde jusqu'à ce qu'elle casse* ».

Plus que des propositions véritablement nouvelles, c'est donc à une prise de conscience que les jeunes patrons invitent le C.N.P.F. et l'ensemble des responsables d'entreprises.

DÉBRAYAGE A L'USINE RENAULT DU MANS

Un arrêt de travail de deux heures et demie a été observé, mardi 11 septembre, à l'usine Renault du Mans (Sarthe), dans le prolongement de la semaine d'action C.G.T. La section C.F.D.T. de l'usine s'est également jointe au mouvement, suivi par 90 à 95 % du personnel, selon les syndicats. Selon la direction, 75 % des O.S. ont participé au débrayage, contre 15 % des personnels mensualisés.

Un tiers des six cents salariés de l'usine Fenwick de Saint-Ouen se sont également mis en grève ce mardi pour protester contre la décision de réduire leur horaire de travail à 36 heures, avec perte de salaire.

A l'usine Burlington Schappe de Saint-Rambert-en-Bugey (Ain), 80 % des trois cent trente salariés sont en grève depuis vendredi 7 septembre, pour obtenir diverses augmentations de salaires. Enfin, à l'usine Marcel-Dassault de Sanguinet (Landes), les forces de l'ordre ont évacué, ce matin à 6 heures, les grévistes qui occupaient les locaux depuis le 29 août.

M. Marchelli (C.G.C.) demande la création d'un grand ministère du redéploiement industriel

« *Nous demandons une nouvelle fois la création d'un grand ministère du redéploiement industriel et de la promotion de l'emploi* », a déclaré M. Paul Marchelli, président de la fédération de la métallurgie C.G.C., à un déjeuner de presse, le 11 septembre. Il préconise également la mise en place, sous l'égide de ce ministère, de comités tripartites (pouvoirs publics, patronat, organisations syndicales) de coordination et de décision par secteur professionnel et par département.

Le gouvernement et le patronat, qui envient « *un consensus à l'allemande* », doivent passer aux actes « *au lieu de se complaire dans une incohérence irresponsable, mortelle pour nos entreprises* », a ajouté M. Marchelli, en rappelant l'esprit de responsabilité dont les syndicats avaient fait preuve en négociant la convention sociale de la sidérurgie.

La fédération C.G.C. vient d'écrire à ses homologues C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O. pour leur proposer une rencontre au sommet afin de définir des objectifs communs et d'harmoniser les stratégies pour toute la métallurgie ; un groupe d'étude serait créé pour imaginer de nouveaux moyens d'action, à l'image des opérations « coups de poing » auxquelles la CGC a participé en Lorraine et dans le Nord.

« *La C.G.C. s'est musclée dans son langage avant de se muscler dans l'action* », a encore dit M. Marchelli, avant d'exprimer des craintes sur la volonté réelle de MM. Séguy et Maire de faire avancer l'action en ce mois de septembre. Félicitant M. Maire pour « *sa vision extrêmement juste, la profondeur de sa réflexion* » (seul désaccord : les questions de hiérarchie), il a regretté que le secrétaire général de la C.F.D.T. « *s'efface devant le politicien syndicaliste Séguy* ».

« *Nous n'engagerons pas la C.G.C. dans une action commune, seule, avec la C.G.T., car Séguy a trop montré qu'il est entre les mains d'un parti politique et nous n'avons pas l'intention de faire le jeu du P.C.* »

LE XXXVIe CONGRÈS DES MUTILÉS DU TRAVAIL EST DOMINÉ PAR LES PROBLÈMES DE L'EMPLOI ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les problèmes de l'emploi et les difficultés de la Sécurité sociale préoccupent particulièrement les mutilés du travail, a déclaré, mardi 18 septembre, à Montpellier, M. Jacques Chenu, secrétaire fédéral de la Fédération nationale des mutilés du travail, assurés sociaux, invalides civils et ayants droit, en ouvrant le trente-sixième congrès de cette organisation, qui compte près d'un demi-million d'adhérents.

M. Chenu a fait observer, dans son rapport moral, que 15 % des demandeurs d'emploi sont des handicapés et que 25 % des handicapés, soit environ deux cent cinquante mille sur un million, sont des chômeurs. Quant à la Sécurité sociale, M. Chenu redoute qu'elle ne devienne un système de protection reposant sur des prestations minimales « *qui mènerait les plus pauvres à l'assistance* ».

Les travaux du congrès, auquel doivent assister notamment M. Jacques Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, et Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat à l'emploi féminin, se poursuivront jusqu'au 16 septembre.

(Publicité)

VEUT-ON DÉTRUIRE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE ?

Le Président de la République a bien voulu à VASSY qualifier l'agriculture de « Pétrole de la France ». Précisant sa pensée par la suite, il a fixé au secteur agro-alimentaire un objectif : apporter aux échanges extérieurs français un excédent de 20 milliards de francs (40 % de la facture pétrolière envisagée au début de l'année).

Enfin, beaucoup d'efforts sont dépensés pour créer une délégation aux industries agro-alimentaires, afin de bien montrer que le secteur industriel, en aval de l'agriculture, est effectivement prioritaire.

Cependant, que constate-t-on ?

I. — BILAN DES ECHANGES AGRICOLES DE LA C.E.E.

D'abord, M. CHEYSSON, Commissaire à BRUXELLES, révèle que l'Europe importe trois fois plus de produits alimentaires qu'elle n'en exporte.

Si l'on élimine certains produits tropicaux, comme le café, le cacao ou le thé, qui n'ont pas de concurrence dans la C.E.E., le déficit diminue évidemment, mais il demeure considérable.

Ainsi, pour les produits sous règlement communautaire, le tableau ci-dessous :

1977	Milliards d'écus	
	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS
Produits laitiers	1,61	0,34
Vin	0,58	0,35
Viande porcine	0,44	0,26
Sucre	0,69	0,79
Viande bovine	0,23	0,69
Céréales	1,08	3,37
Fruits et légumes	0,72	3,66
Huiles et graisses	0,67	5,95
TOTAL	+ 6,02	+ 15,41
DÉFICIT DE LA C.E.E.	9,39	

On importe donc à peu près deux fois et demi ce qui est exporté. On peut noter, dès à présent, que le plus gros poste déficitaire est celui qui concurrence directement la production laitière (huiles et graisses) : 5,95 milliards d'écus, soit 42 milliards de francs, deux fois le coût jugé exorbitant de la gestion des marchés laitiers de la C.E.E.

II. — LA THESE ANGLAISE CONTRE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE.

Ensuite, deux thèses s'opposent à BRUXELLES sur la politique agricole commune.

L'une conduit, au mieux, à l'autosuffisance. L'autre vise à exporter pour payer nos importations énergétiques.

D'un côté, la Grande-Bretagne prétend imposer un système de deficiency payment, qui consiste à ouvrir toutes grandes les frontières aux importations des pays tiers, quitte à payer directement les agriculteurs pour leur assurer un certain revenu.

La mise en œuvre de ce système a trois conséquences :

— l'agriculture est un secteur assisté ;

— selon une règle non écrite, le deficiency payment n'est plus versé quand l'autosuffisance est obtenue (sinon le paiement au producteur serait indirectement une subvention au consommateur étranger) ;

— la population active agricole est progressivement réduite à un taux infime de la population active totale (2,5 à 3 %). Il en découle des problèmes d'occupation du territoire et une plus grande vulnérabilité de l'économie en cas de crise industrielle.

D'un autre côté, la France défend l'idée d'un système de rémunération des producteurs par des prix normaux, même si des deficiency payments sont concevables (dans des zones de montagne par exemple, ou pour certaines productions) et entend promouvoir l'exportation de produits agricoles européens, au même titre que celle des biens industriels, afin de compenser son déficit en énergie.

Mais, en parlant d'excédents laitiers, le gouvernement français affaiblit considérablement sa thèse et paraît encourager l'entreprise britannique.

III. — PRÉPONDÉRANCE DU LAIT DANS L'EMPLOI AGRICOLE.

En effet, toute politique agricole se détermine aujourd'hui par rapport à la production laitière.

Pourquoi ?

Pour trois raisons principales :

— La première : c'est qu'en France — et c'est vrai également en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark, en Belgique et en Irlande — un agriculteur sur deux produit du lait. Par conséquent, affirmer la vocation exportatrice de l'agriculture européenne et réduire la production laitière est évidemment une absurdité.

— La deuxième : c'est qu'en Europe, il existe une lente, mais importante progression du chômage urbain. On voit mal comment une politique agricole commune viendrait encore aggraver le fléau en réduisant le nombre de producteurs de lait.

— La troisième : est une donnée économique généralement ignorée de nos décideurs européens ou français. Pour des raisons qui tiennent au prix du foncier — beaucoup plus cher en Europe qu'aux Etats-Unis, Canada, Argentine ou Australie — le prix de production des spéculations comme les céréales et la viande, qui exigent beaucoup de surface et peu de main-d'œuvre, est deux fois plus élevé en Europe que dans les pays producteurs les plus efficients. En ce qui concerne le lait, au contraire, à l'exception de la Nouvelle-Zélande, qui représente 2 % de la production mondiale, le prix payé aux Etats-Unis, dans la C.E.E., en Suède, Suisse, dans les pays méditerranéens comme le Maghreb, etc., est sensiblement le même parce que le prix recouvre un complexe de travail humain, d'aptitudes climatiques, de qualité de troupeau, et de talent d'éleveur.

Donc, renoncer à trouver des débouchés pour la production laitière européenne revient à dire que l'humanité dans son ensemble ne consommera pas plus de lait dans dix ans qu'aujourd'hui. Or, c'est évidemment l'inverse qui paraît probable, sous l'effet de différents facteurs.

IV. — LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION DE LAIT DANS LE MONDE.

D'abord, on assiste depuis quelques années à un développement considérable des usines de reconstitution du lait dans de nombreux pays : Sud-Est asiatique, pays arabes, pays méditerranéens, Nigéria, Sénégal, Côte-d'Ivoire, etc. Les usines consomment du butter oil et de la poudre de lait maigre et grasse. D'ores et déjà, la Nouvelle-Zélande est incapable de fournir les produits, principalement la poudre, dont le prix sur le marché mondial est remonté en dix-huit mois de 400 à 700 dollars la tonne.

Ensuite, plusieurs pays accroissent leurs achats de fromages comme le Japon et d'autres marchés moins importants, mais solvables et possédant une classe de consommateurs prêts à payer les produits laitiers à leur prix de revient.

Devant une telle évolution, que faut-il faire ?

Le premier effort est de coopération technique.

Beaucoup de pays souhaitant installer des usines de reconstitution de lait et désirent ne pas s'adresser exclusivement à NESTLE ou ALFA-LAVAL. Or, en France, nous avons beaucoup de firmes laitières capables d'installer des usines de lait, de fromages, de beurre ou de poudre, mais les fabricants de matériels sont très souvent suédois, allemands ou néerlandais.

Il paraît souhaitable qu'un grand mécanicien français prenne le leadership dans ce domaine pour constituer, avec certains industriels laitiers, comme l'UNION LAITIERE NORMANDE, un ou des groupements « ad hoc », qui prendrait en main l'équipement des usines de tel ou tel pays.

L'approvisionnement de ces usines pourrait être double. Au départ, les importations de butter oil et de poudre de lait de Nouvelle-Zélande ou de la C.E.E. assureraient la marche de l'entreprise. Mais, petit à petit, sauf empêchement climatique dirimant, ce qui est plus exceptionnel qu'on ne le pense, une production laitière locale se développerait, comme on le voit en Algérie et en Tunisie, car, on oublie dans le raisonnement théorique que l'usine assure le débouché stable et suscite par son existence même des productions agricoles adaptées. Sans usine transformatrice, qui se lancerait dans la production laitière tributaire d'un traitement conservatoire dans les vingt-quatre heures ?

De plus, et c'est également un élément ignoré, l'usine peut payer le producteur local au prix de revient, qui est supérieur au prix du marché international « marché de surplus ».

Le deuxième effort est d'adaptation au marché. Dans plusieurs pays solvables, comme le Vénézuéla ou le Nigéria, une clientèle apparaît pour de la poudre grasse en petit boîtage, qui permet, sans passer par une usine locale, la reconstitution directe du lait chez la ménagère indigène dès qu'elle dispose d'eau potable.

Des marchés de collectivité très importants s'ouvrent dans plusieurs pays arabes qui comprennent des rations équilibrées de produits laitiers et d'autres produits. Egalement, la vente de spécialités fromagères pourrait progresser beaucoup plus rapidement par un effort systématique de recherche et de création de débouchés.

V. — INTERET CONVERGENT DES PRODUCTEURS D'EUROPE ET DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

Il n'en demeure pas moins que si l'excédent actuel de la production laitière de la C.E.E. peut être exporté, l'important développement qui est possible et souhaitable se heurte à la concurrence des huiles végétales.

Sur ce point, la puissance du soja américain et de la multinationale UNILEVER sont de redoutables obstacles.

Pourquoi faudrait-il les tenir pour invincibles, alors que les intérêts des producteurs de lait européens et des pays en voie de développement sont si évidemment convergents ?

Quand on importe en Europe 40 milliards de francs d'huiles et graisses, il est évident que l'on ne peut vendre à l'extérieur la matière grasse butyrique de la C.E.E. qu'au prix international des huiles, c'est-à-dire selon les années, de 900 à 1 200 dollars la tonne de beurre.

(Les prix internationaux sont artificiels et instables : la livre de café est passée de 18 cents la livre en 1967 à 140 cents aujourd'hui ; le pétrole de 2 cents le baril à 23 cents, etc.)

Ce qui tire le prix des huiles vers le bas et provoque ainsi l'abaissement des recettes d'exportation des pays en voie de développement très nombreux et très peuplés, comme le Maghreb, les pays de la Côte d'Afrique, l'Insulinde, l'ensemble du Pacifique, etc., ce sont deux éléments : d'abord le soja, dont l'huile est un sous-produit, ensuite, la puissance mondiale d'UNILEVER.

Il suffirait que le prix mondial de l'huile double en trois ans pour que les ventes de beurre de la C.E.E. soient au prix intérieur européen.

Naturellement, une telle hausse ne peut se décréter, mais une première mesure qui aurait un grand effet serait de modifier le régime des corps gras végétaux dans la C.E.E.

Actuellement, ils sont régis par un règlement à l'anglaise. Les importations se font au prix mondial, et un deficiency payment est versé à l'hectare d'oliviers, de lin ou de colza. Un tel système tire évidemment le prix vers le bas.

On pourrait refaire ce règlement sur le modèle des autres règlements de la politique agricole commune, avec des prix garantis et prélèvements aux frontières.

On accorderait, dans le cadre du Gatt, des contingents prélèvementaires aux pays en voie de développement fournisseurs à hauteur de leurs références. Que se passerait-il ? Exactement ce qui se passe pour le beurre néo-zélandais. Les pays en voie de développement bénéficieraient du prix intérieur européen et, par conséquent, de recettes supplémentaires.

La question est, aujourd'hui, de savoir si l'on veut conserver une agriculture européenne, en organisant les marchés en conséquence, et éviter une dépendance excessive de l'élevage européen à l'égard des huiles et protéines importées.

Nous affirmons que par un triple effort de coopération technique, de recherche de débouchés, et de stabilisation de matières premières, on peut — si on le veut — faire l'économie d'une crise mortelle de l'agriculture de l'Europe.

par M. A. GRANDIN
Fondateur du Groupe UNION LAITIÈRE NORMANDE

M. A. VAN RUYMBEKE,
Directeur Général de l'UNION LAITIÈRE NORMANDE

ÉTRANGER

Vitalité et contradictions soviétiques

II. — Imbroglio des rémunérations et avantages sociaux

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE DUMONT

L'U.R.S.S. offre au visiteur des images contradictoires. A côté d'une indéniable productivité, on constate une pénurie de main-d'œuvre doublée d'un certain chômage. Les effets de l'absentéisme se font eux aussi sentir (le Monde du septembre). Pour pallier ces difficultés, l'Union soviétique ne fait pas jouer absolument le principe de l'émulation socialiste. Elle a également recours à une politique salariale faite de primes et d'avantages sociaux.

Alma-Ata. — « *Mais je ne savais pas que tu touchais des primes d'innovation !* » A Alma-Ata, dans un appartement exceptionnellement vaste (90 mètres carrés pour quatre personnes), la mère de famille qui vient de présenter sa feuille de paye d'ouvrière apprend avec surprise que son mari, qui travaille dans la même entreprise, reçoit des suppléments au titre des suggestions ou des innovations qu'il a proposées. Comme en France, les systèmes de rémunération forment un maquis bien touffu. Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre et poursuivre l'amélioration de la productivité, l'Etat et le syndicat sont amenés à multiplier les incitations pécuniaires, sans renoncer à l'objectif de la marche vers une société plus égalitaire.

Sur une longue période, ce dernier objectif semble avoir été respecté. « *Au début de l'industrialisation, nous avions des difficultés pour trouver une main-d'œuvre qualifiée. C'est la raison pour laquelle, en 1930, un cadre ou un ouvrier très expérimenté gagnait 3,6 fois plus que le salarié du plus bas échelon, mais, aujourd'hui, la différence n'est plus que de 1,17.* » Ces vingt dernières années, le rétrécissement de l'éventail s'est poursuivi : « *De 1958 à 1977, l'écart entre les 10 % des salariés les moins payés et les 10 % les mieux rétribués est revenu de 1-8 à 1-4.* »

Néanmoins, des différences importantes persistent. Elles sont voulues. Le gouvernement doit toujours inciter les Soviétiques à partir sur les terres éprouvantes de la nouvelle Sibérie. Pour ce faire, il majore les salaires de façon considérable. A Novossibirsk, les traitements sont supérieurs d'environ 15 % à ceux de Moscou, et de 20 % du salaire national moyen (205 roubles par mois au lieu de 180) (1).

A Bratsk, le niveau s'élève davantage encore : + 40 % par rapport à Moscou. Le salaire minimum qui est de 70 roubles en U.R.S.S. atteint en fait 300 roubles à l'usine d'aluminium et le salaire moyen atteint même 420 roubles, toutes primes comprises, certaines rémunérations allant jusqu'à 600-630 roubles pour ceux qui travaillent en équipe à des postes pénibles. Enfin, les entreprises accordent des facilités à ceux qui acceptent de quitter leur emploi pour venir chez elles : versement d'un mois de salaire, plus 25 % de celui-ci par membre supplémentaire de la famille, et transport gratuit. Quant aux grands spécialistes, notamment les directeurs d'instituts de recherche, ils reçoivent parfois des traitements — élevés pour le pays — d'environ 1 000 roubles par mois, auxquels s'ajoutent des facilités de logement.

A toutes ces majorations en faveur de la mobilité géographique se superposent enfin une kyrielle de primes et d'avantages sociaux dont l'objectif est de favoriser l'émulation socialiste.

« *Le salaire*, nous a déclaré à Moscou M. Soukharevski, vice-président du comité d'Etat au travail, *doit être un stimulant au travail. Il ne peut donc y avoir d'égalité. Plus grandes sont les différences de rémunérations, plus importantes est l'émulation à produire plus et mieux.* »

Dans de nombreuses entreprises, le salaire aux pièces est appliqué et les primes de rendement peuvent représenter 40 à 50 % du traitement. Dans une usine de tissage de tapis, les réalisations des ouvrières sont affichées sur un tableau. Les normes atteintes peuvent varier considérablement, de 1 à 3, comme nous avons pu le constater à Alma-Ata. En outre, des primes semestrielles (20 à 25 %, parfois davantage) sont accordées en fonction des résultats de l'entreprise et du dépassement du Plan.

La liste des incitations n'est pas close pour autant : l'ingénieur des méthodes qui refusait devant sa femme d'indiquer le montant des primes d'innovation, tout en brandissant un copieux paquet de certificats prouvant sa capacité de recherche, reçoit des primes calculées en fonction d'une grille officielle de l'innovation, ainsi que le droit à un appartement de dimension exceptionnelle. Un ouvrier très qualifié gagne 300 roubles, mais bénéficie en outre d'une voiture, d'un plus grand appartement avec cabinet de travail. Il faut encore citer les bons de séjour en préventorium, maison de repos, centres de vacances qui sont distribués aux « bons » salariés, de même que les médailles, tableaux d'honneur avec photo qui garnissent toutes les entrées d'usines et de bureaux. La récompense suprême peut se traduire, au fil des années, par la remise de diplômes de « héros » du travail, qui ouvre la voie à la députation et à diverses responsabilités.

Cette diversité de rémunérations et d'avantages annexes n'exclut pas la recherche d'une égalisation par le versement de prestations sociales ou le droit à des services gratuits. « *Vous ne pouvez pas comparer les gains d'un Soviétique à ceux d'un Français sans citer le faible coût des loyers, des transports et la gratuité des soins. En raison des avantages divers, le « smicard » à 70 roubles reçoit en fait beaucoup plus.* » Peut-on évaluer ce salaire indirect ? Le comité d'Etat au travail fournit une statistique révélatrice. En 1940, le salaire moyen, évalué à 33 roubles, atteignait, en fait, 40,6 roubles, compte tenu de ce qu'on appelle en France le budget social; en 1977 les chiffres sont respectivement de 155 et 212 roubles.

Une avalanche de chiffres

Partout à Moscou, en Sibérie, au Kazakhstan, les syndicalistes livrent une avalanche de chiffres sur le développement des services sociaux : centres de soins, crèches, colonies de vacances, etc. « *Le total des fonds sociaux atteint en U.R.S.S. 32 milliards de roubles, soit deux fois plus que le montant des dépenses militaires* », affirme-t-on dans la capitale soviétique.

Quant aux prix, leur évolution officielle traduit une stabilité étonnante si l'on ne tient pas compte des « réajustements administratifs » et des productions dite de luxe, encore majorées récemment comme l'indiquait notre correspondant Daniel Vernet à Moscou (*le Monde* du 8 septembre). Les officiels, eux, citent des chiffres étonnants : + 0,9 % d'« inflation » de 1970 à 1977 pour les denrées alimentaires (— 1 % pour les pommes de terre à + 7 % pour les légumes), et — 1 % pour les biens ménagers ou vestimentaires de 1940 à 1977 (— 23 % pour un poste de télévision, + 1 % pour la soie) (2).

Tout serait-il rose au pays de Lénine et de Brejnev ? « *Je ne veux pas dire que nos fleuves sont remplis de lait et d'autres bonnes choses* », nous a déclaré M. Soukharevski, qui admet, en réponse à nos questions, qu'il y a « *du travail noir* ». « *Nous nous rendons compte du phénomène* », souligne-t-il. Il admet aussi l'importance des marchés kolkhoziens, où « *les prix évoluent en fonction de l'offre* ». Et d'ajouter : « *Personne ne peut s'opposer au prix de vente proposé par un kolkhozien. Cette situation révèle l'insuffisance du marché d'Etat. Mais nous ne voulons pas agir de façon administrative. Ce que nous voulons, c'est accroître notre production.* »

Réaction nuancée et réaliste d'un officiel ? La situation semble en fait plus dégradée qu'on ne l'affirme. A Alma-Ata, un vieil agriculteur, rencontré dans un marché haut en couleur, avait parcouru plusieurs centaines de kilomètres pour vendre fruits et légumes à un prix deux à trois fois plus élevé que celui appliqué dans sa république. A Moscou, des anonymes, mais aussi des chauffeurs de taxi et même des conducteurs de limousines noires, autrement dit les voitures officielles, offrent leurs services pour deux à cinq fois le prix officiel de la course. En Arménie, des touristes ont fait état d'un marché noir enveloppant tout le circuit économique : du paquet de cigarettes, de la demande de visa, de l'achat d'une voiture à celui de médicaments !

Quant à la vie quotidienne, elle laisse une large place aux rencontres entre amis, et la vodka coule à flots. Il n'est pas rare en plein après-midi de rencontrer des personnes ivre-mortes, et, la nuit tombée, près de la place Rouge, à Moscou, les prostituées font leur apparition près des hôtels pour touristes. Rose et noire, la vie quotidienne du Soviétique ? Sans aucun doute comme celle du Français moyen. A deux nuances cependant, et de taille : l'extraordinaire réticence des responsables à reconnaître cette situation et à fournir des indications précises et, surtout, poignante ici, passive là, cette peur de parler et de contester, et cette absence de recherche des libertés de tous les jours.

FIN

(1) Le rouble vaut, selon le taux de change officiel, 6,60 francs, mais, sur le marché noir, son cours est environ quatre fois inférieur au cours officiel (*le Monde* du 8 septembre).

De source officielle, le salaire moyen en U.R.S.S. est passé de 155 roubles en 1977 à 162 roubles en 1978 et atteindrait 180 roubles en 1979.

(2) Comme bien d'autres statistiques officielles, l'indice des prix ne donne qu'une idée relative de l'inflation dans la mesure où la liste des produits retenus par ce calcul n'est pas représentative des biens effectivement produits et recherchés par le consommateur.

UN MÉNAGE EXCEPTIONNEL ?

Tête ronde, yeux bridés, Manad Ahmedoua, pleine d'humour et de vitalité kazakh, présente sans difficulté ses feuilles de paie, dans son vaste appartement de 97 mètres carrés, où elle vit avec son mari — un Russe, — Nicolas Raïkov, et ses deux filles. Manad a conservé son nom de jeune fille. Elle est soudeuse au combinat de préfabrication pour le bâtiment d'Alma-Ata.

Elle a travaillé chaque jour, le dernier mois entre 16 heures et 22 heures ; soit cent trente-trois heures de jour et quarante-quatre heures de nuit. Son salaire : 211,38 roubles ; à cela s'ajoutent 3 roubles pour travail de nuit, 10,40 roubles pour sa participation à une journée de travail public, 28,13 roubles d'indemnités journalières pour maladie et 16 roubles de primes. Au total 269 roubles. En fait, elle n'a reçu que 109 roubles ce mois-là, car il lui est décompté 27 roubles à titre d'impôt, 16 roubles d'assurance-vie pour ses *filles et d'autres retenues, dont* 50 roubles versés d'avance.

Avec son mari qui « *a oublié ses feuilles de paie* » et ne donne pas le montant des primes, le ménage gagne 450 roubles par mois. Aucun problème pour boucler le budget, même si Manad n'arrive pas à expliquer tout à fait où passent 200 roubles, les frais courants une fois déduits. Mais la solidarité joue entre frères et cousins : on prête à celui qui veut acheter une voiture ; pour le mariage d'un parent on envoie 500 roubles ! Les distractions : deux à trois fois par an au théâtre, rarement au cinéma, mais le samedi et le dimanche on se reçoit ou l'on va à la « *base de repos* ».

Un syndicat libre ultraminoritaire

« ÉCLAIRÉS » ET TORTURÉS

Sera-t-elle à nouveau placée en hôpital psychiatrique ? « *Nous courrons ce risque. Il faut bien agir à découvert.* » Modestement, avec un calme étonnant mais le regard froid dans les yeux, Valéria Novodvorskaya, qui a déjà passé deux mois et demi dans un hôpital psychiatrique et subi des tortures (oxygène insufflé sous la peau), raconte son expérience de militante du syndicat libre, citant d'autres noms de personnes arrêtées et aussi torturées.

Il est plus de minuit et la discussion se prolonge dans un petit appartement moscovite. « *J'ai le sentiment que tout ce que je fais et même ce que je dis ici est connu ou sera connu de la police, mais je ne peux rester dans l'anonymat.* » Depuis octobre 1978, Valéria et d'autres Soviétiques ont relancé le syndicat libre, une première fois organisé par Klebanov et étouffé. Leur objectif : « *Le peuple ne réagit plus. Depuis des dizaines d'années, il n'a plus l'habitude de discuter et de donner son opinion. Il faut lui rappeler que l'homme a des droits et qu'il doit les utiliser. Bien sûr, le syndicat officiel est utile et nous n'avons personne à chasser.* »

Combien sont-ils ? « *Nous organisons des réunions de quelques personnes et les débats sont enregistrés et diffusés, sous le manteau, à une centaine de salariés.* » Une revue est diffusée clandestinement à deux cents personnes. Ultra minoritaires ? Sans aucun doute. Mais il ne s'agit pas de grands écrivains ou d'éminents scientifiques. Parmi les militants du petit syndicat libre, figurent une bibliothécaire, une dactylo.

Tel est le cas de Natacha Volokhonski, la femme du syndicaliste libre condamné le 12 juin, à Léningrad, qui entre dans le débat. Oui, le syndicat libre existe dans cette ville. Combien sont-ils ? « *Je ne sais pas. Nous agissons dans la clandestinité.* »

Sont-ils des héros ? « *Non. Nous sommes tellement anéantis que ceux qui sortent de l'ombre ne pensent plus à ce qui peut leur arriver.* »

Ont-ils un espoir ? « *Notre action est une sorte de résistance. Nous espérons rencontrer la confiance du peuple à la fin des fins.* » Stupeur des journalistes. « *Le réveil du peuple est possible, mais nous ne pouvons pas accélérer la marche de l'histoire. Nos compatriotes ont peur et ils ont toutes les raisons d'avoir peur. La torture n'est pas supprimée.* » Eux, les militants qui agissent sans trop se cacher, ils s'appellent « *les éclairés* », car ils sont connus du K.G.B.

PRIX

● *La Confédération générale des P.M.E.* vient d'adresser une note à toutes ses organisations industrielles pour leur demander d'éviter tout laxisme en matière de prix et de faire bon usage de la liberté dont ils peuvent user. La Confédération s'inquiète des attaques « *qui se sont déchaînées ces dernières semaines contre la politique de libération des prix* ». Elle invite ses adhérents, « *pour se justifier, à établir à partir d'un certain nombre de cas concrets l'évolution réelle des prix, compte tenu de l'évolution des charges, afin de faire la preuve du peu de liberté de manœuvre dont disposent les chefs d'entreprise P.M.E. en matière de formation des prix* ».

● *Les prix à la consommation dans les pays de l'O.C.D.E.* ont augmenté de 1,2 % en juillet, ce qui constitue la hausse mensuelle la plus forte observée depuis octobre 1974. L'accroissement du coût de la vie, en un an, s'est élevé à un rythme annuel de 12,9 % durant les six mois se terminant en juillet. Pour la seule C.E.E. la hausse moyenne a été de 1,4 % en juillet contre 0,8 % en juin et 0,7 % en mai.

● *L'U.R.S.S. a acheté 500 000 tonnes de céréales supplémentaires aux Etats-Unis*, annonce le département américain à l'agriculture. Cette commande, qui sera livrée l'an prochain, porte à 4,9 millions de tonnes les achats soviétiques de céréales américaines pour la campagne 1979-1980 — qui débute le 1er octobre. Au cours de la campagne précédente, qui se terminera le 30 septembre, les Etats-Unis ont livré à l'U.R.S.S. plus de 15,5 millions de tonnes de céréales.

LA « BONNE VOLONTÉ » DE TOKYO

La balance des paiements courants du Japon sera déficitaire cette année

Le commerce extérieur du Japon est moins florissant que naguère. Apparemment du moins. En juillet, la balance commerciale nippone n'a été que faiblement excédentaire : 240 millions de dollars. C'est peu par rapport aux 2,7 milliards de dollars dégagés il y a un an à la même époque.

Les exportations japonaises se sont élevées à 8,7 milliards de dollars en juillet dernier (+6,6 % par rapport au même mois de 1978), tandis que les importations atteignaient 8,5 milliards de dollars, en progression de 55,5 % par rapport à juillet 1978. Cette considérable différence du rythme des progressions annuelles des achats et des ventes de juillet n'est pas un accident. Au cours des sept premiers mois de l'année, les exportations japonaises n'ont progressé que de 5,8 % en valeur, par rapport à la période correspondante de 1978 (ce qui représente, en fait, un léger recul en volume). Dans le même temps, les importations « explosaient » littéralement : + 38,3 % en un an (1). Comment s'explique cette évolution paradoxale, dans un pays réputé pour son protectionnisme larvé et qui, monde de ses produits ? traditionnellement, inonde le

Les exportations japonaises sont encore, à l'heure actuelle, freinées par les effets de la montée du yen, qui n'a cessé de se valoriser par rapport au dollar jusqu'à la fin octobre 1978, époque à laquelle il fallait seulement 175 yens pour acheter un dollar. Depuis un an, la monnaie japonaise s'est au contraire quelque peu dévalorisée, revenant à 220 yens pour un dollar. Mais l'effet stimulant sur les exportations d'une dépréciation monétaire ne se fait généralement sentir qu'après un temps assez long, probablement supérieur à un an. Il est certain d'autre part que la progression du commerce mondial est moins rapide cette année qu'en 1978, année durant laquelle elle avait atteint 6 % en volume. De plus, les industriels nippons ont dû accepter, sous la pression des pays occidentaux, de limiter leurs exportations. Ils l'ont fait de façon officielle, officieuse ou purement occulte. Le cas de l'automobile en est un bon exemple. Les ventes de voitures japonaises en France sont maintenant limitées, après une démarche, restée secrète, du gouvernement français auprès des autorités nippones.

A l'inverse, les Japonais, qui pendant des années, ont multiplié les barrières non douanières pour limiter au minimum la pénétration des produits étrangers sur leur territoire, ont procédé depuis un an à des achats stratégiques (pétrole, uranium, métaux, avions...), à la fois pour constituer des stocks de sécurité et pour donner une preuve de leur bonne volonté aux nations occidentales éprouvées par le ralentissement de la croissance et par la concurrence de certains pays en voie de développement.

Du coup, la balance des paiements courants du Japon (2) sera probablement déficitaire en 1979, événement économique considérable après les formidables excédents des années passées (11 milliards de dollars en 1977, 16,6 milliards en 1978), qui n'avaient pas été pour rien dans les difficultés éprouvées par un certain nombre de pays européens à rééquilibrer leurs paiements extérieurs, après le « boom » des prix pétroliers de fin 1973. Déjà, la balance japonaise est déficitaire de 2,4 milliards de dollars pour les sept premiers mois de l'année, alors qu'elle était excédentaire de 10,5 milliards de dollars pendant la période correspondante de 1978...

Assurément, les Japonais pourront présenter à la fin de l'année un bilan très positif de leur contribution au rétablissement de l'économie mondiale. La question demeure posée de savoir si — au-delà d'efforts passagers — Tokyo acceptera un jour d'approvisionner son marché national avec des produits d'origine étrangère, comme le font la plupart des pays occidentaux. C'est indirectement se demander si Tokyo acceptera de consacrer davantage de la richesse du pays à l'amélioration de la consommation et du niveau de vie des Japonais ?

ALAIN VERNHOLES.

(1) Tous ces pourcentages sont calculés en chiffres bruts et FOB en importations comme en exportations, c'est-à-dire excluant les frais de transport, d'assurance, etc.

(2) Balance commerciale + échanges de services (assurances, transports, etc.) + tourisme + intérêts, profits, dividendes des firmes japonaises installées à l'étranger.

En Finlande

Le projet de budget pour 1980 prévoit une croissance de 4 %

De notre correspondant

Helsinki. — Des emprunts massifs atteignant près de 6 milliards de marks finlandais, la poursuite des exonérations et des dégrèvements fiscaux accordés en particulier aux entreprises une exemption complète de la taxe payée par les employeurs au titre des allocations familiales, des allégements divers de l'impôt sur le revenu pour compenser l'inflation, une augmentation traditionnelle des tarifs publics, tels sont les aspects principaux du projet de budget dont le gouvernement vient de publier les grandes lignes et qu'il soumettra à l'examen du Parlement le 14 septembre.

Ce budget, en augmentation de 13 %, s'élèvera à près de 49 milliards de marks (1). Il ne s'agit pas d'un budget expansionniste si l'on tient compte de la hausse des prix et de l'augmentation naturelle des revenus de l'Etat consécutive à la reprise économique. En effet, le ministère des finances prévoit une croissance du produit intérieur brut de 4 % en 1980, nettement supérieure au taux moyen attendu pour les pays de l'O.C.D.E. Parmi ses principaux objectifs, le gouvernement se promet de faire baisser le taux de chômage à 5 % de la population active (7,5 % en 1978).

Si l'année prochaine s'annonce bonne malgré une dégradation prévue au cours des derniers mois, il ne s'agira sûrement pas d'une répétition de 1979, caractérisée par une forte amélioration sur tous les fronts de la situation économique. Ainsi la production devrait s'accroître de 7 % cette année, ce qui serait sans doute un record en Europe occidentale.

Cette forte progression constitue une surprise, comme le prouvent les prévisions avancées il y a un an — le budget pour 1979 reposait sur un taux de croissance estimé à 3,5 %. Ayant facilité sans aucun doute la rédaction de l'actuelle loi de finance, elle est surtout le fait de l'activité intense de l'industrie transformatrice du bois à la fois pilier économique et principale branche exportatrice du pays.

Il ne semble pas faire l'ombre d'un doute que les plans de réanimation économique des derniers gouvernements de centre gauche aient porté leurs fruits. Ainsi l'ancien cabinet de M. Sorsa (social-démocrate), qui entendait améliorer la compétitivité des entreprises, leur accorde une aide massive, à base d'exonérations fiscales diverses, tout en faisant valoir avec succès auprès des syndicats (généralement contrôlés par les sociaux-démocrates) la nécessité d'une politique de revenus modérés.

Rarement le consensus aura été aussi large parmi les partenaires sociaux, au Parlement et au gouvernement. Le calme de la classe ouvrière demeure toutefois un point d'interrogation, le coût de la main-d'œuvre restant un des plus bas d'Europe occidentale.

Cependant, alors que l'on s'attendait à un automne politiquement tendu, surtout après le débat sur la réévaluation du mark qui s'est soldé par un échec de la gauche, le « *remue-méninges* » budgétaire a été facilité par la conjoncture favorable et l'absence de solution de rechange réaliste à l'actuelle coalition de centre gauche. En outre, les emprunts massifs auxquels fera appel le gouvernement faciliteront une politique plus généreuse à court terme. « *Le budget ne répond aux besoins de personne de façon satisfaisante, mais est supportable pour tous* », a déclaré en substance le premier ministre.

Le compromis budgétaire est certes critiqué par la presse et les syndicalistes sociaux-démocrates, mais il semble que cette critique soit surtout motivée par le fait que les intéresés ont perdu, au profit du centre, deux postes importants : le ministère des finances et la direction de la Banque de Finlande. En fait, le succès de la politique gouvernementale dépendra de l'attitude qu'adopteront les mois prochains les syndicats face à une nouvelle poussée de l'inflation et aux pressions revendicatives suscitées par la croissance.

PAUL PARANT.

(1) 1 mark : 1,1 franc.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

11 SEPTEMBRE

Hausse de l'or
Bonne tenue des actions

Les actions françaises sont restées assez bien orientées mardi à la Bourse de Paris, où l'indicateur instantané a terminé en progrès d'environ 0,3 %.

Comme la veille, les valeurs sidérurgiques ont pris la tête d'un mouvement qui s'est étendu à environ 86 actions contre 92 baisses et 23 inchangées.

Le raffermissement des prix de l'acier, la reprise de la production (+ 13,5 % en août) et la restructuration de la profession sont reçues favorablement autour de la corbeille. Creusot-Loire, Usinor, Nord-Est (+ 3 à 7 %), ont figuré parmi les quinze meilleures performances de la séance. A noter également la hausse de la Compagnie française de raffinages (+ 5 %), seule « pétrolière » à ne pas subir de trop lourdes ventes bénéficiaires. Au chapitre des baisses, seules celles de Bail Investissement, U.T.A. et Ciments français ont dépassé 3 %.

L'optimisme reste donc de règle au Palais Brogniart où même l'assez forte hausse du loyer de l'argent (10 7/8 % contre 10 1/2 %) n'est pas parvenue à assombrir le climat (sauf pour les obligations, bien entendu).

Cette nouvelle tension des taux d'intérêts fait suite à la hausse intervenue outre-Atlantique, qui n'a d'ailleurs pas empêché les banques centrales d'intervenir pour soutenir le dollar sur les marchés des changes.

Sur ceux du métal jaune, en revanche, la demande est restée forte, et en conformité avec la tendance internationale, le lingot vendu à Paris a monté de 400 F, à 48 750 F. Seul, le napoléon est resté à peu près stable, à 440,20 F (+ 0,10 F). Le volume des transactions visibles s'est élevé à 13,9 millions de francs.

LONDRES

Déprimé par la dégradation du climat social, le Stock Exchange se replie légèrement mercredi matin. Les fonds d'Etat, les pétroles et les mines d'or reculent également.

Or (ouverture) (dollars) 338 65 contre 338 50

VALEURS	CLOTURE 11/9	COURS 12/9
Beecham	145 ..	145 ...
British Petroleum (1)	11 95	11 59/64
Courtaulds	90 ...	89 ...
De Beers	7 99	8 01
Imperial Chemical	360 ...	358 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	311 ...	308 ...
Shell	332 ...	328 ...
Vickers	158 ...	159 ...
War Loan 3 1/2 %	33 7/16	33 3/8
*West Driefontein	50 3/4	48 3/4
*Western Holdings	38 3/8	38 ...

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.
(1) En livres.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

USINOR. — L'exercice 1978-1979, d'une durée exceptionnelle de seize mois (1-1-1978 au 30-4-1979), s'est soldé par une perte nette de 2 492,05 millions de francs après 1 214,39 millions de charges financières (déduction faite des produits financiers) et après 1 594,89 millions d'amortissements (dont 498,05 millions d'amortissements exceptionnels portés au débit du compte de pertes et profits et correspondant aux installations à arrêter).

La firme rappelle que cet exercice a été marqué par la fusion des anciennes sociétés Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons et par des modifications importantes de la structure financière du nouveau groupe (transformation d'une partie de l'endettement en capital et en « prêts spéciaux », etc.).

Lors de l'assemblée générale du 30 octobre 1979, il sera proposé de porter 1 360 millions de francs dans les provisions pour pertes et charges et 1,37 million sous la rubrique « Fonds spécial de conjoncture ». Le solde de la perte (1 130 millions de francs) serait reporté à nouveau.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11/9	12/9
1 dollar (en yens)	221 10	221 60

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 10 3/4 %

NEW-YORK

Forte baisse

Le mouvement de reprise amorcé à la veille du week-end dernier, et qui s'est poursuivi lundi, a brutalement pris fin mardi, à Wall Street. A l'issue d'une séance très active, puisque 42,93 millions d'actions ont été échangées contre 33,11 millions la veille, l'indice Dow Jones a chuté de 7,17 points, à 869,71.

Sur 1 890 valeurs cotées au Big Board, 1 045 ont reculé, 448 ont encore progressé et 377 sont restées à peu près stables.

La séance avait pourtant bien commencé et la bonne tendance semblait devoir se poursuivre jusqu'à ce que les opérateurs apprennent ce qui se passait au Congrès. M. William Miller, secrétaire au Trésor, demandait, en effet, aux députés américains de relever de 56 milliards de dollars le plafond de la dette publique pour l'exercice 1980.

Considérant qu'il ne s'agissait pas là du meilleur moyen de combattre l'inflation, les boursiers, déjà saturés des hausses répétées des taux d'intérêts, ont voulu montrer leur mauvaise humeur.

VALEURS	COURS 10/9	COURS 11/9
Alcoa	56 7/8	56 7/8
A.T.T.	55 7/8	55 7/8
Boeing	46 7/8	46 3/4
Chase Manhattan Bank	40 7/8	40 3/8
Du Pont de Nemours	43 1/2	43 1/4
Eastman Kodak	55 7/8	55 1/2
Exxon	57 3/8	57 1/8
Ford	43 1/4	43 3/8
General Electric	51 7/8	51 1/2
General Foods	34 7/8	34 3/4
General Motors	59 1/4	59 1/2
Goodyear	15 3/8	15 1/2
I.B.M.	67 1/2	66 5/8
I.T.T.	29 1/2	29 1/4
Kennecott	28 ...	27 ...
Mobil Oil	47 1/2	46 3/8
Pfizer	34 1/4	34 ...
Schlumberger	85 5/8	84 ...
Texaco	29 1/2	29 1/8
U.A.L. Inc.	26 5/8	25 5/8
Union Carbide	43 1/8	42 3/4
U.S. Steel	22 1/2	22 1/4
Westinghouse	20 7/8	20 3/4
Xerox	65 1/8	63 5/8

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	10 sept.	11 sept.
Valeurs françaises	121	121,1
Valeurs étrangères	128,8	130,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	104,4	104,7

BOURSE DE PARIS - 11 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	34 ..	2 344
5 %	61 40	3 055
5 % 1920-1980	151 ..	3 055
3 % amort. 45-54	71 ..	0 338
4 1/4 % 1963	96 80	4 583
Emp. N. Éq. 5½ 65	118 30	5 083
Emp. N. Eq.6%66	..	5 688
Emp. N. Eq.6%67	98 20	1 689
Emp. 7 % 1973	6825 .	. ...
Emp. 8,80 % 77	111 50	2 693
Emp. 9,80 % 78	95 25	1 670
E.D.F. 6 1/2 %	... ..	2 842
E.D.F. 5 % 1960	... ..	2 849

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	... ..	192 ..
A.G.F. (Sté Cent.)	... ..	650 ..
Ass. Gr. Paris-Vie	1855 d	1855 d
Concorde	370 50	384 ..
Epargne France	305 ..	310 ..
Financ. Victoire	375 ..	375 ..
France I.A.R.D.	220 10	218 ..
GAN (Sté) Centr.	681 ..	680 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	285 ..	263 ..
U.A.P.	563 ..	554 ..
Alsacien. Banque	341 ..	341 ..
Banque Hervet	191 10	191 10
Bque Hypot. Eur.	274 ..	272 ..
Bque Nat. Paris	264 ..	264 ..
(Li) B. Scalb Dup.	107 ..	107 ..
Banque Worms	210 ..	210 ..
C.G.I.B.	51 50	51 50
C. Crédit Univ.	390 ..	398 .
C.A.M.E.	87 ..	87 50
Créditel	158 ..	159 ..
Créd. Gén. Ind.	263 ..	273 ..
Crédit Lyonnais	301 50	301 ..
Electro-Banque	179 ..	173 ..
Eurobail	171 ..	174 80
Financière Sofal	370 .	373 ..
Fr. Cr. et B. (Cie)	92 30	95 .
France-Bail	316 50	316 50
Hydro-Energie	26	25 ..
Immobail B. I. P.	260 ..	256 ..
Immobanque	375 20	372 ..
Immofice	310 ..	310 .
Interbail	261	257 50
— (obl. conv.)	260	258 50
Laffitte-Bail	218 70	219 60

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail	... ..	219 ..
Locabail Immob.	363 ..	365 ..
Loca-Expansion	156 50	155 50
Locafinancière	198 50	204 50
(Ly) Lyon Dép. Ct	129 ..	130 ..
Marseille Créd.	235 ..	235 ..
Paris-Réescompte	463 ..	472 ..
Séquanaise Banq.	301 ..	301 ..
Sicotel	152 ..	151 ..
SLIMINCO	377 ..	378 ..
Sté Cent. Banq.	72 ..	72
Sté Générale	224 10	226 30
SOFICOMI	292 60	293 10
Sovabail	385 ..	386 ..
UCIP-Bail	178 ..	175 ..
— (Obl. conv.)	... ..	196 ..
Unibail	333 ..	333 ..
Un. Ind. Crédit	292 20	293 ..
Cie Foncière	165 10	165 10
C.G.V.	274 ..	274 ..
Fonc. Ch.-d'Eau	755 ..	770 ..
(M.) S.O.F.I.P.	.	87 ..
Fonc. Lyonnaise	1100 ..	1105 ..
Immob. Marseille	1538	1532 ..
Louvre	328 20	325 ..
SINVIM	166 40	166 40
Cogifi	... ..	227 ..
Foncina	181 ..	182 ..
Gr. Fin. Constr.	205 ..	197 ..
Immindo	212 ..	212 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Imminvest	158 ..	160 20
Cie Lyon. Imm.	163 ..	160 ..
UFIMEG	134 ..	131
U.G.I.M.O.	... ..	214 70
Union Habit.	299	299 ..
Un. Imm. France	260	241 ..
Acier Investiss.	116 50	116 50
Sofragi	253	253 .
Abeille (Cie Ind.)	329	325 ..
Applic. Hydraul.	274 20	280 ..
Artois	220 ..	222 ..
Centen. Blanzy	390 ..	406 ..
(NY) Centrest	. .	121 ..
(NY) Champex	123 .	123 ..
Char. Réun. (p.)	3792 ..	3850 ..
Comindus	586 ..	575 ..
(Li) Dév. R. Nord	144 ..	144 ..
Electro-Financ.	348 ..	348 ..
(M) Et. Particip.	..	.
Fin. Bretagne	82 30	82 50
Fin. Ind. Gaz Eaux	683 ..	685 ..
Fin. et Mar. Part.	86 ..	86 ..
France (La)	760 ..	770 .
La Mure	.	56 50
Lebon et Cie	236 20	240 20
(NY) Lordex	121	120 .
Cie Marocaine	33 80	32 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Nord	. ..	24 20
OPB Paribas	156 ..	159 ..
Paris-Orléans	185 ..	181 10
Paternelle (La)	281 50	272 .
Placem. Inter	113 80	113 80
Providence S.A.	380 ..	365 ..
Rosario (Fin.)	228 10	229 .
Santa-Fé	83 70	83 50
Soffo	132 50	136 .
Sofinex	360 ..	356 50
Cambodge	85 ..	85 ..
Clause	425	424 .
Indo-Hévéas	169 90	166 50
Madag. Agr. Inc.	29 ..	29 ..
(M) Mimot	. ..	. ..
Padang	289 ..	281 ..
Salins du Midi	383 ..	363 ..
Aliment Essentiel	265 ..	270 ..
Allobroge	430 ..	430 ..
Banania	206 50	200 .
Fromagerie Bel	153 ..	152 ..
Cédis	702 ..	715 ..
(M.) Chambourcy	545 ..	549 ..
Cofradel	800 ..	... ..
Economats Centr.	621 ..	617 ..
Epargne	680 ..	680 ..
Euromarché	540 ..	535 ..
From.P.-Renard	448 ..	445 ..
Général Aliment.	... ..	137 10
Gouvrain	180 ..	180 ..
Goulet-Turpin	... ..	207 ..
Lesieur Cie Ind.	484 ..	488 ..
Gr. Moul. Corbeil	170 ..	184 ..
Gr. Moul. Paris	284 ..	285 ..
Nicolas	... ..	480 ..
Piper-Heidsieck	250 ..	246 ..
Potin	783 ..	775 ..
Rochefortaise	183 ..	187 ..
Roquefort	319 ..	315 ..
Taittinger	367 ..	367 ..
Unipol	115 ..	117 20
Bénédictine	1273 ..	1270 ..
Bras. et Glac. Ind.	435 ..	447
Dist. Indochine	425	421 ..
Ricqlès-Zan	d125 50	d130
Saint-Raphaël	164 ..	164 ..
Segepal	... ..	374 ..
Union Brasseries	69 ..	68 20
Sucr. Bouchon	136 ..	140 ..
Sucr. Soissonnais	260 ..	257 ..
Chausson (US)	63 40	68 50
Equip. Véhicules	62	61 10
Motobécane	64 50	67 10
Boris	330 ..	330 .
Camp. Bernard	230 ..	230 ..
C.E.C.	65 ..	65 .
Cerabati	82 70	82 70
Ciments Vicat	225 ..	.. .
Cochery	47 50	49 30
Drag. Trav. Pub.	373 ..	370 ..
Fougerolle	159 ..	157 ..
G. Trav. de l'Est	42 ..	40 40
Herlicq	168 ..	165 40
Lambert Frères	d106 ..	109 .
Leroy (Ets G.)	66 10	d 58 30
Origny-Desvroise	148 90	147 ..
Porcher	283 ..	277 90
Rougier	130 ..	130
Sablières Seine	125 ..	130 ..
S.A.C.E.R.	48 ..	48 ..
Sainrapt et Brice	235 ..	235 ..
Savoisienne	98 ..	..
SMAC Acieroïd	95 ..	95
Spie Batignolles	85 40	84 50
Dunlop	21 50	22 50
Hutchinson-Mapa	65 ..	65 ..
Safic-Alcan	280 ..	281 ..
Comiphos	125 ..	126 ..
Gaumont	... ..	626 ..
Pathé-Cinéma	79 ..	76 ..
Pathé-Marconi	54 .	... ..
Tour Eiffel	180 ..	180 ..
Air-Industrie	a 58 70	60 40
Applic. Mécan.	29 50	30 ..
Arbel	167 50	168 .
Bernard-Moteurs	60 ..	60 ..
B.S.L.	172 ..	173 ..
C.M.P.	256 ..	256 ..
De Dietrich	578 ..	576 ..
Duc-Lamothe	407 ..	... ..
E.L.M.-Leblanc	515 ..	515 ..
Ernault-Somua	56 80	54 ..
Forges Strasbourg	101 ..	105 ..
(Li) F. B.M. ch. fer	95 ..	.. .
Frankel	635 ..	610 ..
Huard-U.C.F.	110 ..	108 ..
Jaeger	279 ..	280
Jaz	254 ..	257 80
Luchaire	333 ..	329 ..
Manurhin	739 ..	750 ..
Métal Déployé	278 ..	277 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Nadella	29 90	29 50
Nodet-Gougis	230	230 ..
Peugeot (ac. ext.)	172 ..	175 ..
Ratier-For G.S.P.	.. ..	.. ..
Ressorts Ind.	... ..	164 ..
Safam	85 ..	85 ..
Sicli	90 10	92 ..
Soudure Autog.	156 ..	156 ..
S.P.E.I.C.H.I.M.	260 ..	259 ..
Trailor	345 ..	344 50
Virax	69 ..	71 80
At. Ch. Loire	a 18 50	19 25
Ent. Gares Frig.	147 50	147 50
Indus. Maritime	348	348 ..
Mag. gén. Paris	228 80	227 ..
Cercle de Monaco	181 ..	182 50
Eaux de Vichy	675	680 .
Sofitel	47 10	48 70
Vichy (Fermière)	427 ..	430 ..
Vittel	388 ..	324 ..
Aussedat-Rey	43 70	45 50
Darblay S.A.	41 ..	42 ..
Didot-Bottin	340	340 ..
Imp. G. Lang	7 ..	7 20
Papet. Gascogne	80 60	80 50
La Risle	30 50	30 50
Rochette-Cenpa	.. .	33 70
A. Thiéry-Sigrand	82 50	90 ..
Bon Marché	161 .	160 ..
Damart-Servip	680 ..	680 ..
Mars Madagasc.	69 ..	70 ..
Mistral et Prom.	70	69 30
Optorg	150 ..	149 ..
Palais Nouveauté	305	305 ..
Uniprix	75	75 ..
Europ Accumul.	260 50	262 30
Ind. P. (CIPEL)	d171 50	176 50
Lampes	151 ..	151 .
Merlin-Gerin	283 ..	284 ..
Mors	42 50	42 ..
Piles Wonder	218 ..	213 50
Radiologie	119 -	119 ..
SAFT Acc. fixes	999	1000 ..
S.I.N.I.R.A.	655	652 ..
Unidel	188 ..	182 ..
Carnaud S.A.	91 ..	90 ..
Davum	81 ..	82 ..
Escaut-Meuse	210 ..	210 ..
Gueugnon (F. de)	58	58 ..
Profilés Tubes Es.	23 30	23 ..
Senelle-Maub.	90 ..	89 ..
Tissmétal	58	52 .
Vincey-Bourget	41 d	42 ..
Huaron	.. ..	192 ..
Kinta	325 ..	338 ..
Mokta	301	306 ..
Amrep G.	1800	1040 ..
Elf-Antargaz	332 d	342 ..
Hydroc.-St-Denis	178 ..	174 ..
Lille-Bonnières-C.	345 ..	331 ..
Carbone-Lorraine	122 50	117 50
Delalande S.A.	210 ..	210 .
Finalens	72 ..	74 ..
FIPP	.	130 ..
(Ly) Gerland	329 ..	326 ..
Gévelot	136	136 ..
Grande-Paroisse	137 50	132 ..
Parcor	1380	1340 ..
Ripolin-Georget	..	51 50
Roussolot S.A.	558	563 ..
Soufre Réunies	215 10	223 .
Synthelabo	138 ..	135 50
Thann et Mulh.	41 d	42 60
Ufiner S.M.D.	127 50	126 ..
Agache-Willot	581	491 ..
Filés-Fourmies	19 ..	18 20
Lainière-Roubaix	48 ..	48 ..
Roudière	307	307 ..
Saint-Frères	81 10	82 ..
M. Chambon	d140	d140 ..
Gén. Maritime	47 60	46 ..
Delmas-Vieljeux	274 ..	273 ..
Nat. Navigation	79 ..	79 ..
Navale Worms	119 ..	123 ..
S.C.A.C.	150	150 ..
Stemi	294 ..	282 ..
Tr. C.I.T.R.A.M.	... ..	135 ..
Trans. et Indust.	123 ..	123 50
(Li) Baignol-Far.	23 75	23 50
Blanzy-Ouest	240 10	240 10
La Brosse	..	136 ..
Degremont	180	173 ..
Duquesnes-Purina	407 90	408 ..
Ferrailles C.F.F.	243	245 ..
Havas	350	360 ..
Locatel	...	..
Lyon-Alemand	135 10	136 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
G. Magnant	..	..
M.I.C.	179 ..	179 ..
O.F.P.-Om.F.Paris	372 .	370 .
Publicis	391	390 50
Sellier-Leblanc	355 50	..
Waterman S.A.	239	246 ..
Brass. du Maroc	...	... ..
Brass. Ouest-Afr.	72 10	72 ..
A.E.G.	... ..	... ..
Akzo	61 10	63 ..
Alcan Alum.	.. ..	166 ..
Algemene Bank	726	730 .
Am. Petrofina	150 ..	... ..
Arbed	... ..	... ..
Asturienne Mines	.. .	73 15
Bco Pop. Espanol	60 ..	.. ..
B. N. Mexique	54 10	54 90
B. Régl. Inter.	...	35500
Barlow-Rand	23 60	. .
Bell Canada	78 10	78 10
Blyvoor	31 25	. ..
Bowater	16	.. ..
Bowring C.I.	10 20	10 20
British Petroleum	114 50	119 ..
Br. Lambert (GBL)	---	---
Canadian-Pacif.	... ..	135 ..
Cockerill-Ougrée	..	59 ..
Cominco	172	170 ..
Commerzbank	... ..	... ..
Courtaulds	. .	.. ..
Dart. Industrie	... ..	.. .
De Beers (port.)	..	36 60
Dow Chemical	123 ..	125 ..
Dresdner Bank	502 ..	504 ..
E.M.I.	-	
Est-Asiatique	.. ..	.. ..
Femmes d'Auj.	118 ..	... ..
Finextremer	... .	137 10
Finsider	.	.
Foseco	15 .	14 60
Gén. Belgique	256 50	253 50
General Mining	49 50	49 50
Gevaert	...	162
Glaxo	44 20	44 40
Goodyear	67	67 50
Grace and Co.	137 50	143 20
Gulf Oil Canada	d319 .	340 ..
Hartebeest	144 90	145 ..
Honeywell Inc.	... .	--- ..
Hoogovens	.. .	.. ..
I.H.C.	.. ..	.. ..
Johannesburg	... ..	... ..
Kubota	6 ..	6 05
Latonia	104 ..	104 .
Mannesmann	... ..	...
Marks-Spencer	- ..	10 90
Matsushita	13 ..	12 55
Mineral-Resourc.	- ..	18 ..
Nat. Nederlanden	...	265 ..
Noranda	203 60	204 ..
Olivetti	. .	6 50
Pakhoed Holding	115 .	115 ..
Petrofina Canada	... ..	...
Pfizer Inc.	142 ..	142 50
Phoenix Assuranc.	.. ..	24 .
Pirelli	.	.
President Steyn	82 ..	82 ..
Procter Gamble	320 .	321
Robeco	367 70	360 .
Rolinco	297 70	304 50
Shell fr. (port.)	34 50	33 50
S.K.F. Aktiebolag	57	56 10
Sperry Rand	206 40	208 70
Steel Cy of Can.	... .	102 50
Stilfontein	32 80	
Suéd. Allumettes	. ..	71 50
Tenneco	168 ..	167 ..
Thorn Electrical	42 ..	41 70
Thyss c. 1 000	... ..	...
Vaal Reefs	154 90	153 .
Vieille Montagne	... ..	200 10
Wagons-Lits	... ..	135
West Rand	15 30	15 10
C.E.C.A. 5 1/2 %	...	...
Emprunt Young	... ..	...

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Intertechnique	749 ..	739 ..
Sicommeip	... .	205 ..
Alser	... ..	...
Banq. Fin. Eur.	... ..	.
Cellulose Pin	20 ..	18 ..
Coparex	449 ..	445 ..
Ecco	1250	... ..
Iéna Industrie	13	13 ..
Métall. Minière	100 50	... ..
Océanic		. ..
Promptia	...	..
Sab. Mer. Corv.	121	121 .
Total C.F.N.	225	... ..
Ufinex		..
Voyer S.A.	. 7	7 ..
Oce. v. Grinten	230	
Rorento NV	236 ..	237 60

SICAV

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Plac. Institut.	16882 77	16292 53
1re catégorie	5966 12	5770 71

12.9	Émission frais inclus	Rachat net
Actions France	157 80	151 60
Actions-Sélec.	182 98	174 68
Aedificandi	241 78	230 82
A.G.F. 5000	168 62	160 89
Agfimo	301 78	288 10
A.I.T.O.	182 58	174 38
America-Valor	326 87	312 05
Amérique Gestion	178 67	170 57
Assurances Plac.	141 03	136 92
Bourse-Invest.	179 88	171 73
C.I.P.	416 65	397 76
Convertibles	141 55	135 13
Convertimmo	153 33	148 38
Drouot Invest.	272 76	268 39
Drouot-France	154 63	147 62
Elysées-Valeurs	211 60	202 00
Epargne-Croiss.	656 35	626 58
Epargne Industr.	279 42	282 69
Epargne-Inter	281 42	278 21
Epargne-Oblig.	144 06	137 53
Epargne Revenu	334 75	319 57
Epargne-Unie	393 98	376 10
Epargne Valeur	228 73	218 36
Foncier Investiss.	451 66	431 18
France-Epargne	221 40	211 36
France-Garantie	244 68	239 87
France-Invest.	197 55	188 59
Fr.-Obl. (nouv.)	345 09	329 45
Francic	162 23	188 68
Gestion Rendem.	350 13	334 25
Gest. Sél. France	247 71	236 48
I.M.S.I.	234 21	223 59
Indo-Suez Valeurs	289 82	276 68
Intercroissance	143 51	137 ..
Intersélect. Fr.	192 57	183 84
Invest. St-Honoré	278 91	266 26
Livret portef.	262 41	250 62
Laffitte-France	143 85	142 10
Laffitte-Rend.	131 67	125 70
Laffitte-Tokyo	310 87	296 77
Multirendement	128 37	122 55
Natio-Valeurs	341 24	325 77
Paribas Gestion	227 77	217 44
Pierre Investiss.	280 89	268 25
Rothschild-Exp.	358 22	342 93
Sécur. Mobilière	342 02	326 51
Sélec. Croissance	187 54	179 04
Sélect. Mondiale	139 39	133 07
Sélection-Rend.	148 45	141 72
Sélection val. fr.	156 97	148 90
S.F.I. FR. et ETR.	223 84	213 69
Sicavimmo	363 47	346 99
S.I.G.	344 98	328 94
S.N.I.	586 57	559 98
Sogepargne	302 02	288 32
Sogevar	431 18	411 63
Soleil-Investiss.	253 02	241 55
Unigestion	267 32	255 20
U.A.P.-Investiss.	175 76	167 79
Unifoncier	445 28	426 84
Unifrance	160 96	153 65
Uni-Hoche (Vern.)	283 27	279 97
Unijapon	312 80	298 62
Uni-Obl. (Vernes)	1891 03	1818 30
Uniprem. (Vernes)	1838 15	1787 45
Unirente	1185 26	1146 20
Unisic (Vernes)	243 86	232 04
Worms Investiss.	303 89	290 11
12 9		
Credinter	173 18	165 33
Croissance-Imm.	235 40	224 73
Euro-Croissance	198 70	189 69
Financière Privée	457 28	436 47
France-Entrepr.	272 91	260 53
Fructifrance	306 08	292 20
Fructidor	164 57	157 11
Gestion Mobilière	250 35	239 .
Mondial Invest.	213 48	203 80
Oblisem	137 11	130 89
Optimavalor	226 71	216 43
Planinter	330 82	315 82
Sicav 5 000	139 94	133 59
S. I. Est	521 57	497 90
Silvafrance	248 40	237 14
Silvam	153 71	146 74
Silvarente	171 20	163 44
Silvinter	156 48	149 38
Soginco	140 15	133 79
Sogister	462 58	441 60
Valorem	204 48	195 21

* Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1380 ..	4,5 % 1973	1391	1382 50	1389	1385 ..
4130 ..	C.N.E. 3 %	4250	4250	4250	4255 ..
380 ..	Afrique Occ.	331 ..	330	331	326 ..
460 ..	Air Liquide	478	480 90	482 90	482 ..
92 ..	Als. Part. Ind	109 ..	103	105 10	105 ..
445 ..	Als. Superm.	428	439	439 ..	447
61 ..	Alsthom-Atl.	63 40	63 65	63 ..	64 30
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
910	Elf-Aquitaine	1065 .	1059 .	1051 ..	1048 ..
173	— (certific.)	203 ..	201 50	202 ..	201 .
350	E.J. Lefebvre	364 ..	363 ..	363 ..	358 ..
900	Essilor	921 ..	925	925	923 ..
245	Esso S.A.F.	276 ..	271 60	270 ..	270 ..
355	Eurafrance	357	360 ..	362 ..	358 ..
1890	Europe n° 1	1898 ..	1875 ..	1883 ..	1878 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
92 ..	Nouvel. Gal.	181 ..	189 10	188 10	188 ..
182 ..	Olida-Caby	175	176 .	175 ..	176 .
123 ..	Opfi-Paribas	125	125 50	125 40	125 50
182 ..	Paris-France	181 80	185 ..	183 ..	183
118 ..	Pechelbronn	119 80	118 ..	117 50	115 70
90 ..	P.U.K.	94	95 ..	95 ..	95 ..
127 ..	— (obl.)	131 ..	131 ..	131	129 10
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
370 ..	Tél. Ericsson	338	341 ..	341	335 ..
210 ..	Thomson-Br.	232 50	230 50	232 80	230 50
255 ..	— (obl.)	269	270 ..	270 ..	265 ..
420 ..	U.I.S.	422 ..	425 ..	425 ..	425 ..
240 ..	U.C.B.	236 ..	232 ..	233 ..	230 ..
225 ..	Un. F. Bques	212 50	212 50	212 50	211 ..
177 ..	U.T.A.	178 ..	171 ..	173	174 40
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
640 ..	Deuts. Bank	682 ..	664 ..	664 ..	665
498 ..	Dome Mines	192 ..	191 80	187	182 80
185 ..	Du Pont Nem.	180 80	187 90	187 90	185 .
240 ..	East Kodak	234 50	237	237 20	236 30
45 ..	East Rand	45 40	45 50	45 50	46 30
130 ..	Ericsson	119 50	118 .	118 ..	117 50
235 ..	Exxon Corp.	241 70	243 30	243 ..	243 20
179 ..	Ford Motor	182 ..	182	182 .	180
126 ..	Free State	131 50	132 50	132 50	130 50
230 ..	Gen. Electric	218 50	218 50	219 ..	217 40
256 ..	Gen. Motors	251 80	247 80	247 60	250 ..
21 ..	Goldfields	23 10	23 25	23 ..	22 80
36 ..	Harmony	38	37 ..	37 35	37 70
5 30	Hitachi	5 ..	5 05	4 95	5
318 ..	Hoechst Akti.	303	309 50	309 50	303 50
32 ..	Imp. Chem.	35 35	35 40	35 20	35 ..
39 ..	Inco Limited	37	37 ..	38 90	37
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
37 ..	Sony	35 35	36 90	35 90	35 50
270 ..	Unilever	272 70	274 40	274 40	271 50
33 ..	Union Corp.	35 60	34 50	34 50	34 50
104 ..	U. Min. 1/10	102 80	105 60	105 60	105 60
177 ..	Unit. Techn.	178 50	177	173 ..	179
210 ..	West Driet.	214	214 ..	214 60	218 30
73 ..	West Deep.	78 60	76 ..	77 ..	76 50
151 ..	West Hold.	165	163 20	163 ..	163 30
85 ..	Xerox Corp.	277	277 90	278 10	277
20 80	Zambia Corp.	0 91	0 92	0 91	0 90

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/9	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 216	4 225	4 120	4 330
Allemagne (100 DM)	233 490	233 220	226 ...	239
Belgique (100 F)	14 561	14 536	13 600	14 300
Pays-Bas (100 fl.)	212 620	212 440	206 ..	217
Danemark (100 krd)	80 935	80 370	78 ...	83
Norvège (100 k)	84 480	84 540	82 600	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 481	9 478	9 250	9 750
Italie (1 000 lires)	5 202	5 197	5 .	5 400
Suisse (100 fr.)	259 680	258 820	256 ...	263
Suède (100 krs)	100 490	100 560	97 ..	102 500
Autriche (100 sch.)	32 445	32 420	30 950	32 450
Espagne (100 pes.)	6 381	6 397	6 200	6 600
Portugal (100 esc.)	8 606	8 610	7 600	9 ...
Canada ($ can. 1)	3 616	3 634	3 520	3 750
Japon (100 yens)	1 912	1 910	1 830	1 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/9
Or fin (kilo en barre)	48075	48495 ..
Or fin (en lingot)	48350	48750 ..
Pièce française (20 fr.)	440 10	440 20
Pièce française (10 fr.)	382	376 ..
Pièce suisse (20 fr.)	401 70	402 10
Union latine (20 fr.)	375 10	378 .
Souverain	495 90	496 90
Pièce de 20 dollars	2032	2030 ..
Pièce de 10 dollars	1050	1030 ..
Pièce de 5 dollars	680 .	660
Pièce de 50 pesos	1920	1926 50
Pièce de 10 florins	405 ..	382 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D F G H

LA GRÈVE A LA S.N.C.F.

Le trafic « grandes lignes » sera assuré de 30 à 50 %

En raison de la grève des conducteurs de trains C.G.T. et C.F.D.T., des perturbations étaient attendues dès mercredi 12 septembres à 30 heures jusqu'au samedi 15 septembre à 6 heures, sur l'ensemble du réseau ferroviaire français, et plus particulièrement dans le Sud-Ouest. La majeure partie des relations avec l'Espagne à Cerbère (Pyrénées-Orientales) ne fonctionneront pas. La direction de la S.N.C.F. estime toutefois que cette grève aura moins d'effets sur le trafic voyageurs que lors des débrayages des 22 et 23 août dernier, le service étant assuré à 50 % à Paris-Nord et à Paris-Est, à 30 ou 40 % dans les autres gares parisiennes, par deux trains sur trois en moyenne sur la banlieue parisienne au départ de Paris-Est et par un train sur trois au départ des autres gares vers la banlieue.

D'autre part, un important programme de trains spéciaux, notamment les trains de pèlerinage, sera exécuté intégralement, ajoute-t-on à la S.N.C.F.

A propos de ce conflit, la fédération F.O. des cheminots, qui, comme la Fédération autonome des agents de conduite (F.A.A.C.), a décidé de ne pas participer au mouvement, considère que la grève engagée par la C.G.T. et la C.F.D.T. constitue « *une tentative de remise en cause de l'accord* » sur les salaires.

Prévisions de circulation des trains pour la soirée du mercredi 12 septembre...

GRANDES LIGNES

PARIS-AUSTERLITZ. — Jusqu'à 20 h., service normal, à l'exception des trains suivants, qui seront supprimés : 17 h. 50, Bordeaux ; 18 h., Capitole, Toulouse ; 18 h. 2, Puerta-del-Sol, Irun ; 19 h., Limoges ; 20 h., Valencia-Express. — A partir de 20 h., les trains suivants sont prévus : 21 h. 40, Béziers ; 22 h. 52, Clermont-Ferrand ; 22 h. 52, Toulouse, correspondances vers Aurillac, Capdenac et Avignon ; 0 h. 9, Irun, correspondances vers La Rochelle et Tarbes.

PARIS-EST. — Service normal.

PARIS-LYON. — Jusqu'à 20 h., service normal, à l'exception des trains suivants, qui seront supprimés : 18 h. 22, Lyon ; 18 h. 53, Palatino, Rome ; 19 h. 22, Parthénon ; 20 h., Simplon-Express. — A partir de 20 h., les trains suivants sont prévus : 21 h. 46, Vintimille ; 21 h. 52, Marseille ; 22 h. 21, Marseille ; 23 h. 5, Genève, correspondances vers Evian, Bourg-Saint-Maurice et Saint-Gervais ; 23 h. 53, Venise, Interlaken.

PARIS-MONTPARNASSE. — Service normal jusqu'à 20 h. A partir de 20 h., circule le train de 22 h. 30 pour Rennes.

PARIS-NORD. — Service normal.

PARIS-SAINT-LAZARE. — Service normal jusqu'à 20 h. A partir de 20 h., circule le train de 21 h. 50 pour Le Havre.

BANLIEUE PARISIENNE

Service en principe normal jusqu'à 20 h. Perturbations possibles en fin de soirée.

...et pour la journée du jeudi 13 septembre

GRANDES LIGNES

Trains prévus au départ des gares parisiennes :

PARIS-AUSTERLITZ. — 9 h. 10, Irun, correspondances vers Angers, La Rochelle, Royan et Tarbes ; 9 h. 38, Toulouse, correspondances vers Bourges et Montluçon ; 18 h. 19, Limoges, correspondance vers Bourges ; 19 h. 23, Tours ; 21 h. 40, Béziers ; 22 h. 52, Clermont-Ferrand ; 22 h. 52, Toulouse, correspondances vers Aurillac, Capdenac et Avignon ; 0 h. 29, Irun, correspondances vers La Rochelle et Tarbes.

PARIS-EST. — 7 h. 6, Luxembourg ; 8 h., Francfort ; 8 h. 54, Strasbourg ; 9 h. 7, Bâle-Coire ; 13 h. 4, Charleville-Mézières ; 13 h. 18, Strasbourg ; 13 h. 28, Mulhouse ; 14 h. 3, Francfort ; 17 h. 48, Varsovie ; 18 h. 52, Luxembourg ; 18 h. 54, Strasbourg ; 18 h. 57, Bâle ; 19 h. 53, Culmont-Chalindrey ; 21 h. 32, Charleville-Mézières ; 23 h. 10, Arlberg-Express ; 23 h. 20, Francfort ; 23 h. 35, Orient-Express ; 0 h. 10, Innsbruck.

PARIS-LYON. — 8 h. 23 Chambéry, correspondance vers Saint-Gervais et Bourg-Saint-Maurice ; 8 h. 32, Lutetia ; 8 h. 45, Clermont-Ferrand ; 9 h. 55, Vintimille, correspondances vers Grenoble, Saint-Etienne et Toulouse ; 20 h. 39, Napoli-Express ; 21 h. 46, Vintimille ; 21 h. 52, Marseille ; 22 h. 21, Marseille ; 23 h. 5, Genève, correspondances vers Evian, Saint-Gervais et Bourg-Saint-Maurice ; 23 h. 53, Venise, Interlaken.

PARIS-MONTPARNASSE. — 7 h., Granville ; 8 h. 16, Le Croisic ; 8 h. 31, Brest-Quimper ; 14 h. 35, Brest-Quimper ; 18 h. 28, Rennes ; 19 h. 19, Le Croisic ; 19 h. 30, Granville.

PARIS-NORD. — 7 h. 1, Saint-Quentin ; 7 h. 13, Hirson ; 7 h. 22, Ile-de-France, Amsterdam ; 7 h. 26, Dunkerque ; 7 h. 30, Faidherbe, Lille ; 7 h. 33, Parsifal, Cologne ; 7 h. 50, Amsterdam ; 8 h. 5, Lille-Tourcoing ; 8 h. 8, Calais-Maritime ; 9 h. 45, Lille-Tourcoing ; 11 h. 40, Brabant, Bruxelles ; 13 h. 20, Lille ; 13 h. 30, la Flèche d'or ; 13 h. 58, Laon ; 15 h. 19, Amsterdam ; 16 h. 8, Cambrai ; 17 h., Lille ; 17 h. 25, Tourcoing ; 17 h. 39, Laon, 17 h. 47, Molière ; 17 h. 50, Saint-Quentin ; 18 h. 10, Nord-Express ; 18 h. 40, Maubeuge ; 19 h. 21, Le Tréport ; 19 h. 30, Bruxelles ; 19 h. 36, Boulogne ; 19 h. 53, Laon ; 20 h. 26, Tourcoing ; 20 h. 31, Oiseau bleu ; 21 h. 25, Night Ferry ; 22 h. 37, Copenhague ; 23 h. 35, Varsovie ; 23 h. 27, Tourcoing.

PARIS-SAINT-LAZARE. — 9 h. 2, Cherbourg ; 9 h. 15, Le Havre, 10 h. 45, Dieppe via Rouen ; 15 h. 15, Le Havre ; 17 h. 45, Le Havre ; 18 h. 15, Cherbourg ; 19 h. 7, Dieppe.

BANLIEUE PARISIENNE

Le service sera assuré à 60 % à Paris-Est, à 40 % à Paris-Nord et à 30 % en moyenne dans les autres gares :

Ne seront pas desservies les lignes de : Paris-Invalides à Versailles R.G. ; Pont-Cardinet à Auteuil ; Puteaux à Issy-Plaine ; Plaisir-Grignon à Epône ; Argenteuil à Ermont ; Versailles-Chantiers à Juvisy ; Massy-Palaiseau à Choisy-le-Roi.

● *M. Giscard d'Estaing* s'exprimera en direct sur FR 3 au cours de l'émission « Une heure avec le président de la République », le lundi 17 septembre à 20 heures. Il sera interrogé par MM. Philippe Sassier (A 2), Dominique Baudis (TF 1), et Henri Sannier, chef du bureau régional d'information de FR 3 de Caen. Leurs questions porteront sur les préoccupations des Français en cette période de rentrée.

L'agresseur de M. Jacques Tillier a « tiré pour tuer »

estime le médecin légiste

Le médecin légiste, M. Edgard Celestins, a, selon le parquet de Senlis, affirmé, après un examen complet de M. Jacques Tillier, le journaliste de l'hebdomadaire *Minute* blessé de trois balles de revolver, lundi 10 septembre, par un homme qu'il dit être Jacques Mesrine, que ce dernier avait « *tiré pour tuer* ». Selon le médecin, qui écarterait ainsi la thèse de la simple « correction », les trois balles ont été tirées à environ 50 centimètres de la victime. Les deux premières ont traversé la peau et les muscles, au niveau de la mâchoire, du cou et de la nuque, sans toucher de centres vitaux.

Le troisième projectile s'est logé dans l'épaule, après avoir brisé la clavicule. L'enquête a été confiée à Mlle Mireille Balestrazzi, vingt-cinq ans, chef de l'antenne de Creil du S.R.P.J. de Lille. Elle avait pris ses nouvelles fonctions lundi 10 septembre.

M. Jacques Tillier a été placé *en réanimation à l'hôpital* de Creil, et sa chambre est sous surveillance. Seuls les policiers et un journaliste de l'hebdomadaire *Minute* ont pu le voir. Il leur a déclaré que Jacques Mesrine avait eu l'intention de le tuer, et que ce dernier lui avait confirmé qu'il était bien l'auteur du rapt de M. Henri Lelièvre, enlevé le 21 juin et libéré le 28 juillet, après le versement d'une rançon de 6 millions de francs. Seul M. Lelièvre avait affirmé que son kidnappeur était Jacques Mesrine. Et rien, pour l'instant, selon les policiers, ne permet d'accréditer avec sérieux cette thèse.

Dans ses déclarations, encore incomplètes, publiées par l'hebdomadaire *Minute*, M. Tillier raconte qu'un mystérieux correspondant lui a téléphoné, vendredi 7 septembre, lui demandant d'être très tôt à son journal lundi matin. Ce jour-là, un rendez-vous lui est fixé dans un café proche de la porte de Champeret. A cet endroit, un autre appel téléphonique convie le journaliste à se rendre devant la mairie du treizième arrondissement. Là, un homme vêtu d'un ensemble jean, mesurant 1,70 mètre, le conduit jusqu'à une Renault 5 bleu marine. Un autre homme sort de la voiture : « *Malgré son déguisement*, raconte M. Tillier, *je le reconnais : c'est Mesrine. Il porte une perruque brune, bouclée, des lunettes d'écaille, une barbe volumineuse. (...) A la main une petite sacoche noire.* La voiture prend la direction de l'autoroute du Nord. Mesrine montre à M. Tillier, au moment où la voiture croise des gendarmes, une carte de police tricolore et fait un clin d'œil à son passager. « *On est un peu des leurs, n'est-ce pas ?* »

Puis c'est l'arrivée dans la forêt, dans une galerie désaffectée, Mesrine et son compagnon ont allumé des bougies. « *Ça fait mortuaire* », lance Mesrine. M. Tillier met en marche le magnétophone et l'interview commence. Mesrine demande au journaliste d'enlever sa chemise et de mettre ses mains derrière le dos. « *Nous allons te mettre des menottes, ainsi tu pourras dire aux flics que tu étais notre prisonnier. Nous allons aussi te prendre en photo.* » Le journaliste s'exécute, puis c'est l'avalanche de coups, les insultes : « *Espèce de salaud, ancien flic (1), tu vas me donner les adresses de ton directeur et de ton rédacteur en chef, que je leur fasse la peau.* » M. Tillier est ensuite dévêtu. Il s'évanouit. Des coups de feu sont tirés. Toujours, selon M. Tillier, le complice de Mesrine lui aurait ensuite passé une bougie devant les yeux pour voir s'il était mort.

Un éditorial de « Minute »

Le journal *Minute*, qui publie ce récit, qualifie, dans un éditorial, Mesrine de « *chien enragé* ». « *Et les chiens enragés*, poursuit-il, *on les supprime. Il faut en finir avec ce fauve lâché dans la nature (...), il serait honteux que le ministre de l'intérieur conserve son portefeuille alors que, depuis des mois, un truand en cavale le couvre de ridicule.* »

(1) N.D.L.R. — M. Tillier a été, de 1971 à 1973, enquêteur contractuel à la D.S.T. avant de devenir journaliste.

Bizarreries

Ce n'est pas la première fois que Jacques Tillier, journaliste à l'hebdomadaire Minute, *le « chasseur de scoop », est au cœur d'un fait divers spectaculaire. Ancien des commandos de marine et ancien enquêteur de la D.S.T. à la brigade de Tours, il donna sa démission en février 1973, après vingt-trois mois d'exercice, pour rentrer l'année suivante* à Minute. *Il n'a jamais fait mystère de ses opinions d'extrême droite.*

M. Tillier a joué un rôle obscur dans certaines grandes affaires criminelles. Ainsi, c'est lui qui, après le meurtre de Jean de Broglie, publiera une lettre du docteur Nelly Azerad, obtenue dans des circonstances troubles, affirmant que Mᵉ Alain Beaumier avait demandé au médecin de fournir un alibi à M. Pierre de Varga.

A cause de ces méthodes de travail parfois peu orthodoxes, M. Tillier aurait également joué un rôle après le rapt de M. Henri Lelièvre. Il aurait notamment ser d'intermédiaire entre la famille de la victime et le ou les ravisseurs. Pour le compte de qui ? Le directeur de Minute, *M. Jean Boizeau, affirme que tout cela est faux et que si deux messages codés ont bien été publiés dans* Minute *des 25 juillet et 8 août, à l'intention de Jacques Mesrine, ils n'avaient pour but que d'obtenir une interview du célèbre malfaiteur.*

Proche des milieux policiers au point que certains d'entre eux l'appelaient « confrère », M. Tillier a-t-il été attiré dans un guet-apens par Jacques Mesrine, uniquement parce qu'il avait écrit des articles contre le gangster en cavale ? On peut en douter, si l'on se souvient de cette déclaration de Mesrine à une journaliste de Paris-Match :

« Ça ne m'intéresse pas de me venger de certains journalistes (...), ils n'ont rien à craindre. »

Ce qui est sûr, c'est qu'on voit mal Jacques Mesrine, qui professe des opinions de gauche, accorder une interview à un hebdomadaire qui ne correspond pas à ses idées. Mais alors, pourquoi avoir voulu tuer ce journaliste, car il semble bien que telle était l'intention de Jacques Mesrine, si c'est de lui qu'il s'agit ? Ce qui est certain aussi, c'est que l'auteur des coups de feu avait, selon la formule d'un policier, des « choses sérieuses » *à reprocher à M. Tillier. Mais les policiers démentent formellement que le journaliste ait pu servir de poisson-pilote pour les conduire à Jacques Mesrine.*

Ils démentent aussi que le reporter était surveillé. Enfin, dernière bizarrerie de ce nouvel épisode prêté à la carrière déjà longue de Mesrine, comment se fait-il qu'il n'ait, contrairement à son habitude, ni revendiqué ni démenti sa participation à ce « règlement de comptes », aussi bien qu'au rapt de M. Lelièvre ? Jacques Mesrine, qui est tellement soucieux de publicité, aurait-il changé ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

DES PIRATES DE L'AIR S'EMPARENT D'UN BOEING DE LA LUFTHANSA EN R.F.A.

Des pirates de l'air se sont emparés d'un Boeing-727 de la Lufthansa qui assurait la liaison entre Francfort et Cologne, a-t-on appris ce mercredi 12 septembre, en début d'après-midi dans la capitale ouest-allemande. L'appareil, qui compte cent vingt et un passagers et sept membres d'équipage, s'est posé sur l'aéroport de Cologne-Bonn. Les autorités de police n'ont pas précisé quelles étaient les exigences des pirates. — (A.F.P., U.P.I.)

Avant l'ouverture du Salon de Francfort

M. VERNIER-PALLIEZ ANNONCE LA SORTIE PROCHAINE D'UNE RENAULT DIESEL

(De notre envoyé spécial.)

Francfort. — M. Vernier-Palliez, P.-D.G. de la régie Renault, a donné, mardi 11 septembre, dans l'après-midi, le coup d'envoi du marathon des conférences de presse qui précèdent traditionnellement l'ouverture du Salon automobile de Francfort. Ce sera, cette année, le rendez-vous de tous les constructeurs mondiaux puisque le Salon de Paris n'aura pas lieu.

Le P.-G. de la Régie, après avoir déclaré que 1979 avait marqué à ses yeux une date capitale pour l'automobile a estimé qu'au cours des prochaines années la demande en Europe devrait progresser de 2 % par en. Il a également annoncé la sortie prochaine d'une Renault 20 diesel équipée du moteur 2 litdes fabriqué à Douvrain, modifié, bien entendu, en conséquence.

Le P.-D.G. de Renault a d'autre part indiqué qu'à partir du Salon de Francfort les véhicules poids lourd Saviem-Berliet seraient exportés en Allemagne puis dans l'ensemble de l'Europe, sous la seule marque Renault, et il a précisé que la Régie escomptait pour l'ensemble de l'année 1979 une production totale de 1,9 million de véhicules, soit 10,5 % de plus que l'an passé.

Le même jour, le président de Ford-Europe a annoncé que le groupe américain investirait 10 milliards de deutschmarks (23,2 milliards de francs environ) d'ici à 1985 pour lancer de nouveaux modèles de voitures et de camions en Europe.

CLAUDE LAMOTTE.

BAISSE DE LA LIVRE STERLING ET DE L'OR

L'événement du mercredi 12 septembre a été la baisse sensible de la livre sterling, qui a perdu du terrain sur tous les marchés des changes : 2,2270 dollars à Londres contre 2,2450 dollars, 9,41 F à Paris contre près de 9,48 F. Cette baisse est imputée à la fois aux conflits sociaux et à des considérations strictement financières. Une grève chez Rolls-Royce, la menace de nombreux licenciements chez British Leyland, la demande d'une augmentation de salaires de 65 % par les mineurs de charbon, ont défavorablement impressionné les milieux financiers internationaux, d'autant que la perspective de voir l'inflation atteindre 19 % à 20 % dans les prochains mois annule les avantages que la livre retirait de taux d'intérêt très élevés (14,5 %).

Ajoutons que la hausse des taux aux États-Unis (12,5 %) rend moins attrayantes les conditions offertes sur la place de Londres. Le repli de la monnaie britannique, après sa flambée de l'été dernier (2,35 dollars à Londres et près de 10 francs à Paris), était ardemment souhaité par les industriels britanniques.

Le dollar a consolidé sa reprise de la veille.

Le cours de l'once de 31,1 grammes d'or a fléchi sur les marchés internationaux, revenant de 339,50 dollars à Londres à 337 dollars environ.

● *M. Sanjay Gandhi*, fils cadet de l'ancien premier ministre indien, qui avait été arrêté, le 10 septembre à Dehra Dun, en Uttar-Pradesh (nos premières éditions du 11 septembre) a été libéré sous caution mardi. — *(U.P.I.)*

Le numéro du « Monde » daté 12 septembre 1979 a été tiré à 569 666 exemplaires.